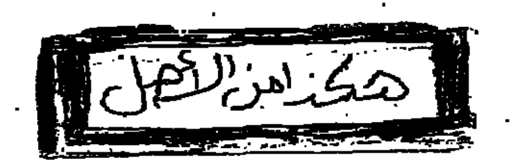


LE MONDE diplomatique

OCTOBRE 1977 — N° 283 - 24e année

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,50 $c. — Roy.-Uni : 50 p.
Espagne : 70 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 900 lires — Tunisie : 500 mil.
Abonnements : voir tarif page 28.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Reportage :

ROUMANIE : UN «SOCIALISME» AUTORITAIRE

(Pages 12 à 14.)

Des «gauches nationales» ?

Par CLAUDE JULIEN

A GAUCHE comme à droite, les grands débats économiques sont hypothéqués par une contradiction dont on veut espérer qu'elle n'échappe pas aux leaders politiques : la crise est mondiale mais, dissipées les illusions du dialogue euro-arabe, de la conférence Nord-Sud, d'une véritable réforme du système monétaire international ou d'une solution européenne, les remèdes envisagés restent strictement nationaux. Faut-il voir là un aveu d'impuissance ? Mais, si l'on est sans prise sur la réalité, comment rester au pouvoir ou envisager d'y accéder ?

Passe encore que les majorités en place se contentent d'un optimisme vite démenti par les indices des prix et les statistiques de chômage : rétif à tout changement véritable, leur électorat, au moins, n'est pas trompé... Mais les partis de gauche ? Dans le contexte international, espèrent-ils que les mesures internes qu'ils préconisent auront toute l'efficacité qu'ils semblent en attendre ?

CAR la crise ne fait que commencer. Lorsque se manifestent quelques timides signes de reprise, aux Etats-Unis ou ailleurs, leurs effets pratiques restent à la fois étriqués et éphémères. En revanche, le déficit de la balance commerciale américaine (de 25 à 30 milliards de dollars pour 1977) obligera les Etats-Unis à prendre des mesures dont les répercussions, pour leurs partenaires, seront amples et durables. Les secteurs en difficulté ne sont plus seulement le textile ou les cuirs et peaux, mais la sidérurgie et, par contrecoup, l'automobile et la construction. Un nouveau seuil va être franchi dans la guerre commerciale entre nations industrialisées : aucune n'y trouvera son profit, toutes en feront les frais.

Dans ces conditions, il n'est sans doute pas indifférent de savoir combien d'entreprises seront nationalisées si la gauche arrive au pouvoir, à quel chiffre sera porté le salaire minimum, quel sort sera réservé à l'éventail des revenus. Mais le débat qui, sur ces thèmes, oppose, en France, socialistes, radicaux et communistes, ne porte que sur les moyens intérieurs d'une politique économique. Ces outils que la gauche veut se donner et sur lesquels elle n'est pas d'accord, elle pourrait les utiliser pour s'attaquer aux causes internes de la récession et de l'inflation. Entreprise non négligeable et, tôt ou tard, il faudra bien porter le fer dans la plaie des privilèges et des injustices qui freinent la machine. Une relance peut ainsi être amorcée, mais sa portée sera conditionnée par l'environnement international, sur lequel les discours sont trop discrets.

L'internationalisation du capital et de la production n'est pourtant pas une vaine formule : d'importants centres de décision sont situés hors des frontières nationales et, s'ils n'échappent pas entièrement au pouvoir national, il est malaisé d'avoir prise sur eux. Comment la gauche les affronterait-elle et quelle serait sa stratégie à leur égard ? Nul ne le sait vraiment. En revanche, on sait, on sait même trop bien, comment le Fonds monétaire international, par exemple, est intervenu au Portugal, en Angleterre, en Italie, pour dicter des conditions draconiennes qui condamnent à l'austérité aussi bien le budget de l'Etat que la politique des salaires. Véritable gendarme du grand capital (voir ci-dessous l'article de Julia Juruna), le F.M.I. se soucie moins de respecter la volonté populaire que d'aider les grandes banques commerciales que leur logique a conduites, dans leurs ouvertures de crédits, à prendre des risques inconsidérés.

MAIS si un organisme international comme le F.M.I. doit un jour imposer de rudes contraintes — prochainement peut-être à l'Espagne, plus tard, éventuellement, à la France, — l'essentiel n'est quand même pas là. Si les propositions de la gauche tendent bien vers une restructuration industrielle, on voit mal comment celle-ci peut conduire à un nouveau modèle de développement qui ne s'accompagnerait pas d'une exploitation accrue du tiers-monde. La majorité en place, quant à elle, n'en a cure. Mais la gauche préconise-t-elle l'ébauche d'un autre type de relations avec les grandes nations industrialisées comme avec les pays sous-développés ?

Tous les programmes et toutes les promesses font miroiter l'espoir d'améliorer le fonctionnement du système actuel, alors que la seule chance d'éliminer les déséquilibres internes et externes déjà connus réside dans la recherche d'un autre modèle de croissance (voir pages 2 à 4 l'article de François Partant). Sur ce point essentiel, il semble que l'oubli recouvre soudain tout ce que l'on sait sur l'impérialisme, sur le partage inégal, sur le pillage du tiers-monde. L'optique des forces de gauche serait-elle strictement nationale ? Mais alors, qu'est-ce que la gauche ?

Marche forcée au Proche-Orient

La déclaration commune américano-soviétique du 1er octobre, posant les bases d'un règlement « global » au Proche-Orient, a souhaité la reprise de la conférence de Genève avant la fin de l'année. Son inauguration serait un triple succès : pour les régimes arabes, préoccupés de remplir l'engagement contracté auprès de leurs opinions publiques ; pour Moscou, qui voudrait avoir son mot à dire dans la tentative de règlement, même si ce n'est pas l'Union soviétique qui mène le jeu ; pour Washington surtout, qui consolide son emprise sur la région.

Car cette nouvelle étape s'inscrit dans la continuité de la politique américaine depuis la guerre d'octobre 1973. Après la « diplomatie des petits pas », qui a amené la quasi-totalité des régimes arabes du Proche-Orient dans l'orbite américaine, voici venu le temps de la marche forcée, où les deux principaux adversaires sont sommés de se reconnaître enfin, avant de se mesurer dans une partie inégale. Depuis trente ans, l'Etat d'Israël n'a cessé d'étendre ses frontières et de les consolider tandis que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) va devoir user de sa toute récente légitimité pour imposer aux siens des concessions idéologiques et territoriales qui lui sont demandées de toutes parts.

Qu'attendre d'une négociation imposée par la contrainte à des adversaires qui en trois décennies n'avaient pu trouver spontanément un terrain d'entente ? La procédure mise en place pour la reprise de la conférence de Genève montre que peu de choses ont changé dans le fond. Israéliens et Palestiniens s'y affronteraient par puissances étrangères interposées, ce qui laisserait la porte ouverte aux mêmes rivalités régionales et aux mêmes marchandages de grandes puissances. Déjà, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'offrent en garants militaires du règlement.

La crise économique qui secoue les Etats industrialisés donne sans doute de sérieux atouts à la diplomatie américaine, qui a conçu le dessein de « sauver les Israéliens d'eux-mêmes ». Mais si la démocratie israélienne est ainsi mise à l'épreuve, l'aggravation d'une situation déjà explosive risque d'emporter les fragiles espoirs de négociation.

Les Etats-Unis mènent le jeu

Par JEAN GUEYRAS

LA déclaration commune sur le Proche-Orient que viennent de publier les Etats-Unis et l'Union soviétique constitue une nouvelle étape dans la lente dégradation des relations entre Washington et Jérusalem. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces relations n'ont jamais été aussi tendues que depuis la *« visite triomphale »* de M. Menahem Begin à Washington en juillet dernier. Le chef du gouvernement israélien y avait été accueilli en héros et avait reçu les félicitations du président Carter, bien que leurs discussions politiques n'eussent permis aucun rapprochement notable au sujet de la crise du Proche-Orient. Les thuriféraires du Likoud à Jérusalem avaient alors tressé des lauriers à celui qui, affirmaient-ils, avait détruit le *« mythe »* de l'inéluctabilité d'une confrontation israélo-américaine et détrompé ceux qui s'attendaient à une aggravation du climat politique entre Washington et Jérusalem à la suite de l'accession du Likoud au pouvoir.

L'euphorie a été de courte durée. Dès son retour à Jérusalem, M. Begin s'est fait poliment rappeler à l'ordre après avoir — dans un geste de défi remarqué à l'égard de Washington — conféré un statut légal permanent à trois colonies «sauvages» en Cisjordanie. En fait, les embrassades de Washington n'étaient que de pure forme : constatant leur désaccord fondamental sur les modalités d'un règlement de la crise au Proche-Orient, les deux hommes d'Etat avaient décidé de ne plus dissimuler leurs divergences et de les exprimer désormais avec le maximum de clarté et de publicité. Analysant cette situation nouvelle, M. Ygal Allon affirmait vers la mi-août que *« la politique de M. Begin avait libéré les Etats-Unis de tout engagement envers Israël ». « Il s'agit là*, avait-il ajouté, *d'un changement fondamental et c'est pour le pire... Auparavant, nos relations avec les Etats-Unis étaient fondées sur le dialogue, mais, maintenant, chacune des deux parties agit à sa guise. »*

En fait, le dialogue s'est poursuivi, mais sous une forme polémique assortie de mises en garde souvent acerbes. Depuis le voyage de M. Begin à Washington, M. Carter a dénoncé à plusieurs reprises les implantations de colonies juives en Cisjordanie, qu'il a qualifiée successivement de *« mesures illégales »*, d' *« obstacles à la paix »*, de *« violation de la convention de Genève »* et de *« défi aux Etats-Unis »*. Le désaccord s'est également manifesté au sujet de l'attitude à adopter à l'égard des Palestiniens. Sur ce problème, le point de vue de Washington a sensiblement évolué depuis le début de l'année. Les deux missions du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, au Proche-Orient (en février et en août) ont convaincu les dirigeants américains que la conférence de Genève n'avait aucune chance de reprendre avant la fin de 1977 si un moyen n'était pas trouvé pour y assurer la participation des Palestiniens, sous une forme ou une autre.

La déclaration du département d'Etat du 12 septembre dernier prenant nettement position en faveur d'une présence palestinienne et le communiqué soviéto-américain qui reconnaît la légitimité des *« droits du peuple palestinien »* ont été accueillis à Jérusalem avec d'autant plus d'inquiétude que le président Carter avait déjà fait savoir au début d'août que l'acceptation par l'O.L.P. de la résolution 242 du Conseil de sécurité *« ouvrirait de nouvelles possibilités pour un dialogue américano-palestinien et une participation palestinienne à la conférence de Genève »*.

(Lire la suite page 7.)

LE FONDS MONÉTAIRE ET LES BANQUES PRIVÉES

Le «gendarme» du grand capital

Par JULIA JURUNA

LES représentants de quatorze pays se sont réunis à Paris, au mois d'août, sous l'égide du Fonds monétaire international, pour élaborer les procédures permettant d'augmenter les ressources de cette institution. Créés par les apports de capitaux de sept pays industrialisés (Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne, Japon, Suisse, Canada, Belgique, Pays-Bas) et de sept pays producteurs de pétrole (Arabie Saoudite, Iran, Venezuela, Qatar, Nigéria, Koweït, Emirats arabes unis), les nouveaux crédits de 10 milliards de dollars seront destinés aux pays membres du F.M.I. qui se trouvent en difficulté pour équilibrer leur balance des paiements.

L'événement n'était certes pas banal : l'absence du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie contrastait avec la présence agissante des pays de l'OPEP, dont le poids financier dépasse largement l'influence diplomatique modeste que l'opinion occidentale s'était habituée à leur accorder. Aussi bien, à la différence des précédentes réunions du F.M.I., la rencontre de Paris fut-elle considérée en Europe avec un intérêt inhabituel, qui traduit la manière diffuse dont on perçoit les modifications survenues dans les relations internationales depuis le début de la crise économique.

Mais ce n'est pas tout. La prise de conscience de ce changement historique s'ajoute au trouble provoqué par les récentes interventions du F.M.I. dans les politiques économiques — et sociales — du Portugal, de l'Italie et du Royaume-Uni. Dans le passé, l'Europe n'avait consacré qu'une médiocre attention à la longue série de conflits opposant le F.M.I. à différents pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Désormais, l'institution internationale intervient avec un certain éclat dans trois pays du Vieux Continent où, dans le passé, son rôle avait été relativement discret. Ses activités apparaissent dès lors sous un jour nouveau. Et, reprenant un point de vue naguère réservé aux leaders nationalistes du tiers-monde, divers secteurs de l'opinion européenne accusent maintenant le F.M.I. de jouer le rôle de « gendarme » des plus grandes puissances occidentales.

Le fait est que, depuis 1973, d'importantes transformations sont intervenues dans les fonctions du Fonds. Jusqu'alors, son rôle principal était lié à la surveillance du système monétaire international créé à Bretton-Woods en 1944 et fondé sur des parités de change fixes ; à ce titre, le F.M.I. était habilité à fournir une aide temporaire — des crédits de trois à cinq ans — aux pays dont la balance des paiements enregistrait un déficit ; ces prêts (1) devaient leur permettre de maintenir la parité de leur monnaie sans mettre en œuvre des tarifs protectionnistes et des systèmes de contrôle des changes qui auraient altéré les règles du libre-échange. Mais en 1971 la suspension de la convertibilité du dollar s'ajoute aux crises monétaires successives pour aboutir, en 1973, à la généralisation des changes flottants. Parallèlement, la hausse du prix du pétrole donne lieu à l'apparition d'importants déficits dans les balances des paiements des pays occidentaux. Ainsi, au moment même où l'abandon des parités fixe élimine la justification théorique des prêts du F.M.I., bon nombre de gouvernements lui demandent des crédits bien plus importants que les sommes jusqu'alors retirées par les pays du tiers-monde.

(Lire la suite page 20.)

(1) L'octroi d'un prêt par le F.M.I. se déroule selon le schéma suivant : un pays en déficit achète, contre sa propre monnaie, la devise d'un autre ; chaque pays peut obtenir sans conditions un crédit égal à sa tranche-or (25 % de sa contribution). Les autres tranches de crédit sont assorties de conditions de plus en plus sévères. En vertu des accords de la Jamaïque (janvier 1977), un pays peut obtenir un crédit égal à 145 % de sa quote-part.

Les faux pas de la science économique

GAUCHE ET DROITE DEVANT LES GRANDS DÉSÉQUILIBRES

Baptisée « expansion », la fuite en avant contredit tout discours sur le nouvel ordre mondial

Par FRANÇOIS PARTANT

A LA faveur de la récession économique qu'il attribuait aux *« fluctuations erratiques des monnaies »*, le président de la République française se fit le champion d'un nouvel ordre économique mondial. S'agissait-il seulement de rétablir l'ordre que les alliés avaient instauré à la fin de la dernière guerre et qui se décomposait — ou d'en imaginer un qui fût réellement nouveau ? Quand un changement devient inévitable, exprimer une *« volonté de changement »* peut n'être qu'une attitude conservatrice. En l'occurrence, le caractère novateur — pour ne *pas dire révolutionnaire — du projet* ne fait aucun doute. Il suffit, *pour s'en convaincre, de se reporter* aux déclarations que fit M. Fourcade, *alors ministre de l'économie* et des finances, le 2 septembre 1975 à l'assemblée du Fonds monétaire international et de la BIRD *réunie* à Washington. La France, dit-il, veut promouvoir un ordre qui assurera, dans l'ensemble des pays capitalistes industrialisés, une relance de la production, la résorption du chômage et l'arrêt de l'inflation, ainsi que le développement de leurs échanges, *soit*, au total, une prospérité analogue à celle qu'ils ont connue depuis la dernière guerre. Mais, en outre, cet ordre sera *plus favorable aux* pays du tiers-monde, afin que leur *développement devienne une réalité* et que soit résolu le redoutable *problème de leur endettement extérieur.*

C'est sur la nature des réformes à entreprendre que le gouvernement *français va hésiter, au cours* des deux années qui suivent cette *mémorable prise de position de* principe. Il s'attaqua d'abord aux *questions monétaires internationales*, sans qu'on puisse très bien *comprendre comment il pouvait* espérer, par ce biais, transformer *l'ordre économique mondial. En* vue de faire aboutir certaines proposi*tions en ce domaine,* il réunit les principaux chefs d'Etat ou de gouvernement du monde capitaliste à Rambouillet, où ceux-ci se bornèrer à constater la divergence de leurs points de vue. Néanmoins, on se félicita de cette concertation au plus haut niveau : l' *« esprit de Rambouillet »* venait d'éclore. Il faut convenir que cet esprit anima tous les « sommets » qui suivirent : jamais aucune décision d'importance n'y fut prise, hormis celle de se réunir de temps à autre afin de se concerter. En revanche, peu après le « sommet » de Rambouillet, les ministres des finances se retrouvaient à la Jamaïque où, conformément aux exigences américaines, ils liquidaient *les accords* de Bretton-Woods et donnaient un caractère *institutionnel au laxisme* monétaire. Il fallait dès lors renon*cer à attendre un nouvel ordre éco*nomique d'une simple *réorganisation du système monétaire international.*

Entre-temps, le gouvernement français s'était fixé de nouveaux *objectifs. Lorsque l'Algérie, s'op*posant à un projet des Etats-Unis, *refusa que le problème de l'éner*gie fût étudié indépendamment des *autres problèmes* qui *se posent* au tiers-monde, la France lui donna *raison*. Puisqu'il fallait trouver un terrain d'entente entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs, pourquoi ne pas viser à une plus large entente entre tous les pays en voie de développement producteurs de *matières premières* et tous les pays capitalistes indus*trialisés ? Le gouvernement français* prit l'initiative de réunir à Paris la *conférence sur la coopération éco*nomique internationale, où les *représentants du Nord et ceux du* Sud allaient essayer de redéfinir les conditions de leur collaboration au sein d'un même système économique. Il revenait aux pays participants de découvrir les moyens à employer pour atteindre un double objectif : la croissance pour les uns et le développement pour les autres.

Passés les premiers jours consacrés à des joutes oratoires, les *négociateurs firent* preuve d'une grande modération : ils acceptèrent de ne pas aborder l'aspect politique des questions à débattre, afin de ne pas provoquer de heurts entre pays aux options idéologiques opposées. Cette décision prise, la conférence aurait tout aussi bien pu arrêter ses travaux. Car l'ordre économique mondial, tel qu'il existe aujourd'hui, résulte du libre jeu des lois économiques. Il procède de ce choix politique qu'est le libéralisme économique. Il ne peut être changé si l'on ne change d'option politique. Les négociateurs allaient inévitablement s'embourber dans d'interminables *discussions* techniques, chaque proposition visant à *lutter contre certaines* conséquences du libéralisme se heurtant à *l'impossibilité de mettre en question* l'option libérale.

Tandis que les pays industrialisés avaient essentiellement à défendre des avantages acquis, les pays en voie de développement se présentaient avec deux séries de revendications. D'une part, ils demandaient que leur fût donnée la possibilité de se développer conformément au modèle que représentent les pays industrialisés, qu'on leur accordât les moyens techniques et financiers pour y parvenir. D'autre part, *ils* souhaitaient que fût retardé le paiement des dettes qu'ils ont contractées jusqu'ici en essayant de se développer en suivant ce *modèle. Ces deux revendi*cations peuvent paraître contradictoires. *Elles sont en réalité* complémentaires : les pays indus*trialisés se sont eux-mêmes pré*sentés comme un modèle à imiter *et à suivre. Ils ont attiré dans leur* sillage les pays sous-développés *en leur consentant* des aides financières et techniques, et seulement lorsque les programmes de développement de ces pays étaient conformes à leur propre conception du développement.

Comment l'échec devint un succès

Commencé au début de 1976, le « dialogue Nord-Sud » s'acheva en juin 1977 sans résultat concret, si l'on tient pour négligeable la création d'un fonds d'aide spéciale de 1 milliard de dollars — alors que les seuls intérêts annuels dus par le tiers-monde au titre de ses dettes s'élèvent à quelque 15 milliards de dollars ! L'échec ne fut pas explicitement reconnu dans le communiqué *final, afin de ménager* certaines susceptibilités, en particulier *celles de la puissance invitante.* Cette courtoise attention permit à la diplomatie *française de le transformer en une victoire.* Le dialogue ayant eu lieu et les participants s'engageant à le poursuivre *au sein de l'ONU, la France avait remporté* un succès diplomatique en incitant les uns et les autres à l'engager. Pourquoi pas ? Dans la mesure *où, bien souvent, il suffit d'affirmer* sa volonté de changement pour donner l'impression que quelque chose a changé, on ne voit pas pourquoi un dialogue qui n'aboutit à aucun accord serait sans intérêt.

Mais la France, soucieuse de donner plus d'éclat encore à son succès diplomatique, est allée trop loin en déclarant que, si le dialogue n'avait eu lieu, une épreuve de force eût été à craindre. Elle surestimait la marge de manœuvre des négociateurs qui, s'ils n'ont aucune chance de parvenir à un accord, n'ont pas davantage la possibilité de rompre. Les pays en voie de développement ne peuvent se passer de ce que les pays industrialisés ont à vendre, en particulier des équipements et des armements indispensables à un *Etat « moderne »*. Ils sont alors tenus de *livrer leurs matières premières* et leurs produits agricoles. Les exigences des pouvoirs étatiques, les besoins de leur classe dirigeante, *leur modèle de développe*ment, qui répond aux ambitions de leur classe dirigeante, *interdisent* aux pays en voie de développement de se dissocier du système économique international. Les prix de ce qu'ils importent et de ce qu'ils exportent orientent l'ensemble de leurs prix intérieurs, *fondent leurs* « cohérences économiques » internes. Ils ne peuvent promouvoir d'activités que lorsque celles-ci sont « rentables » sur la *base des critères techniques et* financiers des pays industrialisés. Ils ne peuvent rien faire qui ne soit compatible avec le système *d'enrichissement de ces pays, qui* ne contribue directement ou indirectement à cet enrichissement. *La* concurrence économique et tech*nique que favorise l'échange les* condamne à n'évoluer que dans *les limites imposées par le capi*talisme dominant. Leur sous-développement résulte donc d'un choix politique. Et ce choix fonde dans le même temps l'ordre *économique* mondial.

Dans les instances internatio*nales, ce ne sont jamais que des* classes dirigeantes qui s'expriment : *la voix de l'Afrique sahélienne ou* du Bangladesh ne sort pas d'un *corps famélique.* Pas plus que les pays engagés dans une rapide industrialisation ne sont représentés par une cohorte de paysans ruinés et de chômeurs. Ce serait tout à fait contraire aux usages. Il n'y a donc aucune raison d'espérer (ou de redouter) des changements décisifs. Les pays qui furent dominés ne s'interrogent pas sur ce qu'aurait pu être leur évolution s'ils avaient échappé à la domination. Pour les héritiers du pouvoir colonial, l'héritage économique et technique paraît nécessairement positif. Leur problème n'est alors que de faire grossir cet héritage. Quant aux pays industrialisés, il leur est bien plus dif*ficile encore de reconsidérer leur* modèle de développement : ils ne *peuvent même en concevoir un* autre. Pour eux, le développement *ne peut être que cette dynamique* que le capitalisme a impulsée dans *les pays où l'industrie a pris nais*sance. Ils sont d'autant plus fon*dés à le croire que le socialisme* n'a pas condamné l'accumulation capitalistique, bien au contraire. Réalisée à l'initiative de l'Etat et grâce à une planification plus ou moins autoritaire, l'accumulation « socialiste » doit assurer le développement des *forces productives* qui, lorsqu'elles auront atteint un *certain niveau (lequel ?),* permettront le passage au communisme *et la disparition de tous les rap*ports marchands. Avec des *méthodes différentes — mais en* « exploitant » identiquement le travail, *puisqu'il n'est point d'autre* manière pour accumuler des capitaux, — tous les pays industrialisés, quel que soit leur régime politique, poursuivent le même objet.

Partageant cette conception du développement, les pays du tiers-monde se trouvent en porte à faux. Tout en prétendant lutter pour plus de justice dans les relations économiques internationales, c'est, en réalité, de la charité qu'ils réclament : aides financières, assistance technique, transferts de technologies... Autant d'avantages qui ne résultent pas du jeu normal des lois économiques dans le cadre de ce système et qui *risqueraient*, s'ils étaient trop généreusement accordés, d'en fausser le jeu et d'entraver sa dynamique. D'où les pénibles *marchandages auxquels on assista* et qui mirent en lumière cette évi*dence : la croissance dans les* pays industrialisés est incompatible *avec le type de développement que* souhaitent les dirigeants du tiers-*monde. Mais, comme ni les diri*geants du tiers-monde ni ceux des *pays industrialisés n'ont intérêt à* reconnaître cette évidence, ils *négocient pour concilier des inté*rêts inconciliables. Entre ces gens convenables, le dialogue n'est pas difficile à établir. Le seul ennui est qu'il ne sert à rien.

Une mise en valeur au service de qui ?

Depuis que la France s'est dotée d'une Vᵉ République, elle *s'enivre* d'un discours à sa propre gloire : elle n'est que grandeur et générosité. Au vrai, il s'agit de deux discours, dont l'un est à usage interne (*« la place qui revient à la France dans le monde », « la France doit conserver son rang »*, etc.), et l'autre, plutôt à usage externe, sur les devoirs que nous créent le sous-développement, la coopération entre les peuples, l'aide désintéressée, etc. Ces deux discours se contredisent : si la France veut conserver la place qu'elle occupe dans le monde tel qu'il est, elle ne peut abandonner les avantages qu'elle a acquis à la faveur de son expansion militaire. Sa sollicitude à l'égard du tiers-monde ne peut lui faire renoncer à la contribution que celui-ci apporte à sa construction économique.

On se rappelle comment, après d'inutiles actions répressives, elle se lança dans une « œuvre de décolonisation » et se résigna au néo-colonialisme. Plus de quinze ans après les indépendances, *elle s'enorgueillit* de l'attachement que lui manifestent la plupart des gouvernements d'Afrique francophone. Les avantages que *ces derniers ont retirés* de la politique d'aide et de coopé*ration favorisent le maintien de* ce... fameux liens historiques qui *entravent l'œuvre de décolonisa*tion, l'empêchent d'arriver à son *terme. Mais, dès lors que* ces liens sont souhaités par les anciennes colonies elles-mêmes, comment l'ancienne puissance coloniale — qui a tout intérêt à les resserrer — pourrait-elle se refuser à les maintenir ? Elle les maintient donc. Mais elle affirme son souci de ne pas porter atteinte, sous couvert de coopération, à l'indépendance des jeunes Etats : *« L'Afrique aux Africains »*. Formule lancée juste après que ses accords de coopéra*tion avec le Zaïre l'eurent amenée* à intervenir militairement dans ce *pays pour y maintenir le statu quo* politique. Cette intervention et la *justification qui en fut donnée (la* condamnation de toute ingérence étrangère en Afrique) ont redonné aux dirigeants de la région une certaine confiance en eux-mêmes et rehaussé le prestige de la France. Cette dernière a fourni la preuve que sa politique africaine ne se borne pas à des déclarations d'intention.

Mais existe-t-il une politique de rechange et un autre discours que les Français puissent comprendre ? *Les formations politiques de gauche* et d'extrême gauche critiquent volontiers l'impérialisme et, avec une particulière vigueur, celui des *Etats-Unis. Mais il* sera un peu vain de brandir l'étendard de la « lutte anti-impérialiste » aussi longtemps qu'on ne se sera pas interrogé sur ce que serait la France si elle n'était elle-même une puissance impérialiste. Face à l'ambiguïté de l'opposition, celle du gouvernement a au moins le mérite de l'innocence. Car il croit au discours qu'il prononce. Il n'a pas du tout le sentiment de mener une politique contraire aux intérêts *des peuples du tiers-monde. Non* seulement il ne comprend pas que *la mise en valeur d'une région* dominée par un pays dominant est *à l'origine de son sous-développe*ment, mais il l'assimile au développement lui-même ! Les déclarations de M. Giscard d'Estaing lors de sa visite au Gabon sont à cet égard tout à fait significatives.

Bien entendu, on pourrait aussi concevoir que le tiers-monde soit mis en valeur non plus en fonction des besoins des pays industrialisés, mais en vue de satisfaire ses propres besoins. Lors d'un de ses voyages au Zaïre, M. Giscard d'Estaing a envisagé cette hypothèse, en lançant l'idée d'un *« plan Marshall pour l'Afrique »* que tous les pays industrialisés étaient invités à *mettre en œuvre. Il s'agissait* de promouvoir en Afrique l'ensemble *des activités industrielles que jus*tifie sa fantastique richesse en *ressources naturelles* — et par conséquent toutes les activités qui ne se développent qu'en relation avec l'industrie. Les pays industrialisés, dont l'appareil productif tombait en léthargie, allaient trouver une occasion de relance grâce à de fabuleux marchés à l'exportation, et le continent africain pouvait devenir un pôle d'accumulation capitalistique autonome. Cet ambitieux projet comportait cependant quelques inconvénients : il privait les pays industrialisés des ressources africaines qu'ils utilisent, puis des débouchés africains nécessaires à leur appareil productif. Il tendait à transformer des économies dominées et complémentaires des leurs en un vaste ensemble économique indépendant et concurrent. On comprend qu'il n'ait pas soulevé l'enthousiasme des autres grandes *puissances, peu désireuses* de compromettre l'avenir de leur propre développement économique. Il fut donc enterré en silence.

Lorsqu'on se trouve sur un continent si prodigieusement riche en *ressources que son sous-dévelop*pement paraît incongru, imaginer *que son développement soit pos*sible n'a rien que de très normal. *D'autant que si la théorie écono*mique (celle qui inspire nos gouvernants) *ne permet guère de com*prendre pourquoi deux pays qui participent d'un *même* système économique — capitaliste et libéral — ne parviennent pas à en retirer les mêmes avantages, elle peut démontrer que les pays industrialisés doivent aux échanges, qui se sont considérablement développés entre eux, la prospérité qu'ils ont connue au cours des dernières décennies. C'était donc une réaction parfaitement « scientifique » que de vouloir enrichir *les pauvres* afin de pouvoir s'enrichir soi-même davantage en commerçant avec eux.

Outre cette raison *théorique*, le souci constant qu'a manifesté le gouvernement français de trouver des solutions aux difficultés du *tiers-monde pourrait aussi s'expli*quer par l'incidence qu'ont ces dif*ficultés en France même. Le pays,* pour ne pas perdre ses marchés *traditionnels et compromettre cer*tains intérêts à l'étranger, en arrive *de plus en plus souvent à consentir* des prêts aux pays auxquels il est *attaché par des liens historiques*, afin de les mettre en mesure de faire face aux échéances de leurs emprunts antérieurs. En pareil cas, la France se rembourse sur les crédits qu'elle consent. Ce système de financement du commerce extérieur est gravement inflationniste, donc contraire à la politique de lutte contre l'inflation que nos gouvernants mènent, avec des résultats inégaux, depuis une bonne vingtaine d'années.

L'insolvabilité des pays en voie de développement constituant une sérieuse entrave au développement des échanges internationaux, l'exactitude de la théorie économique sur l'enrichissement par l'échange se trouve *a contrario* démontrée : on ne peut s'enrichir par l'échange qu'à *la condition* de conserver son partenaire commercial. Celui-ci ne *doit donc* pas se laisser ruiner par l'échange.

Si la hausse du prix du pétrole a posé de très *sérieux problèmes* aux pays industrialisés consommateurs, elle a *brusquement assuré* des débouchés à leur production, les « nouveaux riches » *du pétrole* étant désormais les seuls pays du *tiers-monde encore solvables, au* moins provisoirement. Il est donc *faux de prétendre que la hausse* du prix du pétrole est à l'origine *de la crise, caractérisée par une* stagnation de la production et une *saturation des marchés* solvables. Tout au plus entretient-elle une inflation préexistante en créant des difficultés particulières à certains pays. Enfin — et ce n'est pas son moindre intérêt — elle a assuré un financement partiel à la production industrielle exportée vers le tiers-monde, d'une manière nettement plus orthodoxe que ne l'est un financement par crédits indéfiniment renouvelés. M. Giscard d'Estaing était donc tout à fait fondé à soutenir, d'une part, que la crise ne lui était pas imputable, d'autre part, qu'il était de l'intérêt des pays industrialisés que les *autres pays producteurs de matières* premières fussent, eux aussi, assu*rés de recettes extérieures stables* et, si possible, croissantes. On ne *peut donc que regretter qu'il se* soit ravisé sur le premier point, *pour finalement se rallier au point* de vue du chancelier Schmidt, *auquel le poids économique de* l'Allemagne et la bonne tenue du deutschemark confèrent une autorité intellectuelle peut-être exagérée. Ca, si la situation économique et financière d'un pays ne dépendait que de la compétence de ses gouvernants, que faudrait-il penser des nôtres ?

Quoi qu'il en soit, la France n'a *jamais perdu l'espoir de faire* coexister pacifiquement la chèvre et le chou. Cet *optimisme n'est pas* propre au gouvernement. Il est partagé par l'ensemble des formations politiques. On l'a une fois de plus constaté lors du colloque organisé par le parti socialiste, les 12 et 13 février 1977, sur le thème de l'industrialisation. Les économistes et penseurs politiques qui s'étaient réunis à cette occasion ne trouvèrent rien d'autre à proposer qu'une croissance raisonnable chez nous, une aide au développement du tiers-monde, l'aide pouvant favoriser la relance chez nous... Ce projet n'est en rien différent de celui qui fut mis en œuvre par les gouvernements successifs de la Vᵉ République. Il s'accompagne d'un discours presque identique. Quelques mots changent. On parle un peu plus des travailleurs et un peu moins des Etats. Mais comme la France, quel que soit son régime, n'aura de relations qu'avec les Etats, la référence aux travailleurs est de pure forme.

L'inégale rémunération du travail

On en était là lorsque, au début de juillet 1977, le gouvernement français prit une mesure qui, à n'en pas douter, est de nature à instaurer un ordre économique mondial radicalement nouveau. Pourtant, aucun des observateurs qui avaient monté en épingle le « succès » diplomatique remporté par la France à l'occasion de l'échec de la conférence Nord-Sud qu'elle avait convoquée n'a ouvert la bouche *pour célébrer l'événement.* Il est vrai que les circonstances ne s'y prêtaient *pas : l'actualité était chargée : départs* en vacances, bouchons sur les routes, pre*mières étapes du Tour de France... De plus, tout avait commencé sans* gloire : une visite du ministre de l'industrie dans le nord de la France, où il fut fort mal accueilli par le patronat de *l'industrie textile au bord de* la faillite et par des ouvriers menacés de licenciement. A la suite de cette visite, le gouvernement décida de protéger cette branche industrielle, en limitant l'importation des produits les plus dangereusement concurrents à un montant à peu près équivalent à celui qui avait été atteint au cours de l'année précédente. L'industrie textile française est en perte de vitesse depuis plus de dix ans ; elle a, rien qu'au cours des trois dernières années, licencié quelque cent mille personnes ; une telle mesure n'est, évidemment, pas de nature à la sauver. Tout au *plus permettra-t-elle* de freiner la montée du chômage en période *pré-électorale et dans une région* déjà très éprouvée par le libéralisme *économique*. Mais *ce n'est* pas la mesure en elle-même (ni les produits concernés) qui *méritait* de retenir l'attention : c'est la justification donnée par le gouvernement pour la prendre. Il proclamait le droit pour tout pays capitaliste libéral de se protéger contre la concurrence des pays qui ne rémunèrent pas suffisamment leur main-d'œuvre, c'est-à-dire où *le coût du travail est moins élevé qu'en France.*

Avec autant de discrétion que d'audace, le gouvernement français venait de redéfinir les conditions dans lesquelles les échanges internationaux devraient se pratiquer afin d'assurer une identique prospérité à tous les travailleurs de ce monde. Il coupait définitivement l'herbe sous les pieds de la « coalition socialo-communiste », jamais le programme commun de la gauche n'ayant osé aller aussi loin dans la recherche de la justice à l'échelle internationale.

Le salaire journalier du travailleur du tiers-monde étant très largement inférieur au salaire horaire du travailleur français (charges sociales comprises), il devra être multiplié par dix, quinze, vingt, selon *les pays, pour que la concurrence* devienne acceptable. Cette hausse *des salaires ne manquera pas d'ac*croître considérablement le coût de *nos approvisionnements en* matières premières et en produits « exotiques ». Du *moins*, le *fer* de Mauritanie ne concurrencera-t-il plus notre « minette » *lorraine*. L'huile d'arachide devenant beaucoup trop chère, elle pourra être remplacée par celle qui est extraite du tournesol ou du maïs, tandis que le sucre de betterave n'aura plus rien à craindre du sucre de canne. Il est donc possible que l'élimination de la concurrence « sauvage » ait ainsi d'heureux résultats sur le développement de nos ressources *naturelles* et sur celui de notre agriculture. En revanche, toutes les matières premières que nous ne pouvons importer que des pays sous-développés, qu'il s'agisse de métaux non ferreux ou de produits destinés à certaines agro-industries (margarineries, cho-

ILIBRES

colaleries, etc.), vont parfois nous obliger, en augmentant de prix, à des reconversions industrielles. Mais il n'y a pas lieu de s'en inquiéter. Bien au contraire, cela pourrait être l'amorce de la seule politique raisonnable, une politique qui permettrait de revenir sur un processus historique essentiellement malsain.

L'industrie est en effet à l'origine de la plupart des insurmontables problèmes politiques, économiques et sociaux, nationaux et internationaux, que les socialistes imputent bien à tort au capitalisme. Parce qu'elle permet par le travail d'ajouter constamment de la valeur aux matières premières qu'elle élabore, parce qu'elle permet d'accumuler des capitaux, grâce à l'organisation du travail, afin d'accroître constamment la capacité à produire, parce qu'elle fournit aux autres secteurs de l'économie les moyens techniques de leur propre développement, parce qu'elle permet ainsi d'augmenter constamment la production en valeur et en volume, elle a fait naître ce mirage que tous les pays poursuivent âprement et vainement : l'opulence. Vieux rêve qui a dû naître le jour où des hommes furent mis au travail par une minorité abusive...

Dès le dix-neuvième siècle, l'industrie a « dénationalisé » l'ensemble des économies, celle d'un pays industrialisé devenant tributaire, pour ses approvisionnements et ses débouchés, de régions politiquement dominées, ces dernières ne pouvant plus évoluer en fonction de leur dynamique propre. Elle a rendu inéluctable l'impérialisme : dans un pays anciennement industrialisé, le pouvoir d'Etat ne peut plus être celui qui définit le droit international, à savoir un pouvoir souverain qui s'exerce sur la société à l'intérieur de frontières internationalement reconnues ; il est, par nécessité, un pouvoir « transnational » qui doit être en mesure d'intervenir n'importe où dans le monde, pour y défendre des « intérêts légitimes », des avantages acquis, pour y acquérir de nouveaux avantages à mesure que croissent ses besoins en matières premières ou en énergie, à mesure que doivent s'élargir les débouchés pour une production croissante.

Car la croissance est devenue un impératif. L'industrie n'est pas une richesse. Dans un contexte national et international concurrentiel, elle doit se développer pour survivre, tout comme doivent se développer les innombrables activités qu'elle entraîne. L'arrêt de la croissance ne serait pas un état d'équilibre, mais le début d'une désorganisation économique et d'une décomposition sociale.

Au cours des vingt années qui précédèrent la crise, la production intérieure a triplé et la consommation a fait presque de même. Inutile de se poser certaines des questions qui furent soulevées en mai 1968 en même temps que les pavés de la capitale : quel est le rapport entre le bonheur d'une société et sa consommation en volume et en valeur ? A quel type de prospérité correspond l'augmentation de la production réalisée à l'initiative du capital et de l'Etat ?... Ce bonheur et cette prospérité sont aujourd'hui compromis. Le pays se trouve en mauvaise posture face à la concurrence étrangère. Il lui faut redevenir compétitif, accepter une certaine austérité, consentir provisoirement quelques sacrifices... Si de tels efforts étaient insuffisants ou se révélaient inefficaces, il faudrait s'attendre au pire : ruine des entreprises, aggravation du chômage, accélération de l'inflation, effondrement de la monnaie nationale...

N'est-ce pas une bien étrange richesse que nous élaborons depuis deux siècles ? Elle *n'existe* que si elle continue de croître. Et nous ne bénéficions de certains progrès qu'à la condition d'en faire toujours davantage. Pour imposante qu'elle paraisse, notre construction économique et technique n'est ainsi qu'un mouvement. L'industrie a été le moyen d'un enrichissement, mais elle a transformé la richesse en un processus d'enrichissement sans fin qui implique un ordre économique international politiquement inacceptable.

La gauche et le dépassement du capitalisme

Aujourd'hui, les armes ne servent plus qu'à maintenir ouvert et intact ce champ international d'activité indispensable aux pays poussés à l'expansion par leur développement industriel. Dès lors que les échanges demeurent possibles, la concurrence économique suffit à faire régner la loi du plus fort. Mais ce monde que nous avions organisé pour qu'il produise en vue de répondre à nos besoins continue de ne produire que dans les limites de nos besoins. On baptise cela la « division internationale du travail ». Expression peu satisfaisante. Elle passe sous silence une conséquence essentielle de l'organisation de l'économie mondiale par les pays anciennement industrialisés : le formidable déséquilibre qui s'est produit dans le monde, et qui réduit considérablement la possibilité de créer de la richesse par le travail dans les régions au total les plus peuplées.

Il est coutume de dénoncer l'abusive exploitation du travail dans le tiers-monde. Le « pillage » du tiers-monde est aussi dénoncé. Mais ce n'est en définitive ni l'exploitation du travail ni le pillage des ressources des pays *sous-développés* qui devraient le plus choquer : c'est leur *sous-utilisation*.

Beaucoup de ressources disponibles dans le tiers-monde ne sont pas utilisées parce que leur exploitation n'est pas ou n'est plus rentable. Ses forces de travail sont fantastiquement *sous*-employées, parce que les activités productives n'y sont pas ou n'y sont plus rentables. Le système économique international, en favorisant une évolution des techniques de production dans les pays industrialisés, a paupérisé les régions qu'il ne pouvait plus utiliser et il a marginalisé les populations dont il n'avait plus l'emploi. Dans le cadre d'économies dénationalisées, puis internationalisées, le développement industriel a abouti à cette double aberration. Il a permis que les techniques de production évoluent, sans que leur évolution ait à prendre en compte les besoins des sociétés, à commencer par ce besoin élémentaire qu'est le travail dans une économie marchande.

En tout cas, les penseurs de gauche et d'extrême gauche vont être obligés d'approfondir leurs réflexions, des réflexions que leur appartenance à un monde de « nantis » (ou « en voie d'enrichissement ») rendait gravement superficielles. Ils s'en tenaient à des analyses du système capitaliste faites au siècle passé — dans le meilleur des cas datant du début de ce siècle — et aux conclusions politiques qu'on pouvait alors en tirer. Marx enterré, sa pensée avait été embaumée, condamnée par ceux qui l'admiraient. Ceux-là ne comprenaient pas que le marxisme n'était qu'une méthode critique, non un énoncé de vérités éternelles. Pour que la pensée marxiste demeurât vivante, il fallait que la réflexion critique se développât, quitte à contredire Marx. Sacrilège !... Mieux valait ne pas penser ! Au demeurant, les penseurs politiques — surtout s'ils pensent en vue de l'action — sont contraints à la prudence. Une classe dirigeante ne se met jamais elle-même en question — les marxistes le savent bien. Tout au plus peut-elle être réformiste. C'est donc sur une voie réformiste que se sont retrouvés tous les partis politiques, seules les références idéologiques qui justifient les réformes étant différentes. Que proposent, en effet, nos anciens révolutionnaires ? Plus de justice, assimilée à une plus équitable capacité à consommer. Des progrès sociaux qui ne doivent pas entraver une dynamique économique, elle-même source d'injustice... La nationalisation des moyens de production, afin que le profit capitaliste, devenu surplus à investir socialiste, permette l'accroissement des forces productives, nouveau nom de baptême du capital de production. L'autogestion d'une construction socio-économique bâtie par le capital et par l'« Etat bourgeois », de telle sorte que les *travailleurs*, dans un contexte international concurrentiel, s'autodisciplinent et réagissent en fonction de cette concurrence comme d'astucieux capitalistes ou comme nos « meilleurs économistes » gouvernementaux. Enfin, peut-être, si la conjoncture le permet, moins de travail et de plus hauts salaires, c'est-à-dire, dans des pays qui ont monopolisé le travail et concentré un maximum de capitaux, l'idéal du petit rentier capitaliste.

Ce programme, ils vont devoir l'actualiser. Ils croyaient être appelés à gérer une société capitaliste et libérale, pour l'amener doucement vers le socialisme. L'héritage capitaliste allait être socialisé. Et le socialisme serait un dépassement du capitalisme. Ils se sont trompés. Le capitalisme ne peut pas être dépassé. Mais il évolue. Il évolue vers ce modèle « utopique » de développement que le gouvernement de M. Barre est en train de mettre en forme. Rien d'étonnant à cela. Ce gouvernement est convaincu que le système capitaliste est intrinsèquement sain. Soucieux de saine gestion, il prend les décisions qui s'imposent au fur et à mesure qu'évolue le système, si bien que ces décisions, pour mûrement réfléchies qu'elles soient, ne sont jamais dictées que par ces nécessités. Il obéit au système, se plie à sa logique et essaie d'obtenir de la société qu'elle s'adapte à son évolution. Inspiré par une « science-économique » passablement lacunaire, il ne se rend peut-être pas compte de toutes les implications pratiques que pourrait avoir sa prise de position doctrinale : peut-être ne comprend-il pas que le système capitaliste se trouverait condamné si le travail était partout rémunéré de la même manière !... Mais il est révélateur qu'il ait pris une mesure qui tend à ce résultat. Cela démontre, tout simplement, que les gestionnaires du système capitaliste gèrent sa lente décomposition. On doit leur faire confiance. Ils sont certainement plus capables de clore deux siècles d'histoire que ne le seraient des gestionnaires de gauche préoccupés de dépasser le capitalisme, de continuer cette histoire.

Efficacité et finalités de la production

Encore qu'aucun modèle mathématique n'ait pris en compte un éventuel décuplement des salaires dans le tiers-monde (ou une augmentation plus forte encore) afin d'en évaluer les conséquences sur une économie sous-développée, on peut essayer d'imaginer les principales transformations qu'une telle mesure entraînerait. Tout d'abord, le tiers-monde serait obligé de renoncer à nous vendre ce que nous ne serions plus assez riches pour lui acheter. Ainsi serait-il contraint de produire pour satisfaire ses propres besoins, plutôt que les nôtres. Par exemple, les paysans cesseraient de cultiver du café, du cacao ou autres produits d'exportation, pour se consacrer prioritairement aux cultures vivrières. Ils pourraient le faire en toute quiétude. Que leurs rendements soient inférieurs aux nôtres n'aurait plus aucune importance, puisqu'ils n'auraient plus à subir notre concurrence. Les ressources en devises de leur pays seraient en effet pratiquement nulles. Pour cette même raison, le modèle de consommation changerait : il ne serait plus celui de la classe dirigeante, il serait imposé par les travailleurs, qui auraient enfin un « pouvoir d'achat », et il ne pourrait reposer que sur la production locale, qui devrait donc croître.

Cela ne devrait pas poser de problèmes insolubles. D'autant que les paysans, rémunérés comme le sont chez nous les travailleurs de la terre, deviendraient eux-mêmes des consommateurs. Les conditions de l'échange se trouvant transformées, les conditions de production le seraient aussi. Tous les espoirs seraient permis, si toutefois les pouvoirs en place ne rétablissent pas un système d'exploitation à leur profit. Même de ce point de vue, l'arrêt des échanges avec les pays industrialisés devrait avoir d'heureuses conséquences : seuls les pouvoirs étatiques et les classes dirigeantes en bénéficiaient ; outre de ressources financières, ils pouvaient acquérir ainsi les moyens techniques nécessaires au constant renforcement de leur pouvoir. Désormais, plus de moyens techniques et financiers pour le fonctionnement des Etats, plus d'armes... Excellente occasion de redistribuer les pouvoirs et de recomposer les sociétés que la mise en place de structures étatiques avaient affublées d'élites parasitaires.

Les industries n'ont pu s'implanter dans le tiers-monde que parce que leurs trop lourdes charges d'amortissement pouvaient être compensées par la très faible rémunération du travail. Ce type d'industrie était absurde. L'usine implantée dans le tiers-monde y fabriquait un produit fini avec beaucoup *trop peu de travail*. Elle ne pouvait en aucun cas résorber le chômage, alors que son implantation le favorisait. Elle éliminait en particulier un artisanat de production, dont la productivité du travail était peut-être faible, mais qui apportait à sa production une valeur ajoutée (en termes *réels* : une valeur qui demeure dans le pays) au total certainement supérieure à celle de l'industrie importée, dont la valeur ajoutée comporte surtout des valeurs directement ou indirectement réexportées : amortissements, frais financiers, salaires étrangers, etc. L'usine est d'ailleurs d'autant moins créatrice d'emplois que son niveau technologique est plus élevé. Elle est conçue dans des pays qui disposent de capitaux et où le capitaliste, pour améliorer la productivité du travail, a intérêt à accroître le capital de production : ainsi reste réduite la part des salaires dans la valeur ajoutée. Mais elle demande un investissement beaucoup trop élevé par travailleur. A l'exception très provisoire des pays producteurs de pétrole, aucun pays sous-développé ne peut réaliser de tels investissements pour employer sa main-d'œuvre. Aucun ne peut alors acquérir assez d'usines pour que la totalité ou une partie suffisante du processus de production se déroule sur son territoire. Aucun n'est « industrialisé ». Mais tous ont acquis un plus ou moins grand nombre d'usines, qui ont seulement contribué à désarticuler leur économie, à ruiner leur paysannat (qui, en général, supporte l'essentiel du coût de l'industrialisation), à accélérer l'exportation de ressources non renouvelables, à aggraver leur endettement extérieur, etc. Enfin, le pire est que les débouchés de l'industrie sont limités par les effets qu'a son implantation sur la formation et la distribution des revenus. Le trop faible salaire des ouvriers les empêche de devenir eux-mêmes des consommateurs, et la marginalisation économique de la population s'accentue (paysans repliés dans l'autosubsistance et chômeurs) : l'industrie produit pour un marché figé ou décroissant.

En admettant que les peuples du tiers-monde soient appelés à redéfinir leurs besoins et à évaluer les moyens de les satisfaire, peut-être, avant même de se mettre au travail, s'interrogeront-ils sur ce qu'est en définitive l'activité industrielle. Ils nous rendraient un très grand service.

En effet, l'industrie a radicalement *modifié la relation de l'homme* à son travail, qui lui-même a changé de signification. Le travailleur n'a plus à exécuter *son* travail, mais une tâche qui lui est fixée. La finalité de son effort et la manière de le faire ne dépendent plus de lui. Il ne travaille plus alors que pour la *contrepartie* du travail : le salaire. A partir de là, tout s'enchaîne très logiquement. Le travailleur ne pouvant plus se réaliser et s'affirmer dans la vie active, puisque son travail le limite, il reporte son espoir d'exister sur les heures de repos, les congés, la retraite... Il ne peut plus s'affirmer que dans les périodes où il ne fait rien. Recherche de soi en dehors d'une œuvre collective. Quête d'un bonheur qui reste à définir, à partir du non-travail et du salaire. Moins de travail et un salaire qui doit augmenter. Exister davantage, « se dépasser soi-même », c'est améliorer son niveau de vie qui ne peut lui-même être, dans une société comme la nôtre, qu'une capacité à consommer. La lutte des travailleurs va être axée sur le « pouvoir d'achat ». Seul pouvoir reconnu aux travailleurs : acheter ce que le capital a choisi de produire et qu'il doit vendre pour que se réalise son profit. La dynamique d'une économie industrialisée provoque un remodelage incessant du cadre de vie, qui lui-même entraîne une continuelle modification des besoins individuels et collectifs à satisfaire. L'augmentation en volume et en valeur des biens et services à consommer nourrit l'optimisme des statisticiens, mais, si elle correspond à un certain type d'enrichissement « collectif », elle a surtout pour résultat de relever constamment le seuil de la pauvreté, ce seuil au-dessous duquel il n'est plus possible de vivre.

Aux Etats-Unis, ce seuil est légèrement inférieur à 3 000 dollars par an. En Afrique noire, un ouvrier père de famille nombreuse est « satisfait » si son salaire annuel est de 500 dollars. Est-il plus « pauvre » que l'Américain qui, avec un revenu six fois supérieur au sien, relève de la charité publique ? Le travailleur salarié est d'autant plus pauvre que son pays est plus riche.

Gageons que si les travailleurs du tiers-monde peuvent démocratiquement décider que produire et comment produire, c'est à une véritable « révolution industrielle » qui nous assisterons. A coup sûr, ils s'apercevront que l'organisation du travail n'est pas seulement un problème d'efficacité, mais aussi un problème de justice et d'harmonie sociale. Ils constateront que le travail ne doit pas être rémunéré en fonction de sa productivité, sauf à recréer l'exploitation au sein même du monde du travail, et qu'un travail dont la productivité est faible peut être socialement indispensable... Que produire ? C'est à une redéfinition des besoins individuels et sociaux qu'ils vont devoir s'attacher, ces besoins n'étant certainement pas ceux que le capitalisme a suscités chez nous. Seuls le pouvoir économique que détient le capital et le pouvoir politique de l'Etat décident ce qu'est le progrès et quels progrès sont à adopter. Concurrence entre les entreprises économiques, compétition entre les Etats : leur but n'est pas d'être plus riches ou plus puissants, mais d'éviter d'être ruinés par un concurrent plus riche ou vaincus par un ennemi plus puissant. Puis la concurrence favorise une « saine émulation » qui est source de progrès. Tout le monde croit à l'utilité de l'enrichissement imposé par la concurrence. Et tout le monde attend de lui le progrès social. Ce progrès doit être *payé* par la collectivité, qui doit donc s'enrichir pour en supporter le coût. Le progrès social n'est défini que par rapport à la mécanique d'enrichissement elle-même ! Mais si le système d'enrichissement ne puise sa dynamique que dans des inégalités qui s'aggravent du fait de la concurrence ? Si son fonctionnement crée indéfiniment de nouvelles injustices, à l'échelle nationale et internationale ?

Le système capitaliste est efficace. Mais par rapport à quoi ? Par rapport à ce qu'il était à ses débuts (donc par rapport à lui-même) et par comparaison avec le système socialiste (qui n'est encore qu'une variante d'un même système d'enrichissement).

Peut-on imaginer qu'une collectivité humaine, constituée d'individus sains d'esprit et libres de leurs choix, déciderait de consacrer tous ses efforts à accroître constamment sa capacité à produire ? Il a fallu que la société se voit imposer cet objectif par des pouvoirs particulièrement forts. Mais ces pouvoirs sont eux-mêmes obligés, de par le contexte concurrentiel dans lequel ils s'exercent, de gérer la société de telle sorte qu'elle l'accepte, quelles qu'en soient les conséquences. Tous les Etats entraînent ainsi toutes les sociétés dans la même direction, en vue d'un objectif éternellement futur, les uns laissant au capital le soin de l'atteindre, les autres l'ayant « nationalisé » et le poursuivant aussi.

Non, ce n'est pas le capital seulement qu'il fallait mettre en question. C'est la *fonction* qui est la sienne. C'est l'accumulation capitalistique, qui n'est plus désormais qu'un processus sans fin et sans but. Car sa dynamique concurrentielle interdit à notre civilisation économique et technique d'avoir un but, une finalité vraisemblable.

Crise logique et erreur de calcul

Les analyses politiques de gauche ont tendance à attribuer au capital une intelligence qu'il est loin d'avoir. Il mobilise énormément d'intelligence à son service, mais dans le cadre d'un système qui, lui, est essentiellement absurde, car il n'obéit qu'à un seul critère, celui de la rentabilité (ou, si l'on préfère, celui du profit maximal). Seules les activités rentables peuvent en effet favoriser l'accumulation indispensable à un type de développement qui peut être, indifféremment, capitaliste ou socialiste. Cependant, les conséquences de son fonctionnement peuvent être fâcheuses au plan social ou politique. D'où les interventions de l'Etat qui, quoique libéral, doit être réformiste afin d'éviter que l'évolution logique du système n'aboutisse à des catastrophes. Ses interventions, de plus en plus fréquentes, ne peuvent aller jusqu'à entraver la dynamique économique. Il doit alors subtilement doser ce qui est de nature à assurer la croissance économique, à renforcer son pouvoir, à maintenir la paix sociale, à faire accepter par la société les conséquences de la croissance et du renforcement de l'Etat.

Comment des pays qui avaient réussi à monopoliser les activités les plus productives en sont-ils arrivés à vendre au tiers-monde non plus seulement les biens et services qu'ils étaient seuls à pouvoir fournir, mais les instruments qui lui permettaient de produire ? Après avoir concentré chez eux l'essentiel de la capacité mondiale de production, ils l'ont disséminée dans le monde — et dans des conditions telles que ne pouvait s'ouvrir le marché auquel cette production est destinée ! Comment ont-ils pu commettre une pareille bêtise ?

(Lire la suite page 4.)

(Suite de la page 3.)

Lorsqu'a débuté l'industrialisation du tiers-monde, dans les années 60, tout le monde a applaudi : les marchands d'usines, parce que l'opération était bénéficiaire, les capitalistes, qui cherchaient du travail bon marché, toutes les âmes généreuses et « tiers-mondistes », parce que le sous-développement allait être enfin vaincu, les dirigeants du tiers-monde, parce que la théorie économique tient le même discours que les marchands d'usines. Tout le monde était d'accord : une ère nouvelle s'ouvrait, pour les uns celle d'une croissante prospérité, pour les autres celle de la justice et de nouveaux équilibres internationaux. Elle ne fut malheureusement pas ce qu'espéraient les uns et les autres. A une longue période, caractérisée par une injuste mais très rationnelle division internationale du travail, allait succéder une nouvelle période marquée par une meilleure répartition internationale du chômage.

Les usines vendues au tiers-monde doivent être payées. Elles peuvent l'être sans difficulté si elles vendent aux pays fournisseurs ce qu'elles produisent ou si elles valorisent des matières premières qui leur étaient en tout état de cause destinées. Mais si elles produisent pour le marché local, le pays en voie d'industrialisation devra imputer le prix de l'usine sur les ressources en devises que lui procurent ses exportations de matières premières. Or ces ressources ne sont pas entièrement disponibles. Elles doivent d'abord servir à rembourser aux pays industrialisés les biens et services que ceux-ci ont fournis pour permettre la production de la matière première, son évacuation et son transport jusqu'au lieu de consommation. La « valeur résiduelle » de l'exportation est dérisoire : taxes perçues par l'Etat local et salaires versés à la main-d'œuvre locale. La contrepartie en devises de cette valeur résiduelle peut permettre d'importer ce qui est indispensable à la survie d'un Etat (en particulier des armes) et à celle d'une classe dirigeante, mais évidemment par des instruments de production conçus dans des pôles d'accumulation capitalistique...

Les économistes ont dû se tromper lorsqu'ils ont évalué la capacité à emprunter des pays en développement. Ils se sont sans doute basés sur la valeur de leurs exportations, telle qu'elle ressort des statistiques. C'est fort probable, puisque c'est ainsi qu'ils cherchent à savoir s'il existe ou non une tendance à la détérioration des termes de l'échange. Dans les deux cas, c'est seulement la valeur résiduelle qui devrait être prise en considération. Mais, hélas ! cette valeur résiduelle, les statistiques ne l'indiquent pas. Personne n'a intérêt à la connaître. Elle se révélerait beaucoup trop faible : entre 5 et 20 % tout au plus du prix auquel le consommateur final achète la matière première. Et pourrait apparaître un phénomène beaucoup plus aberrant encore : tout effort pour accroître la productivité du travail dans le tiers-monde tend à réduire la valeur résiduelle. Il entraîne une réduction relative du travail (une aggravation relative du chômage), tandis que le pays dilapide plus rapidement en revenus ses matières premières, qui ne sont pas toujours renouvelables. Mais cet effort bénéficie à l'Etat, qui perçoit ses taxes sur un volume croissant de matière exportée. Il ne serait pas convenable de faire apparaître le caractère antagonique des intérêts de l'Etat et de ceux de la population sur laquelle s'exerce son pouvoir. Ainsi s'est-on aperçu un peu trop tard que l'industrialisation du tiers-monde, bien que rentable, était une folie. Les dettes des pays en voie de développement s'élèvent aujourd'hui à environ 180 milliards de dollars. Et ils n'ont aucune possibilité de les rembourser. Le total des aides annuelles qui leur sont consenties est désormais inférieur au montant total des annuités qu'ils devraient rembourser. Or, comme ces aides sont très généralement de nature à accentuer la dépendance des pays en voie de développement, on peut se demander quel niveau d'endettement les pays industrialisés souhaitent les aider à atteindre ?

Non seulement ces crédits prorogés constituent une source intarissable d'inflation dans l'ensemble du monde capitaliste, mais ils annulent en pratique les flux capitalistiques que les pays industrialisés pouvaient attendre de leur politique de décentralisation industrielle. Plus graves encore sont les conséquences de cette dernière sur leur propre appareil productif. Le secteur des biens d'équipement s'est hypertrophié, alors que la production de ces biens obéit à des cycles longs. Quant à la production de biens de consommation, elle se trouve désormais concurrencée par celle du tiers-monde. Le chômage se développe...

Du libéralisme organisé au libéralisme « musclé »

Au demeurant, il est certain que, si l'industrialisation du tiers-monde n'avait pas été entreprise, les pays industrialisés auraient connu plus tôt les difficultés auxquelles ils se heurtent aujourd'hui. Elle a retardé la crise en l'aggravant. En France, au cours des vingt années qui précédèrent ce premier choc sérieux — période de croissance industrielle exceptionnellement rapide, — les emplois dans l'industrie sont demeurés à peu près stables : environ 30 % de la population active (38 % d'après les dernières statistiques de l'INSEE, mais en incorporant les transports ferroviaires dans l'industrie). Dans le même temps, la population agricole passait de 26 à 10 % de la population active (9 % aujourd'hui). Les secteurs qui produisent des biens matériels employaient ainsi de moins en moins de travailleurs. Mais ils mettaient en œuvre un capital de production de plus en plus important : ce capital a triplé dans l'industrie et a été multiplié par six dans l'agriculture. L'appareil productif s'est « modernisé » en éliminant le travail.

A en croire nos meilleurs économistes, ce système doit tout naturellement satisfaire les besoins de la société. En effet, le capital a intérêt à les satisfaire, puisqu'il ne peut réaliser son profit que s'il vend sa production. Mais une multitude d'entreprises cherchent d'abord à former leur profit, chacune de son côté. Chacune adopte tous les progrès technologiques qui sont de nature à améliorer la productivité du travail, si bien que, grâce au « progrès », l'augmentation de la production n'entraîne pas celle de l'emploi. Tandis que, toutes ensembles, elles auraient intérêt à écouler leur production sur un marché qu'élargirait le pouvoir d'achat des travailleurs, chacune, séparément, restreint ce marché, en réduisant le volume des salaires distribués à chaque stade du processus de production. C'est ainsi que l'évolution des techniques de production peut aboutir, dans les pays industrialisés, exactement au même résultat que dans le tiers-monde : à la marginalisation de la fraction de la population dont le système n'a plus l'emploi.

Jusqu'à ces dernières années, l'évolution dans les techniques de production n'avait pas provoqué de chômage. Les travailleurs avaient pu en effet se porter vers le secteur tertiaire et des services, qui emploie aujourd'hui plus de la moitié de la population active du pays. Le gonflement de ce secteur résulte de l'accroissement de la production de biens matériels. Les activités du tertiaire se greffent sur cette production, parfois la parasitent et se développent plus vite que la production elle-même : commerce, transport, financement, publicité, etc. Mais le gonflement de ce secteur s'explique aussi par la méthodique prise en charge par le capital d'activités qui sont devenues marchandes, et cela dans les multiples domaines de la vie sociale, de la culture, du sport, du loisir, etc. L'Etat, de son côté, faisait un très gros effort pour promouvoir des activités généralement improductives, mais « socialement » utiles. Aujourd'hui, en France, le quart de la population active est rémunérée sur fonds publics. Heureusement, depuis quelques années, les statisticiens ont décidé d'inclure le travail des administrations dans le calcul du P.N.B. En effet, chaque fois qu'un problème est soulevé par l'évolution économique et technique, l'Etat s'en empare et crée une nouvelle fonction administrative. Il est préférable que cette fonction soit désormais « productive »...

En définitive, une nation civilisée et prospère est ainsi une nation prise en charge par le capital et par l'Etat, salariée par l'un et par l'autre. Son statut salarial assure sa soumission aux deux pouvoirs qui décident pourquoi chacun travaille : en vue d'une évolution absurde et nécessaire. Puis arrive « la crise ».

L'économiste libéral, considérant que cette crise résulte de la hausse du prix de l'énergie, s'emploie plutôt à rétablir en priorité nos « grands équilibres ». En admettant qu'il y parvienne, il aura repoussé vers l'extérieur certaines des difficultés que nous connaissons aujourd'hui. Que peut-il faire d'autre ? Concentration des entreprises, des capitaux, des activités... Des entreprises de plus en plus puissantes, capables de faire face à la concurrence internationale, absorbant de plus en plus de capitaux à mesure que la technologie devient plus sophistiquée et plus chère, exigeant un marché de plus en plus large pour amortir des investissements qui s'alourdissent, mais de moins en moins de travail. Dans les pays qui avaient monopolisé les possibilités d'emplois hautement productif, le travailleur devient un privilégié, et la production, au train où l'on va, n'aura d'autre débouché qu'une élite restreinte et fortement rémunérée.

La libéralisation des échanges, indispensable à la progression des intérêts économiques dominants et moteur de la croissance, a eu pour résultat de mettre l'ensemble des économies industrialisées dans la position qui était celle des pays sous-développés : les conditions de production ne sont plus déterminées que par le jeu de la concurrence, donc par les entreprises et par les pays qui sortent victorieux de cette concurrence. Nous ne pouvons décider souverainement ce que nous voulons produire et comment le produire, pas plus que nous ne pouvons choisir notre modèle de consommation. Et il suffit qu'un pays produise quelque chose dans de meilleures conditions techniques et financières pour que nous soyons contraints d'abandonner une production. C'est là un « contrôle » exercé sur notre économie, beaucoup plus grave que celui que généralement on dénonce : celui du « capital étranger ». Et contre ce contrôle, point de parade.

Point de parade, sauf à prendre des mesures protectionnistes pareilles à celle que le ministre du commerce extérieur prit à l'encontre des voitures japonaises importées en France. Cette mesure est présentée comme de nature à faire fléchir le Japon, celui-ci protégeant son marché intérieur grâce à des règlements administratifs compliqués. Nous ne lui achèterons des voitures que s'il nous achète des voitures. L'intérêt de l'échange est évident, les activités du tertiaire se développant grâce à lui. Nous serions donc sauvés si, toute notre production d'automobiles étant exportée au Japon, nous n'utilisions nous-mêmes que des voitures japonaises...

Si l'ordre économique international est condamné par la structure socio-politique internationale, si les échanges avec le tiers-monde non pétrolier se trouvent de ce fait bloqués, si le mode de production capitalistique continue de réduire le marché solvable, si le coût d'un travail « élitaire » et d'une formation sociale de pays riche met un frein au processus d'accumulation, bref ! si la crise s'aggrave, que vont devenir les citoyens qui commencent d'ores et déjà à être victimes de l'évolution du système capitaliste : paysans quittant la terre, paysans restant sur la terre avec un revenu qui décroît, petits commerçants chassés de leur boutique, ouvriers chassés de leur usine, jeunes en quête d'emploi ?...

Gérer le pays impose des contraintes à ceux qui ont cette lourde charge. Les citoyens doivent le comprendre. Et, s'ils ne le comprennent pas, le « libéralisme organisé » deviendra « musclé ».

Les démons de la contestation

La société s'est remodelée depuis un demi-siècle à la faveur d'une croissance économique extrêmement rapide. Mais ces nouvelles structures impliquent la croissance — donc deviennent un facteur de crise en cas d'arrêt de la croissance — et un ordre économique mondial qui est lui-même un facteur de crise. Cette société peut se sentir satisfaite (les sondages attestent qu'elle l'est), mais elle est aussi vulnérable que son mode d'enrichissement. Elle a beau ne pas être révolutionnaire, elle peut être amenée à réagir si les conditions de sa survie sont compromises. Certes, jusqu'ici, le système capitaliste a toujours réussi à se « débloquer » et toujours de la même manière : par la guerre. La destruction accomplie, la reconstruction permet le redémarrage des activités productives, la saine émulation qu'assure cet état de concurrence extrême qu'est la guerre favorisant des « progrès » qui sont ensuite adaptés au temps de paix. La guerre est désormais difficilement concevable. Elle ne peut être une issue à la crise : la destruction totale ne permet pas la reconstruction. Si n'est donc plus utilisable cette recette, comment assurer une relance des activités productives ?

Peut-être simplement en redéfinissant nos besoins et en inventoriant les moyens de les satisfaire, en retenant tout ce que nous avons appris au cours d'une très longue histoire — en particulier, certaines techniques de production — mais en oubliant l'objectif qui nous était fixé depuis deux siècles. Mais c'est là un projet utopique, paraît-il, car un pays ne peut plus se dissocier du système économique mondial. Mais le protectionnisme peut avoir des conséquences diamétralement opposées selon les intérêts qu'il s'agit de protéger. En l'occurrence, il s'agirait de protéger les travailleurs et non les entreprises qu'il faudrait au contraire rebâtir de fond en comble. Quant à nos approvisionnements extérieurs, ils nous obligeraient simplement à ne redéfinir nos conditions de production qu'avec les peuples concernés. A tant faire de se diluer dans une zone économique, autant que ce soit dans un ensemble cohérent. A un union européenne se substituerait une union Nord-Sud.

Cette idée, il est peu probable que le gouvernement s'en empare. Mais, si la société se disloque dans la crise, elle sera bien obligée de reconsidérer ce qu'elle est devenue. D'ailleurs, n'a-t-elle pas déjà commencé à le faire ? Quand les écologistes refusent de se plier aux exigences de la croissance, que mettent-ils en cause, sinon la société dont ils font partie ? Ils ne sont pas les seuls. Les viticulteurs du Midi se fixent des objectifs tout aussi « utopiques » dans le cadre de cette société. Il en va de même d'un bon nombre de paysans, dont le « conservatisme » prend alors un aspect curieusement révolutionnaire, en totale opposition avec une prétendue volonté de changement qui n'est qu'une manière d'accepter activement une évolution à laquelle on ne peut s'opposer. Et que dire des autonomistes, quand ceux-ci ne sont pas des notables en quête d'un peu plus de pouvoir ? Ce militant de Lutte occitane qui affirme : « Nous ne voulons pas vivre pour des rendements à l'hectare » croit s'en prendre au capitalisme ; sans le savoir, il indique une direction nouvelle qui n'est pas le socialisme... Les ouvriers aussi sont contestataires dès lors qu'ils peuvent s'exprimer sans avoir à tenir compte de la tactique syndicale ou de la ligne du parti. Rien d'étonnant, puisqu'ils sont les premières victimes du productivisme. Leurs « conditions de travail », c'est avant tout une technologie au service de l'accumulation comme ils le sont eux-mêmes. Contestation de la médecine par les médecins, de l'école par le corps enseignant...

La contestation a été jusqu'ici considérée comme irréaliste, critique et non constructive. Elle paraît incohérente, car elle se heurte aux « cohérences » de notre construction socio-économique et politique. Aucun schéma politique existant ne permet de la prendre en compte. Mais ces schémas ne procèdent que d'une pensée politique dont la sclérose est malheureusement évidente : nous avons confondu le sens de l'histoire avec le sens que le capitalisme a donné à notre histoire. Confusions dont nous sommes coutumiers. L'observateur s'installe dans le champ de son observation, au centre du monde, au sommet de la hiérarchie des sociétés, à la pointe de l'histoire. Autour de lui, au-dessous de lui, tout s'ordonne d'une manière parfaitement « logique », l'évolution passée se poursuivant « logiquement » dans l'avenir. Puis il devient impossible d'imaginer un autre avenir que celui-là, puisqu'il serait « illogique » ou apparaîtrait comme un retour en arrière, une régression historique.

La contestation est partout, individuelle et collective. Elle précède la mise en forme théorique de l'évolution de notre société. Et si elle ne correspond à aucune ligne politique, ce ne peut être que parce qu'elle s'inscrit dans une perspective historique différente de celle dans laquelle les pouvoirs, quels qu'ils soient, se situent.

FRANÇOIS PARTANT.



Plaidoyer pour une « agriculture rationnelle »

Par CHRISTOPHE BATSCH

LA nourriture est une chose trop sérieuse pour être laissée aux mains des firmes alimentaires. La faim dans le monde, avec toutes les « stratégies de la famine » qu'elle a suscitées, est la conséquence dramatique de choix techniques, économiques et politiques, non une fatalité.

Se réclamant à la fois de l'exemple chinois et du courant qui, au-delà de l'écologie, juge inévitable une ré-orientation de la croissance, le rédacteur scientifique du World Medicine vient plaider vigoureusement en faveur d'une « agriculture rationnelle » capable de nourrir dans l'avenir prévisible une population mondiale en pleine expansion (1). Contre Malthus, ce « philosophe en fauteuil d'un XVIII[e] siècle révolu », il affirme la suffisance des ressources, dès lors qu'elles sont exploitées dans le bons sens. A M. Kissinger, qui en 1974 prêchait, devant la conférence de Rome sur l'alimentation, « l'inadéquation des Etats-nations et la nécessaire émergeance d'un monde communautaire », autrement dit l'intégration du marché agricole à l'échelle mondiale, il oppose la voie de l'auto-subsistance nationale, à la fois garantie de l'indépendance politique et solution aux problèmes de l'alimentation.

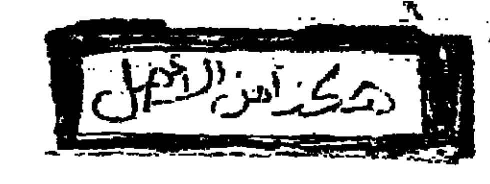
L'agriculture occidentale, industrielle et gaspilleuse, est « efficace » en termes de profit, mais se révèle terriblement inadaptée dès qu'on prend en compte la survie et le bien-être des peuples du tiers-monde, les habitudes alimentaires bien éloignées des vrais besoins des populations qu'elle nourrit, la monoculture enfin et la spécialisation à outrance qui nuisent au rendement de surfaces cultivables pourtant pas illimitées. Des produits agricoles, matière première destinée aux chaînes de conditionnement, on a oublié qu'ils sont d'abord de la nourriture. Dans les sociétés riches on mange mal et trop, trop de viande surtout, depuis quelques années : car nos habitudes alimentaires évoluent dont M. Tudge esquisse l'histoire ; manger de la viande est pourtant la manière la plus coûteuse de se fournir des protéines : une bonne partie a disparu au long de la chaîne alimentaire qui va du pré à la côtelette. Ce regain d'appétit carnivore répond d'ailleurs plus à des impératifs commerciaux qu'au soudain réveil d'un instinct longtemps enfoui, encore que bien des diététiciens, prompts à « confondre expansion d'un marché et besoins psychologiques innés, contribuassent ainsi à retarder avec leurs théories les progrès de l'agriculture. » Non que ce progrès passe par la médiocre cuisine ; M. Tudge, qui sait à l'occasion citer Brillat-Savarin, rappelle opportunément que les meilleurs plats se préparent avec de bons produits de saison, selon une tradition qu'il fait remonter aux origines de la paysannerie, dix à quinze mille ans avant l'invention du moderne et insipide « cheese-burger-soda. »

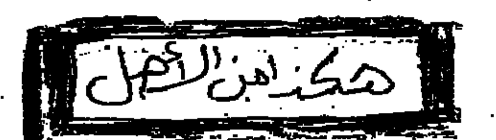
La révolution de « l'agriculture rationnelle » concerne au demeurant toutes les parties du monde. Le principe en est simple, « faire un meilleur usage de la terre », afin de fournir aux hommes une nourriture meilleure et plus abondante, tout en cherchant à préserver les sols de l'appauvrissement qui les menace, dans les pays tempérés comme dans les régions tropicales. M. Tudge, très confiant dans les modes d'alimentation traditionnels, estime qu'ils doivent servir de base au prochain régime de l'humanité. Il a donc retenu cinq produits jugés indispensables soit à l'équilibre de l'alimentation — féculents, vitamines, protéines, — soit au plaisir de la bouche — viande-œufs-lait, salades et fruits. Il imagine alors une agriculture fondée sur ces critères agronomiques, d'où l'inutile et le superflu disparaîtraient au profit des patates, des haricots et des diverses céréales, tous riches en protéines ; seraient bannis ainsi thé, café et cacao, tardivement introduits dans les mœurs européennes, et qui occupent, quoique privés des éléments nutritionnels de base, des superficies précieuses ; le gros bétail, bien moins nombreux qu'aujourd'hui, y aiderait à maintenir l'équilibre écologique sans trop écorner la ration alimentaire de l'humanité, tandis que le petit (porcs, volaille), installé à proximité des agglomérations, s'engraisseraient aux déchets des habitants.

AFIN de mieux s'adapter aux besoins nutritifs des hommes, « l'agriculture rationnelle » doit être encadrée : de petites exploitations, dont la taille pourrait varier en fonction du type de culture, mais qui ne demanderaient en tout état de cause que des investissements minimes, utiliseraient surtout les techniques agricoles traditionnelles et « intermédiaires » de l'économie paysanne domestique. Pas de spécialisation outrancière, mais la diversité des climats amenant à varier les cultures ; les communautés de base s'organiseraient entre elles selon le principe « des cercles au-dedans des cercles » : chacun prenant part à la production de nourriture, chaque communauté, qui vit pratiquement en auto-subsistance quand ses ressources sont mises en valeur à bon escient, est intégrée à des régions de plus en plus vastes dont la dernière coïncide avec la nation. A mi-chemin entre la « ferme-monde » et l'autarcie, le système permet à chaque nation, à chaque région de tendre vers l'auto-subsistance à son échelle, sans perdre de vue les besoins et les possibilités des autres régions.

« Ni fantaisistes ni utopiques », les projets dessinés par M. Tudge se heurtent pourtant à un obstacle de taille : l'organisation capitaliste du marché agricole contrôlé par les géants de l'industrie alimentaire. Dans le procès qu'il leur mène, rien n'est passé sous silence, pas même le sombre avenir promis aux entreprises capitalistes dans un système d'économie domestique qui, se passant d'investissements lourds, exclura du même coup la possibilité de gros profits. Sans se dissimuler la puissance et la prospérité de ces firmes, M. Tudge dénonce leur ingérence dans la vie des ménages, directe par la publicité et les techniques d'incitation à l'achat, indirecte à travers les laboratoires, chercheurs et scientifiques dont elles subventionnent les travaux ; de sorte qu'aujourd'hui la quasi totalité de l'éducation et de l'information alimentaire reprend d'une manière ou d'une autre le message des marchands de produits surgelés, d'ersatz de bifteck, d'aliments conditionnés et de protéines tirées du pétrole. La technologie la plus sophistiquée ne servant ici qu'à masquer les insuffisances du politique qui, si on en croit les réponses du ministre des consommateurs travailliste de 1975, Mrs Shirley Williams, à l'auteur, s'accommode assez bien de cet état de fait.

(1) Colin Tudge, « The Famine Business », Faber, Londres, 1977, 141 pages, 3,55 livres.





MARCHE FORCÉE AU PROCHE-ORIENT

Le gouvernement israélien face aux pressions américaines

Par DANIEL AMIT *

EN Occident, plus un parti reste au pouvoir moins il a de chances de se faire réélire. Si les élections du 17 mai dernier en Israël ont causé un tel choc dans le monde, c'est que cette règle ne semblait pas devoir s'y appliquer. Les travaillistes israéliens avaient réussi à donner le change. Illusion d'autant plus trompeuse qu'au cours des dix dernières années au moins leur parti, supposé indélogeable, avait progressivement abandonné toutes les positions politiques et sociales qui pouvaient le démarquer de son rival de droite, le Likoud. Grâce à quoi ce dernier, le jour du scrutin, pouvait en toute bonne foi proclamer qu'il réaliserait toutes les promesses des travaillistes et même qu'il ferait mieux — ses membres n'étaient-ils pas de meilleurs nationalistes, et des capitalistes plus libres de leurs actes? Personne, cependant, ne crut au changement.

A l'étranger, la victoire de la droite suscita immédiatement une profonde inquiétude pour la paix dans une région si vitale pour la stabilité mondiale. Avec son passé de terroriste et son idéologie chauvine, M. Begin avait de quoi inspirer la méfiance. Pourtant la communauté internationale, y compris les Etats arabes et les pays socialistes, a vite retrouvé son sang-froid. M. Begin est allé en Roumanie, et sa visite ne s'est pas déroulée autrement que si c'était son prédécesseur travailliste à la tête du gouvernement qui l'avait entreprise.

D'autres expériences ont peut-être enseigné au monde extérieur qu'il est vain de persister dans une attitude émotionnelle ou moraliste face à des hommes comme M. Begin, marqué par son passé et son idéologie. Car si l'on veut avoir des relations avec une communauté organisée, ne faut-il pas respecter les institutions et les représentants qu'elle s'est donnés? Partout ailleurs qu'en Israël, il est communément admis que le comportement ou la rhétorique d'un parti voué à la lutte pour l'indépendance nationale ne doivent plus être pris à la lettre lorsque ses aspirations ont été plus ou moins satisfaites : car c'est alors, seulement, qu'il a quelque chose à perdre.

La communauté internationale a donc pris le parti de traiter avec le nouveau régime de la même manière qu'elle l'avait fait avec l'ancien. On s'aperçut que la politique du Likoud ne pouvait guère être plus contraire à l'amélioration de la situation au Proche-Orient que celle des travaillistes. On a aussi réalisé que c'étaient toujours les Etats-Unis qui détenaient la clé du changement dans un avenir prévisible.

En Israël, où le résultat des élections avait plongé de larges couches dans le désarroi et le découragement, on crut un moment que la vie politique allait tout de même s'en trouver régénérée. Mais déjà, quand M. Begin présenta son gouvernement au nouveau Parlement le 20 juin, les rangs s'étaient resserrés. La réconciliation franchit un nouveau stade le 1er septembre dernier à la Knesset, lors du débat contre l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). De toute évidence, un vaste consensus national s'était formé autour de trois principes inconditionnels :

— Pas de retour aux frontières de juin 1967 ;

— Pas d'Etat palestinien indépendant en Palestine ;

— Pas de négociation avec l'O.L.P.

Avec habileté, le chef du Likoud avait réussi à *faire éclater* au grand jour une vérité que les travaillistes avaient toujours niée : l'unanimité sur ces trois « non » exclut toute distinction possible entre le parti travailliste et le Likoud. D'anciennes « colombes » comme MM. Abba Eban et Yeruham Meshel (le secrétaire général de la Histradout) sont allés plaider pour la position intransigeante du Likoud dans des tournées aux Etats-Unis qui furent largement orchestrées.

L'un des écrivains satiriques les plus caustiques d'Israël a décrit comment on se servait du plan Allon comme d'un épouvantail pour favoriser le « compromis historique » qui est en train de s'ériger dans le pays : « ... *Les nouveaux dirigeants* [en] *firent un épouvantail national pour préserver l'unité nationale. Aux anciens responsables, ils dirent qu'ils n'avaient pas lieu de s'inquiéter de leur intransigeance : tant que l'épouvantail est impopulaire chez nos voisins, il n'y a pas grande différence entre la coalition au pouvoir et l'opposition... Ceux qui ont créé l'épouvantail découvrent... qu'ils défendent le rêve du Grand-Israël de Begin au nom des 12,7 kilomètres du plan Allon...* »

La pression en faveur d'un consensus national est si forte que le gouvernement s'est heurté à l'hostilité d'un seul groupe lors du vote au Parlement contre l'O.L.P. : celui du Front démocratique. Même la liste du Sheli, véritable parti de la paix, s'est abstenue — sans parler du Mapam. Il faut dire que cette abstention du Sheli s'explique en partie par sa démoralisation après la rupture unilatéralement décidée par l'O.L.P. des contacts qu'avaient noués avec elle certains responsables du Sheli, tels que MM. Peled et Eliav. Cependant, le désir de ne pas se ranger parmi les proscrits a aussi pesé lourd dans la décision de s'abstenir.

Pragmatisme de droite, avec une part d'irrationnel

POUR envisager l'avenir en fonction des premiers mois du gouvernement de droite, une distinction majeure doit être faite entre, d'une part, la politique menée à l'égard des populations placées sous le contrôle direct des Israéliens et, d'autre part, la politique relevant des affaires étrangères.

Un pragmatisme de droite caractérise la nouvelle équipe au pouvoir en général. Dans le domaine économique par exemple, elle serait assez tentée par une version du laisser-faire empruntée au dix-neuvième siècle, avec une forte propension à accorder la priorité aux critères technocratiques. Mais MM. Erlich et Hurwitz, respectivement ministres des finances et du commerce et de l'industrie, ne sont ni l'un ni l'autre des idéologues fanatiques et M. Begin semble lui-même se désintéresser totalement du problème. Aussi peut-on s'attendre à des compromis, dans la mesure où les travailleurs affectés par la nouvelle politique trouveront des moyens d'exprimer leur mécontentement.

Seuls deux ministres font exception dans cette ligne pragmatique : le général Sharon à l'agriculture et M. Hammer, le chef du groupe fanatique du Gouch-Emounim, qui détient le portefeuille de l'éducation. Si le reste de l'équipe fait preuve d'une apparente maturité, tous deux négligent complètement les réalités plus vastes et les contraintes qu'elles imposent. Or ils ont tous les deux une influence directe sur la politique d'implantation dans les territoires occupés, M. Sharon en tant que président du comité ministériel sur l'implantation et M. Hammer comme représentant du Gouch-Emounim qui a pris en ce domaine des initiatives illégales. Récemment, le premier s'est pris à rêver tout haut de l'établissement de deux millions de juifs sur la rive occidentale du Jourdain, tandis que le mouvement de M. Hammer se charge de faire pression pour accélérer la colonisation en créant ses propres établissements autonomes. Faut-il le rappeler, des colonies juives ont été installées par le Gouch-Emounim à Hebron, Ma'ale-Edomim, Kaddoum, etc., de manière illégale avant que d'être formellement reconnues.

Le général Sharon a d'autres projets inquiétants. Comme si le sort bien connu des citoyens arabes d'Israël n'était pas assez difficile, il a en effet déclaré le 8 septembre dernier à la radio qu'il fallait prendre de sévères mesures contre les « *étrangers qui dévorent notre terre en s'y installant illégalement* ». Des éléments minoritaires, a-t-il poursuivi, s'établissent dans des régions situées entre Ashkelon et Hadera où ils n'ont rien à faire. En clair, c'est une allusion au fait qu'au fil des ans des Arabes — censés être citoyens à part entière de l'Etat d'Israël — ont loué des terres et construit des maisons à proximité de leurs lieux de travail alors qu'ils n'ont, de fait, ni le droit d'acheter de la terre ni celui de la confisquer. Le général Sharon voudrait les confiner dans des réserves, au risque de se plaindre ensuite que la population arabe est trop nombreuse dans les zones qui lui sont assignées. Ici, il s'agit avant tout de la Galilée que le ministre de l'agriculture veut judaïser d'urgence. Il faut donc s'attendre à de nouvelles confiscations de terres arabes et à de nouvelles mesures de répression politique.

Quant au ministre de l'éducation, il souhaite qu'on le laisse accentuer l'orientation ethnocentrique de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques. Déjà du temps des travaillistes, les enfants consacraient une proportion inhabituelle de leur temps d'étude à des matières telles que la Bible, le Talmud, les légendes, la conscience juive, etc. Pour le nouveau ministre, cela ne suffit pas : il faut sacrifier encore davantage de culture générale sur l'autel de l'endoctrinement paroissial conçu comme un moyen de renforcer la détermination nationale.

Ce problème est lié à celui de l'emprise de la religion. Sur ce plan, l'accord conclu par la coalition (1) annonce une grave détérioration de la situation actuelle, où la contrainte religieuse est déjà énorme du fait des concessions faites aux partis religieux *durant plusieurs décennies de gouvernements* « ouvriers ». Mais, ici, l'opinion des juifs de la Diaspora peut inciter à la modération, car trop de changements risqueraient de l'indisposer. Tout comme, d'ailleurs, le souci de la ménager avait empêché les travaillistes de pousser trop loin la sécularisation du pays.

Sur la politique étrangère, les spéculations se résument toujours en Israël en termes de paix ou de guerre. Bien que l'Etat soit tout petit et que ses perspectives économiques et militaires dépendent largement des Etats-Unis, les dirigeants agissent souvent comme s'ils étaient à la tête d'une superpuissance. Ce sont ces comportements subjectifs qui rendent si difficile toute analyse à court terme. Mais une autre complication vient ajouter sa part d'irrationnel : la tendance au fanatisme pseudo-religieux qui gagne toute la région. En Israël, l'évolution s'était précisée dès la guerre de 1967, mais elle a pris aujourd'hui une telle force que le premier ministre ne peut plus ouvrir la bouche sans faire référence à Dieu. Et voilà que la situation n'est pas plus encourageante de l'autre côté de la frontière. En Egypte, des lois archaïques de l'islam sont remises en vigueur tandis que, de plus en plus, c'est la parole du roi Khaled d'Arabie qui devient la source de sagesse politique dans le monde arabe. Si cela devait signifier que le Proche-Orient est entré dans la première phase d'une guerre de religion de cent ans, mieux vaudrait alors renoncer à toute analyse.

Si l'on veut néanmoins cerner de plus près la situation actuelle, il faut prendre en compte les nuances qui distinguent les programmes de politique étrangère des différentes forces politiques existant dans le pays, partagées en trois groupes.

Pour le parti travailliste et le Mouvement pour le changement démocratique (D.M.C.), la modération est un principe essentiel, car c'est le moyen d'éviter un affrontement avec les Etats-Unis. Dans leur optique, la modération n'est pas un moyen de favoriser la paix, mais une tactique de propagande pour empêcher que ne se cristallise l'opinion internationale devant la poursuite de l'occupation. Elle doit permettre de gagner du temps, dans l'espoir qu'un autre événement menaçant la stabilité du monde détournera l'attention de cette région. Cette stratégie n'est pas nouvelle de la part des travaillistes qui s'efforçaient depuis longtemps déjà de se soustraire aux réalités internationales.

Un autre courant rassemble les partis favorables à la paix — le Sheli, le Front démocratique et le Mouvement des droits des citoyens. S'ils n'ont aucune illusion sur leur capacité de modifier le cours des choses, ces partis restent convaincus de la nécessité d'élaborer une politique de rechange dans l'espoir, surtout, d'aider les Israéliens à mieux comprendre les complexités de la situation politique auxquelles rien jusqu'ici ne les a préparés. Leurs objectifs et leurs luttes politiques contribuent aussi à jeter des ponts entre les deux parties au conflit. D'accord sur l'objectif de paix, ces partis sont cependant divisés selon qu'ils donnent la priorité à l'idéologie sioniste ethnocentriste pour faire valoir leurs idées ou qu'ils se posent d'emblée dans une perspective internationaliste. *La ligne de clivage qui les sépare* a peut-être une utilité fonctionnelle, mais leur affrontement sur le plan politique a eu des effets néfastes.

Il y a enfin la coalition au pouvoir (Likoud, parti national religieux, etc.). Dans les milieux libéraux et de gauche, on estime généralement que son accession à la tête du pays a réduit les chances de la paix et qu'une guerre est imminente. Cette manière de voir semble néanmoins davantage fondée sur des stéréotypes idéologiques et romantiques que sur une évaluation *rationnelle. Au risque de passer pour* hérétique, et sans perdre de vue la nécessité de maintenir la vigilance, nous dirons que le problème ne nous paraît pas se poser tout à fait de cette manière. A se tromper d'analyse, ne risque-t-on pas de choisir une stratégie de vigilance qui n'aurait d'autre but que de réinstaller au pouvoir des « colombes » travaillistes telles que MM. Igal Allon et Shlomo Avinery qui, lorsqu'ils occupèrent des postes de responsabilité, ont fait autant de tort que possible à la cause de la paix, dans la limite de leurs pouvoirs.

Une chose doit être bien claire : seule une extrême pression de l'Amérique aurait pu obliger les travaillistes à faire les concessions nécessaires à un règlement. Il y a, certes, quelques différences entre les ambitions territoriales du Likoud et celles du parti travailliste, mais il est difficile d'établir une distinction dans leur propension à sacrifier la paix ou à risquer la guerre pour satisfaire leurs revendications respectives. Les Etats-Unis semblent maintenant décidés à exercer un minimum de pression (2) et il est alors intéressant de voir quelle est alors la marge de manœuvre de l'actuel gouvernement. Très souvent, on pense que le Likoud n'hésitera pas à se lancer dans une guerre majeure, et certains responsables du parti se sont eux-mêmes montrés de cet avis (3). Mais y a-t-il plus ou moins de chances qu'ils en arrivent là que du côté des travaillistes dans une situation similaire?

Jamais dans son histoire le parti travailliste n'a renoncé au choix de la guerre. Il s'est montré prêt à l'assumer dans des circonstances moins impératives, telles que l'évolution de l'ordre social et politique en Syrie, en Egypte et au Liban. Il est de notoriété publique aujourd'hui qu'Israël est intervenu massivement aux côtés des phalangistes dans la guerre au Sud-Liban. Mais l'intervention avait été lancée au temps des travaillistes qui y consacrèrent secrètement 100 millions de dollars par an. Cette initiative aurait fort bien pu dégénérer en un conflit plus vaste avant qu'on n'ait le temps d'y mettre un frein. En revanche, l'agressivité ouverte du Likoud a déclenché des réactions immédiates dans la communauté internationale. Désormais, la reprise de l'intervention israélienne et l'éventuel risque de guerre ne font plus partie du domaine secret où se tramaient les paris et les complications israéliens. Ils sont directement dans le champ de responsabilité des Etats-Unis.

S'ils avaient été pressés de choisir entre les concessions et la guerre, les travaillistes auraient vraisemblablement choisi la deuxième pour éviter que l'autre option ne les condamne à céder le pouvoir au Likoud. Aujourd'hui, en revanche, l'opinion n'a plus de recours à droite. C'est alors qu'il devient possible de peser les avantages d'éventuelles concessions.

La réaction des milieux d'affaires

CE paradoxe s'est déjà vérifié en quelques occasions ces derniers mois. *Le Likoud a pu décider de réduire* de 150 millions de dollars le budget de la défense, alors que les travaillistes criaient au loup. M. Begin a proposé au président Carter quelques dégagements des positions israéliennes sur le Golan, et certains responsables travaillistes ont trouvé que ce geste était excessif. Le premier ministre a aussi accepté de geler les installations dans les territoires occupés jusqu'à la reprise de la conférence de Genève et il s'est contenté de légitimer, sous la pression du Gouch-Emounim, les établissements déjà implantés du temps du précédent gouvernement tout en prenant la décision symbolique d'uniformiser les services. Tout cela ne fait que montrer l'aptitude du Likoud à résister aux pressions de l'extrême droite quand il le juge nécessaire.

Dans l'histoire récente, d'autres exemples ont enseigné que les engagements idéologiques ou émotionnels ne sont pas toujours les plus inébranlables. Ainsi avec la politique de de Gaulle en Algérie et celle de M. Nixon *à l'égard du Vietnam et de* la Chine. Dans ces conditions, il ne semble plus tellement déraisonnable d'envisager qu'en Israël, sous l'effet de fortes pressions, la puissance de l'engagement idéologique entrera en balance avec deux grandes réalités socio-économiques : d'une part, les effets de la paix sur les grands intérêts d'affaires ; d'autre part, la réaction de l'électorat du Likoud devant une situation nouvelle.

Le poids des intérêts économiques au sein de l'équipe au pouvoir, on peut en juger au nombre des ministres qui viennent des grands milieux d'affaires ou qui en font encore partie. On a bien tenté de les obliger, par des voies constitutionnelles, à renoncer à ces intérêts, mais en vain jusqu'ici. Ainsi le ministre de la défense, M. Weitzman, a des intérêts dans les importations d'équipements militaires ; M. Hurwitz, ministre du commerce et de l'industrie, contrôle une grande industrie laitière ; M. Sharon, ministre de l'agriculture, possède une entreprise agricole très importante (où ce sont *des Bédouins qui cultivent la terre*) ; M. Modai, ministre de l'énergie et de l'infrastructure, est l'un des propriétaires de l'entreprise cosmétique Revlon, etc.

Comment la paix et la fin de l'occupation affecteraient-elles ces grands intérêts qui ont leur prolongement *jusque dans le gouvernement*? La question n'a pas encore fait l'objet d'études attentives, mais on sait qu'actuellement les territoires occupés fournissent à l'industrie non militaire israélienne son plus vaste débouché d'exportation. Débouché idéal, puisque la concurrence n'y joue pas. Mais on peut imaginer qu'il serait tout aussi lucratif, au lieu de déverser sur ce marché des produits difficilement exportables ailleurs, de se reconvertir dans des fonctions d'importateurs ou d'intermédiaires pour les produits et les capitaux étrangers. Il serait temps, peut-être, de confronter de plus près les avantages mis en jeu dans les deux cas (4).

Enfin, pour ce qui concerne la clientèle populaire du Likoud, il est évident qu'elle est bien plus vulnérable que celle des travaillistes à des pressions économiques américaines. En effet, elle se compose principalement des masses urbaines les plus pauvres et d'un grand nombre de petits entrepreneurs qui doivent leur prospérité actuelle à un afflux massif de capitaux américains. L'électorat travailliste, en revanche, se recrute dans les kibboutzim et autres établissements agricoles, comme parmi les travailleurs spécialisés ; autant de catégories qui contrôlent mieux leur production et qui, disposant d'une marge de repli en cas de difficulté, peuvent se permettre de ne pas renoncer à leurs principes.

Certes, les chômeurs et les masses les plus deshéritées peuvent être tentés par une guerre. Mais ne faut-il pas tenir compte, là encore, de la situation spéciale de l'Etat israélien? Dans un pays de modestes dimensions, un *nouvel afflux d'aide économique* aurait rapidement pour effet d'améliorer sensiblement les conditions de vie. Atout non négligeable pour qui veut faire accepter des concessions : l'orgueil national y perdrait quelques plumes, mais la promesse d'une vie meilleure vaudrait bien ce sacrifice.

Sans donner dans l'optimisme, ces diverses remarques indiquent simplement qu'il n'y a pas plus de raisons aujourd'hui d'être alarmiste que du temps des travaillistes. L'écran de fumée qui laissait croire à la modération de ces derniers s'est dissipé ; ceux qui sont les maîtres de la décision assument pleinement la légitimité des aspirations nationalistes. Compte tenu de cette clarification, peut-être les perspectives se sont-elles très légèrement améliorées.

(1) Le texte de l'accord a été publié intégralement dans le n° 109 d'*Israleft* (P.O. Box 9013, Jérusalem).

(2) Voir, par exemple, les points de vue différents de Noam Chomsky (dans *le Monde diplomatique* d'avril 1977) et de Aharon Cohen (dans *Al Hamishmar* et, en version anglaise, dans *Israleft*, n° 111). Le premier estimait que les Etats-Unis ne feront pas pression sur Israël tandis que M. Cohen croyait, au contraire, à l'imminence de telles pressions.

(3) Dans une interview accordée à M. K. Arens, président du comité de défense et des relations extérieures (*Yediot*, 9 septembre 1977).

(4) Quelques études sont déjà disponibles, telle, par exemple, celle de Brian Van Arkadie dans le *Journal of Palestine Studies*, hiver 1977, page 103.

* Professeur de physique à l'université de Jérusalem.

Course de vitesse dans les territoires occupés

Par AMNON KAPELIOUK

SI M. Begin a bel et bien préparé un plan de traité de paix, il n'envisage nullement la restitution d'un seul pouce du territoire de Cisjordanie et dans la bande de Gaza. A dire vrai, son régime reste avant tout préoccupé par le problème du maintien de bonnes relations avec les Etats-Unis.

Déjà, pendant la campagne électorale du printemps dernier en Israël, la question de savoir qui, des deux grandes formations rivales — le Maarakh et le Likoud, — *saurait le mieux préserver le* dialogue avec Washington et éviter d'éventuelles pressions américaines avait fourni le seul point sérieux de désaccord. Détail d'importance, en effet, puisque les Etats-Unis demeurent le seul allié de l'Etat d'Israël et financent une lourde part de son budget (dans le seul domaine militaire, ils ont couvert 70 % des dépenses de l'armée israélienne l'année dernière). Le gouvernement de la droite n'est en poste que depuis quelques mois, mais déjà se confirme la tendance *des Américains, amorcée du temps des* travaillistes, à ne plus soutenir aussi inconditionnellement les thèses israéliennes.

Entre l'Amérique et Jérusalem, les différences de vues portent, on le sait, sur trois questions majeures :

— *Les frontières* : les Américains préconisent un retour presque total aux frontières de 1967 dans le cadre d'un accord de paix, tandis que le gouvernement israélien n'est prêt à envisager qu'un retrait partiel, significatif dans le *Sinaï, symbolique* sur le *Golan,* mais excluant toute restitution de territoire en Cisjordanie et à Gaza.

— *L'implantation israélienne dans les territoires occupés* : Washington considère ces « faits accomplis » comme un obstacle à la paix et comme une violation de la Convention de Genève. En revanche, le gouvernement Begin soutient qu'il a le droit de créer de nouvelles agglomérations partout en Cisjordanie et à Gaza, car « *c'est la terre de notre patrie* ».

— *L'attitude envers l'O.L.P.* : Washington estime que si l'O.L.P. accepte la *résolution* 242 du Conseil de sécurité, elle peut devenir un partenaire dans les négociations de Genève (dans le cadre d'une délégation arabe unie, au sein de la délégation jordanienne, ou même comme délégation indépendante). En mars dernier, M. James Carter avait déjà informé M. Rabin, alors président du conseil israélien, qu'il fallait s'attendre à de vives réactions de la part de *Washington si Israël persistait* à s'opposer à une participation de l'O.L.P. au cas où celle-ci accepterait ladite résolution. Pour leur part, les Israéliens restent inébranlables dans leur refus de négocier avec l'Organisation, toujours présentée comme une « *bande d'assassins* ».

Malgré ces divergences, les Américains se sont, jusqu'ici, contentés d'initiatives purement verbales pour faire valoir leur point de vue auprès des dirigeants israéliens au risque de décevoir les régimes arabes du Proche-Orient — qui jamais ne leur furent aussi favorables mais continuent de réclamer, pour prix de cette docilité, une récompense en « monnaie israélienne » : la restitution des territoires occupés. Sans doute verra-t-on plus clair dans les intentions américaines si une vraie négociation s'engage à Genève sur les problèmes de fond. Mais, d'ores et déjà, il n'est pas sans intérêt de rappeler la place qu'occupent aujourd'hui, dans l'administration Carter, plusieurs personnalités — dont M. Zbigniew Brzezinski — signataires du fameux rapport Brookings publié dès la fin de 1975 sous le titre *Vers la paix au Proche-Orient*. Dans son chapitre concernant les frontières, le document suggérait un repli des Israéliens sur les lignes d'avant la guerre de six jours « *avec pour seules rectifications celles qui seront agréées mutuellement* ». Les opérations de retrait et l'établissement de la paix devaient, toutefois, se faire par étapes, en plusieurs années. A propos des Palestiniens, le rapport soutenait clairement le droit des Palestiniens à l'autodétermination : dans le cadre d'un accord de paix, il *n'excluait pas la création d'un* Etat palestinien indépendant ou d'une entité palestinienne fédérée de son propre gré avec la Jordanie mais jouissant d'une large autonomie politique. Sur le problème de la représentation des Palestiniens, le document rappelait que la conférence de Rabat a reconnu l'O.L.P. comme représentant des Palestiniens (bien qu'Israël conteste ce point de vue) avant de conclure : « *La solution du problème palestinien nécessitera la participation de représentants palestiniens crédibles qui sont prêts à accepter l'existence d'Israël.* »

(Lire la suite page 6.)

(Suite de la page 5.)

Pour le moment, la question est de savoir si ce rapport va réellement inspirer la politique américaine des prochains mois ou s'il subira le même sort que le plan Rogers.

Depuis l'installation du gouvernement Begin, les projecteurs sont à nouveau braqués sur le problème territorial, qui est le principal facteur d'isolement d'Israël sur la scène internationale. Avec habileté, les précédents gouvernements travaillistes avaient su détourner l'attention de cet aspect du conflit, tout en procédant sans discontinuer, au nom des impératifs de sécurité, à la création de nouvelles agglomérations dans les territoires occupés (1). Non sans pragmatisme d'ailleurs, comme l'avait fort bien laissé entendre le général Chaïm Bar-Lev, ancien ministre dans les gouvernements Meir et Rabin : *« Je crois que nous pourrions obtenir, à partir des frontières précédentes, un règlement de paix. Si j'étais persuadé que c'est là le maximum que nous puissions obtenir, je dirais : d'accord. Mais je crois que ce n'est pas le maximum. Je crois que si nous continuons à tenir bon, nous obtiendrons plus »* (2). Face à de fortes pressions, peut-être le Maarakh aurait-il accepté certains compromis ; tandis que l'intransigeance du Likoud repose tout entière sur l'idéologie (s'agissant du patrimoine national, il n'est pas question de restituer un seul pouce du territoire d'Eretz-Israël — la Palestine sous mandat) et semble exclure toute possibilité de marchandage, même au risque d'une nouvelle conflagration.

D'autres différences existent entre le Maarakh et le Likoud à propos des territoires occupés, en particulier sur la localisation des nouvelles agglomérations créées en Cisjordanie. Les travaillistes avaient évité d'en installer dans les régions à forte densité de population arabe (en Samarie), s'en tenant au plan Allon qui préconisait l'annexion d'un tiers « seulement » de ce territoire. Par contre, le programme du Likoud et de son allié, le Gouch Emounim, recommande explicitement l'implantation d'agglomérations dans toute la Cisjordanie. Le président du conseil, M. Begin, a eu à ce sujet des entretiens avec les dirigeants du Gouch Emounim, et le secrétaire du gouvernement a pris conseil auprès de ce mouvement national religieux sur la question de savoir *« comment expliquer au monde le sens profond de l'implantation dans les territoires libérés »*. L'idéologie du Gouch Emounim, qui procédait déjà à des implantations « sauvages » du temps des travaillistes, se résume en peu de mots, à en croire son leader, M. Hannan Porat : *« Notre tâche, c'est de prendre, et de peupler. Ne manquons pas l'occasion »* (3).

Pour le moment, le nouveau gouvernement s'emploie à mener à bien des projets d'implantation qui avaient été adoptés par les travaillistes. La plupart des nouvelles localités, créées par le gouvernement Begin, sont le fruit de la planification de la commission interministérielle pour les affaires de peuplement présidée par l'ancien ministre travailliste M. Galili. Toutefois, M. Begin n'a pas caché ses intentions : quelques jours après sa victoire électorale, il a déclaré que des dizaines d'autres Kaddoum (nom d'une colonie « sauvage » créée par le Gouch Emounim dans le centre de la Cisjordanie) seraient construites. Et, de fait, le mois dernier, le général Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, qui est aussi le nouveau président de la commission de peuplement, a rendu public un plan grandiose envisageant la création de dizaines d'agglomérations, du Golan à Charm-el-Cheikh en passant par la Cisjordanie. Destiné à *« empêcher l'expansion de la population arabe »* (4), le projet prévoit, notamment, l'édification de plusieurs villes d'une importance capitale puisque, selon M. Sharon, *« on ne transfère pas une ville de cinquante mille habitants »*... L'été dernier, le peuplement de la ville de Katserin, sur le plateau du Golan, a commencé. Pour le général Sharon, *« les implantations [dans les territoires occupés] ont autant d'importance qu'une paix officielle »*. Cet avis semble être partagé par le général Dayan, qui, lors d'un entretien avec M. James Carter, a pris la précaution de présenter au président des Etats-Unis une carte montrant l'emplacement de vingt nouvelles colonies devant être installées prochainement dans les territoires occupés, *« afin que les Américains ne prétendent pas être surpris par ces initiatives »*.

L'actuel gouvernement fait en sorte de renforcer le sentiment d'attachement des Israéliens aux nouveaux territoires. Ainsi, l'hebdomadaire de l'armée (5) rapporte que des recrues de l'artillerie ont prêté serment, au cours d'une cérémonie militaire, dans l'ancien amphithéâtre de Sebastie, près de Naplouse, précisant qu' *« elles ont reçu des explications sur les liens du peuple juif avec la Samarie »*. C'était la première fois que l'armée israélienne organisait une telle cérémonie. D'autre part, le gouvernement examine actuellement un projet visant à octroyer des facilités fiscales considérables aux personnes s'installant dans les territoires occupés. Les achats de terres par des particuliers se poursuivent sans répit dans les territoires occupés, l'une des dernières transactions ayant porté sur un lot de 7 000 hectares.

En août dernier, le gouvernement a pris la décision d' *« uniformiser les services »* dans les territoires occupés, ce qui fut aussitôt interprété comme un geste destiné à préparer l'annexion de ces régions. Dans l'immédiat, il est évident que l'Etat d'Israël n'a pas les moyens financiers de mener à bien ce projet gigantesque : à elles seules, les dépenses de sécurité sociale nécessiteraient plusieurs milliards de livres israéliennes. Ce qui a fait dire à M. Yossi Sarid, député travailliste, que *« seuls des hypocrites et des Tartuffes peuvent prétendre qu'Israël est aujourd'hui capable, dans le cadre de son budget annuel, d'introduire, dans les territoires occupés, des services égaux à ceux offerts aux Israéliens. D'autant que l'égalité n'est même pas complète pour les Arabes israéliens »* (6). Quant au maire de Gaza, M. Rachad El-Chawa, il s'est contenté de faire remarquer que, *« si M. Begin veut poursuivre des objectifs humanitaires, qu'il fasse respecter la Convention de Genève : nous nous en contenterons »*.

Les projets d'annexion de la droite nationaliste ne semblent guère tenir compte des perspectives démographiques. Selon les prévisions, l'ensemble de la population israélienne (y compris celle des territoires occupés) atteindra, dans seize ans (en 1993), le chiffre de 7 millions 600 000, dont 4 100 000 Juifs et 3 500 000 Arabes. Ce calcul est fondé sur une immigration annuelle nette de 25 000 juifs et une croissance naturelle plus ou moins stable. Les Arabes représenteront alors 46 % de la population totale (autres suppositions : si le taux d'immigration atteint 50 000 par an, les Arabes ne seront que 43 % ; mais, d'après le rythme actuel de l'immigration, qui est de 20 000 par an environ et reste égal à celui des départs, ce pourcentage pourrait atteindre 49 %). Avec 46 % de citoyens arabes, ou même 43 %, l'Etat d'Israël sera devenu un Etat bi-national. Les jeunes Arabes accepteront-ils que l'accès à des postes de responsabilité dans l'économie, dans la société et dans la vie politique leur reste si difficile ? N'y aurait-il pas un risque d'explosion de l'intérieur ? Les annexionnistes n'ont apparemment pas songé à se poser ces questions. Ou, peut-être, partagent-ils le rêve du général Dayan, selon lequel les habitants arabes des territoires occupés continueront de vivre et de travailler en Israël, mais tout en demeurant des citoyens jordaniens ?

Une alternative à l'O.L.P. ?

SANS attendre l'hypothétique réalisation de ces desseins, la coopération se renforce entre Israël et la Jordanie pour faire pièce à l'O.L.P. Face à la quasi-unanimité des Etats sur la représentativité de l'O.L.P., Amman et Jérusalem tentent de présenter une alternative dans la personne de quelques notables recrutés dans les territoires occupés. Sans grand succès jusqu'ici, puisqu'ils n'ont trouvé, pour jouer ce rôle, que des personnalités de deuxième et même de troisième ordre : l'avocat Hussein Chouyoukhi, de Ramallah, qui avait été emprisonné pour terrorisme mais dont les positions ont radicalement changé après sa libération ; le fils de l'ancien maire de Hebron, le cheikh Jaabari ; un ancien ministre de l'intérieur jordanien du temps du « Septembre noir » en 1970, M. Moustafa Doudine, venu s'installer en Cisjordanie, et, enfin, un journaliste de Jéricho, M. Mouhammad Nasseriya.

Avec une violence sans précédent, chacune de ces personnalités a dénoncé l'O.L.P. Pour Me Chouyoukhi, M. Yasser Arafat *« n'est pas un Arabe »* : il a *« dérobé l'argent des veuves et des orphelins »*. De son côté, M. Moustafa Doudine accuse l'O.L.P., à la télévision israélienne, d'être une « organisation terroriste », tandis que, dans le journal gouvernemental en langue arabe, *Al-Anba*, M. Mouhammad Nasseriya écrit que *« les dirigeants palestiniens ont versé beaucoup de sang palestinien en Jordanie et ont perdu le droit de parler au nom des Palestiniens »* (7). Tous concluent évidemment que l'O.L.P. n'est pas qualifiée pour représenter les habitants de la Cisjordanie. Ce qui a incité les milieux du gouvernement militaire à exprimer leur satisfaction, estimant que *« ce réveil confirme la thèse israélienne selon laquelle l'O.L.P. n'est pas une adresse politique pour les habitants des territoires »*.

En revanche, les personnalités de premier rang qui se rangent parmi les partisans du roi Hussein dans les territoires occupés se sont abstenues, jusqu'à présent, de critiquer ouvertement l'O.L.P. D'autre part, les maires des dix villes les plus importantes de la Cisjordanie avaient adressé un mémorandum aux ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., ainsi qu'au secrétaire général de l'ONU, pour leur faire savoir que, à leur avis, la conférence de Genève serait vouée à l'échec si le problème palestinien n'y était pas traité et si l'O.L.P. n'y participait pas. Le document déclare textuellement que *« le peuple palestinien des territoires occupés considère l'O.L.P., et son chef Yasser Arafat, comme son seul représentant légitime et il exige la création d'un Etat palestinien indépendant »*. De même, tous les maires arabes de Cisjordanie connus comme favorables à l'O.L.P., sauf deux, ont boycotté les cérémonies du vingt-cinquième anniversaire du couronnement du roi Hussein qui ont eu lieu à Amman au mois d'août.

L'étranglement des municipalités arabes ?

DEVANT cette détermination, les autorités jordaniennes et israéliennes s'efforcent de limiter le pouvoir et l'influence des municipalités et des maires de Cisjordanie. C'est ainsi que la Jordanie ne les laisse pas percevoir l'argent des contributions que leur destinent les pays producteurs de pétrole et qui se trouvent en dépôt dans des banques jordaniennes. L'année dernière, le roi Hussein a interrompu l'aide aux municipalités après que les élections municipales d'avril 1976 eurent consacré la victoire des partisans de l'O.L.P. contre les candidats pro-jordaniens.

De son côté, le gouvernement militaire israélien s'efforce de réduire le rôle des maires, rejetant, par exemple, leurs interventions en faveur des prisonniers sous le prétexte que les chefs des municipalités doivent s'occuper uniquement des affaires municipales. Ces mêmes autorités encouragent d'autres organismes de nature à leur faire concurrence, comme les chambres de commerce, les comités locaux pour l'éducation, etc. Le contrôle des ressources financières se resserre, les municipalités n'étant plus autorisées, désormais, à importer des fonds de l'étranger, à l'exception de l'argent provenant du gouvernement jordanien. En réalité, le ministre israélien de la défense, le général Ezer Weizman, n'a pas d'autre politique que son prédécesseur travailliste, M. Shimon Pérès, qui se refusait à voir dans les maires les représentants des Palestiniens vivant dans les territoires occupés. Les choses en sont arrivées à un point tel que le général Weizman a même interdit aux chefs des municipalités de participer à une cérémonie de deuil à la mémoire d'un jeune garçon et d'une femme tués lors d'une manifestation, sous prétexte qu'il s'agissait d'une réunion à caractère politique.

A Naplouse, qui est, on le sait, la ville la plus importante de Cisjordanie, des mesures très particulières ont été prises. Le gouverneur militaire a annoncé au maire, M. Bassam Al-Chaka, en juillet dernier, que la municipalité n'était pas autorisée à construire de nouvelles écoles ; il a annulé, dans son budget, le chapitre de l'aide étrangère — provenant des contributions des émirats pétroliers — et s'oppose à l'extension de la centrale électrique de la ville — la seule centrale indépendante de Cisjordanie — pour laquelle il était prévu d'acheter trois nouveaux générateurs. Sans doute cette décision est-elle motivée par la volonté de rattacher Naplouse au réseau israélien, comme cela a déjà été fait pour beaucoup d'autres localités de Cisjordanie.

Préoccupé avant tout par la nécessité de porter atteinte au crédit de l'O.L.P. et de ses partisans, le gouvernement israélien ne semble guère s'émouvoir devant la recrudescence des actes de terrorisme dans les territoires occupés et en Israël (de trois à quatre par mois durant le premier semestre de 1977, ils sont passés à dix en juillet et à douze en août). Mais on découvre, de temps à autre, des cellules de fedayin. Ainsi, à la mi-septembre, on a appris l'arrestation des membres de sept réseaux (six en Cisjordanie, un à Gaza) appartenant au Fath, au Front populaire et au Front populaire démocratique.

Le principal souci des autorités israéliennes est de combattre l'influence politique de l'O.L.P. tout en lui cherchant une alternative. Mais, en réalité, aucune formation palestinienne, quelle qu'elle soit, ne peut se faire une place sous un gouvernement du Likoud. Même le groupe pro-jordanien, qui lance des accusations contre l'O.L.P., demande l'évacuation de la Cisjordanie. Il n'y a pas de langage commun entre le Likoud, qui préconise l'annexion pure et simple de la Cisjordanie et de Gaza, et un organisme palestinien quel qu'il soit.

AMNON KAPELIOUK.

(1) Voir Amnon Kapeliouk « Des « faits accomplis » au désir d'annexion », *le Monde diplomatique*, juin 1977.
(2) *Ot* (hebdomadaire du parti travailliste), 9 mars 1972.
(3) *Haaretz*, 25 mai 1977.
(4) 1er septembre 1977.
(5) *Bamahané*, 25 mai 1977.
(6) *Davar*, 15 août 1977. La majorité des enfants israéliens ont droit à une allocation qui dépasse de 40 % celle qui est octroyée aux enfants arabes. Un jeune couple juif a beaucoup plus de facilités pour se loger qu'un jeune couple arabe.
(7) *Al Anba*, 5 septembre 1977.

Le complot anti-palestinien

Par MICHEL KAMEL *

NI les Etats arabes limitrophes d'Israël ni les régimes réactionnaires des pays producteurs de pétrole ne sont favorables à la constitution d'un Etat palestinien indépendant. Non qu'ils souhaitent un rapprochement avec les thèses intransigeantes israéliennes, mais le souci de leur propre sécurité les pousse à envisager avec suspicion la création d'un tel Etat, qu'ils ne peuvent envisager que comme une « bombe à retardement » et un dangereux ferment révolutionnaire au cœur de la région.

La Syrie n'a jamais cessé de considérer la « Palestine » comme une partie de son territoire, les déclarations du président Assad lui-même l'ont confirmé. Elle n'a utilisé le terme d' « Etat palestinien » que dans le dernier communiqué commun signé avec les dirigeants soviétiques. Elle recourt, le plus souvent, à l'expression d' « entité palestinienne », alors que lui reviennent les rêves d'une confédération quadripartite (Syrie, Liban, Jordanie, Palestine) qui serait placée sous sa direction.

Le président Sadate, quant à lui, a été le premier à violer les décisions du « sommet » arabe de Rabat (1) en demandant avec insistance l'établissement de « relations institutionnelles officielles et publiques » entre la future entité palestinienne et la Jordanie. Quant à l'Arabie Saoudite, elle reste le pays arabe le plus hostile à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant.

De son côté, le roi Hussein a exhumé le projet de « royaume arabe uni » après sa rencontre d'avril dernier avec le président Carter et s'est entendu avec M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, pour renforcer les positions du régime hachémite en Cisjordanie et préparer ainsi la prise en charge de ce territoire par la Jordanie.

Enfin, les positions des Etats-Unis et d'Israël sont franches et nettes. Le plan présenté par le général Dayan à Washington demande une « division fonctionnelle » entre la terre, attribuée à Israël, et ses habitants, qui dépendraient administrativement du régime jordanien. On laisserait à ces derniers le choix entre le statut d'apatrides et la nationalité jordanienne. La proposition américaine — qui bénéficie officieusement du soutien de la plupart des régimes arabes « modérés » — vise à créer une entité palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, soumise, sous l'égide des Nations unies, à une tutelle israélo-jordano-internationale et à instituer un Conseil constitutionnel — ayant un mandat de deux à huit ans — chargé de déterminer, par des négociations avec les parties concernées, les relations et l'avenir de cette entité qui, de surcroît, serait désarmée.

Ainsi, les forces se conjuguent pour empêcher l'autodétermination du peuple palestinien et nier son droit à un Etat indépendant.

Cette évolution confirme l'aspect dominant d'une stratégie arabe qui vise désormais à gagner les bonnes grâces américaines en entrant en compétition avec l'Etat d'Israël pour servir les intérêts des Etats-Unis. Le tournant politique s'était dessiné avec l'annonce, par le président Sadate, de l' « initiative de février » (1971) admettant le principe d'un règlement bilatéral, partiel et provisoire. Vint ensuite le changement total de la nature sociale du pouvoir égyptien, concrétisé par la politique d' « ouverture économique », le rapprochement avec l'Arabie Saoudite et l'Iran, le flirt avec Washington et la crise des relations avec l'Union soviétique. Dans cette optique, la guerre d'octobre 1973 a eu une double signification : le peuple et les forces armées l'ont vécue comme une « guerre de libération », alors que les régimes égyptien, saoudien et leurs alliés y ont vu une bataille limitée, destinée à améliorer leur position dans la négociation, à mettre en mouvement les éléments d'un règlement pacifique et à inaugurer une politique misant sur les Etats-Unis tout en écartant la solution militaire. Le discours prononcé par le président Sadate le 16 octobre 1973 tenait lieu d'annonce officielle de ce virage : on s'en remettait à Washington pour prendre en charge le règlement du conflit au Proche-Orient. Sur la scène arabe, le centre de décision et d'initiative s'est alors déplacé des pays directement confrontés à Israël vers les pays producteurs de pétrole dominés par l'Arabie Saoudite. Ryad a vu son influence grandir à la faveur de l'aggravation de la crise économique. Désormais, les concessions allaient succéder aux concessions.

Les exigences communes de sécurité

EN même temps qu'elle représentait un danger pour les régimes arabes, la résistance palestinienne constituait le principal obstacle à l'établissement de la paix américaine. Objectivement, les intérêts des Etats arabes « modérés » et d'Israël s'identifiaient soudain. Les forces armées libanaises avaient échoué, au cours de l'automne 1973, dans leur tentative de liquider la résistance. De plus, l'union entre celle-ci et le Mouvement national libanais représentait un nouveau type d'alliance — encore que faible numériquement — entre les Palestiniens et le mouvement national arabe. Enfin, la lutte armée bénéficiait d'un soutien populaire de plus en plus important (les étudiants égyptiens manifestèrent en 1973 en réclamant des armes).

Après le deuxième accord de dégagement des forces dans le Sinaï, il devint urgent de se débarrasser de l'alliance O.L.P.-Mouvement national, qui représentait la tête de pont de l'opposition au nouveau cours politique. C'est alors que la droite conservatrice a déclenché la guerre civile libanaise. La bataille tournant à son désavantage, une intervention étrangère s'est imposée. La seule force capable de s'y lancer sans provoquer de dangereuses complications devait être une force arabe « progressiste » : le régime syrien est tombé dans le piège qui lui était tendu, poussé par ses tendances expansionnistes (« la Grande Syrie ») et caressant l'espoir de s'assurer une position plus confortable dans le prochain règlement. Sans doute escomptait-il ainsi donner des gages au plan américain en contrôlant la « carte palestinienne » et en accroissant son poids régional, déjà renforcé par le projet d'union avec la Jordanie.

Aujourd'hui que s'engage la négociation, toutes les parties arabes concernées continuent de déclarer qu'elles tiennent l'O.L.P. pour « représentant unique et légitimo » du peuple palestinien. Mais en fait elles violent les résolutions du « sommet » de Rabat en tentant d'empêcher une représentation indépendante des Palestiniens à la conférence de Genève.

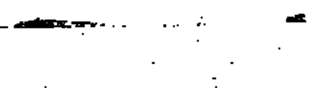
L'Egypte a proposé différentes solutions de rechange : M. Mahmoud Riad, secrétaire de la Ligue arabe, pourrait parler au nom des Palestiniens ; ou alors une délégation de la Ligue, dirigée par l'adjoint du secrétaire général aux affaires militaires, pourrait jouer ce rôle. En outre, le président Sadate a laissé entendre qu'il était prêt à ce que l'Egypte elle-même assume cette fonction.

Le président syrien a proposé, lui aussi, que les Palestiniens soient représentés par la Ligue arabe. A défaut, la formation d'une « délégation arabe unique », comprenant une composante « palestinienne », pourrait être envisagée. Le gouvernement Carter a adopté cette dernière suggestion « pour surmonter les obstacles qui retardent la réunion de la conférence de la paix », à condition, toutefois, que la délégation comprenne « des Palestiniens qui reconnaissent le droit à l'existence de l'Etat d'Israël » (déclaration du 10 septembre 1977). Le texte de la déclaration commune américano-soviétique du 1er octobre reste suffisamment évasif à ce sujet pour permettre l'annonce d'une reprise de la conférence, mais les tractations qui ont immédiatement précédé sa publication confirment que c'est bien la formulation américaine qui l'a emporté.

En tout état de cause, l'Egypte refuse catégoriquement que son « action soit réglementée » et que la Syrie et les autres parties concernées « aient le droit d'opposer un veto à ses démarches », selon les propos du président Sadate. Au cas où ses efforts en vue d'un règlement global viendraient à échouer, le régime égyptien prévoit, en effet, de s'engager dans un règlement bilatéral. Il ne fait pas de doute, cependant, que sa préférence irait à une solution globale qui recevrait une caution arabe et palestinienne, mais pour lui le temps presse, à cause de la crise intérieure égyptienne. Il s'est donc préparé à l'aventure d'un règlement partiel séparé, surtout après l'arrivée au pouvoir en Israël de la coalition dirigée par le Likoud, dont les positions intransigeantes, spécialement en ce qui concerne la Cisjordanie et le Golan, incitent le régime égyptien à douter que

* Ecrivain et journaliste égyptien.

(1) Le « sommet » de Rabat a solennellement reconnu l'O.L.P. comme « unique représentant légitime du peuple palestinien ».



les autres parties arabes puissent accepter de nouvelles concessions.

C'est la crainte que l'Egypte accepte un règlement partiel dans la ligne du deuxième accord sur le Sinaï qui a incité la Syrie à insister sur le principe d'une délégation unique à la conférence de la paix. Quant à Israël, il s'est opposé à cette dernière proposition pour la raison qu'elle entraînerait une négociation « *qualitative* » (par catégories) et non pas une discussion sur une base bilatérale et géographique. Cependant, le 25 septembre, le gouvernement israélien a annoncé son accord de principe à la présence d'une délégation unique à la séance inaugurale à condition que, par la suite, les négociations se déroulent avec chaque Etat de façon bilatérale. Il n'a pas été soulevé d'objections à ce que la délégation jordanienne compte dans ses rangs quelques Arabes de Cisjordanie. Il reste que l'ensemble de ces projets reviennent à écarter l'O.L.P. du règlement. Le président Sadate lui-même aurait dévoilé à une délégation palestinienne que les clauses secrètes de l'accord du Sinaï — approuvées par le Congrès américain — stipulent que les Etats-Unis ne prendraient aucune initiative nouvelle concernant la réunion de la conférence de Genève, le règlement de paix ou la question de la reconnaissance de l'O.L.P. sans l'assentiment d'Israël.

Un chèque en blanc

LE plan a consisté à écarter l'O.L.P. de la négociation en essayant de l'écraser militairement, pour réduire son poids politique, et à lui trouver des « remplaçants » palestiniens « modérés » n'appartenant pas à l'organisation. Ce dessein n'est pas en contradiction avec la manœuvre qui tend à faire espérer à l'O.L.P. qu'elle participera à la conférence de Genève à condition de se ranger sous la bannière du règlement américain. A preuve, l'insistance avec laquelle on la presse d'accepter les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Seule contrepartie offerte en échange d'une telle reconnaissance jusqu'à présent : l'ouverture du dialogue entre l'organisation palestinienne et les Etats-Unis. La partie américaine est demeurée très prudente à propos de la reconnaissance de l'O.L.P. ou de sa participation à la conférence de Genève.

A la demande de Washington, l'émir Saoud El Fayçal, frère du roi Khaled d'Arabie, a insisté auprès de la direction du Fath pour que l'O.L.P. accepte officiellement les deux résolutions en question. L'objection palestinienne — celle du Fath en particulier — portait essentiellement sur la clause qui cantonne les Palestiniens dans le statut de réfugiés. L'Egypte et l'Arabie Saoudite ont alors proposé que la déclaration d'acceptation comporte des « *réserves* » demandant la reconnaissance des « *droits nationaux légitimes* » du peuple palestinien.

Quelques éléments de droite au sein de l'O.L.P. ont fait campagne en faveur d'une réponse positive à la demande américano-saoudienne. Leur point de vue a été soumis au conseil central de l'organisation palestinienne. Mais la grande majorité s'y est opposée : l'acceptation de la résolution 242 implique une reconnaissance d'Israël sans contrepartie, ce qui priverait les Palestiniens d'une carte essentielle dans la négociation. Du même coup, l'O.L.P. s'engagerait à renoncer à la lutte armée, la résolution stipulant l' « *arrêt de toutes les opérations armées, régulières et non régulières* » et l' « *interdiction de la menace comme du recours à la force* ».

Poser ainsi le problème revient à aiguiser la lutte entre les différentes fractions de l'O.L.P. Pour ébranler la confiance dont jouissent les dirigeants palestiniens, on les pousse à s'écarter des principes fondamentaux de leur lutte, tels qu'ils ont été proclamés dans le programme du Conseil national. En outre, ces propositions constituent une violation de la décision n° 3236 de l'Assemblée générale des Nations unies qui reconnaît l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien, affirme son droit à disposer d'un Etat indépendant et son droit au retour.

Sans doute le but de cette manœuvre est-il de permettre aux pays arabes de se dégager de la question palestinienne, désormais présentée comme une affaire palestino-israélienne. L'ironie du sort, c'est que les Etats-Unis demandaient aux Palestiniens de reconnaître la résolution 242 au moment même où ils ignoraient les violations par Israël de cette même résolution (paragraphe 9 de la première clause). Israël considérant, en effet, la Cisjordanie comme une « terre libérée » et non plus « occupée », entreprend une politique d'annexion de toutes les terres spoliées — y compris le Sinaï et le Golan, — étend ses propres réglementations du droit du travail et des services sociaux à Gaza et sur la rive occidentale du Jourdain, etc.

Le 25 août, le conseil central de l'O.L.P. a refusé d'accepter les deux résolutions du Conseil de sécurité. Néanmoins, les pressions se sont poursuivies à grand renfort de charme et de promesses, en particulier après la déclaration américaine affirmant que la participation des Palestiniens à l'édification de la paix et à la conférence de Genève était nécessaire. Dans beaucoup de pays arabes, cette initiative a été accueillie avec enthousiasme par les gouvernements et leurs organes officiels d'information. Un responsable égyptien a même affirmé que la déclaration américaine constituait « *une nouvelle occasion offerte à l'O.L.P. pour qu'elle accorde sa confiance aux efforts américains en vue de l'édification de la paix* ». L'O.L.P. est donc invitée à suivre le courant de la politique d'abandon, à donner un chèque en blanc sans aucune garantie en échange.

Comment faire plier l'O.L.P. ?

D'AUTRES moyens ont été mis en œuvre pour tenter d'éliminer la résistance palestinienne. Les efforts essentiels ont porté sur la modification de la structure politique et sociale de la direction de l'O.L.P. en vue d'y assurer la domination des forces de droite, plus dociles envers les régimes favorables à un règlement. Des pressions ont été exercées pour introduire au Conseil national palestinien des éléments « modérés » et modifier son programme provisoire. La réunion du Conseil, en mars 1977, a déjoué ces tentatives.

Au moment où les forces syriennes au Liban (Force arabe de dissuasion) menaçaient d'occuper les camps palestiniens de Beyrouth qu'elles encerclaient, l'Arabie Saoudite a exercé de nouvelles pressions sur l'O.L.P. tout en faisant valoir que c'était grâce à elle que l'assaut contre les camps n'avait pas eu lieu. De même, elle prétendit qu'elle était intervenue à plusieurs reprises pour empêcher une modification de la direction de l'O.L.P. L'émir Fahd a demandé — sur le ton de l'avertissement — que cette direction prouve sa capacité à contrôler les différentes fractions de l'O.L.P., à œuvrer pour leur « *unification dans un seul cadre* » discipliné, épurant ses rangs des courants d'extrême gauche. Dans une mise en garde imagée, il a déclaré que « *le train du règlement américain était en mouvement. Par sa modération, l'O.L.P. devait s'y trouver une place, sous peine de le rater définitivement* ».

Dans ce climat, le courant de droite s'est développé, divers éléments de gauche étant écartés d'institutions militaires, d'organisations de masse et d'organes d'information. En particulier, les forces de droite ont déployé une activité notable dans les territoires occupés, pour tenter de détruire le Front national (2) et d'édifier, sous leur égide, une coalition de rechange. Ces forces ont également essayé de détruire les syndicats et les organisations professionnelles et sociales et d'influencer les conseils municipaux en soutenant leurs éléments conservateurs.

Les manœuvres ont également visé à séparer la résistance palestinienne du Mouvement national libanais et à provoquer des conflits entre les diverses fractions révolutionnaires de l'O.L.P. et les forces progressistes libanaises, sans exclure les actes d'élimination physique (assassinat de Kamal Joumblatt et tentative de meurtre d'Abou-Moussa, l'un des plus connus parmi les responsables militaires du Fath). Le front constitué par le Mouvement national libanais, principal soutien de la révolution palestinienne, a lui-même été en butte à des tentatives d'effritement ; par leurs pressions, les Syriens ont réussi récemment à récupérer partiellement le parti socialiste progressiste (la formation de Joumblatt) en lui offrant une participation à un front de rechange comprenant le Baas libanais (prosyrien).

Mais, en dépit de la violence de la guerre et de l'ampleur des pertes subies, les tentatives visant à faire plier l'O.L.P. ont échoué, comme l'ont montré les résolutions du Conseil national et du Conseil central de la résistance. La dissuasion militaire n'ayant pas produit de résultats compatibles avec les exigences du règlement politique souhaité, la nécessité d'une nouvelle épreuve de force s'est alors imposée.

A cette fin, le Front libanais (3) a organisé l'escalade en coordination avec Israël. Il a présenté des objections à l'accord de Chtaura (4) et entravé son application, déclarant en particulier que les accords du Caire (5) étaient devenus caducs. Le « conclave d'Ehden » (6) a publié un communiqué final — comparable à une déclaration de guerre — qui pose de nouveau la question de la présence physique — et non plus seulement militaire — des Palestiniens au Liban, réclamant leur dissémination dans les pays membres de la Ligue arabe et stigmatisant la présence des « *étrangers* » (à savoir les Syriens) dans le pays.



(Photo M. Depgles - Sygma.)

RETRANCHEMENT PALESTINIEN AU SUD-LIBAN, AVANT L'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU.
Priver de sa raison d'être toute force armée palestinienne.

Ainsi, à la faveur de la position de force que lui donne son alliance avec Israël, le Front libanais se révolte-t-il contre le pouvoir central (celui du président Sarkis), défiant son ancienne alliée, la Syrie. Israël, de son côté, a adressé un avertissement à Damas, *via* Washington, réclamant le retrait des forces syriennes et palestiniennes jusqu'au nord du fleuve Litani. Craignant les conséquences d'une initiative israélienne, la Syrie a promis de se conformer à cette demande. Cependant, la direction de la résistance palestinienne et des forces nationales libanaises s'est opposée au retrait, à moins que celui-ci n'intervienne de façon bilatérale, conformément à l'accord de Chtaura, l'armée libanaise officielle occupant les régions évacuées tant par les palestino-progressistes que par leurs adversaires. Derrière ce refus d'obtempérer se dessine, en réalité, la crainte de laisser un vide territorial qui serait comblé par les forces maronites réactionnaires et Israël, lequel tient à sa politique des « *frontières ouvertes* » avec le Liban. Pour la résistance palestinienne, il est évident que la liquidation de sa présence au Sud-Liban — comme d'ailleurs dans toutes les régions frontalières des territoires occupés — vise à priver de sa raison d'être toute force armée palestinienne.

Au cours d'une visite sur la frontière, M. Begin avait affirmé la volonté d'Israël d' « *étendre la protection des chrétiens se trouvant au Sud à leur défense dans toutes les régions libanaises* ». Ainsi la guerre du Sud s'est-elle développée, à la suite de l'intervention militaire directe des forces israéliennes. Washington a ignoré cette intervention, les déclarations d'un responsable du ministère des affaires étrangères (7) venant, en outre, souligner la complicité des responsables américains dans cette entreprise. En réalité, la région du Sud-Liban, à cause de la présence palestinienne, est devenue un élément fondamental du règlement, et les régimes arabes modérés l'ont bien compris : en fermant les yeux sur les nouvelles dispositions de sécurité prises dans cette région, ils montrent qu'ils sont tout simplement prêts à la brader. Pire, un nouvel Etat confessionnel (maronite), comparable à Israël, est en train de s'édifier au vu et au su de tout le monde sans que les pays arabes prennent la moindre initiative pour contrecarrer ce plan.

Les limites de la surenchère

EN fait, malgré les efforts des Etats-Unis pour arriver à un règlement global qui assurerait la stabilité de cette région vitale pour leurs intérêts, en dépit de leur crainte d'un mouvement contraire qui pourrait emporter tout leur projet si les limites des pressions admissibles étaient dépassées, les concessions volontaires et généreuses accordées par les régimes arabes poussent Washington à en demander davantage. Chaque fois que les forces arabes favorables au règlement se sont rapprochées des thèses israélo-américaines, de nouvelles conditions retardant la solution étaient posées, notamment après le remplacement de l'équipe du Maarakh par celle du Likoud en Israël.

Cependant, l'intransigeance israélienne a contribué à ralentir le reflux des positions arabes, parmi les Palestiniens en particulier et, jusqu'à un certain point, dans le camp syrien. Le prix à payer pour un règlement est, en effet, devenu exorbitant, dépassant les possibilités de la plupart des régimes « modérés ». Dans ce contexte, la position syrienne a retrouvé quelque cohérence — déjà perceptible dans l'accord de Chtaura, relativement équilibré, et dans le soutien accordé au communiqué du Conseil central palestinien, — Damas refusant la proposition égypto-américaine visant à créer un « comité de travail » (8). Une fermeté nouvelle est apparue dans les propos des officiels, bien que les déclarations les plus violentes aient été prononcées par M. Zouheir Mohsen (9) qui a accusé l'Egypte et l'Arabie Saoudite de « *jouer le jeu américain* » au Proche-Orient. Enfin, le président Assad et différents dirigeants syriens auraient proposé, au cours de conversations particulières avec l'O.L.P., de renforcer la coalition palestino-syro-soviétique pour faire pièce à l'offensive israélo-américaine. Mais faut-il accorder tant d'importance à ces indices d'évolution de la part d'un pays qui reste lié par les engagements qu'il a contractés et par les transformations internes qui l'agitent ? Ses manœuvres politiques les plus récentes suggèrent qu'il n'a renoncé ni à liquider les forces nationales libanaises, ni à accentuer les pressions sur l'O.L.P.

Malgré les succès remportés par les forces liguées contre l'O.L.P., il serait téméraire de conclure à l'imminence d'un règlement politique. Car il existe des conflits et des facteurs d'explosion qui peuvent tout remettre en question. L'impasse dans laquelle se trouvent les forces favorables au « *règlement américain* » n'est pas moins grande que celle à laquelle a abouti le mouvement national arabe. La moindre explosion — éventualité plausible — ou le moindre effondrement dans leur camp suffirait pour que se rompe le fil (on pourrait parler d'une « théorie des dominos » à l'envers)... L'intransigeance du Likoud, par exemple, en faisant échouer la manœuvre, jouerait indirectement en faveur du mouvement de libération arabe.

MICHEL KAMEL.

(2) Front national : coalition favorable à l'O.L.P., qui dirige la lutte contre l'occupation en Cisjordanie.

(3) Sous cette appellation, se regroupent toutes les forces de la droite chrétienne libanaise.

(4) L'accord de Chtaura (juillet 1977) prévoit le cessez-le-feu et le retrait des forces armées de leurs positions avancées dans le Sud-Liban, ainsi que leur remplacement par les forces libanaises (armée du président Sarkis).

(5) Les accords du Caire (1969) réglementent la présence palestinienne au Liban, ainsi que l'action de la résistance à partir de la frontière sud de ce pays.

(6) Le « conclave d'Ehden » a réuni, pendant l'été 1977, tous les dirigeants de la droite chrétienne libanaise.

(7) « *L'utilisation par Israël des armes américaines au Sud-Liban ne viole aucune loi et ne s'oppose à aucun des accords signés avec ce pays.* » (Déclaration prononcée le 22 août 1977.)

(8) Il s'agissait, sous prétexte de préparer la conférence de Genève, de constituer des groupes de discussion bilatéraux à New-York, d'où aurait été exclue l'O.L.P.

(9) Dirigeant de la Saïka, l'organisation de fedayin contrôlée par Damas.

Les Etats-Unis mènent le jeu

(Suite de la première page.)

Pour M. Dayan, il ne fait pas de doute que lorsque les Américains parlent de la nécessité d'une participation palestinienne à la conférence de Genève « *ils pensent à l'O.L.P. et soutiennent de la sorte l'idée d'un Etat palestinien* ». Les récents entretiens du chef de la diplomatie israélienne à Washington avec le président Carter ont été particulièrement orageux. Le quotidien *Haaretz* déplora, à l'issue de cette rencontre, que l'opinion israélienne ne se rende pas suffisamment compte du changement fondamental intervenu dans la politique américaine. « *Le jour viendra*, affirmait-il, *où les élèves d'histoire arabe contemporaine apprendront que l'Etat palestinien est né d'une déclaration du président des Etats-Unis à Clinton, et verront en lui le Balfour de l'indépendance nationale* » (allusion au discours de M. Carter où ce dernier avait, pour la première fois, parlé de la nécessité de créer une patrie *(homeland)* palestinienne).

Le souci d'éviter une grave confrontation avec le grand allié américain explique en majeure partie l'assouplissement très relatif de la politique de M. Begin, qui a annoncé le 25 septembre son acceptation conditionnelle de la proposition américaine d'une délégation arabe unique à Genève prévoyant une « *présence palestinienne* » non définie aux pourparlers de paix. Elle explique également les démêlés de M. Begin avec les militants du Gouch Emounim (Bloc de la loi), qui veulent précipiter l'implantation des colonies juives en Cisjordanie.

Mais les pressions américaines ne s'exercent pas contre les seuls Israéliens. Washington s'efforce depuis un certain temps déjà — par Etats arabes modérés interposés — de convaincre l'O.L.P. qu'elle a tout intérêt à adopter une attitude plus souple à l'égard d'Israël. Les récentes déclarations de M. Arafat affirmant qu'il reconnaîtrait l'existence de l'Etat d'Israël si le texte de la résolution 242 était amendé pour y inclure une référence aux droits du peuple palestinien ont été jugées insuffisantes par les Américains, qui exigent que l'O.L.P. accepte sans modification la formulation actuelle de cette résolution, quitte à émettre des réserves sur ses insuffisances, notamment en ce qui concerne le terme de « *réfugiés* » utilisé pour qualifier le peuple palestinien. Le gouvernement américain fait valoir que c'est seulement à ce prix qu'il pourra intensifier sa pression sur les Israéliens pour les amener à s'asseoir à la table des négociations aux côtés de représentants de l'O.L.P. En attendant, il continue inlassablement de distribuer blâmes et critiques, dénonçant aussi bien l'intransigeance des Israéliens que la rigidité des Palestiniens dans l'espoir de réduire graduellement le fossé qui sépare les positions des deux parties. Le ton de la prise de position soviéto-américaine indique cependant que l'essentiel de la pression s'exerce sur Israël.

L'accord, en revanche, est presque total entre les Etats-Unis et les dirigeants des pays arabes modérés. En privé, les responsables américains n'excluent pas la possibilité de sérieux bouleversements dans les pays arabes modérés si des progrès ne sont pas réalisés rapidement en direction de la paix au Proche-Orient. Ils voudraient donc à tout prix arracher, d'ici à la fin de l'année, suffisamment de concessions de la part des Israéliens et de l'O.L.P. pour rendre possible une reprise — même symbolique — de la conférence de Genève qui donnerait un répit à ceux qui, ayant tout misé sur les Etats-Unis, espèrent en retour obtenir des avantages substantiels pour calmer leurs opinions publiques de plus en plus sceptiques sur l'efficacité de la diplomatie américaine dans la région.

Jusqu'à présent, les vrais problèmes de fond ont été tenus dans l'ombre, escamotés derrière la bataille de procédure menée par les Israéliens. Si la négociation reprend à Genève, ils resurgiront intacts. M. Begin acceptera-t-il le plan de paix de M. Carter, qui prévoit l'échange d'une « *paix véritable* » pour Israël contre la restitution aux pays arabes de la quasi-totalité des territoires occupés ? Le Caire, Damas et Amman ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à signer des traités de paix avec Israël et à normaliser graduellement leurs relations avec l'Etat hébreu si celui-ci acceptait de rendre les territoires. En revanche, toutes les déclarations officielles à Jérusalem indiquent que M. Begin n'est pas disposé à renoncer à son projet de « Grand Israël ». Il n'y a aucune commune mesure entre le programme de paix de M. Carter, qui envisage la création d'une « *patrie palestinienne* », au statut mal défini mais qui ne saurait être située qu'en Cisjordanie et à Gaza, et le plan de paix de M. Dayan qui, au mieux, ne prévoit pour ces territoires qu'une vague autonomie interne.

En cas d'échec, la subtile confrontation entre les Etats-Unis et Israël dégénérera-t-elle en épreuve de force ? Il est en tout cas exclu que les Etats-Unis demeurent passifs devant le risque d'une crise majeure qui remettrait en question leur influence dans le monde arabe et infligerait de graves préjudices au monde occidental et aux économies capitalistes.

JEAN GUEYRAS.

L'EFFONDREMENT DE LA COMMUNAUTÉ

A la recherche de nouvelles

Le 30 juin dernier, le gouvernement kényan a décidé de se retirer de la Communauté de l'Afrique orientale après l'échec d'une réunion des ministres des finances, qui n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur le prochain budget des services généraux. Proclamant aussitôt la mort de la Communauté, le Kenya manifesta ainsi sa volonté de mettre fin à dix ans de coopération difficile avec ses deux partenaires, l'Ouganda et la Tanzanie.

Par REGINALD MAJOR *

SI la Communauté de l'Afrique orientale (C.A.O.) est morte, elle mérite d'être enterrée avec les honneurs qui lui reviennent. Sa dépouille est digne, en effet, de reposer au même cimetière politique que son ancêtre, l'impérialisme du dix-neuvième siècle.

La Communauté devait servir d'illustration exemplaire pour prouver ce que pouvait donner la coopération africaine poussée au meilleur d'elle-même. La voilà disparue, et c'est maintenant, peut-être, que vont pouvoir s'épanouir, sur ses ruines, de nouvelles formes de coopération autrement plus naturelles et plus vitales que celles rêvées par Cecil Rhodes pour son union du Cap au Caire.

L'ancêtre immédiat de la C.A.O., l'Organisation des services de la Communauté de l'Afrique de l'Est, naquit du haut commissariat est-africain, imposé en 1917 sur la région. Nairobi, la capitale du Kenya, fut alors désignée comme centre administratif et industriel. Mombassa, à quelque 450 kilomètres au sud-est, devint le principal port est-africain : les structures fondamentales de l'ensemble étaient *jetées*.

Le haut commissariat de l'Afrique de l'Est, ainsi qu'on l'appela jusqu'en 1948, collectait les droits sur tout le territoire et introduisit l'impôt sur le revenu au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie dès le début des années 40, pour permettre *aux possessions britanniques de l'Afrique de l'Est* de participer au financement de la seconde guerre mondiale.

En 1961, l'Organisation des services communs de l'Afrique orientale succéda au haut commissariat. Un réseau de services fut mis en place, centré au Kenya, si bien qu'il ne semblait pas déraisonnable d'envisager une possibilité de fédérer politiquement les trois pays. *L'accession à l'indépendance formelle* ne devait pas entamer ce projet. John Malacela, un Tanzanien qui fut le premier ministre des finances et de l'administration de l'Afrique orientale, annonça, de fait, que la fédération politique était un objectif prévu.

Presque aussitôt, la décentralisation commence. La perception commune des impôts est abandonnée. Deux nouvelles universités sont créées, l'une en Tanzanie, l'autre au Kenya, pour compléter le dispositif unique de l'université de l'Afrique orientale (université de Makere) établie à Kampala.

L'indépendance allait cependant mettre en évidence des divergences de conception quant à la nature de cette union politique. Les présidents Milton Obote, en Ouganda, et Julius Nyerere, en Tanzanie, tous deux socialistes, ne se sentaient pas disposés à laisser le capitalisme kényan dominer éternellement la Communauté.

Benjamin Mkapa, ministre tanzanien des affaires étrangères, a pu ainsi décrire devant nous le potentiel de la Communauté : *« Il y avait des bénéfices à en attendre pour chacun des trois membres de la Communauté. Dans notre cas particulier, ils se situaient en grande partie au plan des services communs, spécialement dans le domaine des communications : chemins de fer, poste, ports et lignes aériennes. Notre pays est étendu, et certaines économies d'échelle ne peuvent être réalisées que dans le contexte d'une unité plus vaste. Les Kényans, pour leur part, devaient insister pour bénéficier surtout du marché commun parce que les industries de manufacture qui existaient en Afrique de l'Est étaient toutes localisées au Kenya. »*

Le Kenya en a bien profité. Régulièrement, sa *balance commerciale* présentait un excédent annuel de plus de 100 millions de shillings (1) vis-à-vis de la Tanzanie, et de 300 millions de shillings vis-à-vis de l'Ouganda. Mais, surtout, son infrastructure industrielle en fut grandement améliorée.

Les présidents de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie formaient à eux trois l'autorité de l'Afrique de l'Est, organe politique qui se réunit pour la dernière fois en janvier 1971, avant que le général Idi Amin ne déloge Milton Obote de la présidence de l'Ouganda par un coup d'Etat militaire. Obote, qui a dit un jour *du général Amin qu'il était « la plus grande brute que la terre d'Afrique ait jamais enfantée »*, s'installa en Tanzanie, tout près de M. Julius Nyerere, et devint le chef spirituel de la résistance contre Amin en Ouganda. Apparemment, son action ne relevait pas uniquement du *domaine de l'esprit, et il serait parvenu* à convaincre le président Nyerere qu'une invasion de l'Ouganda suffirait à faire tomber le nouveau régime du général Amin. La tentative fut un échec. Le président ougandais bombarda la Tanzanie en représailles. Il décréta le boycot*tage des produits tanzaniens et la ferme*ture de la frontière, en prétendant que des milliers de soldats tanzaniens, accompagnés d'instructeurs chinois, s'y trouvaient massés pour préparer une invasion de son pays. Puis, sous le prétexte que sept cents de ses soldats *auraient été tués, il coupa les communications* téléphoniques entre l'Ouganda et la Tanzanie.

La première initiative du général Amin, au sein de la Communauté de l'Afrique orientale, fut de renvoyer les fonction*naires qui y avaient été nommés par* Milton Obote et de désigner à leur place ses propres hommes, qui, souvent, n'avaient aucune expérience de l'administration.

Socialisme ou capitalisme ?

EN dépit de petites guerres, de fermetures des frontières et d'une crise financière, John Malecela — qui coordonnait les activités de la C.A.O. — assura le *fonctionnement des chemins de fer*, des ports et du service du courrier et il fit en sorte qu'un bon nombre de projets de recherche ou à carrière scientifique se poursuivent. *« Nous construisons tous le socialisme, de différentes manières »*, déclarait-il encore en 1972 en *s'efforçant ainsi de ménager le rêve de* fédération politique. En réponse, l'Ouganda le déclara interdit de séjour, barrant ainsi l'accès du pays à l'un des dirigeants de la Communauté.

De son côté, le Kenya réfuta les propos de Malecela en annonçant qu'il construisait le capitalisme et non le socialisme, et en faisant savoir que les échanges commerciaux n'étaient pas affectés par les accrochages à la frontière avec l'Ouganda. Peu de temps après, Malecela fut remplacé à la C.A.O. *par un autre Tanzanien*, Al Noor Kassum.

La Communauté continua de progresser. Un vaste système de postes et de communications comprenant un satellite de communications, basé au Kenya, fonctionnait avec efficacité. Les chemins de fer et les lignes aériennes de l'Afrique de l'Est marchaient, sans cependant être rentables. La compagnie des chemins de fer perdit 106 millions de shillings en 1972 — ce que des enquêteurs de la C.A.O. imputèrent à *« une gestion corrompue et à une mauvaise direction »*. Ses problèmes provenaient, en partie, du refus des trois pays de procéder aux transferts de fonds imposés par le traité. Par exemple, les sommes correspondant à des surplus encaissés sur la ligne de Mombassa à Nairobi n'étaient pas transférées à l'Ouganda comme elles *auraient dû l'être pour couvrir des frais* encourus sur un tronçon de la ligne moins rentable.

En 1974, le Kenya nationalisa pratiquement sa fraction des Chemins de fer est-africains, alléguant que la Tanzanie et l'Ouganda lui devaient l'une et *l'autre de l'argent. Il s'appropria ainsi* pour 8 millions de shillings de pièces détachées qui avaient été payées par les trois pays, déplaça au Kenya les ateliers, les dépôts et les installations de signalement et de communication. Puis il suspendit l'acheminement des trains vers la Tanzanie, en attendant que ce pays acceptât de payer ce service en monnaie kényane.

La Tanzanie s'était élevée contre la construction par le Kenya d'une route reliant Mombassa à Nairobi : le port de Mombassa desservait l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Zaïre oriental et certaines régions de la Somalie méridionale. Elle protesta contre la création, au Kenya, de la Kenatco, une entreprise de transports routiers qui, selon *les Tanzaniens*, se voyait accorder la préférence sur la ligne de chemin de fer. Ensuite, *un pipe-line fut construit de Mombassa* à Nairobi, pour acheminer le pétrole jusqu'alors transporté de Mombassa en Ouganda par les chemins de fer de l'Afrique de l'Est.

Un rapport publié par la Tanzanie révéla que le Kenya, au lieu de transférer *les surplus gagnés sur le chemin de* fer, avait retenu plus de 50 millions de shillings qui se trouvaient déposés dans un compte secret. Le même document analysait un compte détaillé de 34 841 378 shillings, montrant qu'au lieu d'être utilisé pour améliorer le réseau *régional des Chemins de fer de l'Afrique* de l'Est, l'argent avait été affecté à l'achat de trois remorqueurs et de dizaines de camions-grues, tout ce matériel étant destiné à améliorer les installations de déchargement dans le port de Mombassa.

Au mois d'août 1975, une mission de *hauts dirigeants de la C.A.O. allait* inspecter les rails du chemin de fer reliant la frontière à Taveta, la première ville kényane sur la ligne au nord de la Tanzanie : elle devait y vérifier les rumeurs selon lesquelles le Kenya avait fait déboulonner 3,5 km. de voies et *construire un vaste hangar de transbor*dement pour détourner vers le nord, au-delà de Taveta, les trains en route vers le sud. Il s'agissait d'expliquer pourquoi aucun train en provenance du Kenya n'était arrivé en Tanzanie depuis le mois de mai.

En vertu du traité de la C.A.O., *les* fonctionnaires avaient un statut extraterritorial qui les autorisait à franchir librement les frontières. Mais, quand ils atteignirent Taveta, des fusils pointés sur eux leur interdirent le passage, les empêchant ainsi d'aller inspecter le fameux tronçon de ligne. A vrai dire, l'initiative du Kenya fut présentée comme une action de représailles pour une *enquête précédemment menée par des* agents tanzaniens de l'immigration qui avaient retenu deux hauts fonctionnaires kényans en mission officielle en Tanzanie.

Le Kenya avait menacé de se retirer de la C.A.O. dès *le début de 1975, date* à laquelle il ferma sa frontière avec la Tanzanie sous le prétexte qu'une épidémie *de choléra y faisait rage*. Il avait aussi saisi, sur le lac Victoria, six vapeurs que la Tanzanie utilisait pour commercer avec l'Ouganda, transformant au moins l'un d'eux en boîte de nuit. Avec l'Ouganda, la Tanzanie commença à grommeler contre la Communauté. Mais, à l'époque, l'Ouganda *n'était pas dans une* posture très brillante.

Le renvoi de *tous les Asiatiques*, en *1972, avait durement* affecté l'économie ougandaise. Ses importations s'élevèrent de 24 millions de livres en 1970 à 35 millions en 1975. Mais ses exportations avaient, dans le même temps, baissé de 16 à 2 millions de livres, portant le déficit commercial annuel à 33 millions de livres en 1975, contre 8 millions en 1970. Résultat : le pays n'était pas en mesure de rembourser sa part de 700 000 dollars due au titre d'un prêt de la Banque mondiale destiné principalement à l'amélioration des installations de déchargement dans le port de Dar-Es-Salaam. En janvier 1976, la Communauté était déjà politiquement en ruine. Les services financiers généraux, la Compagnie des postes et des communications, la Compagie des ports, étaient en déficit. Une part de ce déficit était imputable à la mauvaise gestion et aux *arrangements financiers incommodes qui* avaient été conclus par les Etats membres, en vertu desquels chaque pays devait assumer les *dépenses* de la C.A.O. à l'intérieur de ses propres frontières. Il faut dire aussi que la manière dont chacun d'eux avait pris l'habitude de *passer sa colère en expulsant des fonc*tionnaires de la C.A.O. n'avait pas arrangé l'état de la gestion.

Quant à la Compagnie d'aviation est-africaine, elle ne se portait pas si mal. Durant ses trois premières années, elle avait perdu de l'argent : le déficit se montait à 26,2 millions de shillings en 1972. Mais la société fit venir une équipe de gestionnaires de l'Eastern Airways *(compagnie américaine) qui remit* les choses en ordre en éliminant l'incompétence et la corruption. Aussitôt, les profits s'élevèrent à 25,5 millions de shillings pour l'année 1973, puis à 41,1 millions en 1974.

Après le raid d'Entebbe

SURVINT alors, le 4 juillet 1976, *l'opération d'Entebbe, menée par Israël* pour secourir les passagers de l'avion *détourné par un commando palestinien*. C'était le second détournement d'avion auquel le général Amin était confronté en deux ans. Le premier, en 1974, avait été dirigé contre un appareil des lignes aériennes de l'Afrique de l'Est, avec trente et un passagers à bord ; les auteurs en étaient un couple d'Ethiopiens *qui* entendaient protester contre *« trois mille ans d'esclavage en Ethiopie »*. Le général *Amin fit cerner l'avion par ses soldats* lorsqu'il se posa à Entebbe pour faire le plein de kérosène; il monta à bord et entreprit de convaincre lui-même les auteurs du détournement que leur activisme politique portait tort à la C.A.O. Ils *se rendirent* à lui.

Le président ougandais réagit immédiatement au raid israélien, qui avait *provoqué la mort de cent hommes* et détruit onze Mig — le plus gros de ses forces aériennes. La première chose qu'il fit fut de tuer les opérateurs du radar des lignes aériennes de l'Afrique de l'Est qui avaient permis aux avions israéliens d'atterrir. Il accusa le Kenya de *complicité, pour avoir autorisé Israël à*

* Journaliste américain.

(1) 8 shillings = 1 dollar américain.

UN LIVRE D'AMOUR ET DE DÉCOUVERTE

Georges Balandier des autres

Par JEAN ZIEGLER

« INIMITABLE et redoutable, c'est une autobiographie impitoyablement sincère où l'événement devient l'élément d'une vérité portée au-delà de l'aventure personnelle. » Ainsi parle Georges Balandier de l'autobiographie de Leiris : l'Age d'homme. La même définition s'applique, mot pour mot, à sa propre autobiographie, que Balandier publie aujourd'hui : Histoire d'autres (1). Livre puissant, fascinant, cette autobiographie, étrangement, ne dit presque rien de son auteur. Elle parle de sociétés, de continents, elle dit des choses essentielles. Ce *livre* irradie toute l'œuvre sociologique de son auteur, sans pourtant l' « expliquer ». Le titre me rappelle l'univers de Jorge Amado, que Balandier *décrit* avec *tendresse. Qu'il s'agisse d'Antonio* Balbuino (de Bahia de tous les saints), de Gabriela ou du Capitaine des sables, à chaque fois le héros efface volontairement les traces de son *existence pour nous faire comprendre cette* chose essentielle : l'homme, dans sa vérité, n'existe que dans les autres.

Histoire d'autres n'est donc pas l'exploration poétique, psychologique ou sociologique de l'intériorité du sujet. Il n'est pas question ici de jardin secret, de névrose intime ou de désirs refoulés. L'autobiographie de Balandier est l'anthropobiographie des autres, de quelques autres (paysages, sociétés, hommes et femmes) qui ont fait Balandier et que Balandier a contribué à faire. Parole de liberté, d'amour et de découverte, ce *livre retrace les étapes*, géographique d'abord, intellectuelle ensuite de l'itinéraire de l'auteur. Il y a la France de la libération, les Etats-Unis de la crise du Vietnam, le Brésil après la mort de Roger Bastide et l'Afrique enfin, l'Afrique de la splendeur, des défaites et des patientes espérances. Il y a la jeunesse de Balandier, marquée par la guerre, la Résistance, le surréalisme, les premiers écrits poétiques, sa première autobiographie à vingt-cinq ans, la rupture, le départ pour l'Afrique en 1946, la longue amitié avec Gurvitch et la découverte de la sociologie, puissant instrument de la compréhension du monde et moyen d'agir sur lui. Fréquentation brève du pouvoir politique (chargé de mission à l'époque de Mendès France). Mais lutte, constante, jamais trahie de l'intellectuel français aux côtés des militants africains, lutte pour la décolonisation d'abord, *pour la dignité, la liberté des sociétés menacées* par la misère et la domination ensuite.

Ce que j'ai essayé de découvrir dans cette Histoires d'autres, c'est la source cachée, jamais dite, de la vie et de l'œuvre de Balandier. Je veux comprendre d'où lui viennent cette force tranquille, cette paix, cette compassion de l'autre.

DE tous les grands sociologues de notre temps, Georges Balandier est probablement le plus secret et le plus difficile à cerner. Pour ses amis proches, Balandier reste, au fond, un mystère, une énigme. Première contradiction : extroverti, gai, s'exprimant avec une aisance que beaucoup lui envient, Balandier vit en solitaire de longues périodes de sa vie. Que ce soit dans son appartement du square Carpeaux ou dans sa maison de Normandie, il travaille dans le silence, avec une obstination monacale. Ses ouvrages n'ont rien du torrentiel et parfois génial désordre des écrits de certains de ses amis. Ses livres portent, imperceptiblement, la marque de la patience, des soins minutieux qu'il apporte à leur rédaction. Travail du silence, de la solitude, lente maturation des thèmes ; puis transcription du savoir mûri dans une langue où chaque mot est à sa place, où chaque phrase a son rythme propre. En général, l'auteur disparaît derrière le texte. Le sociologue de la participation, du partage, et, pourquoi ne pas le dire, de la compassion, ne dit « je » que pour désigner la généralité.

Il y a, dans l'œuvre de Balandier et dans son existence, une deuxième contradiction qui me frappe. A première vue, Balandier est l'homme des institutions. Très jeune, à trente-cinq ans, il est professeur à la Sorbonne, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, professeur à Sciences Po. Il dirige l'ORSTOM (organisme qui finance la recherche française en Afrique noire) ; il est aussi président de l'Association internationale des sociologues de langue française, directeur des Cahiers internationaux de sociologie, directeur de deux collections prestigieuses de sociologie aux Presses universitaires de France.

De prime abord, il apparaît donc comme le savant qui, consciemment, a choisi la conquête du pouvoir institutionnel pour l'utiliser au profit d'un projet scientifique (la sociologie générative), à celui de ses étudiants, ses chercheurs, ses collaborateurs. Mais je découvre ensuite un Balandier tout autre. Il marche à travers les institutions comme il marche à travers sa propre vie, comme le nomade qu'il est. Constamment disponible, sans cesse aux aguets, il se tient prêt à déceler la moindre fissure dans chaque édifice social (2). La personnalité de Georges Balandier, sa façon de vivre, d'exercer son pouvoir, d'écrire, bref, d'infléchir l'histoire qui se fait, déconcertent ses amis.

Cocteau disait à Claudel : « Vous êtes un poisson *des eaux profondes.* » Cela *convient aussi* à Balandier. Explorateur des courants profonds, il plonge dans l'histoire des sociétés, industrielles ou africaines, et refait surface en ayant vu, au *fond des choses, une « évidence » qui se trouve* être, comme par nécessité, en avance sur la vision de la plupart de ses contemporains.

S*OCIOLOGIE actuelle de l'Afrique noire (1955)* annonçait le bouleversement de la décolonisation ; il rendait la parole à des sociétés qui aujourd'hui s'expriment haut et fort mais qui, *depuis des siècles étaient réduites au silence* le plus méprisé. Afrique ambiguë, un des premiers titres de la collection de Jean Malaurie, Terre humaine, est paru en 1957. La mise en *question de l'ethnologie, de ses liens avec le* projet impérialiste de domination des peuples périphériques, est aujourd'hui chose courante ; il y a vingt ans, c'était un acte de pionnier. *Sens et puissance*, Anthropologie politique, Anthropologiques, sont, à mon avis, les grands textes fondateurs de la sociologie générative à venir (3). Balandier y énonce la théorie des contre-pouvoirs dont l'établissement est indispensable pour que naisse la société autogérée de demain. Il y dit magnifiquement ce que seront, pour une démocratie décentralisée, autogérée, conduite par une gauche unie, les exigences fondamentales de sa survie :

« Le problème décisif est celui de la partici*pation du plus grand nombre des acteurs sociaux* aux définitions — toujours à reprendre — de la société. Le reconnaître, c'est marquer la nécessité de leur présence en ces lieux de la société où se font les choix qui déterminent, et où s'engendrent les éléments de sa signification. » Il faut donc « instaurer le contrôle mutuel de la puissance et de la création de sens » (Sens et puissance, P.U.F., 1971, p. 299).

Comme Jean Duvignaud, comme Jean Daniel, Balandier, à un certain moment de sa vie, a rompu, consciemment, avec la littérature, c'est-à-dire avec l'activité qui consiste à transcrire sur le mode imaginaire les problèmes théoriques et pratiques que la vie lui révèle. Balandier, conseillé d'abord par Gurvitch, dont, dans un premier temps, il recueille l'héritage, est devenu un des trois ou quatre sociologues les plus importants de son époque. Il a modifié jusqu'aux racines de notre perception des sociétés extra-européennes, segmentaires ou d'Etat, de tradition orale dont les systèmes symboliques sont non conceptuels. Il a modifié surtout notre perception de notre propre société européenne. Jean Daniel déclarait à Guy de Boschère (4) : « La littérature est finalement pour moi la seule chose qui compte. » Jean Duvignaud, en pleine production sociologique, arrêtait tout pour écrire ce roman splendide qu'est l'Empire du milieu.

Contrairement à Jean Daniel (le Refuge et la source), à Duvignaud (l'Empire du milieu), Balandier n'est jamais revenu sur sa rupture de 1946. Mais il suffit de lire les pages centrales d'Afrique ambiguë, le chapitre de conclusion de Sens et puissance ou, bien sûr, l'autobiographie qui paraît aujourd'hui, pour comprendre que la perception infra-conceptuelle, le savoir méta-social, la fulgurante intuition de l'écrivain, sont constamment présents au cœur même de sa raison analytique. Cette double nature de Balandier nous fournit une des explications les plus sûres de ce don de prémonition, de cette conscience « préétablie » (Horkheimer) qui donnent à son enseignement, à son œuvre, cette richesse exceptionnelle, et à sa voix son universelle portée.

(1) Georges Balandier, *Histoire d'autres*, Editions Stock, 1977, 39 F.

(2) Cette qualité de nomade, G. Balandier la partage, il me semble, avec Jean Duvignaud, d'où leur longue et fidèle amitié.

(3) Avec le *Langage perdu*, de Jean Duvignaud, PUF 1971, *le Paradigme perdu*, d'Edgar Morin, Editions du Seuil, 1973, et quelques autres livres.

(4) Dans *la Quinzaine littéraire*, numéro du 1er juillet 1977.

DE L'AFRIQUE ORIENTALE

affinités économiques

utiliser les installations de Nairobi pour faire le plein et organiser les secours médicaux après le raid. Il menaça même de lancer une action militaire de représailles contre le Kenya.

A la suite de quoi le Kenya interdit son espace aérien à tous les pilotes des Lignes aériennes de l'Afrique de l'Est de nationalité ougandaise. Puis il interrompit les fournitures de pétrole au général Amin, privant du même coup le Rwanda, le Zaïre oriental et le Soudan méridional des livraisons qui, en temps normal, sont acheminées à travers l'Ouganda. Pour Nairobi, il ne s'agissait nullement de représailles contre les menaces du général Amin, mais tout simplement d'essayer d'encaisser en espèces l'argent que l'Ouganda lui devait pour de précédentes livraisons de pétrole.

Le général Amin, à son tour, prit l'initiative d'interrompre l'envoi de courant électrique à partir de la centrale des chutes Owens, privant ainsi le Kenya de 30 % de son énergie électrique. Il ferma également sa frontière avec ce pays. A la suite d'une offre rapide de médiation de la part des présidents du Soudan et de la Somalie, un règlement put intervenir entre Nairobi et Kampala. Sans tenir compte des protestations de ses deux partenaires au sein de la C.A.O., l'Ouganda créa sa propre compagnie aérienne. Peu après, le Kenya commença à insister pour que la Tanzanie et l'Ouganda paient comptant le kérosène utilisé par les avions des Lignes aériennes de l'Afrique orientale allant du Kenya dans chacun de ces deux pays.

Au mois de janvier dernier, le Kenya accusa la Tanzanie de préparer secrètement la mise en place d'une compagnie aérienne nationale qui ferait concurrence aux Lignes aériennes de l'Afrique orientale, ce que nia Dar-Es-Salaam. Puis, le 27 du même mois, le Kenya bloqua au sol tous les avions de la Compagnie est-africaine qui se trouvaient alors dans son espace aérien : cela représentait toute la flotte, à l'exception d'un DC-9 et de deux Fokker Friendship qui se trouvaient à ce moment-là dans la capitale tanzanienne. Le Kenya avait calculé la date de cette intervention, qui coïncidait avec un jour férié tanzanien, de manière à bloquer aussi des centaines de visiteurs venus à Arusha, ville tanzanienne située près de la frontière avec le Kenya, pour participer à la cérémonie anniversaire de la signature de la Déclaration d'Arusha.

Le président Nyerere fit fermer la frontière le 10 février, ce qui empêchait le Kenya d'utiliser les routes du nord-est de la Tanzanie pour transporter ses produits destinés à la Zambie. Il bloqua aussi sur son territoire un certain nombre d'avions et de camions privés, tous immatriculés au Kenya.

Tous les avoirs de la Compagnie d'aviation est-africaine furent « gelés » à Londres le 30 janvier, après que la Banque commerciale kényane eut introduit une demande de 88 millions de shillings. Les tribunaux kenyans décidèrent rapidement la remise à la compagnie aérienne du Kenya de tous les biens de la Compagnie d'aviation est-africaine situés sur le territoire kényan, à titre de compensation pour les dettes de kérosène. Puis la compagnie aérienne du Kenya convainquit les tribunaux britanniques de lui remettre les avoirs de la Compagnie d'aviation est-africaine après avoir réglé le compte bloqué à la banque de 88 millions de shillings au taux d'affaires de 12 600 shillings. Les lignes aériennes kényanes entrèrent en service la semaine suivante, après que les emblèmes de la Compagnie est-africaine eurent été effacés sur les avions.

A Arusha, le siège de la Communauté avait été dispersé pendant dix ans dans des bureaux en location. Le 21 février, onze jours après que la Tanzanie eut fermé sa frontière avec le Kenya, le nouvel et magnifique immeuble de sept étages construit pour abriter les mille six cents fonctionnaires de la Communauté, assorti de six cents unités de logement, était prêt à recevoir ses occupants. Mais la C.A.O. en était déjà à son dernier soupir.

Chacun des trois Etats membres a sa part de responsabilité dans cet échec, mais le Kenya est le premier à blâmer. Le capitalisme kényan, qui résista de toute sa rudesse et de toute son arrogance au contrôle de la C.A.O., avait été mis en place par les Britanniques dans une intention bien précise : le dynamisme de l'économie kényane devait déterminer l'évolution de l'union économique est-africaine.

chacun des trois partenaires cherche activement à conclure des accords économiques et commerciaux avec ses voisins non membres sur une base bilatérale, dans l'espoir que ces relations faciliteraient ensuite leur adhésion à part entière à la C.A.O.

L'expansion devrait se faire tout naturellement en direction du sud. Au moment même où le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda faisaient la démonstration de leur désunion, une sorte de formation politique commençait à voir le jour entre les Etats qui font aujourd'hui partie de la « ligne de front ». Le noyau en était la Tanzanie, qui avait forgé de solides liens avec le Mozambique en laissant les rebelles du FRELIMO s'entraîner sur son territoire et l'utiliser comme base arrière pour mener leurs opérations de commando à l'intérieur du Mozambique. La Tanzanie a aussi fait partager sa ferveur pour l'indépendance au président Kenneth Kaunda de Zambie, grâce à la coopération économique qui s'est instaurée avec la mise en service du chemin de fer Tanzam, construit avec l'assistance technique et financière de la Chine. L'achèvement du chemin de fer a réduit la dépendance économique de la Zambie à l'égard de la Rhodésie, qui, conformément aux desseins de l'impérialisme, traitait le principal produit d'exportation zambien : le cuivre. Grâce au Tanzam, le cuivre de la Zambie a pris la direction du nord et sa politique a viré à gauche, de sorte que ce pays sert maintenant de base arrière aux soldats du Front patriotique qui opèrent en Rhodésie. Devenu libre, le Mozambique est, lui aussi, un sanctuaire pour les combattants de la liberté du Zimbabwe intervenant dans l'est de la Rhodésie. Quant au Botswana, dont la politique était autrefois dominée par ses voisins sud-africain et rhodésien, il est aujourd'hui plus militant et soutient ouvertement les luttes de libération en Afrique du Sud.

Enfin, en Angola, des combats ont encore lieu sur la frontière méridionale, où l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud, remporte certains succès. Ce pays a vaincu les troupes sud-africaines en 1976, avec l'aide des soldats cubains, et il ne fait pas de doute que, lorsqu'il maîtrisera mieux ses problèmes internes, il voudra aussi contribuer à modifier, par tous les moyens dont il dispose, les pratiques politiques qui ont cours actuellement en Afrique du Sud et en Namibie. Une grande part du commerce qui, autrefois, s'acheminait directement vers les ports du Sud de l'Angola passe maintenant par la Tanzanie. Celle-ci dirige alors les produits vers l'Est angolais au moyen de camions qui transitent par la Zambie, et cela pour suppléer aux chemins de fer desservant le sud-est de l'Angola, détruits par la guerre.

Les propositions de Dar-Es-Salaam

LE ministre tanzanien des affaires étrangères, M. Mkapa, a élaboré un programme en trois points pour faire baisser la tension. Tout d'abord, conclusion d'un accord entre le Kenya et la Tanzanie prévoyant l'échange pur et simple, sans qu'il soit question de valeur monétaire, des biens détenus par chacun d'eux et dont l'autre a besoin. Le Kenya rendrait ainsi les six bateaux à vapeur confisqués et la Tanzanie autoriserait le Kenya à réclamer les nombreux petits avions et camions retenus chez elle. Le Kenya renoncerait aussi aux pièces détachées et aux livres de loch concernant l'avion de la Compagnie est-africaine actuellement immobilisé à Dar-Es-Salaam. Une prochaine étape serait la conclusion d'un simple accord établissant le commerce de transit entre le Kenya et la Zambie empruntant des routes tanzaniennes.

« *Dans une troisième étape, nous nous mettrons d'accord sur le commerce à l'intérieur de l'ancien marché commun, avec l'Ouganda si nécessaire. Il est insensé d'acheter des produits à l'étranger quand on peut se les procurer de l'autre côté de la frontière* », nous a déclaré le ministre tanzanien. Des rencontres ont déjà eu lieu, sans aucun résultat.

Une manière de résoudre les difficultés qui sont apparues au sein de la Communauté serait d'élargir sa composition. En mai 1975, lors de la session à Kampala de l'Assemblée législative est-africaine, le général Amin avait suggéré que le Burundi, le Rwanda, le Zaïre et la Somalie soient invités à se joindre à la Communauté. Un an après, M. Al Noor Kassum proposa que

Nécessité de l'expansion vers le sud

AINSI se mettent en place de nouvelles modalités de coopération entre des pays tout naturellement destinés à se regrouper et qui, aujourd'hui, se trouvent unis par la commune nécessité de vaincre la domination raciale des Blancs à l'extrême sud de l'Afrique. Cela au moment précis où la Communauté de l'Afrique orientale se décompose. Entre eux, la coopération économique devrait s'approfondir. L'Angola et le Mozambique doivent forger de nouvelles pratiques économiques pour échapper à l'Afrique du Sud, à laquelle ils continuent de fournir d'énormes quantités d'énergie à l'aide des complexes hydro-électriques qui ont été construits au temps où ils étaient des colonies portugaises. La suprématie militaire sud-africaine et la nécessité pour eux de se procurer des devises fortes grâce à la vente de leur électricité font qu'ils demeurent tributaires, en partie, de l'économie sud-africaine. De manière paradoxale, c'est en laissant une centaine de milliers de ses citoyens aller travailler chaque année dans les mines sud-africaines que le Mozambique parvient dans une certaine mesure à maintenir la paix sociale.

En réalité, une stratégie économique commune devrait voir le jour. Pour les Etats de la « ligne de front », il est permis d'escompter un transfert de pouvoir en Rhodésie dans un avenir assez proche. Grâce à son industrie avancée, le Zimbabwe pourrait alors modifier l'équilibre des forces dans cette partie de l'Afrique, au plan économique, au détriment du régime Vorster. Déjà, la Tanzanie commence à développer ses liens avec le Sud, discrètement, sans brandir le slogan de la fédération politique qui avait fait tant de bruit au moment de la création de la C.A.O. Tout en reconnaissant qu'il est douteux que la Communauté puisse trouver une nouvelle vie, M. Mkapa évoque toujours l'expansion vers le sud dans le contexte de la C.A.O. Ce qui implique que, tôt ou tard, le Kenya devrait raisonnablement trouver sa place dans cette nouvelle stratégie.

Pour l'instant, la Tanzanie souhaite élaborer un accord commercial qui donnera la possibilité à la Zambie de commercer avec le Kenya, soulageant ainsi le port surencombré de Dar-Es-Salaam tout en lui procurant les biens manufacturés qui doivent, aujourd'hui, être importés. Elle estime également que l'arrogance capitaliste qui lui a valu tant de frictions avec le Kenya, trouverait une sourdine si elle avait à faire face à quatre ou cinq Etats organisés plutôt qu'à ses deux seuls partenaires de naguère.

L'orientation socialiste des régimes de Dar-Es-Salaam, de Maputo et de Luanda devrait favoriser la naissance d'industries régionales, selon des modalités qui, d'ailleurs, ne conviendraient pas au Kenya. Mais si la puissance économique et militaire sud-africaine doit être vaincue, une coopération économique régionale bien coordonnée en est une condition indispensable.

Dans cette optique, l'effondrement de la C.A.O. ne serait pas une si mauvaise chose. En réalité, il paraît bien plus sensé, en 1977, de vouloir tisser des liens économiques et politiques dans la perspective d'une libération de l'Afrique australe que de maintenir en vie une création purement imaginaire de l'impérialisme qui n'a jamais été capable d'être menée à son terme : l'union du Cap au Caire. La C.A.O. devait fatalement s'éteindre, pour la simple raison qu'elle avait été conçue à partir d'un principe d'hostilité à l'encontre de l'autodétermination économique de l'Afrique australe. Désormais, c'est dans la lutte des Africains pour la reconquête de leur liberté que se forge l'avenir.

REGINALD MAJOR.

BIBLIOGRAPHIE

Les multinationales et l'Afrique

Par DENIS MARTIN

DANS les études concernant l'Afrique, la dépendance économique apparaît de plus en plus comme un thème central. A cet égard les analystes accordent un rôle important aux flux de capitaux qui parcourent le réseau tissé par de grandes firmes multinationales entre l'Afrique et le monde développé. En même temps, se développe une sorte de mystique de la multinationale qui en fait une entité abstraite, mal définie, apte à servir de bouc émissaire dans toute dénonciation du « sous-développement ». Deux livres récents tentent de cerner le problème d'un peu plus près en ce qui concerne le continent africain.

En septembre-octobre 1974, l'Institut africain pour le développement économique et la planification de Dakar organisait, conjointement avec l'Institut scandinave d'études africaines d'Uppsala (Suède), un séminaire sur les firmes multinationales en Afrique. Les communications qui y furent présentées (1) s'attachent à décrire l'impact de ces firmes sur les procès d'accumulation interne, le développement industriel et agricole, et sur le marché de l'emploi dans certains pays. Elles aboutissent toutes à la conclusion que les multinationales transforment, et souvent profondément, la réalité sociale et économique des pays africains dans lesquels elles interviennent, mais contestent leur rôle positif du point de vue des intérêts des pays concernés.

Pompage de l'épargne locale et exportation des profits réalisés sur place, structuration économique extravertie tenant peu, ou pas, compte des besoins locaux, limitation de la croissance des emplois, création de modèles de consommation inadaptés aux faibles niveaux de développement, tels sont les corollaires abondamment illustrés (Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Nigéria, Zaïre, etc.) d'une croissance souvent réelle mais, pour reprendre l'expression d'un économiste tanzanien, « perverse », impulsée par les multinationales. Pour résumer, leur pénétration dans des pays nouvellement indépendants conduit à un phénomène de destructuration sociale.

Mais on ne peut se borner à un jugement à ce point univoque, et c'est ce que cherchent à éviter quelques communications plus analytiques : il n'est pas possible de saisir vraiment le rôle des multinationales si n'est pas restitué le faisceau des contradictions qu'elles induisent. Contradictions entre elles, dans la mesure où, malgré une concentration accélérée, subsiste une concurrence sévère ; contradictions entre leur tendance à la maximisation du profit et les intérêts politiques et stratégiques des pays d'où elles sont issues ; contradictions dans les pays où elles opèrent, puisqu'elles y favorisent un certain type de stratification sociale avantageant un avatar récent de bourgeoisie « compradore », au détriment des couches d'entrepreneurs locaux qui se voient bloqués dans leur aspiration à se constituer en bourgeoisie.

*De tout cela, les gouvernements qui entendent lutter contre les multinationales, sur la base du nationalisme économique, doivent tenir compte ; d'autant plus que les sociétés multinationales, dans l'organisation actuelle du système mondial de l'impérialisme, disposent de formes institutionnelles souples, leur permettant au besoin de partager certaines de leurs activités avec des compagnies nationales. C'est pourquoi la question des transferts de technologie — que la multinationale implantée dans un pays y soit indépendante, partenaire du gouvernement ou d'entreprises locales, ou plus simplement employée en tant que « consultant », retient de plus en plus l'attention ; Reginald Green n'hésite pas à définir cette forme d'entreprise comme un « fournisseur d'ensembles de connaissances » (*package of knowledge supplier*) dont le pouvoir est proportionnel à la marge de savoir qui le sépare des Etats-clients. On sait aussi que les nationalisations pures et simples n'impliquent pas nécessairement une plus grande indépendance économique, mais peuvent au contraire signifier un transfert de charge des firmes étrangères au gouvernement local, qui préserve les possibilités d'exportation de capital...*

Le dépouillement attentif du dossier Lonrho corrobore cette lecture prudente du nationalisme économique qui anime l'Afrique depuis presque une décennie (2). D'une firme ancienne implantée d'abord en Rhodésie, un financier particulièrement audacieux a réussi à faire l'une des principales entreprises industrielles et commerciales intervenant en Afrique. Un certain style, s'appuyant sur les relations personnelles entre les dirigeants de la société et les responsables politiques des pays où elle entend intervenir, s'entourant d'un secret qui déclencha plusieurs fois l'ire de la City londonienne, s'exprimant dans des discours où s'affirme une volonté d'agir pour le développement de l'Afrique, a permis la constitution d'un empire puissant n'hésitant pas à s'immiscer dans la vie politique de certains Etats. Comme le constatent les auteurs, à beaucoup d'égards, la Lonrho n'est pas caractéristique : personnalisée à l'extrême, d'implantation relativement récente dans la plupart des pays africains, extrêmement liée aux intérêts financiers arabes (les Koweïtiens, avec 22 % des parts, représentent le groupe d'actionnaires le plus important, devant le président de la société Roland « Tiny » Rowland), ses activités sont passablement hétéroclites et s'exercent dans l'Afrique indépendante comme dans l'Afrique des pouvoirs pâles... Pourtant, malgré sa vie mouvementée, les coups de théâtre dont elle fut le lieu, la Lonrho représente peut-être une sorte d'avant-garde d'un nouveau capitalisme international :

« La Lonrho est au centre d'un processus par lequel le capital occidental cherche à restructurer son attitude à l'égard de l'Afrique et de ses aspirations nationalistes. En acceptant l'Afrique indépendante qui est apparue quand soufflait le « vent du changement », en coopérant avec ses gouvernements, certaines compagnies en Afrique ont avancé sur cette route. Le rôle de la Lonrho, grâce à ses contacts avec l'élite africaine, a été de promouvoir dans l'Afrique indépendante un climat d'opinion favorable au maintien de la présence des compagnies étrangères » *(p. 247).*

On aurait aimé trouvé dans ce petit livre des indications plus précises, ou plus lisibles, sur ce que représente concrètement la Lonrho : l'étendue de ses activités, les filiales qu'elle contrôle, etc. ; un tableau synoptique aurait été utile. Il reste, plus généralement, qu'aucune de ces deux études n'aborde vraiment le problème de la restructuration du capitalisme international, dont les multinationales ne sont qu'un aboutissement.

(1) Widstrand (Carl G.), éd. : *Multinational firms in Africa*, Institut africain pour le développement économique et la planification, Dakar et Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1975, VII, 425 pages.

(2) Cronje (Susanne), Ling (Margaret), Cronje (Gillian) : *Lonrho, Portrait of a multinational*, Penguin, Harmondsworth, 1976, 316 pages.

LA PRÉSENCE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

L'Europe en quête d'une politique

Par MARTINE CHARLOT *

Malgré la diversité des situations d'un pays à l'autre, la tendance en Europe était à l'amélioration des conditions de vie du travailleur immigré. Mais, devant la persistance du chômage, et pour décourager l'afflux de nouveaux candidats étrangers au travail, les gouvernants prennent des mesures qui contrarient cette évolution. Ainsi, en France (1), la suspension du droit à l'immigration familiale, décidée à la fin du mois dernier, illustre les contradictions de politiques officielles qui restent avant tout marquées d'empirisme.

L'EUROPE occidentale a toujours été traversée par de nombreux mouvements migratoires. Cependant, dès la fin de la dernière guerre mondiale, ces mouvements ont revêtu des aspects nouveaux, dont les origines et les conséquences se retrouvent à peu près identiques dans les pays de cette région du globe.

La période 1945-1965 a enregistré d'abord un intense développement industriel. Or la population active nationale, dans les différents pays, était insuffisante, en raison soit de l'hémorragie créée par la guerre, soit de la réduction du taux de natalité durant les années 30.

C'est aussi au cours de cette période que se sont fait sentir les effets de la prolongation de la scolarité et du développement de la formation intellectuelle et/ou professionnelle. Les nationaux devenaient beaucoup plus exigeants en matière de conditions de travail et d'importance des rémunérations, alors que le patronat avait intérêt à engager une main-d'œuvre docile et à ne pas consacrer des sommes excessives aux investissements et aux salaires.

Au même moment, dans les pays de l'Europe pauvre du Sud et du tiers-monde, une main-d'œuvre abondante et inemployée, menaçante pour la paix sociale et désireuse de contribuer à l'accroissement, même minime, de ses moyens de vie attendait de venir proposer aux pays riches sa force de travail. Le vide d'un côté le trop-plein de l'autre, ont amené des transferts massifs de population.

En 1975, les travailleurs étrangers, d'origine de plus en plus extra-européenne, étaient :

— en Allemagne occidentale..	2 171 000
— en Autriche	185 000
— en Belgique	278 000
— en France .... (en dehors des saisonniers)	1 900 000
— au Luxembourg	46 800
— aux Pays-Bas	216 000
— au Royaume-Uni	775 000
— en Suède	204 000
— en Suisse .... (en dehors des saisonniers)	553 000

Durant les deux premières décennies (1945-1965), le mouvement migratoire s'est opéré très vite, sans grand contrôle, sans planification, sans préparation des infrastructures sociales. Il s'agissait d'obtenir rapidement la main-d'œuvre que l'on affectait à des tâches sous-qualifiées. On ne surveillait guère les frontières. Les migrants clandestins voyaient leur situation régularisée en fonction des besoins de l'industrie, du bâtiment ou des services du pays dit d'accueil.

Logement, scolarisation des enfants lorsque les familles rejoignaient le travailleur, santé — ces problèmes se réglaient au coup par coup ». On ne cherchait que des « bras, sans s'apercevoir encore, comme l'a dit Max Frisch, que c'étaient aussi des hommes qui se déplaçaient.

Réguler le mouvement

LA situation commença à changer vers 1965. Le corps social de l'Europe occidentale, qui se voulait un corps sain, se couvrait de plaies honteuses que l'on ne parvenait pas toujours à cacher : ghettos, bidonvilles, accidentés du travail, victimes du racisme, retardés scolaires, tuberculeux, malades mentaux. Les responsables politiques se dirent qu'il était temps de réguler les mouvements de population afin de réduire le malaise et les heurts de cultures.

Des pays comme la République fédérale d'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg, réagirent un peu plus vite que la France, qui, jusqu'en 1972 (circulaires Fontanet-Marcellin), connut le plus grand laisser-faire, au service des intérêts du patronat.

Enfin la crise économique, à partir de 1973, contraignit tous les pays importateurs de main-d'œuvre à changer brusquement d'orientation. Sauf pour les membres de la Communauté des Neuf à l'intérieur de cette Communauté, sauf pour les Nordiques en Suède et, dans des pays comme la Suède et la France, pour les réfugiés politiques, les frontières se fermèrent aux nouveaux candidats à l'émigration.

En même temps, certains travailleurs migrants récemment arrivés, ou en chômage prolongé, se voyaient privés de leurs cartes de résidence et de travail, si bien que, dans tous les pays, le nombre des immigrés actifs s'est stabilisé ou a légèrement baissé.
Toutefois, en dépit du chômage d'un nombre important de nationaux dans toute l'Europe occidentale, il n'est question nulle part de se priver de la main-d'œuvre étrangère.

On a beau faire des efforts, ici ou là, pour encourager la reprise des activités manuelles ou sous-qualifiées par les jeunes nationaux, ces efforts seront vains tant que beaucoup d'étrangers resteront en Europe, et aussi longtemps que les tâches pénibles seront mal rétribuées et mal considérées. Ainsi, le 20 octobre 1974, le projet xénophobe de l'« Action nationale » suisse, qui envisageait l'expulsion en trois ans de cinq cent mille étrangers, a été repoussé par les deux tiers des votants.

On peut même noter l'arrivée, très sélective, dans différents pays, de nouveaux immigrants, en application d'accords bilatéraux et selon les besoins très précis d'un secteur économique.

Ainsi, dans tous les pays de l'Europe occidentale et nordique, une situation nouvelle est apparue. Les gouvernements sont à la recherche d'une véritable politique de l'immigration ; ils nomment, parfois, un responsable pour la mener à bien ; généralement, ils installent des services sociaux de plus en plus nombreux et spécialisés ; les uns et les autres tendent de plus en plus, dans le cadre des organismes internationaux, à harmoniser leurs politiques d'immigration, qu'il s'agisse des prestations sociales, des allocations chômages, de la venue des familles ou de la formation des jeunes.

Traits communs et différences

CELA dit, la situation n'est pas identiques dans tous les pays d'Europe occidentale ; mais, dans un domaine aussi complexe, il convient de se garder des comparaisons superficielles comme des déclarations officielles.

Si l'on compare les salaires distribués aux travailleurs migrants en France, en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas ou en Suède, il faut considérer également les salaires distribués aux nationaux pour des tâches à peu près équivalentes, le coût des biens de consommation, le montant des mandats expédiés au pays d'origine. Ce qui suppose une analyse très poussée qu'il n'est pas question de mener ici.

Le logement est-il un élément pertinent de comparaison ? Certainement. Encore faut-il, sur ce point, tenir compte de la situation correspondante des nationaux, et d'un certain nombre d'autres facteurs. En Suède, au Danemark, aux Pays-Bas, la bonne qualité du logement des migrants fait partie d'un ensemble social où les mal-logés n'existent pratiquement pas, alors qu'en France la différence n'est pas considérable entre le logement des migrants et celui des Français économiquement défavorisés.

Des logements convenables peuvent perdre de leur intérêt lorsqu'ils sont intentionnellement situés, comme en R.F.A. ou aux Pays-Bas, dans des zones éloignées des centres urbains. En ce qui concerne l'Allemagne, d'ailleurs, étant donnée la qualité relativement bonne de l'habitat occupé par les nationaux, la présence de ghettos turcs dans les anciens quartiers de la Ruhr et à Berlin est assez surprenante.

Lorsqu'on cite, et à juste titre, la qualité exceptionnelle de la politique suédoise envers les immigrés, on oublie souvent de préciser que la moitié d'entre eux sont originaires de Finlande, ce qui pose des problèmes linguistiques, notamment pour les enfants, mais peu de problèmes de chocs de cultures. D'ailleurs, la venue récente dans ce pays de femmes turques ou africaines, analphabètes, a provoqué une sorte de panique dans les services sociaux, alors que les Français sont confrontés chaque jour, massivement, aux problèmes de l'analphabétisme.

On ne peut sans nuances comparer la situation de pays qui reçoivent, comme la R.F.A., une majorité de populations scolarisées (turques, grecques, yougoslaves) avec celle de pays, comme la France, qui reçoivent un nombre considérable de Maghrébins et d'Africains.

Tout en reconnaissant le caractère suspect du trop fameux « seuil de tolérance », on ne peut nier que, à tous les niveaux de la vie sociale, la présence, comme en Suisse, au Luxembourg, en Belgique, en R.F.A. ou en France, d'une population étrangère importante, de médiocre formation initiale, regroupée en cinq ou six points déjà surpeuplés du territoire, crée plus de difficultés que la présence, comme au Danemark, de trente mille étrangers pour cinq millions d'habitants.

La situation des immigrés dépend encore, dans certains pays, des survivances de la période coloniale.

Le cas le plus marqué est celui de la Grande-Bretagne, où séjournent, avec la nationalité britannique, au moins un million cinq cent mille personnes de couleur venues du « New Commonwealth ». Les immigrés des régions d'Indonésie autrefois colonisées sont nombreux aux Pays-Bas, et en France ceux des anciens territoires d'outre-mer, sans compter les Antillais, citoyens français. Entre les pays anciennement colonisés et les pays ex-colonisateurs, maintenant importateurs de main-d'œuvre, subsistent des liens de soumission/autorité, familiarité/condescendance, des liens passionnels que l'on ne trouve pas en Allemagne, en Suisse ou au Luxembourg.

D'où il ne résulte pas que les étrangers y soient nécessairement mieux considérés. En Allemagne occidentale, les immigrés sont désignés du beau nom de Gastarbeiter (travailleur-hôte). Ce qui peut vouloir dire qu'on leur doit des égards, mais aussi qu'on les reconduira sans ménagements à la frontière lorsque leurs services seront considérés comme terminés : des milliers de travailleurs turcs ont eu récemment l'occasion de s'en apercevoir.

Un observateur d'une grande organisation internationale nous déclarait il y a quatre ans (la situation a un peu changé depuis) : « C'est en France que les conditions d'accueil pour les immigrés sont le plus mauvaises ; mais, une fois installé, le travailleur dispose d'une foule de moyens de se « débrouiller » qu'il ne trouverait nulle part ailleurs. »

L'intégration pour ceux qui restent ?

LA situation, en Europe, est à peu près partout la suivante : les étrangers n'entrent pratiquement plus ; un certain nombre s'en vont d'eux-mêmes ou sont renvoyés dans leur pays d'origine ; la plupart de ceux qui sont installés depuis plusieurs années restent et, dès qu'ils le peuvent, font venir leur famille ou en créent une.

Dès lors, deux questions se posent : 1) quelle est la politique à long terme qu'envisagent les pays dits d'accueil, en ce qui concerne l'intégration, voire l'assimilation, des populations étrangères ? 2) quel est l'état d'esprit des nationaux « moyens » à l'égard de cette intégration ?

Pour répondre à ces questions, il faut examiner d'abord la législation en vigueur concernant les permis de longue durée (qui permettent également à l'immigré de choisir son travail et sa région). La tendance actuelle, partout, même en France, est de fragiliser la période qui précède leur attribution.

En France, la carte C, valable dix ans sur l'ensemble du territoire, ne peut être obtenue qu'au bout de quatre ans au moins de séjour, et il n'existe plus de carte de travail à validité permanente. En Allemagne occidentale, le travailleur a en principe le droit, au bout de huit ans, de s'établir de façon définitive ; mais un permis de ce type ne s'obtient pas facilement. En Suisse, il est de plus en plus difficile de passer de l'état de travailleur saisonnier (quarante-cinq mois de séjour pendant cinq ans) à l'état de travailleur annuel, puis de travailleur permanent, et de faire venir sa famille.

Il est essentiel aussi de connaître la législation concernant l'immigration familiale. Cette législation est assez libérale en Suède, et en Allemagne de l'Ouest par exemple, pour des raisons de tranquilité sociale, mais aussi de maintien du taux de natalité. C'était aussi le cas en France pour l'immigration européenne, jusqu'à la récente décision de suspendre pour trois ans la venue des familles quelle que soit leur origine géographique. L'arrivée des Européens était organisée dans une perspective de politique de peuplement tandis que l'immigration familiale maghrébine ne bénéficiait pas de la même option favorable.

Sans être découragée, l'immigration familiale maghrébine ne bénéficie pas de la même option favorable. La R.F.A. manifeste son inquiétude au sujet de l'arrivée de « tribus » entières de Yougoslaves et de Turcs. On peut noter aussi une assez grande tolérance de pays comme la Suède et la France à l'égard des réfugiés politiques, qui arrivent nombreux d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est.

D'un point de vue politique, la question est donc tranchée : des populations étrangères seront amenées à faire souche dans les différents pays européens. Apparemment, le coût social de l'opération sera élevé (santé, logements, scolarisation), mais beaucoup moins, pour la France par exemple, qu'un rapport récent ne l'a prétendu (2).

Dans quel sens se fera l'intégration des populations étrangères ? Pour le savoir, il faudrait étudier longuement le secteur-test de la scolarisation. En France et en Belgique, malgré des efforts récents en direction du multiculturalisme, la volonté d'assimilation est encore très forte, et l'intégration assez coercitive. Le projet britannique d'école multiraciale ne semble pas avoir beaucoup mordu sur les retards et les échecs scolaires des enfants de couleur. L'Allemagne fédérale met quelques restrictions — selon les Länder — à la politique des écoles nationales. La Suède est le seul pays à penser vraiment le problème de l'enseignement partiel en langue d'origine et celui du multiculturalisme au niveau scolaire.

Il faudrait aussi mener une étude approfondie concernant la liberté d'association et d'expression culturelle des immigrés dans les pays européens. En ce qui concerne la participation des travailleurs migrants à la vie municipale, on peut enregistrer un « tassement » de l'expérience belge des conseils consultatifs, un intérêt très vif pour l'expérience suédoise du droit de vote des migrants aux élections municipales de septembre 1976, une curiosité pour les commissions extra-municipales de type français (3).

Quant aux réactions des populations européennes, il est difficile, là aussi, de généraliser. Certains pays ont une opinion publique plutôt xénophobe : la Suisse, le Luxembourg, d'une certaine manière l'Allemagne fédérale. Ailleurs, on assiste à une montée très inquiétante du racisme : rappelons les émeutes raciales à Londres du 30 août dernier. La France est, par pans, un pays raciste, avec de très grandes franges de tolérance et de respect traditionnel des minorités.

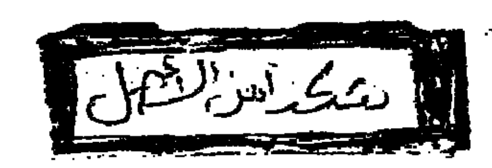
Dans tous les pays européens, dits d'accueil, la grande question des années à venir porte sur les conditions de vie et de travail des jeunes immigrés qui vont s'installer définitivement. Seront-ils condamnés à la marginalité sociale et professionnelle, ou fera-t-on l'effort de leur donner toutes leurs chances d'intégration ?

* Agrégée de l'Université.

(1) Voir le dossier sur « La condition des travailleurs immigrés » dans le numéro de septembre 1977 du *Monde diplomatique*.

(2) Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, document Assemblée nationale n° 2.685, réalisé par la SEMA. Cf. sur le même sujet un autre rapport très sérieux d'A. Le Pors, *Immigration et développement économique et social*, la Documentation française. Cf. également *le Monde* du 16 février 1976, « Le coût social des travailleurs étrangers », par Jean Benoit.

(3) Cf. pour la France, le numéro spécial de mars 1977 de *Migrants-Formation* (4, rue de Stockholm, 75008 Paris) sur « L'expression culturelle des populations immigrées », et le numéro commun *Hommes et migrations/Migrants-Formation*, de juin 1976, sur « La participation des travailleurs migrants à la vie communale ».



DANS LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES EN CRISE

Modifiée en 1968 et en 1976, la législation sur l'immigration aux Etats-Unis va être profondément remaniée par de nouveaux textes actuellement à l'étude et qui seront probablement adoptés dans quelques mois. Cette refonte d'un ensemble de dispositions assez compliquées est rendue nécessaire notamment par la présence aux Etats-Unis de quelques millions de travailleurs mexicains qui, dans une énorme proportion, sont entrés illégalement dans le pays. Comme le rappelle l'article ci-dessous, la politique d'immigration a joué un rôle considérable dans le développement économique des Etats-Unis. La nouvelle réglementation qui devrait entrer en vigueur pose toutefois des problèmes particulièrement délicats du fait de la crise économique qui frappe l'ensemble des nations industrialisées.

Vers une nouvelle réglementation de l'immigration aux États-Unis

Par SCHOFIELD CORYELL *

LES Etats-Unis — « *nation de nations* », selon l'expression du poète lyrique Walt Whitman — sont une fois de plus invités à répondre à la question : qui doit-on accueillir ? Le problème de l'immigration revêt évidemment une importance particulière dans ce pays, dont les richesses et la puissance ont reposé sur le travail et la créativité de vagues successives d'immigrants. Mais, après l'arrivée des premiers colons britanniques, les nouveaux venus se sont souvent heurtés aux préjugés les plus virulents, se sont trouvés au bas de l'échelle sociale, et ont été plus durement exploités que leurs prédécesseurs.

Actuellement, ce sont les Mexicains qui constituent le plus fort contingent d'immigrants, dont beaucoup sont venus clandestinement chercher du travail dans les champs et les vignobles du Texas et de la Californie. Dans un message spécial au Congrès, le président Carter vient de proposer un projet de loi visant à contrôler cette immigration en pleine expansion : intensification de la surveillance des frontières, amendes contre les employeurs d'immigrés clandestins, mesures pour régulariser la situation des étrangers sans papiers entrés aux Etats-Unis avant janvier 1976.

Le thème de l'immigration — l'expérience des millions de paysans et artisans arrachés par le jeu des forces sociales et politiques à leur milieu d'origine — a alimenté la littérature et l'art américains. En témoignent les romans d'écrivains comme Rolvaag *(Giants in the Earth)* et Willa Cather *(My Antonia !)*, épopées de la migration vers l'Ouest, des films comme *The Immigrant*, de Chaplin, *Christ in Concrete* sur les Italiens dans l'industrie du bâtiment, *America America !*, de Kazan, sur l'épopée des Arméniens et, plus récemment, *Hester Street* sur les juifs russes établis dans les quartiers populeux de New-York, ainsi que des pièces de théâtre comme *West Side Story* sur l'expérience de jeunes Portoricains aux prises avec un milieu hostile et menaçant.

Dès le début de l'expérience américaine, le concept d'une nation composée d'une multiplicité de peuples et d'ethnies — venus d'horizons divers pour « *participer à la construction d'une nouvelle civilisation* » — s'est ancré dans l'esprit des dirigeants, qui ont très tôt reconnu l'utilité d'une main-d'œuvre dynamique nombreuse, constamment renouvelée.

C'est ainsi que, dans la déclaration d'indépendance, les « pères fondateurs » de la révolution américaine incluaient dans leur liste de doléances contre le monarque britannique l'accusation suivante : « *Il s'est efforcé d'empêcher le peuplement de ces Etats (...) en refusant de promulguer des lois pour encourager* [les étrangers] *à immigrer ici.* »

Selon un des « *mythes fondateurs de la nation américaine* » — pour emprunter à Elise Marienstras le titre de son livre — la nouvelle république devait donc être un lieu de rencontre, un « creuset », où tous les peuples de la terre se mélangeraient, afin de créer cet « *homme nouveau* » : l'Américain. Une des premières formulations de cette conception est due à l'écrivain d'origine française, Saint John Crèvecœur, dans son livre *Letters from an American Farmer*, écrit quelques années après la révolution : « *Ici, les individus de toutes les nations se fondent pour former une nouvelle race.* »

Le « creuset » et la primauté blanche

L'IDEE, reprise par les écrivains, les poètes et les philosophes les plus célèbres (O. W. Holmes, R. W. Emerson, H. Melville, W. Whitman, etc.) a frappé l'imagination du grand public. Mais c'est à un juif anglais, Israel Zangwill, visiteur occasionnel aux Etats-Unis, dont la pièce *The Melting Pot* (le Creuset) eut un succès énorme à New-York en 1908, que revient l'honneur d'avoir forgé cette expression.

Le concept de « creuset » ne s'est pourtant jamais appliqué ni aux habitants indigènes du continent — les Indiens chassés de leurs terres — ni aux esclaves noirs amenés d'Afrique dans les plantations du Sud. L'idée d'assimilation, derrière l'expression de « creuset », est toujours allée de pair avec une autre conception à la fois contradictoire et complémentaire — celle de la suprématie blanche (nordique et plus particulièrement britannique) qui a marqué si profondément toute l'expérience américaine. Si les Noirs et les Indiens ont été brutalement écartés ou écrasés, tous les Blancs non anglo-saxons ont été tenus, eux, de s'adapter, de se plier aux mœurs et aux valeurs des « pères fondateurs » britanniques. Ce qu'ils n'ont pourtant jamais fait complètement.

Le cours ininterrompu de l'immigration massive a fini par produire une population si diversifiée dans ses origines que l'on a pu dire, non sans raison, qu'elle est composée d'une « *majorité de minorités* ». Ainsi, sur une population de 210 millions d'habitants en 1973, on comptait un peu plus de 23 millions de Noirs, 793 000 Indiens, 435 000 Chinois, 343 000 Philippins et 51 000 Japonais. Parmi les Blancs, la répartition des principaux groupes ethniques était la suivante :

— Anglais :	26 000 000
— Allemands :	25 500 000
— Irlandais :	16 500 000
— Italiens :	9 000 000
— Hispaniques :	9 000 000
— Français :	5 500 000
— Polonais :	5 000 000
— Russes :	1 700 000

(*Sources* : U.S. Bureau of the Census.)

Cette population est répartie à travers le pays en groupes souvent relativement homogènes, où la langue et la culture du « vieux pays » demeurent, parallèlement à la domination de la langue et des institutions « anglo-saxonnes » : forte concentration d'Italiens et d'Irlandais à Boston, d'Allemands au Wisconsin, de Français à la Nouvelle-Orléans, de Noirs dans les ghettos des grandes villes — sans parler d'importants quartiers chinois à San-Francisco et à New-York. Les Etats du Sud-Ouest — enlevés au Mexique par la guerre au milieu du dix-neuvième siècle — comprennent une importante population hispanique : les « Chicanos ». Dans cette étonnante hétérogénéité démographique, le fameux « creuset » a fait, dans une certaine mesure, son travail d'assimilation, surtout chez la deuxième et, particulièrement, la troisième génération issues des immigrants européens, qui se conforment, dans une large mesure, à la culture et aux mœurs typiquement « américaines », souvent à la consternation de leurs parents attachés aux valeurs et modes de pensée du « vieux pays ». Ce conflit de générations entre les immigrants et leurs enfants est une constante de la vie sociale des Etats-Unis. L'histoire du pays, comme l'a fait remarquer l'historien Oscar Handlin, est essentiellement celle des vagues d'immigration qui l'ont peuplé. Dans la première « grande migration », les puritains anglais — persécutés chez eux par l'Eglise anglicane — s'étaient lancés à la recherche de « *la liberté d'adorer Dieu à leur guise* ». Mais, comme l'a souligné John F. Kennedy dans une brochure sur le problème de l'immigration écrite lorsqu'il était encore sénateur et publiée après sa mort : « *Les puritains de la colonie du Massachusetts Bay (...) se sont montrés, envers ceux qui ne croyaient pas comme eux, aussi peu tolérants que l'avaient été à leur égard les anglicans d'Angleterre* » (1). Cette colonie était une théocratie « *pure et dure* », marquée par les « chasses aux sorcières ».

De nouvelles colonies furent ensuite établies par d'autres sectes britanniques comme les Quakers, raisonnables et démocratiques, et les « Shakers ». Ils furent suivis par des Ecossais et des Irlandais chassés par la misère, puis par des Huguenots français contraints de s'exiler après la révocation de l'Edit de Nantes. Entre-temps, la guerre d'extermination menée par les colons contre les Indiens faisait rage et la traite des Noirs, florissante, rapportait des bénéfices énormes aux puritains marchands d'esclaves.

Les contraintes économiques

LE vaste processus de transplantation humaine — de « *déracinement et d'aliénation* » aussi, selon Handlin — se poursuivit tout au long du dix-neuvième siècle. Hormis les Africains, ces immigrants venaient plus ou moins de leur plein gré, poussés souvent par des conditions indépendantes de leur volonté : oppression religieuse ou politique, difficultés économiques. Tandis que la mécanisation et la concentration de l'agriculture dans les campagnes européennes chassaient les paysans de leurs terres ancestrales, les Etats-Unis se distinguèrent pendant plus de deux siècles, selon le professeur Rowland Berthoff, par « *un manque aigu de main-d'œuvre par rapport à l'offre immédiate, aussi bien que potentielle, d'un pays en voie de développement* » (2). Des agents des entrepreneurs américains parcouraient les villes et villages de la vieille Europe à la recherche de bras pour leurs industries naissantes. Le voyage était long et pénible, en voilier jusqu'au milieu du siècle, plus rapide par bateau à vapeur à partir de 1870.

Une des émigrations les plus massives fut celle des Irlandais, ces paysans sans terre écrasés par les loyers et le boycottage de leurs produits par les Anglais. Ils sont venus s'entasser dans les grandes villes de la côte est des Etats-Unis. Entre 1820 et 1920, quatre millions et demi d'entre eux ont quitté l'Irlande pour l'Amérique. Objets du mépris social et d'une discrimination virulente sur le marché du travail, ils ne trouvaient que des emplois instables et mal rémunérés. « *Pas d'embauche pour les Irlandais !* », affichaient pas mal d'employeurs devant les portes de leurs établissements, et une organisation xénophobe, les « *Know-Nothing* », provoquait des émeutes contre eux. Mais ce sont surtout ces Irlandais qui, avec les outils les plus primitifs — pioche et marteau — ont construit le grand canal de l'Erié reliant New-York aux Grands Lacs, ainsi que d'autres canaux au Massachusetts, au New-Jersey, en Pennsylvanie, etc. Eux encore qui ont fourni la main-d'œuvre pour la construction accélérée, entre 1830 et 1860, d'un réseau de près de 50 000 kilomètres de voies ferrées dans le centre du pays.

Un autre apport important a été fourni par l'Allemagne : entre 1830 et 1930, ce pays a envoyé six millions d'immigrants aux Etats-Unis. Possédant des ressources modestes, les Allemands se sont, le plus souvent, établis non pas dans les quartiers surpeuplés des villes mais comme cultivateurs sur les terres du Centre-Ouest et de l'Ouest. Après l'échec en Allemagne de la révolution de 1848, un certain nombre de réfugiés intellectuels (appelés les « *quarante-huitards* ») sont venus aux Etats-Unis où ils ont joué un rôle politique non négligeable. Carl Schurz, par exemple, est devenu ministre dans le cabinet de Lincoln, et le socialiste Joseph Wedemeyer, ami et proche collaborateur de Karl Marx, a servi comme général dans l'armée nordiste pendant la guerre de Sécession.

Intolérance et restrictions

LES Anglais, Les Irlandais, les Allemands — auxquels il faudrait ajouter les Scandinaves, — ont constitué ce que la plupart des historiens appellent la « *vieille immigration* », particulièrement massive au milieu du dix-neuvième siècle. Plus tard sont venus des immigrants originaires des pays d'Europe méridionale et orientale, ainsi que d'Asie. Mais la distinction classique entre « *vieille* » et « *nouvelle* » immigration paraît quelque peu artificielle, puisque les mêmes causes les ont tous poussés vers l'Amérique — misère économique, persécution religieuse ou oppression politique — et ils ont tous répondu à la même demande de main-d'œuvre.

Ainsi, les Italiens sont arrivés nombreux à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième ; paysans pauvres et sans métier précis, ils se sont pressés dans les quartiers populeux de New-York, Boston et autres grandes villes. Leurs bras ont contribué à construire les gratte-ciel, les grands ponts, les systèmes de transport souterrains des métropoles, à un moment où les immigrés plus anciens et mieux établis (les Irlandais, par exemple, avaient enfin réussi à obtenir des postes plus élevés et mieux rémunérés (contremaîtres, policiers, fonctionnaires et même politiciens).

En même temps que les Italiens sont arrivés des Hongrois, des Polonais, des Russes, parmi lesquels des juifs fuyant les pogromes. Ces derniers ont trouvé une place dans l'industrie de la confection, concentrée à New-York, où ils travaillaient de longues heures pour des salaires de misère. Des milliers d'immigrants chinois étaient arrivés un peu avant eux sur la côte ouest, où ils ont construit la voie ferrée qui la relie au centre et à l'est du pays.

Au fur et à mesure que le pays s'industrialisait et s'urbanisait, le mouvement syndical américain — surtout la grande centrale conservatrice A.F.L. (American Federation of Labor), qui défendait uniquement les intérêts des travailleurs qualifiés — s'opposait de plus en plus fermement à l'immigration illimitée et incontrôlée qui avait été de règle tout au long du dix-neuvième siècle : l'afflux presque ininterrompu de bras étrangers tendait, en effet, à abaisser le niveau général des salaires. Le vote, en 1882, d'une loi mettant fin à l'immigration des Chinois a été généralement interprété comme une « *victoire des syndicats* », à la suite d'une virulente campagne antichinoise sur la côte ouest, marquée par des émeutes sanglantes en Californie et ailleurs.

L'agitation contre les Chinois allait de pair avec une campagne anti-étrangère plus générale (orchestrée par la direction des syndicats et une partie du patronat) qui s'intensifiait à chaque crise économique, les étrangers étant accusés d'être la cause de tous les maux de la société — chômage, maladie contagieuses, etc.

Après la grande crise de 1877, marquée par une éruption sans précédent de grèves sauvages à travers le pays, de nombreux travailleurs étrangers ont été arrêtés et emprisonnés comme agitateurs, soupçonnés d'être membres d'un mystérieux groupe clandestin d'action directe, les « Molly Maguires ». Et, au plus haut point de l'agitation ouvrière pour la journée de huit heures, en 1886, six anarchistes allemands — accusés sans la moindre preuve d'avoir posé une bombe qui fit plusieurs victimes au cours d'un meeting ouvrier à Chicago — furent pendus après un simulacre de procès.

Cet esprit xénophobe s'est enflammé de nouveau pendant la première guerre mondiale pour atteindre son paroxysme au lendemain du conflit, avec l'arrestation arbitraire de milliers d'étrangers, militants de l'organisation anarcho-syndicaliste I.W.W. (Industrial Workers of the World), membres du parti communiste ou, tout simplement, soupçonnés de sympathie pour la révolution bolchevique qui effrayait tant la classe dominante américaine. Des centaines d'entre eux furent expulsés par la suite. C'est dans ce climat de violence légalisée que les deux anarchistes italiens Sacco et Vanzetti, accusés au Massachusetts d'un crime qu'ils nièrent toujours avoir commis, furent exécutés le 23 août 1927 (3).

Parallèlement à cette hystérie à la fois xénophobe et « antirouge » s'était développé, à l'époque, un courant violemment raciste, avec l'essor sans précédent du Ku-Klux-Klan — alors fort de quatre millions de membres — et la large diffusion dans toute la presse des théories pseudo-scientifiques sur la « *supériorité des races nordiques* » et sur les « *dangers du métissage* ».

Le décor était donc prêt pour l'adoption, en 1924, d'une loi sur l'immigration établissant des quotas qui favorisaient nettement les pays d'Europe du Nord, aux dépens de ceux de l'Est et du Sud, dont les habitants étaient considérés comme non assimilables. Le système des quotas, qui entra en vigueur en 1929, ne s'appliquait cependant pas aux pays de l'hémisphère américain, pour lesquels l'immigration restait sans restriction. Comme le montre le tableau I, le courant d'immigration a été, à ce moment-là, freiné par l'instauration de ce système.

I. IMMIGRATION AUX ETATS-UNIS 1870-1970

1871-1880	2 812 000
1881-1890	5 247 000
1891-1900	3 688 000
1901-1910	8 795 000
1911-1920	5 736 000
1921-1930	4 107 000
1931-1940	528 000
1941-1950	1 035 000
1951-1960	2 515 000
1961-1970	3 322 000

Source : U.S. Bureau of the Census.

De 1930 à 1945, époque de crise et de guerre, les Etats-Unis ont vu arriver non plus des millions de paysans et d'ouvriers mais des milliers d'intellectuels antifascistes dont la contribution a énormément enrichi la science et la culture américaines dans plusieurs domaines. Parmi eux, des psychologues comme Kurt Lewin, Max Wertheimer, Erich Fromm, Karen Horney ; des sociologues comme Paul Lazarsfeld ; des économistes comme Joseph Schumpeter ; des philosophes comme Hannah Arendt ; des savants comme Einstein et Enrico Fermi, des musiciens comme Bela Bartok et Toscanini, pour ne citer que quelques-uns des plus connus.

Mais l'histoire de cette « nation d'immigrants » est riche en paradoxes. Pendant la deuxième guerre mondiale, la politique américaine, quoique officiellement antifasciste, a pris un tour nettement raciste à l'égard de la population d'origine japonaise, établie surtout sur la côte ouest des Etats-Unis et formée d'ouvriers agricoles, d'artisans et de petits commerçants. Classés arbitrairement comme « *étrangers ennemis* » (bien que la plupart soient citoyens des Etats-Unis), ils furent évacués en masse par l'armée et internés sans ménagement dans des camps baptisés « centres de relogement » *(relocation centers)* pour toute la durée de la guerre.

Dans la période d'après guerre, l'immigration, qui restait relativement restreinte, fut surtout marquée par l'entrée hors quota, autorisée par des lois spéciales, d'épouses étrangères de soldats américains et de « *personnes déplacées* ».

Un peu plus tard, dans le climat d'hystérie anticommuniste de la « guerre froide » et de la guerre de Corée, le Congrès américain votait, en 1952, la « loi sur la nationalité et l'immigration » (dite « loi McCarran ») qui renforçait le système des quotas en y ajoutant des clauses de discrimination idéologique. Au cours des années 50, d'ailleurs, bon nombre de communistes ou de progressistes nés à l'étranger furent expulsés du pays pour délit d'opinion. En même temps, des décrets autorisaient l'entrée de réfugiés anticommunistes : les Hongrois d'abord, en 1957, puis les Cubains en 1960. L'hospitalité américaine était devenue singulièrement sélective.

Ce n'est qu'en 1965 — face à la montée du bloc afro-asiatique et à l'influence diplomatique grandissante du tiers-monde — que le Congrès américain a finalement aboli le système des quotas en votant une nouvelle loi, entrée en vigueur en 1968 et amendée en 1976. Cette loi, qui établit des limites annuelles globales de cent vingt mille personnes pour l'hémisphère occidental et cent soixante-dix mille pour le reste du monde, comporte un système compliqué de « priorités » en faveur des parents des étrangers établis aux Etats-Unis et des candidats à l'immigration possédant certaines compétences techniques ou professionnelles.

Les deux dernières décennies ont vu une nette recrudescence de l'immigration, due, en grande partie, à un afflux massif venant non plus principalement de l'Europe comme auparavant mais du tiers-monde et surtout d'Amérique latine. Le tableau II, qui établit une comparaison entre deux décennies à un siècle d'intervalle, montre clairement le déclin de l'immigration européenne et la montée de celle des autres continents.

Kennedy remarquait, dans *A Nation of Immigrants* : « *On dit aujourd'hui des Mexicains et des Portoricains ce que l'on disait jadis des Irlandais, des Italiens, des Allemands, des juifs : ils ne s'adapteront jamais ; ils sont incapables d'apprendre la langue ; ils ne seront jamais assimilés.* » Ces lignes étaient écrites dans une période de plein emploi. A l'heure actuelle, le pays connaît à nouveau une de ses crises périodiques de surproduction, et ce sont, une fois de plus, les nouveaux arrivants sur le marché du travail — en l'occurrence les Mexicains — qui servent de « bouc émissaire » au pouvoir et que l'on accuse de venir en trop grand nombre « *manger le pain* » des citoyens, alors qu'ils remplissent un rôle économique indispensable en effectuant les travaux ingrats que les Américains de vieille souche refusent de faire.

(1) J.-F. Kennedy, *A Nation of Immigrants*, Popular Library (Anti-Defamation League of B'nai B'rith), New-York, 1964.

(2) *Encyclopedia Americana*, 1975.

(3) Cinquante ans plus tard, le gouverneur du Massachusetts vient de déclarer que le procès avait été entaché d'irrégularités et que les deux hommes avaient été victimes « *des préjugées régnant à l'époque* ». Mais les deux hommes ne sont pas légalement réhabilités.

* Journaliste américain.

II. ARRIVEES PAR CONTINGENT D'ORIGINE

	1871-1880			1965-1974		
			%			%
— Europe		2 271 925	80,8		1 049 288	28,2
— Autres continents :						
- Amériques	404 044		14,4	1 795 609		48,3
- Asie	124 160		4,4	798 225		21,5
- Afrique	358		—	42 352		1,1
- Océanie	11 704		0,4	31 675		0,9
Total autres continents		540 266	19,2		2 667 861	71,8
— Total général		2 812 191	100		3 717 149	100

ROUMANIE : un "socialisme" autoritaire

Rapide développement économique extension des échanges avec l'Occident et contrôle des esprits pour un "stalinisme" national



(Photo Inge Morath-Magnum.)
UN JOUR DE FETE NATIONALE A BUCAREST.

Reportage de MAURICE T. MASCHINO et FADELA M'RABET

A LA télévision, une chanteuse, vêtue d'un costume paysan, dit son angoisse et sa fierté : là-bas, dans la plaine de la Dobroudja, son « promis » se bat contre les Turcs. Mais Lidia, neuf ans, la regarde à peine. Un livre d'histoire sur les genoux, elle écoute son père, ethnologue, lui raconter la geste de Dracula : « La nuit était noire. Les barques, silencieuses, glissaient sur le Danube ; soudain un cri retentit, et Vlad Tsepec, tous oriflammes déployés, bondit sur l'ennemi. » Lidia applaudit ; ému, le conteur observe une minute de silence.

« Chez vous, reprend-il, on connaît mal notre passé. Ainsi Dracula passe-t-il pour sanguinaire ; sans doute, il empalait ses captifs : c'étaient les mœurs de l'époque... Mais si, mais si, objectivement — notre hôte insiste sur le mot, — son action fut progressiste ; elle n'eut qu'un but : libérer la patrie de l'étranger. » Réhabilité par le comité central du parti, à qui Alexandru C... a remis un dossier complet sur l'affaire, Dracula — héros national — peut aujourd'hui dormir en paix.

D'autres voïvodes sont honorés à l'égal de saints ou de demi-dieux. Tel Etienne le Grand (quinzième siècle), que le pape décora du titre d' « athlète du Christ » : de l'esplanade de la République, à Suceava, on aperçoit sa statue équestre qui se découpe, immense, sur la plaine, à quelques kilomètres de la frontière soviétique.

Parfois, la statue descend de son socle et s'entretient (par acteur interposé) avec le président Ceausescu. En novembre 1974, lors de la reconstitution de la bataille de Calugareni (1595), Michel le Brave, autre héros, reçut solennellement son successeur : lui ayant offert le pain et le sel, il échangea avec le président quelques mots historiques devant les caméras de la télévision.

« Nos ancêtres les Daces »

MAIS, par delà ces grands hommes, c'est tout le passé, dans la diversité de ses expressions (folklore, artisanat, costumes, objets d'art, monuments), qui est l'objet d'un culte omniprésent : tout ce qui est roumain — c'est-à-dire roman, romain, latin — est systématiquement exalté. Les journaux publient chaque jour des poèmes en l'honneur de la patrie ; et de la même façon que dans certains pays arabes on se proclame descendant des Quoraïsh — la tribu du Prophète, — on célèbre ici ses ancêtres daces.

Inaugurant en septembre 1976 le onzième congrès international de thracologie, le président Ceausescu rappelle qu'Hérodote nommait les Daces « les plus justes et les plus courageux des Thraces ». Et les commentateurs de renchérir : « Le peuple roumain n'a pas altéré son identité ethnique, peut-on lire dans une brochure officielle ; la ressemblance physique entre le type dace et le type du paysan roumain est frappante. » D'autres font observer que la langue roumaine est plus proche du latin que le français — on dit carne, fructe, paine — et certains se réjouissent de porter un nom dace : « Je m'appelle Mircea Rusu, nous déclare d'entrée le directeur de l'office du tourisme de Constantsa, mon prénom est dace. »

Envahie par les Goths, les Huns, les Lombards, soumise par les Turcs, mutilée par les Autrichiens, les Hongrois, les Russes — il arrive encore que, dans le nord de la Bucovine, des familles séparées se parlent de chaque côté de la frontière à l'aide d'un porte-voix, — la Roumanie ne vit reconnaître son indépendance qu'au congrès de Berlin, en 1877 « Ilot latin dans une mer slave » (selon la formule consacrée), comment ne serait-elle pas tentée d'exalter ce qui la distingue — quitte à confondre, au besoin, la légende et l'histoire ?

Fierté nationale et développement industriel



En 1945, la Roumanie doit payer cher de s'être alliée au IIIe Reich dans l'espoir de reprendre aux Russes la Bessarabie : elle leur abandonne la presque totalité de son bétail, la moitié de son pétrole, ses locomotives, ses machines, ses péniches; démontées, ses usines sont exportées ; sans ressources, elle se retrouve à la merci du vainqueur.

La proclamation de la République populaire, le 19 décembre 1947, ne représente qu'une compensation symbolique : ne dit-on pas de la Roumanie, dans les autres pays de l'Est, qu'elle est la « XVIIe république soviétique (1) » ? Elle le restera, le temps qu'en U.R.S.S. un nouveau cours se dessine (déstalinisation, réhabilitation de Tito en 1955, fin de la guerre froide), le temps, aussi, que des conflits ou des tensions surgissent entre l'Union soviétique et d'autres pays socialistes.

Prudents, les Roumains ne les provoquent pas, mais, habiles tacticiens, ils les exploitent. Octobre polonais (1956), insurrection de Budapest (1956), rupture sino-soviétique (1956-1957), dissidence de l'Albanie (1960), — autant d'événement qui leur permettent de reprendre l'initiative.

C'est peut-être là — dans cette extrême souplesse d'adaptation, dans cette habileté à tirer le meilleur parti des contingences de l'histoire — que réside le secret de leur réussite : « Etre roumain, dit un diplomate, ce n'est pas une nationalité, c'est une profession. »

Une profession qui consiste à jouer de toutes les ambiguïtés d'une situation pour en extraire le maximum d'avantages. Et qui ne s'embarrasse pas de considérations théoriques. Internationalistes, nationalistes, socialistes, les Roumains le sont tour à tour, ou en même temps : cela dépend. De fait, ils se montrent si persévérants qu'ils obtiennent en 1958 le départ des troupes soviétiques, si diplomates qu'en 1959 ils signent des accords avec l'Ouest (ils seront les premiers, en 1971, à ouvrir leurs entreprises aux investissements occidentaux), si fermes, également, qu'ils mettent en échec le projet d'intégration économique que Nikita Khrouchtchev propose en 1963 à ses partenaires. Sont-ils allés trop loin ? C'est — presque — la rupture ; mais c'est — aussi — la crise des Caraïbes : les Roumains n'hésitent pas, ils font un nouveau pas — ou plutôt un bond — en avant.

Le 24 avril 1964, le comité central du P.C.R., dont le secrétaire général est alors Gheorgiu-Dej, publie une véritable déclaration d'indépendance : « C'est le droit souverain de tout Etat socialiste d'élaborer, de choisir et de changer les formes et les méthodes de sa construction socialiste... Il ne peut y avoir de parti père et de parti fils, il existe seulement une grande famille des partis communistes et ouvriers ayant des droits égaux. »

Ces droits, les Roumains n'ont cessé de les affirmer et de les élargir. Sans éclats excessifs. Mais résolument, et en prenant soin d'échapper à un face-à-face inconfortable : en 1968, ils invitent de Gaulle à Bucarest (« La Roumanie aux Roumains ! » déclenche des hourras passionnés) ; deux ans plus tard, ils reçoivent Nixon ; en 1971, M. Ceausescu se rend en Chine. Irritée, l'Union soviétique — qui essaie d'abord quelques représailles économiques — finit par s'incliner : les initiatives de son « alliée rebelle », si divergentes soient-elles de ses positions, ne provoquent plus de tension majeure.

Membres du pacte de Varsovie et du Comecon, les Roumains entretiennent les meilleures relations avec la plupart des Etats, quel que soit leur régime, et la quasi-totalité des partis et des syndicats, quelle que soit leur orientation politique. Ainsi, en 1975, ont-ils reçu — et avec tous les égards qu'on doit aux membres d'une famille régnante — le fils et le neveu de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui conduisaient une délégation de la Jeunesse giscardienne.

« Nous sommes réalistes, dit M. Aurès Sanislav, directeur adjoint des affaires politiques au ministère des affaires étrangères. Nous n'avons pas à entrer dans des querelles partisanes. La France a un gouvernement, c'est avec lui que nous traitons ; qu'il soit de droite ou de gauche ne nous regarde pas. Le Chili ? Oui, nous avons de bonnes relations diplomatiques et commerciales. Qu'y pouvons-nous ? Il existe, et Israël existe, et les pays arabes existent. On ne peut pas les dissoudre ! Il convient donc de coopérer avec eux et de contribuer ainsi à l'extension de la paix dans le monde. »

Si l'Union soviétique demeure son premier partenaire (sa part dans le commerce extérieur est de 27 %, contre 57 % en 1950), la Roumanie — qui couvre ses besoins à 90 % — entretient des relations économiques avec cent quarante pays ; plus de la moitié de ses échanges se font avec l'Ouest (45 %) et le tiers-monde (19 %).

Désireuse de s'associer plus étroitement à la vie économique internationale ou, comme disent volontiers ses dirigeants, à la « division internationale du travail » elle accueille des sociétés étrangères sur son territoire (Royal Dutch/Shell, I.T.T., Krupp, Unilever ont des représentants à Bucarest) et s'engage dans un processus que M. Aurès Sanislav qualifie de « très dynamique » : celui de la coproduction.

Ainsi ont été créées une douzaine de sociétés mixtes, ou co-entreprises. Les Roumains, qui détiennent toujours la majorité du capital, fournissent l'infrastructure et la main-d'œuvre ; les Japonais, Allemands de l'Ouest, Italiens, Américains, Français viennent avec leur technologie, leurs cadres, leurs plans. La commercialisation des produits se fait à parts égales : en Roumanie et dans les pays socialistes par les Roumains, en Europe de l'Ouest par leur associé.

Comme exemple de coproduction particulièrement réussie, les Roumains se plaisent à citer leur association avec Renault. En 1968, la première R8 — une Dacia 1100 — sort des usines de Pitesti ; la Régie a fourni les pièces détachées, les Roumains les ont assemblées ; aujourd'hui, 93 % des pièces des Dacia 1100 et 1300 (production : soixante-dix mille voitures par an) sont fabriquées dans le pays.

Dernier en date, l'important contrat avec Citroën (investissements : 2 milliards et demi de francs), signé en décembre 1976. Montage dans un premier temps, montage et fabrication (70 %) dans un second : le schéma est identique au précédent, mais l'enjeu est plus important. L'usine livrera, à partir de 1980, cent trente mille voitures par an ; la moitié sera exportée en France — où ce modèle ne sera pas construit.

Excellente affaire pour les investisseurs occidentaux (grâce, entre autres, au « coût de fabrication qu'il est possible d'obtenir, compte tenu des salaires locaux ») (2), la coproduction ne risque-t-elle pas, en condamnant les Roumains à la sous-traitance, de les rendre dépendants de la technologie et du marché étrangers ? « Pourquoi donc ? répond M. Aurès Sanislav. Nous détenons la majorité du capital ; quant à la technologie, nous l'acquerrons très vite. »

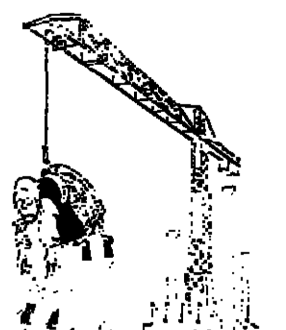
Notre interlocuteur considère comme « très positif » que deux cents projets de coopération soient actuellement en activité. Il s'étonne que certains voient dans cette détente (ou plutôt dans cette entente) une « collusion » entre puissances dont les peuples, d'une façon ou d'une autre, feraient les frais : « Pourquoi une affaire strictement économique aurait-elle des répercussions politiques ? », répond-il, en refusant d'entrer plus avant dans le débat

« Quelques-uns prétendent, en effet, qu'en nous associant à une société capitaliste nous contribuons à la création de profits capitalistes, que les sept mille travailleurs roumains qui construiront l'Oltcit (la future Citroën) prendront la place de sept mille travailleurs français. Mais nous ne pourrions jamais développer notre économie, si nous tenions compte des intérêts du monde entier ! Croyez-moi, cet accord est profitable à la Roumanie comme à Citroën, et il ne portera pas préjudice aux ouvriers français : c'est quand même nous qui exécuterons le travail le plus sale, le plus polluant ! »

Co-entreprises, investissements multiples dans le pays et à l'étranger : cela coûte cher. Mais, contrairement à ce qu'avancent certains, la dette extérieure n'est pas excessive : en 1975, elle s'élevait, selon une estimation du F.M.I., à 3 milliards de dollars (R.D.A. : 4,5 ; Pologne : 6).

« La situation financière de ce pays est saine, déclare un homme d'affaires étranger en poste à Bucarest ; son endettement équivaut à la recette de quinze mois d'exportations. Il est vraisemblable qu'il sera épongé en 1980 ; les Roumains font un effort d'investissement très considérable : ils y consacrent un tiers de leur revenu national ; leur taux d'expansion — 11 à 12 % — est l'un des plus élevés à l'Est. »

A pied, à cheval et en tracteur



Tous les chiffres disent, en effet, les progrès accomplis. En 1938, 78 % de la population vit (survit) et travaille à la campagne, où la corvée subsiste ; l'industrie, tout entière dominée par le capital étranger — qui contrôle 92 % du pétrole, 95 % du gaz, 70 % du bois, — reste embryonnaire ; soumise aux grandes puissances, la Roumanie leur vend à bas prix ses matières premières et leur achète au prix fort objets manufacturés et biens de consommation.

Trente ans plus tard, la situation a radicalement changé. Mettant en valeur ses richesses naturelles (houille, pétrole, lignite, fer, gaz), la Roumanie s'est donné les moyens énergétiques de son développement industriel. Aujourd'hui, des usines et des chantiers de Bucarest, Cluj, Timisoara, Craïova, Braïla sortent machines-outils, locomotives, camions, voitures, outillage électrique, radios et téléviseurs. Les constructions mécaniques représentent, avec les produits chimiques, près de 50 % de la production industrielle.

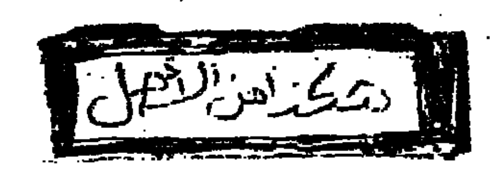
Accélérée, cette croissance est continue, comme le suggère la visite de n'importe quelle entreprise. Ainsi, dès l'entrée dans l'une des salles de conférence de l'U.T.B. (Uzina tractorul Brasov), un vaste panneau informe le visiteur : des lignes bleues, plus élancées les unes que les autres, indiquent l'augmentation de la production, que précisent — 5 000, 10 000, 15 000 — des chiffres noirs ; alignés sur une table, des modèles réduits — rouges, jaunes, oranges — racontent, comme dans un musée, l'histoire des tracteurs Brasov.

A gauche, l'ancêtre — un engin à grosses roues qui engloutissent le corps de la machine, — surmonté d'une sorte de cage où prend place le mécanicien : « C'est l'IAR 22, dit un ingénieur, nous le construisions en 1946, selon des normes soviétiques ; puis nous avons acquis des licences Fiat et diversifié nos modèles. Nous produisons aujourd'hui trente-trois types différents, du 26 CV au 360 CV. »

Les Chantiers navals de Constantsa connaissent le même essor. « Jusqu'en 1966, explique M. Muhcina Dumitru, directeur commercial, nous ne faisions que des travaux de réparation. Nous avons construit notre premier navire, de 1 920 tonnes, en 1968. » Puis un deuxième, plus gros. Puis des minéraliers, de 5 000, 20 000 tonnes.

Malgré la pluie qui tombe à verse, M. Dumitru tient à nous présenter le premier pétrolier roumain, Independencia, qui mouille à l'extrémité du môle. Des peintres font un dernier raccord, des mécaniciens s'activent sur les pales émergées d'une énorme hélice, tandis qu'une grue

(1) Cité par F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, Le Seuil, Paris.
(2) *Les Echos*, 17 décembre 1976







s'apprête à soulever la cheminée — rouge et blanche — qui repose encore sur le quai. « **Pour le prochain,** dit M. Dumitru, **nous irons encore plus vite.** »

Aller plus vite, produire davantage, être plus compétitif : c'est, dans les usines et les entreprises, au fond des mines ou sur les chantiers, le maître-mot — le mot d'ordre. Les impératifs du plan sont catégoriques : d'ici à 1980, la production industrielle, qui constitue 64 % du revenu national, **doit** augmenter de 12 % par an. On est certain d'y parvenir : les prévisions du dernier plan (1971-1975) ont été dépassées (14 % au lieu de 11 %).

Femmes de la campagne

LE même effort se poursuit dans l'agriculture. Malgré les inondations des années 1970 et 1975, la production n'a cessé de croître (+ 16 % en 1976). Céréales, pommes de terre, betteraves sont en constante progression : 6-7 % par an. La mécanisation, déjà intégralement réalisée pour les principales cultures — blé, maïs, betteraves, pommes de terre, — se poursuit : cent vingt mille tracteurs sont en activité, d'autres en construction.

Le long des routes, que bordent souvent des plantations de maïs ou de tournesol, il n'est pas rare d'être obligé de se rabattre précipitamment sur les bas-côtés pour laisser passer un convoi de moissonneuses-batteuses-lieuses, véritables mastodontes entre lesquels se faufilent habilement, mais dangereusement, les automobilistes roumains. Un tractoriste au volant de sa machine, un paysan assoupi sur du foin, tandis que sa femme, assise sur l'un des brancards de la carriole, tient les rênes et houspille un cheval poussif : deux images de la campagne roumaine, qui se complètent plus qu'elles ne se contredisent. Salarié de la S.M.A. (station de mécanique agricole) ou de l'I.A.S. (entreprise agricole d'Etat), le tractoriste laboure aussi les quelques hectares du paysan qui, lui, vend régulièrement à la coopérative une partie de sa production.

Excepté 5 % d'agriculteurs qui ont conservé leur terre ou leur cheptel — essentiellement dans les régions montagneuses, — 90 % des autres sont membres d'une coopérative. Ils lui doivent environ deux cents jours de travail par an ; le reste du temps, ils le consacrent à leur lot.

De dimensions variables : 500 à 1 500 mètres carrés (cela dépend de la qualité du terrain, de sa situation, de la grandeur de la coopérative), le lot, qui n'est ni transmissible ni aliénable, est à la libre disposition de son bénéficiaire. Une partie de la production (viande, lait, œufs, légumes) est consommée par la famille, l'autre est vendue à l'Etat ou au marché libre ; près de la moitié de l'approvisionnement des villes en dépend.

Durs à l'ouvrage, les paysans ont vu peu à peu leur condition s'améliorer. Depuis quelques années, ils bénéficient de l'assurance-maladie, d'une retraite et, s'ils sont coopérateurs, d'un congé. Sont-ils satisfaits ?

En traversant Urziceni — un village dans la plaine du Danube, sur la route qui relie Bucarest à la mer Noire, — nous nous sommes arrêtés, au hasard, devant une maison : trois pièces, pas d'étage, volets bleus fraîchement repeints, géraniums sur le rebord des fenêtres, elle nous semblait « typique ». Le long des murs, blancs, séchaient de larges feuilles de tabac brun doré.

« **C'est de première qualité,** dit la paysanne qui, nous prenant pour des clients, s'apprête à en peser un paquet. **La coopérative l'achète de 10 à 20 lei le kilo** » (3). Autour de la maison, un jardinet où poussent des tomates, des salades, des arbres fruitiers, du maïs ; des poules, des canards, un porcelet somnolent dans un coin de la cour, à l'ombre.

La paysanne s'excuse de nous recevoir dans sa cuisine (équipée d'un réfrigérateur et d'une cuisinière à butane) : le ménage n'est pas fait, elle revient tout juste du lac d'Amara, où elle a pris un bain de boue. Oui, elle travaille à la coopérative. Pourquoi ? Elle éclate de rire : « ***Mais parce que c'est obligatoire !*** »

Son mari, qui rentre du bourg, est ouvrier : « **Chacun a son travail : un seul salaire ne suffit pas.** » Ses fils vivent en ville : Grigore étudie dans une école professionnelle, il sera sous-ingénieur ; Istvan est comptable dans une cimenterie : « **Il s'est marié il y a un mois, nous lui avons donné notre téléviseur** », dit-elle en montrant sur le toit une antenne cassée. Près de leur mère, Rodica et Valéria, boucles blondes, tabliers roses, nous dévisagent en léchant un sucre d'orge.

Famille typique ! C'est l'opinion de Traian, un ami roumain : « **Comme la plupart des villageois, ils disposent d'un équipement moderne : cuisinière, radio, douche ; mais, surtout, ils sont représentatifs de l'actuelle division des tâches dans ce milieu : l'homme travaille à l'usine ; la femme, à la coopérative.** »

Si les campagnes ne se dépeuplent pas — 57 % de la population totale y réside —, elles perdent leurs bras : chaque année, cent vingt mille actifs cherchent ailleurs un emploi ; restent les femmes (60 % de la population rurale active) et les vieillards. Le phénomène doit encore s'accentuer : la population agricole, qui représente aujourd'hui 40 % de la population active, n'en constituera plus que 28 % en 1980, 13 % en 1990.

Conséquence de l'essor industriel, l'exode rural s'explique en particulier par l'espoir d'un revenu plus substantiel : coopérateur, le paysan perçoit entre 300 et 900 lei par mois, avantages en nature compris ; ouvrier, il gagne au minimum 1 300 lei. Avec la possibilité, s'il suit des cours de perfectionnement, d'améliorer son gain (2 500-3 000 lei). L'occasion se présente-t-elle, il s'en va. Quitte, lors des fêtes ou des grands travaux, à revenir au village : un paysan, dit-on ici en plaisantant, n'est-ce pas « **quelqu'un qui vient aider les étudiants à faire la récolte** » ?

Tout pour la production



Ouvriers ou paysans, et très souvent encore paysans - ouvriers, chefs de chantier ou ingénieurs, enseignants ou médecins, les Roumains, quels que soient leur fonction et leur âge, se définissent d'abord comme producteurs : le travail est l'essence même de leur vie ; condition du développement du pays, il est le tout de leur condition.

Son apprentissage commence très tôt : dès l'école obligatoire de dix ans (bientôt : de douze), l'élève, qui reçoit surtout une formation scientifique, s'initie aux tâches pratiques. « **Une école,** dit un instituteur, **est d'abord une unité de production.** » Les lycées, tous spécialisés (agro-industriels, sanitaires, « humanistes »), préparent en priorité à la vie professionnelle, et l'enseignement supérieur a pour fonction de produire des cadres de gestion et de direction.

Chaque faculté — de mécanique agricole, de transports, de métallurgie — dépend d'un ministère technique. « **Ce ministère,** précise le recteur de l'Institut polytechnique de Bucarest, **intervient dans l'élaboration des programmes et contribue financièrement à l'entretien et à l'équipement de l'unité de recherche** ».

A la formation que le futur producteur reçoit à l'école, au lycée ou à l'université s'ajoute celle que lui donne l'Union de la jeunesse. Son secrétaire général a rang de ministre. Elle touche 80 % des jeunes. Et même davantage, puisque, nous assure-t-on, « **elle s'occupe aussi de ceux qui ne sont pas membres** ».

L'Union aide les uns et les autres à devenir de « **bons citoyens** ». Par les activités qu'elle organise, elle contribue à les intégrer à la vie sociale et s'efforce de développer une « **mentalité productiviste** ». « **C'est en participant très tôt à la production,** dit un responsable, **que les jeunes en apprécieront la valeur** ».

Il leur reste sans doute beaucoup à découvrir : les autorités ne cessent d'insister sur la nécessité d'accroître la productivité — de 9 % dans le quinquennat en cours — et de redoubler d'efforts.

Il semble en effet que le travail s'accomplisse à un rythme assez modéré. Dans les usines que nous avons visitées, nous n'avons pas remarqué de tension particulière : à Constantsa, par exemple, une équipe de peintres, toutes normes oubliées, regardaient avec amusement deux convoyeuses s'invectiver vertement ; venu s'informer, un contremaître monta sur une grue et, comme les autres, observa. A Brasov, deux jeunes travailleurs, assis sur le châssis d'un tracteur, contaient fleurette à une vérificatrice ; d'autres, à l'écart, mangeaient paisiblement un casse-croûte.

Si le temps de travail est plus poreux qu'à l'ouest, il est par contre plus long : quarante-huit heures par semaine, sans compter les heures supplémentaires, une vingtaine par mois, que beaucoup recherchent. Les ouvriers sont payés au rendement ; des primes récompensent les plus dynamiques, des sanctions (déqualification, retenues) menacent les moins ardents.

Ici et là, des panneaux rappellent les objectifs du plan, encouragent ou avertissent. Tel ce placard — lettres rouges, chiffres noirs sur fond blanc — que la direction de l'**Uzina tractoral Brasov** a fait apposer sur tous les murs : « **Contre l'absence. Si un travailleur de 11e catégorie s'absente huit heures, il perd : 51 lei de paie, 67 lei de prime d'annuité** (cette prime représente 10 % du salaire), **67 lei à titre de pénalisation, 60 lei sur son abonnement de chemin de fer, au total : 245 lei** ».

Ailleurs, des affiches invitent au respect des règles de sécurité. Curieusement, elles ne s'accompagnent d'aucun décompte. « **Il y a peu d'accidents** », affirme un contremaître. Pourquoi le législateur a-t-il donc rendu plus difficile l'obtention d'une pension d'invalidité ? La loi de 1966 n'exigeait aucune condition d'ancienneté ; beaucoup plus stricte et détaillée dans ses dispositions, celle de juin 1977 en pose.

Un ouvrier est-il amputé d'un bras par une machine ? Il ne touche — s'il est employé depuis moins de cinq ans — que 950 lei : le montant de la pension ne dépend de l'ancienneté qu'à partir de la sixième année. L'accident survient-il en dehors du lieu de travail ? Le même ouvrier ne perçoit rien.

Absences, maladies, accidents sont consignés par écrit : pour chaque travailleur, au début de sa vie professionnelle, est établi un livret qui le suit jusqu'à sa retraite. C'est l'entreprise qui l'établit, le conserve et, en cas de départ, le transmet directement au nouvel employeur. Outre les renseignements d'usage (date d'engagement, diplômes, qualification, promotions), ce livret contient bien d'autres informations.

Chaque année, en effet, la direction évalue, ou réévalue, l'ensemble du personnel. « **Un collectif de travailleurs participe à cette notation** », dit M. Muhcina Dumitru, directeur commercial aux Chantiers navals de Constantsa. Un collectif, c'est-à-dire « **le chef d'atelier, le délégué syndical, un représentant du parti** ». Tous trois apprécient les qualités de chacun, qu'elles soient d'ordre professionnel, social, moral : « **Oui,** ajoute le directeur, qui souligne ses propos d'un geste circulaire, **on s'intéresse à tout !** »

On s'intéresse, par exemple, à la vie conjugale des travailleurs : « **Si nous apprenons que l'un d'eux trompe sa femme,** continue notre interlocuteur, **nous le convoquons, il comparaît devant une commission de camarades et expose ses difficultés. On ne le punit pas, on l'aide à se reprendre** ». Inscrit sur le livret, son repentir, s'il est « sincère », sera suivi d'une promotion. « **Chez nous,** ajoute M. Dumitru avec satisfaction, **la vertu est toujours récompensée** ».

Récompense au demeurant assez modeste : les salaires sont peu élevés. Répartis en quarante et une classes, ils varient de 1 290 à 5 820 lei. Un ouvrier gagne en moyenne 2 200 lei — à peu près comme un journaliste : 2 500, ou un médecin : 2 800 ; un contremaître, qui a trente-deux ans d'ancienneté, touche 3 200 lei, un ingénieur 3 500 - 4 000, un directeur d'entreprise 5 500, un ministre — mais la comparaison n'est-elle pas formelle ? — 6 000.

Une augmentation est intervenue le 1er juillet : elle sera de 30 % d'ici à 1980. Mais — et l'on néglige la plupart du temps de le préciser — elle ne porte pas sur les salaires tels qu'ils sont actuellement ou tels qu'on les présente, c'est-à-dire avant impôt ; elle se calcule d'après le salaire net.

Une loi du 1er juillet 1977 modifie en effet le mode de prélèvement de l'impôt : payé jusque-là par les travailleurs, il l'est désormais par les entreprises ; mais celles-là le retiennent sur la rétribution qu'elles versent à leurs employés. Ainsi un salarié qui gagnait 2 000 lei et en redonnait 260 au fisc touche aujourd'hui 1 740 lei : c'est par référence à cette somme qu'il peut évaluer ses prochaines augmentations.

Lors des discussions byzantines que nous avons eues à ce sujet, nous avons demandé qu'on nous présente un bulletin de salaire. En vain : un travailleur, qu'il soit ouvrier ou fonctionnaire n'en reçoit pas. « **Un papier individuel ?** » : la plupart, au début, ne comprenaient pas notre question. « **Mais à quoi cela peut-il servir ?** s'étonnait Elisaveta, secrétaire de direction dans une usine chimique ; **chez nous, c'est très simple** ».

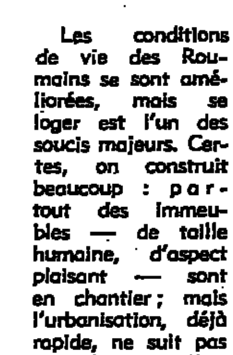
Le dernier jour du mois, Elisaveta se présente à la comptabilité, touche son salaire et émarge sur un registre — que nous n'avons pas pu consulter — où figure le détail de la somme versée : primes, retenues, impôt supplémentaire, puisqu'elle est célibataire (pour 2 000 lei, 26 lei avant la loi du 1er juillet, 80 depuis) ; patriote, cette jeune femme ne se plaint pas : « **C'est naturel, le pays a besoin de bras** ».

Mais étourdie ou mal informée — les textes de loi ne sont pas à la disposition du public, — elle semble ignorer que la nouvelle réglementation allonge sa vie de travail (vingt-cinq ans pour les femmes au lieu de vingt, trente-deux pour les hommes au lieu de trente) et que sa retraite sera moins élevée puisque calculée, elle aussi, d'après le salaire net.

QUELQUES CHIFFRES

- **SUPERFICIE** : 237 500 kilomètres carrés.
- **FRONTIERES** : U.R.S.S. (est et nord), Hongrie (ouest), Yougoslavie (sud-ouest), Bulgarie (sud), mer Noire (sud-est).
- **RELIEF** : plaines, 33 % ; montagnes, 31 % ; forêts, 27 %.
- **POPULATION** : 21 millions d'habitants. Population urbaine, 42 %. Nationalités : Roumains, 87,7 % ; Hongrois, 8,5 % ; Allemands, 2 %. Religion : quatorze cultes ; 80 % sont orthodoxes.
- **VILLES PRINCIPALES** : Bucarest (2 millions), Cluj, Timisoara, Brasov.
- **REVENU PAR HABITANT** : 1 000 dollars (France : 3 000).
- **EXPORTATIONS** : machines-outils, tracteurs, usines, équipements électriques : 84 % des ventes.

Morale envahissante et amour contrôlé



Les conditions de vie des Roumains se sont améliorées, mais se loger est l'un des soucis majeurs. Certes, on construit beaucoup : partout des immeubles — de taille humaine, d'aspect plaisant — sont en chantier ; mais l'urbanisation, déjà rapide, ne suit pas le rythme de l'industrialisation. Des milliers de travailleurs (40 % des ouvriers à Brasov, 35 % à Constantsa) résident à 50 ou 60 kilomètres de leur entreprise ; chaque jour, des cars, des trains les prennent et les ramènent.

Sauf mutation ou mariage, il n'est pas permis de s'installer librement à Bucarest, Cluj ou Brasov, même chez des amis ou des parents. Le ferait-on — ce qui leur attirerait toutes sortes de désagréments, puisque tout nouveau venu doit être déclaré au commissariat dans les quarante-huit heures, — le gardien de l'immeuble, qui tient un registre des locataires, préviendrait qui de droit.

Contenus hors des centres industriels qui les emploient, beaucoup de « navettistes », comme on les appelle ici, se fixent durant la semaine à mi-chemin de l'entreprise et de leur village, dans une bourgade où, à plusieurs, ils louent une chambre chez l'habitant. « **Ce déracinement permanent,** dit un sociologue, M. Octavian Boiangiu, **rend impossible l'élévation du niveau culturel des travailleurs — la plupart n'ont suivi que quatre ans d'école primaire, — harassés, toujours ailleurs, ils sont abandonnés à eux-mêmes. Facteur d'inadaptation permanente (comme le prouve le taux élevé d'alcoolisme), leur mobilité ne leur permet pas d'accéder à un nouveau statut.**

« **L'homme qui a sa famille à la campagne, qui travaille à l'usine et vit six jours par semaine dans une cité-dortoir ne sait plus très bien qui il est. Il n'a qu'une aspiration : gagner assez — en se privant beaucoup — pour revenir au village, se construire une maison, quitte en cas de besoin à se rengager pour deux ans sur un chantier. Nos « navettistes » sont un peu l'équivalent de vos travailleurs immigrés, à cette différence près qu'ils nomadisent dans leur propre pays** ».

Beaucoup habitent chez leurs parents ou partagent un appartement avec une autre famille, en attendant d'en recevoir un. L'attente peut durer deux ans ; cela dépend des possibilités ... et de la conduite du travailleur : s'il est membre du parti, marié, de bonnes mœurs, bien noté par son employeur, recommandé par le syndicat, il sera plus vite satisfait.

Les loyers sont modérés (10 % du salaire), mais l'on incite vivement les citoyens à devenir propriétaires. Celui qui gagne plus de 3 000 lei par mois y est pratiquement obligé ; comme il ne dispose généralement pas de l'avance exigée — 25 % d'une somme qui s'élève de 70 000 à 200 000 lei, — il emprunte à son entreprise, puis demande l'ouverture d'un crédit (l'intérêt, chaque fois, est de 8 %) ; pendant vingt ou trente ans, il rembourse 200 à 500 lei par mois.

Autre sacrifice : la voiture — qui équivaut à plus de trois ans de salaire. La Dacia 1 300 coûte 78 000 lei, payables en totalité à la commande, l'Oltcit n'en coûtera que 40 000. Ces prix n'empêchent pas l'attente d'être longue : sept à huit mois.

Le rapport prix/salaire est dans l'ensemble le même qu'en France, excepté pour la nourriture, qui reste bon marché. Subventionnés par l'Etat, les prix des principales denrées (lait, pain, fromage, charcuterie, viande de porc, huile, nouilles) n'ont pas varié depuis des années, et les autres sont à la portée de toutes les bourses : pommes de terre 1,50 le kilo, tomates, 2,80, pêches 6,30, riz 4 lei la livre, œufs 0,80 pièce, viande de bœuf 25 lei le kilo. Ouverts le dimanche et tard le soir, les magasins sont bien approvisionnés, et l'on ne constate plus les ruptures de stocks fréquentes il y a cinq ans. Les queues ont pratiquement disparu : faire son marché n'est plus un problème pour les Roumains.

Un produit se fait-il rare, la plupart consentent à un petit geste, aussi discret qu'efficace : un paquet de cigarettes qu'on glisse sous le comptoir, 100 lei qu'on donne avant de passer commande, un jean ou un pull de marque étrangère qu'on promet à l'oreille. Né d'une situation de pénurie — qu'il entretient — le bakchich est si bien entré dans les mœurs qu'il n'étonne que l'étranger : « **Chez nous,** dit un professeur d'université, **il est d'usage de donner un petit quelque chose à celui qui rend service** ».

Le bakchich, une « relation », permettent-ils de recevoir plus vite un « ticket » de séjour au bord de la mer Noire ? Certains le disent : les hôtels de la côte sont encore trop peu nombreux, 60 % des places sont réservées aux étrangers, qui paient en devises, et les autres « s'arrachent ». Mais les Roumains peuvent aussi passer leurs congés (de quinze à vingt-quatre jours selon l'ancienneté) dans les Carpates ou le delta du Danube, à moins qu'ils ne préfèrent les montagnes de Bucovine, décorées d'un chapelet de monastères, ou les Maramures.

Les voyages individuels à l'étranger restent l'exception. Les autorités allèguent le manque de devises ; cite-t-on le cas de ces Roumains qui ont de la famille en France et qui, malgré une lettre d'invitation dûment certifiée par l'ambassade, n'obtiennent le droit de sortir qu'une fois tous les deux ans, on réplique qu' « **une société socialiste ne peut encourager la formation d'un groupe de privilégiés** », et l'on ajoute qu' « **entre faire des croisières et construire son pays, un Roumain doit choisir** ».

En fait — et quoi qu'il fasse, — on a déjà choisi pour lui. Etudes, métiers, lieu de résidence, logement, maternités (l'avortement et la contraception sont interdits), organisation des loisirs, lectures, fréquentations, sortie du territoire, il n'est pas une activité qui échappe au contrôle de l'Etat. La vie privée est du domaine public, sa transparence est de règle.

Les valeurs morales elles-mêmes ne relèvent pas d'un choix personnel : c'est le parti qui décide du bien et du mal. « **Un communiste,** dit le « Code de l'éthique et de l'équité socialiste », **doit être honnête, sincère et correct. Il assume une haute responsabilité en ce qui concerne l'établissement des relations familiales sur les principes de la morale socialiste, de l'égalité, du respect, de l'affectation et de la confiance mutuelle entre époux.** »

« Passer inaperçu »

AINSI un bon communiste n'a pas de liaisons, dangereuses et « immorales » (les hôtels n'acceptent pas de couple illégitime), il se marie (un cadre, même moyen, **doit** avoir femme et enfants) et ne divorce pas. Il aime son travail, sa famille et sa patrie.

Il se méfie des étrangers. En recevoir chez soi est déconseillé (le fait-on, on doit rendre compte aux autorités), en héberger est interdit : « **Les logements,** nous dit-on, **sont trop inconfortables.** »

Un mariage mixte est une affaire d'Etat. Sitôt la demande déposée, la jeune fille (plus rarement le jeune homme) est interrogée — « **pourquoi veut-elle faire cela ?** » ,— culpabilisée, — **n'y a-t-il pas assez de garçons dans le pays ?** » — mise en garde : connaît-elle le chômage qui sévit dans les pays capitalistes ? A-t-elle entendu parler de la traite des blanches ? De cellule du parti en commission municipale, le dossier remonte jusqu'au Conseil d'Etat : « **Le Conseil d'Etat,** dit le vice-président du Conseil départemental de Brasov, **doit vérifier qu'il s'agit d'un véritable amour.** »

« **Un soir,** raconte un étudiant en philosophie, **j'explique à un ami, que je rencontre au café, les grandes thèses de l'hégélianisme : c'est l'objet de mon diplôme et cela l'intéresse. Avons-nous discuté trop fort ? Le lendemain, la milice me convoque et me demande pourquoi je fais de la propagande idéaliste.** »

Comme on ne sait jamais qui surveille qui, on se méfie encore plus : un ami nous donne rendez-vous dans un parc, au crépuscule, un autre nous attend dans le hall d'un grand hôtel ; à peine arrivés, il nous entraîne dans une brasserie où la pénombre, le brouhaha et la fumée protègent des indiscrets. Un troisième ne vient pas et ne répond plus au téléphone.

Il serait excessif, assurément, de prétendre que **tous** les Roumains vivent dans une crainte continuelle ; mais il est certain que le secret du bonheur réside pour eux, plus que pour d'autres, dans la conformité aux normes et aux modèles établis. « **La règle des règles,** dit Romulus, **c'est de passer inaperçu.** »

(Lire la suite page 14.)

(3) 1,25 lev = 1 FF.

Les Mercedes et le livre des préséances

Excepté pour quelques-uns. A Bucarest, par exemple, ils habitent dans un quartier résidentiel entouré de parcs et de miliciens qui, brusquement surgis d'un fourré, rappellent à l'ordre le promeneur étourdi. Ils circulent dans des Mercedes — la fille du président, dans une décapotable — que signale un numéro particulier (I-B) ; à leur approche, les policiers postés en permanence le long des principales artères dégagent la circulation ; mais passants et automobilistes s'écartent précipitamment d'eux-mêmes : les Césars brûlent les feux rouges, prennent les sens interdits et doublent à contre-voie.

Ils s'approvisionnent dans des magasins spéciaux que les diplomates étrangers, qui ont eux-mêmes les leurs, leur envient, s'habillent à Londres ou à Rome, se font projeter, dans les salles privées, les meilleurs films occidentaux que le public ne verra pas, lisent **le Monde** ou le **New York Times**, envoient leurs enfants dans des lycées de qualité et complètent leur formation par des voyages à l'étranger.

Tous ces avantages sont très minutieusement définis. Un livre des préséances — la **nomenclatura** — précise les droits de chacun (nature du logement, nombre de pièces, éventuellement marque et puissance de la voiture) ; seuls les privilégiés peuvent le consulter.

Peut-on parler d'une « nouvelle classe » ? L'expression laisserait entendre que l'ancienne a disparu — quand elle s'est, pour l'essentiel, reconvertie : en 1945, le parti communiste ne comptait pas plus de mille membres ; deux ans plus tard, il en comprenait sept cent dix mille, en 1950, un million. Mobilisation paysanne ? Les campagnes étaient hostiles à toute collectivisation. Prise de conscience du prolétariat ? Il était minoritaire. La moyenne bourgeoisie, disponible, se présenta : privée du pouvoir de l'argent, elle comptait bien profiter de l'argent du pouvoir.

Mais elle cacha mal ses convoitises : dès 1952, le parti se délestait de trois cent mille membres. Et recrutait des ouvriers. Mais, détachés de la production et intégrés à un appareil qui leur ouvrait une nouvelle carrière — celle du pouvoir, — beaucoup oublièrent, en s'élevant dans l'ordre des puissants, la simplicité de leur condition et la pureté de leur engagement.

Les circonstances aidant, prolétaires « embourgeoisés » et bourgeois « prolétarisés » finirent par se confondre : les uns se donnèrent un style, une idéologie et un langage de communistes, les autres, qui avaient l'idéologie — des mœurs d'aristocrates, quand ce n'est pas de grands seigneurs. Est-ce cet échange de bons procédés qui rendit si homogène la classe dirigeante ?

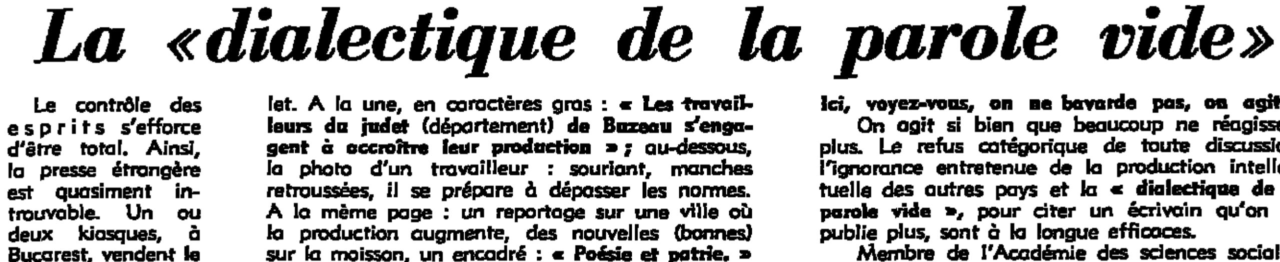
Dès 1952, Gheorgiu-Dej s'assurait le contrôle absolu du parti, de ses rouages et de ses hommes ; le parti, à son tour, prenait en main — une main de fer — l'ensemble du pays. L'ordre stalinien s'imposa. Son ébranlement apparut aux Roumains comme un désordre. Ils s'en protégèrent résolument : face à la « libéralisation » qui s'amorçait en Union soviétique, et qui menaçait leur propre pouvoir, ils se durcirent et commencèrent à prendre leurs distances envers Moscou. Le pays y gagna son indépendance, les citoyens n'y trouvèrent pas leur liberté.

En vain crurent-ils, en 1968, que les Tchèques leur apportaient le printemps : en dénonçant violemment l'agression soviétique, leur président ne défendait-il pas la démocratie ? « Oui, dit un ancien ministre, **mais telle que lui-même la conçoit et la pratique. En soutenant Dubcek — c'est-à-dire le droit pour chaque dirigeant socialiste de mener la politique de son choix, — Ceausescu défendait sa propre ligne : le stalinisme. Suprême habileté qui en trompa beaucoup ; c'est à cette époque, par exemple, que Goma entra au parti. »**

« **Ce qu'il y a de changé,** dit un ancien détenu, **c'est qu'aujourd'hui on sait qu'on ne sera pas arrêté pour n'avoir rien fait.** » Du stalinisme, qu'ils ont gardé, les dirigeants roumains ont éliminé, si l'on peut dire, les « bavures » ; mais l'essentiel subsiste.

Les principales caractéristiques du stalinisme demeurent et tendent même à se renforcer : le pouvoir est plus que jamais entre les mains d'un homme. Secrétaire général du parti depuis 1965, président de la République depuis 1974, Nicolas Ceausescu préside également le Conseil d'Etat, le Conseil de la défense nationale, le Conseil supérieur pour le développement économique. A l'exemple des voïvodes, il distribue des charges aux membres de sa famille : son fils Nicu est président de l'Union des étudiants ; sa femme, membre du comité politique exécutif du parti et du bureau permanent ; son beau-frère, ministre de l'industrie.

Pour prévenir, enfin, la formation de clans ou de fiefs, le président pratique la rotation des cadres — qui est une forme d'épuration permanente : un responsable politique ne reste pas plus de deux ans à son poste ; mis en « réserve », il garde ses privilèges (villa, voiture) et reste l'obligé de son maître.



La «dialectique de la parole vide»

Le contrôle des esprits s'efforce d'être total. Ainsi, la presse étrangère est quasiment introuvable. Un ou deux kiosques, à Bucarest, vendent **le Monde** : dès 5 heures du matin, de petits groupes l'attendent ; d'autres, moins matinaux, préfèrent louer leur exemplaire, à 5 ou 10 lei la journée.

Les livres n'entrent pas davantage : par décision récente du président, leur importation, déjà très limitée, vient d'être presque supprimée. « **Cette année,** dit un économiste, **l'Institut nous a accordé un crédit de... 20 dollars** » ; s'étant assuré que la secrétaire, occupée avec une collègue, ne l'observe pas, il sort de sa serviette un « **Que sais-je ?** » : « **Vous ne pouvez imaginer les difficultés que j'ai eues pour l'obtenir. C'est pour moi un trésor,** ajoute-t-il : **je prépare une thèse.** »

Comme nous lui proposons de lui envoyer les ouvrages dont il a besoin, il murmure : « **J'aurai les pires ennuis avec la douane : on me convoquera, on voudra savoir qui, comment, pourquoi. Ou bien je ne les recevrai pas : interceptés, ils seront vendus au marché noir. C'est ainsi,** dit-il en prenant congé. **J'ai honte.** »

Privés d'informations étrangères, les Roumains ne peuvent lire que leurs propres journaux. Chaque matin, **Scinteia**, le quotidien du parti, leur rapporte d'abord les faits et gestes du président, parfois ses réflexions ou la maxime qu'un événement lui a inspirée ; la nouvelle, accompagnée d'une photo, est généralement présentée dans un encadré, en haut et à droite de la première page ; ensuite, cela dépend.

Ouvrons, par exemple, le numéro du 26 juillet. A la une, en caractères gras : « **Les travailleurs du judet** (département) **de Buzeau s'engagent à accroître leur production** » ; au-dessous, la photo d'un travailleur : souriant, manches retroussées, il se prépare à dépasser les normes. A la même page : un reportage sur une ville où la production augmente, des nouvelles (bonnes) sur la moisson, un encadré : « **Poésie et patrie.** »

Page deux, « **La parole est aux ouvriers** » : l'un d'eux signale qu'il a constaté du gaspillage dans un magasin ; l'autre, que sa machine, toute neuve, ne fonctionne pas. Page trois, le parti s'adresse aux travailleurs : « **Comment utilisez-vous votre temps, camarades ?** » : on dénonce retards, bavardages, négligences. En page quatre, des télégrammes officiels : « **Le président Ceausescu a reçu...** » « **Le président Ceausescu a envoyé...** » Pages cinq et six, sports, météorologie et conseils culinaires.

Le menu est rarement plus varié. Même quand il se passe quelque chose, à l'étranger par exemple. Telles les grèves de l'an dernier en Pologne : la presse cite la nouvelle, mais ne la commente pas ; comme dit très justement M. Moja Joan, rédacteur en chef de **Munca**, organe des syndicats, « **on n'y était pas, on n'a rien vu** ». Mais on a bien vu M. Santiago Carrillo, on l'a même reçu : on n'expose pas davantage ses prises de position : « **Les affaires des autres ne nous regardent pas** », répond M. Moja Joan.

A l'entendre — mais beaucoup d'autres responsables nous ont tenu les mêmes propos — on se demande ce qui regarde les Roumains.

Pourquoi parler de la dictature du prolétariat ? « **Il appartient à chaque parti communiste de s'adapter aux conditions spécifiques de son pays.** » De l'eurocommunisme ? « **Il va de soi que chacun suit sa propre voie.** » Le pluripartisme est un problème **déjà** réglé : « **On le pratique mieux que les autres. Comme l'a déclaré le président Ceausescu à une journaliste du** Washington Post, **chez nous, il y a le congrès des laboureurs, le congrès des cheminots, le congrès des travailleurs de la sidérurgie. Ici, voyez-vous, on ne bavarde pas, on agit.** »

On agit si bien que beaucoup ne réagissent plus. Le refus catégorique de toute discussion, l'ignorance entretenue de la production intellectuelle des autres pays et la « **dialectique de la parole vide** », pour citer un écrivain qu'on ne publie plus, sont à la longue efficaces.

Membre de l'Académie des sciences sociales, M. Gogonaets, qui se présente comme « **philosophe du parti** », est à la torture durant tout l'entretien. Lui demande-t-on son opinion sur tel texte où Engels — déjà — dénonce le « **socialisme de caserne** », il répond, en rougissant, qu'il est spécialiste de Platon ; l'interroge-t-on sur la façon dont un philosophe concilie l'exigence de liberté intellectuelle et la soumission au pouvoir, M. Gogonaets rougit de nouveau, soupire, s'éponge le front et s'embrouille si bien dans sa réponse qu'elle perd toute intelligibilité ; veut-on savoir, enfin, de quelle façon trente ans de pratique socialiste ont enrichi la philosophie roumaine, M. Gogonaets s'arc-boute à son bureau, entrouvre la bouche, prend son élan et se tait.

La Roumanie n'a guère de dissidents. Plus exactement, très peu d'intellectuels critiquent le régime par référence à un autre modèle (libéralisme, socialisme autogestionnaire) ; indifférents, semble-t-il, à toute idéologie, ceux qui s'expriment n'opposent pas à la société telle qu'elle est un autre projet, ils demandent aux autorités qu'elles respectent les lois et la Constitution.

Encore sont-ils très peu nombreux à formuler ouvertement ces revendications. Plus réalistes, moins tentés que d'autres, peut-être, de « témoigner », les intellectuels roumains ne cherchent pas l'éclat ; l'acte gratuit — ou symbolique — est rare. Si bien que, dans l'ensemble, leurs rapports avec le pouvoir sont excellents. Comme le dit M. Ion Hobana, secrétaire de l'Union des écrivains : « **Le président est un homme très ouvert : il nous accorde à peu près tout ce qu'on lui demande ; ainsi nous a-t-il offert dernièrement une maison de repos au bord de la mer.** »

Tranquille du côté des intellectuels, le pouvoir l'est encore plus du côté des travailleurs. Difficile, leur vie s'améliore, et des objets hors de portée autrefois — équipement électroménager, voiture — deviennent plus accessibles : l'espoir de les posséder un jour rend l'existence plus supportable.

L'Eglise, au demeurant, les aide à prendre leurs peines en patience. Fidèle à l'Etat depuis des siècles, elle soutient la République socialiste comme elle a soutenu la dictature fasciste d'Antonescu ou la monarchie : avec application et loyauté. « **Il n'y a aucune raison que nous critiquions le gouvernement,** dit sœur Cécilia, qui nous reçoit dans le parloir du monastère de Dragomira, en Bucovine. **Chacun s'occupe de ses affaires, chacun respecte celles de l'autre.** »

Nous nous étonnons que la photographie du président figure à côté et même légèrement au-dessus de portraits de métropolites et de saints. Sœur Cécilia ajoute alors : « **Mais pourquoi pas ? Chez les orthodoxes, le chef de l'Etat a toujours été le chef de l'Eglise. Ceausescu est un bon Roumain et un bon patriote ; à l'office du matin, le prêtre nous invite à prier pour lui. Et nous prions.** »

Sensible à ces prières, l'Etat veille à l'entretien des églises et des monastères, et alloue aux religieux un traitement de 2 000 lei par mois. Est-ce l'une des raisons de l'abondance des vocations ?

Béni des prêtres, assuré du silence résigné des intellectuels et de l'acceptation passive d'une population en grande partie dépolitisée, le stalinisme, tel le Danube en crue qui s'étend sur les terres, recouvre aujourd'hui la Roumanie. Stalinisme à « visage humain », comme dit, amer et soulagé à la fois, un écrivain. A chacun ses images. Celle que le régime nous montra, le jour de notre départ, est d'une « humanité » glacée.

« **Où est le cachet de l'Académie qui autorise la sortie de ces textes ?** » Toutes valises défaites, le douanier — depuis deux heures — examine les notes (citations d'auteurs, réflexions, ébauches de scènes) qu'un romancier roumain nous a demandé de lui rapporter. « **Où est le cachet ?** répète-t-il. **Même des poèmes ont besoin d'un visa. Pourquoi l'auteur ne s'est-il pas adressé aux autorités supérieures ?** »

Entouré de ses collègues et de soldats en armes, le douanier compte méticuleusement les fiches, y appose un sceau, les paraphe, puis nous remet une **adverintsa de retinere** — un récépissé de saisie : « **Nature de l'objet : grandes enveloppes contenant petites enveloppes avec des comptes rendus sur des écrivains roumains et étrangers.** »

Si l'homme lui échappait — « **Qui est-ce ? Son nom ? Où habite-t-il ? L'adresse de sa famille ? Parlez, et vous récupérez tout** », — il confisquait ses rêves. Enregistrés sous le numéro 233, ils sont aujourd'hui sous bonne garde au poste frontière de **Portile de fier**, sur le Danube : Portes de fer.

(Dessins de Plantu.)

BIBLIOGRAPHIE

— A. BLANC, *la Roumanie, le fait national dans une économie socialiste*, Bordas, Paris, 1973, 143 pages.
— J.-A. CHALET, *la Roumanie, alliée rebelle*, Casterman, Paris, 1972, 151 pages.
— J. FLAVIEN, *la Roumanie*, in *l'Agriculture dans les pays socialistes d'Europe*, Editions sociales, Paris, 1976, pages 159-190.
— M.-P. HAMELET, *Nicolas Ceausescu*, Seghers, Paris, 1971, 187 pages.
— M. LOUYOT, *Roumanie*, coll. « Petite Planète », Le Seuil, Paris, 1973, 190 pages.
On consultera également, avec le plus grand profit, les publications de *la Documentation française*, entre autres :
— *L'Europe de l'Est in 1975 in Notes et études documentaires*, mai 1976.
— *Les Paysans en Roumanie*, par J.-L. Durand-Drouhin, in *Notes et études documentaires*, mars 1977.
— *Le Plan roumain 1976-1980*, in *Problèmes économiques*, janvier 1977.

Recherches universitaires

GUÉRILLAS, GUERRES DE LIBÉRATION NATIONALE, DROIT HUMANITAIRE

LES lois et coutumes de la guerre ont été codifiées dans les années 1899-1907, lors des conférences de La Haye, par les représentants d'Etats policés. Elles sont le produit du dix-neuvième siècle, militariste et formaliste. Militarisme : le recours à la guerre est alors considéré comme un moyen légitime de la politique des Etats, c'est-à-dire d'entités souveraines, organisées selon les mêmes principes et se réclamant des mêmes valeurs. Formalisme : il semble techniquement facile d'isoler, dans la conduite des hostilités, l'individu belligérant ; un statut monolithique du combattant légal apparaît, qui préserve le civil et rejette le hors-la-loi dans les ténèbres. Deux brèches seulement se dessinent dans ce système très sécurisant (au moins pour le législateur militaire). La levée en masse : la population qui prend spontanément les armes à l'approche de l'ennemi est considérée comme belligérante si elle respecte les lois de la guerre ; mais il s'agit de repousser l'invasion — la levée en masse en territoire déjà occupé n'est pas envisagée. Les francs-tireurs, c'est-à-dire les corps volontaires ou auxiliaires n'appartenant pas à l'armée mais ayant reçu du gouvernement une investiture expresse : tels, en 1914, les gardes civiques belges, dûment commissionnés, régulièrement encadrés, et même dotés d'un uniforme — la blouse bleue des patriotes belges de 1830.

Ce cadre général apparaît aujourd'hui passablement suranné. Les données fondamentales sont inversées. La communauté internationale se veut, désormais, au moins officiellement, pacifiste : avec l'article 2 paragraphe 4 de la charte des Nations unies, les Etats ont perdu le droit de recourir à la force. Les contradictions internationales n'ont, évidemment, pas disparu pour autant : les affrontements armés entre Etats vont être juridiquement masqués au moyen d'alibis divers — opérations de police, légitime défense, interventions sur appel du gouvernement légal. La guerre relation d'Etat à Etat tend donc à s'effacer devant des conflits composés dans lesquels on ne discerne plus toujours la part de l'intervention étrangère et celle de la crise interne. En même temps, les méthodes de lutte ajoutent encore à la difficulté de faire rentrer dans le moule de la guerre légale l'action d'éventuels mouvements de résistance ou de libération.

L'EXTENSION de la technique de la guérilla, qui a bouleversé maintes notions stratégiques et politiques, trouble d'autant plus le juriste qu'elle échappe aux critères traditionnels. Doit-on considérer la guérilla comme un phénomène sauvage, en dehors du droit ? A placer les partisans hors la loi, on risque de les encourager à ne plus respecter aucune des lois de la guerre. Et certains d'ajouter que les méhodes reprochées aux partisans sont parfois reprises par les troupes régulières : commandos, coups de main, bombardements de villages, représailles contre l'environnement... A l'inverse, doit-on promouvoir deux ensembles de règles juridiques, les unes applicables aux forces régulières confrontées à la guérilla, les autres aux seuls partisans ? N'y aura-t-il pas, dans ce cas, réciprocité de fait — le droit de la guerre s'alignant rapidement sur l'éventuel droit de la guérilla, conjonction à même d'effacer toute distinction entre combattants et non-combattants ? Enfin, le droit international peut-il admettre, à travers certaines manifestations extrêmes de la guérilla, des actes qui lui sont incontestablement contraires... sans saper ses propres bases ?

Par CHARLES ZORGBIBE

Nous avions déjà abordé, il y a quelques années, le problème de la confrontation de la guérilla et du droit de la guerre (1). Mais Michel Veuthey, haut fonctionnaire du Comité international de la Croix-Rouge, nous donne, avec sa thèse, Guérilla et droit humanitaire, *l'ouvrage complet qu'on attendait sur ce sujet (2). Œuvre de caractère encyclopédique, monument d'érudition et d'objectivité, mais qui laisse transparaître la passion avec laquelle l'auteur s'est attaqué à cette double gageure :* « Comment peut-il exister un droit dans la guerre et, de surcroît, comment peut-il subsister dans des situations aussi extrêmes, juridiquement comme matériellement, que celles de la guérilla ? »

Droit humanitaire, guérilla : notions relatives, bouleversées, incertaines, dont Michel Veuthey entreprend de redessiner les arêtes essentielles afin d'examiner théoriquement, mais surtout concrètement, les problèmes que pose l'adaptation de l'une à l'autre. Au cours de sa longue recherche, l'auteur est amené à exposer un grand nombre de situations de guérilla afin de tirer — en se fondant sur la réalité des conflits — les enseignements d'un passé lointain ou encore proche. Sa conclusion est forte et claire : il préconise des textes simples, compréhensibles, applicables dans tous les conflits, sans « sélection » politique ; il envisage un « tronc commun du droit humanitaire *», constitué de principes fondamentaux qui s'appliqueraient en toutes circonstances, de paix ou de conflit armé, et seraient acceptés par les Etats dans un instrument juridique international.*

GEORGES ABI-SAAB, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, et membre de la délégation égyptienne à la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire, consacre un court et brillant essai à la notion de guerre de libération nationale et aux longs débats qu'elle suscita à la récente conférence de Genève (3).

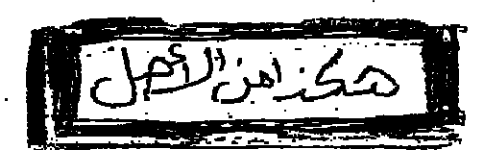
En fait, les termes « guerre de libération nationale *» ne sont pas toujours utilisés dans un même sens, et l'universitaire égyptien dégage trois acceptions distinctes, bien que reliées l'une à l'autre : a) historiquement, depuis les guerres napoléoniennes, ces termes désignent la lutte armée contre un envahisseur ou un occupant étranger — conflit armé de caractère incontestablement international ; b) idéologiquement, ils qualifient le combat mené dans nombre d'Etats par un «* mouvement *» ou une «* armée de libération *» afin de renverser les gouvernants et l'ordre politique et social qu'ils représentent : du point de vue du droit humanitaire, la nature de ce type de conflit est purement interne, puisque reflétant la contestation d'un régime politique ; c) par une longue série de résolutions, l'Assemblée générale des Nations unies a rangé, sous ces mêmes termes, les luttes contre «* la domination coloniale et étrangère ainsi que contre les régimes racistes *» — luttes armées contre un colonialisme classique, mais aussi contre les régimes de minorité blanche d'Afrique australe.*

Seule cette troisième acception comporte l'attribution d'un statut juridique : de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes procède, selon les Nations unies, le caractère international de conflits armés qui résultent de la lutte pour la réalisation de ce droit. Des objections subsistent cependant, dont nous nous faisions naguère l'interprète : comment convaincre le pouvoir établi du caractère international du conflit puisque, « s'il y a conflit, c'est justement parce que le gouvernement légal entend exercer la souveraineté sur ses territoires *» (Mme Bindschedler) ? Surtout, le concept de «* guerre de libération *» ainsi entendu est fondé sur un critère finaliste : il consacre la réapparition de la notion théologique de «* guerre juste *», et privilégie le statut des combattants de certaines guerres de décolonisation (et non de toutes), alors que d'autres assauts contre un gouvernement légal — tendant simplement au changement de régime politique — peuvent apparaître comme légitimes. Surtout, la notion de «* guerre juste *» pourrait éventuellement imprégner — dans le cas d'un développement réel d'une éthique internationale commune — le droit préventif et répressif de la guerre ; mais elle influencera difficilement, pendant la durée du conflit, l'application du droit humanitaire.*

(1) « La résistance à l'occupant et le droit international », *Défense nationale*, décembre 1971 ; et notre ouvrage *la Guerre civile*, Presses universitaires de France, 1974.

(2) Thèse de l'université de Genève, éditée par l'Institut Henry-Dunant, Genève 1976, 432 pages.

(3) « Les guerres de libération nationale et la conférence diplomatique sur le droit humanitaire ». *Annales d'études internationales*, Genève 1977, pages 63-78.



RELÈVE
DANS LE
SOUS-CO



(Photo Marilyn Silverstone - Magnum.)

Durcissement et incertitude

Aux prises à la fois avec d'insurmontables difficultés économiques et avec la fragilité ou l'inefficacité des systèmes politiques en place, les pays du sous-continent indien sont entrés dans une phase particulièrement délicate de leur évolution. En Inde, l'inculpation de Mme Indira Gandhi ajoute encore à l'incertitude qui marqua les derniers mois de son gouvernement et les premières initiatives d'une nouvelle équipe conservatrice ; l'analyse que fait ci-dessous Denzil Peiris ne justifie guère l'optimisme avec lequel on avait pourtant pu saluer le déroulement parfaitement démocratique des élections législatives.

Les perspectives qui s'ouvrent au Pakistan sont tout aussi sombres. Dans les conditions précaires que décrit Eqbal Ahmad, il n'est peut-être pas très surprenant que le général Zia Ul-Haq ait annoncé l'ajournement des élections prévues pour le 18 octobre et fait incarcérer la plupart des dirigeants du parti de l'ancien premier ministre Ali Bhutto. Dans le même temps, la tentative du coup d'Etat qui, le 2 octobre, a fait de nombreux morts au Bangladesh donne la mesure des difficultés auxquelles se heurtent le régime du général Ziaur Rahman. Enfin, Mohan Ram observe certaines similitudes entre la relève politique qui s'est effectuée à Sri-Lanka et les bouleversements survenus en Inde et au Pakistan.

En dépit de tout ce qui peut les distinguer, ces pays ont en commun une même impuissance devant des problèmes fort anciens mais qui ont tendance à s'aggraver pendant que s'amenuise l'aide que pourrait leur apporter un Occident en crise.

Chasser la misère sans entamer les privilèges d'une élite très minoritaire ?

Inde : une équipe mal soudée affronte les éternels obstacles au changement

Par DENZIL PEIRIS *

A L'OCCASION du trentième anniversaire de l'indépendance le 15 août dernier, M. Morarji Desai, premier ministre de l'Inde, a pris un triple engagement envers ses six cents millions de concitoyens. Il les délivrerait de la pauvreté, dit-il ; il éliminerait le chômage et libérerait les harijans (intouchables) de l'exploitation et de l'oppression. Ce n'était pas la première fois que les Indiens pouvaient entendre de telles promesses. Il y a trente ans, alors que l'Inde recouvrait son indépendance, Jawaharlal Nehru avait déjà proclamé avec emphase des intentions similaires : « *Je sècherai les larmes de chaque Indien...* » En mars 1971, *Garibi Hatao* (à bas la pauvreté) fut le slogan de choc de la campagne électorale de Mme Indira Gandhi. Et d'autres hommes politiques importants ont pris de pareils engagements, même s'ils s'exprimaient en termes plus prosaïques.

Pourtant, en trente ans de développement économique depuis l'indépendance, rien n'a changé pour les pauvres. Une étude datant de 1973 estimait que « *la proportion des ruraux ne disposant pas du minimum vital est passée, de façon significative, de 38 % en 1960-1961 à 54 % en 1968-1969* ». Cela veut dire que le nombre de ceux qui disposent à peine de 2 000 calories par jour pour vivre — et de rien d'autre, pas même d'un vêtement — s'est élevé de 135 millions à 230 millions environ. Compte tenu des nécessiteux chroniques massés dans les régions urbaines, *on estime couramment* que la pauvreté, en Inde, affecte 60 à 70 % de la population totale.

De cette réalité brutale, et des distorsions qu'elle entraîne pour l'économie nationale, le gouvernement du Janata (la coalition au pouvoir) commence à saisir les effets, sept mois après son installation.

La promesse de délivrer les harijans de l'oppression a été faite cette année dans des circonstances inhabituelles. Irrités par la campagne de stérilisation forcée qu'ils durent subir sous l'état d'urgence proclamé par Mme Gandhi, les harijans et les autres déshérités ont abattu la dictature du premier ministre en votant massivement contre elle. C'est le soulèvement des illettrés qui a ainsi rendu la démocratie aux couches aisées et à l'intelligentsia qui avaient toléré, bon gré mal gré, l'étouffement des libertés. Le nouveau gouvernement du Janata doit son existence aux harijans et il est tenu par des promesses à l'égard de tous les « hors castes » de la société indienne. Cependant, il y avait un fâcheux contrepoint au discours de M. Morarji Desai le 15 août. En juin, dans le village de Belchi, dans l'Etat du Bihar au nord de l'Inde, un propriétaire terrien tyrannique avait brûlé vifs onze paysans harijans qui s'étaient révoltés contre son pouvoir absolu. Lors d'un vote de défiance contre le ministre de l'intérieur Charan Singh, quelques jours avant la fête de l'indépendance, des leaders du parti du Congrès battu aux élections affirmèrent devant le Parlement que les meurtres de harijans se multipliaient depuis la mise en place du gouvernement du Janata. Les sévices *contre eux étaient plus* fréquents, on les chassait de leurs terres et brûlait leurs cabanes. Certains soutinrent que les propriétaires terriens étaient soudain enhardis par la conviction que le nouveau gouvernement, dominé par des propriétaires terriens conservateurs tels que M. Charan Singh, ne ferait rien pour s'opposer à des réactions de leur part contre des *harijans* « présomptueux ». Le gouvernement se défendit en faisant remarquer que des atrocités contre les harijans se produisaient aussi bien dans l'Andhra-Pradesh et au Gujarat, deux Etats où des gouvernements constitués par le Congrès étaient au pouvoir. On interpréta alors les promesses de M. Desai envers les harijans comme un effort pour se ménager leur adhésion qui commençait à s'effriter, comme l'avaient montré de récentes élections aux assemblées de neuf Etats : les harijans commençaient à rejoindre leur patron traditionnel, le parti du Congrès de Mme Indira Gandhi.

Il est une évidence difficilement contestable dans la vie politique indienne : si l'on veut supprimer l'intouchabilité, il faut restructurer le régime de la propriété foncière dans les régions rurales. *L'oppression* des harijans est en effet un aspect du conflit de classes (que renforcent les préjugés de caste) entre, d'une part, les riches propriétaires terriens hindous de « haute caste » et, d'autre part, les paysans pauvres, métayers et travailleurs sans terre qui, pour la plupart, sont des harijans. Les grandes réformes agraires s'arrêtèrent dès les premières années de l'indépendance, après l'abolition des domaines féodaux des « zamindars ». Désormais, les nouvelles élites rurales dominantes sont les « koulaks », de riches propriétaires terriens qui servent aussi de barons électoraux pour les grands partis politiques. En vertu de la Constitution indienne, l'agriculture est « *du ressort des Etats* », ce qui signifie que ce sont les Etats qui doivent mener à bien les réformes agraires. Mais le plafonnement des superficies et la redistribution des surplus, décrétés par Mme Gandhi, n'ont jamais été appliqués.

La défaite du parti de Mme Gandhi n'a pas modifié la nature du pouvoir politique dans les campagnes. Dans un périodique daté du 15 août, le ministre de la défense, M. Jagjivan Ram — qui est lui-même un harijan — écrivait ainsi que « *l'assise du nouveau groupe politique ayant accédé au pouvoir* (le gouvernement du Janata) *ne diffère pas tellement de celle qui prévalait dans le Congrès* ». Les magistrats, la police et les autres instruments de l'Etat, qui tantôt appartiennent à la « classe des koulaks », tantôt peuvent être achetés par elle, continuent à aider les propriétaires terriens qui oppriment les harijans.

Les atrocités frappant ces derniers ont donné un nouveau souffle aux Dalit Panthers, un mouvement de jeunes militants harijans qui tentent de mobiliser les leurs pour créer une force politique indépendante. A la mi-août, plusieurs milliers d'hommes et de femmes, criant des slogans, ont ainsi défilé dans les rues de Bombay. Mais cet effort n'en est qu'à ses débuts. Les révolutions paysannes ne sont pas pour demain. Et les élites indiennes n'ont que trop propension à considérer avec indifférence la plaie suppurante de l'intouchabilité.

Une économie fondée sur le pouvoir d'achat des riches

EN revanche, ce qui est perçu par le gouvernement du Janata comme un « *danger clair et immédiat* » risquant de mettre en jeu son autorité, c'est la hausse accélérée des prix, assortie de signes évidents de détérioration économique. Immanquablement, les hausses de prix déclenchent des troubles dans les villes. Réunis en conférence au début du mois d'août, les ministres à la tête des Etats ont constaté une montée des dissensions et des violences parmi les étudiants et les travailleurs. En juillet, une grève des dockers de Bombay n'avait pu être évitée qu'au prix d'une augmentation des salaires.

Les grèves pourraient menacer la cohésion fragile de la jeune coalition du Janata, qui ne s'était soudée qu'autour d'un seul et unique programme : abattre Mme Gandhi. Une composante majeure de cette coalition est le parti socialiste qui donne au Janata — qui est, à tout prendre, une combinaison de forces conservatrices — une base de pouvoir parmi les ouvriers. M. George Fernandes, chef du parti socialiste, est ministre de l'industrie. La coalition repose aussi sur plusieurs personnalités libérales de gauche, tel M. Chandrasekhar, secrétaire général du parti Janata, qui dispose d'un certain charisme. Qui plus est, après avoir dénoncé la répression menée par Mme Gandhi contre les syndicats, et en particulier contre la grève des cheminots que dirigeait, précisément, M. Fernandes, le gouvernement peut difficilement faire preuve de dureté à l'égard de grévistes qui protestent contre l'élévation du coût de la vie. Ne faudrait-il pas alors interpréter comme un geste de désespoir de la part de ce gouvernement, face aux hausses de prix, le fait que son ministre du commerce, M. Mohan Dharia, ait cru bon de menacer de recourir au pouvoir de détention illimitée que lui donne la loi sur le maintien de la sécurité interne ? Pour discipliner les *commerçants*, tout comme l'avait fait Mme Gandhi. Quoi qu'il en soit, sa déclaration a semé la consternation parmi les industriels.

Entre le 26 mars et le 2 juillet, l'indice des prix de détail s'était élevé de 3,6 %, soit une augmentation de près de 14 % l'an, contre 12 % l'année dernière. Une inflation de cette ampleur n'a pas pour seul effet d'aggraver le sort des pauvres ; elle introduit aussi des distorsions dans les priorités du plan. Les plus fortes hausses sont intervenues dans le prix de l'huile de moutarde, principal combustible utilisé pour la cuisine, et des légumineuses qui occupent une place de choix dans l'alimentation végétarienne de l'Indien. L'huile de moutarde coûte de 75 à 100 % plus cher que l'an passé. Entre le mois de mars dernier et le 2 juillet, les prix du riz ont grimpé de 9,1 %, ceux d'autres produits alimentaires de 6,7 % et ceux des fruits et *légumes de 24 %. Pour les ouvriers* de l'industrie, l'indice des prix à la consommation est passé de 306 en décembre 1976 à 318 en mai 1977. On a vainement essayé, pour arrêter ces hausses de prix, de libéraliser les importations de biens de consommation tout en interdisant d'exporter certains produits alimentaires comme les pommes de terre et les oignons (qui allaient sur les marchés en expansion du Proche-Orient). Tout aussi déconcertante est la stagnation de l'investissement, que le gouverneur de la Banque de Réserve explique par le coût élevé du capital d'investissement. Il en résulte une diminution de la création d'emplois nouveaux aggravant encore le chômage qui s'était accentué au terme de la période de l'état d'urgence décrété en juin 1975. Sept cent cinquante mille travailleurs avaient alors perdu leurs emplois à la suite de *lock-out*. Officiellement, le nombre des chômeurs est estimé à trente millions ; selon un membre de la commission nationale de planifcation, il s'élève au rythme de 10 % l'an.

Les réductions de consommation d'énergie ont aussi un effet négatif sur l'investissement. De telle sorte qu'aujourd'hui la croissance économique est presque nulle.

Les économistes admettent que les hausses de prix et le déclin de l'économie ne sont pas imputables à une mauvaise gestion de la part du nouveau gouvernement. Pas plus d'ailleurs qu'à un relâchement de la discipline après la levée de l'état d'urgence qui, pendant vingt-deux mois, avait pesé lourd sur l'administration indienne.

En effet, de mars à août 1976, en pleine période d'état d'urgence et malgré les résultats économiques spectaculaires dont s'enorgueillissait Mme Gandhi, la production industrielle avait baissé de 5,6 %. Le capital d'investissement industriel mobilisé par le secteur privé dans la première moitié de 1976-1977 était tombé à 500 millions de roupies, contre 650 millions durant la même période de 1975-1976. Il y eut une rapide augmentation du crédit bancaire, qui atteignit 15 170 millions de roupies de mars à novembre 1976 contre 7 520 millions pendant les mêmes mois de l'année précédente. Mais le crédit était octroyé à d'autres fins que la formation de capital. Les stocks se sont massivement grossis : ainsi, il y avait pour 4 milliards de roupies d'acier invendu. Les prix des matières premières industrielles se sont élevés de 40 % de mars à novembre 1986. Et les hausses de prix encouragèrent la thésaurisation, d'où la demande de crédits bancaires.

Que le climat soit au libéralisme ou que le régime impose un contrôle sévère et une discipline draconienne, les hausses de prix, l'inflation et le ralentissement de la production sont des constantes. Car ce sont des maux inhérents à la structure de l'économie indienne. Cette économie est en effet orientée en fonction des élites. Elle est organisée pour produire des biens de consommation, tels que les appareils de télévision ou les réfrigérateurs, destinés à satisfaire les besoins d'une toute petite minorité de gens aisés

(Lire la suite page 16.)

* Journaliste cingalais, spécialiste des questions indiennes.

Lire pages 16 à 18 :

• Pakistan : L'intervention de l'armée a accru les risques d'explosion (Eqbal Ahmad).

• Les leçons de l'échec à Sri-Lanka : fin d'une stratégie de « passage pacifique au socialisme » (Mohan Ram).

(Suite de la page 15.)

Etant donnée l'extrême pauvreté de l'Inde, ce sont là des produits de luxe qui coûtent fort cher. Dans leur immense majorité, les six cents millions d'Indiens ne peuvent rien acheter de plus que les produits les plus essentiels à leur survie, et encore beaucoup n'y parviennent même pas. Un éditorial du *Times of India* posait ainsi le problème : « *Il y a peut-être d'énormes réserves de produits alimentaires dans les greniers* (en réalité, un tiers du stock régulateur est en train de pourrir à ciel ouvert) *mais ceux qui en auraient besoin ne mangent pas plus que d'habitude, et peut-être moins que d'habitude. Les exportations sont sans doute en plein essor, mais il faut se poser la question de savoir dans quelle mesure ce phénomène n'est pas dû à une absence de demande intérieure et au faible pouvoir d'achat dans le pays. Par exemple, il serait difficile de prétendre que le pays produit tout l'acier dont il a besoin, plus un surplus qu'il exporte. Pourtant, en raison de la récession prolongée, la demande interne restait faible jusqu'à une date récente... et l'acier devait être exporté pour éviter un « encombrement » local.* »

L'Inde demande à la F.A.O., d'autre part, de l'aider à exporter son actuel surplus de blé, moyennant la possibilité de le remplacer quand elle en manquera puisqu'elle n'a pas suffisamment de silos pour le stocker chez elle. Et cependant, il y aurait au moins 250 millions de « silos » qui seraient prêts à l'absorber : les estomacs vides de ceux qui ne peuvent pas acheter de quoi manger.

En fait, l'inflation a ses racines dans une économie de marché où les producteurs sont incités à produire moins pour maximaliser les profits : au bout d'un certain temps, l'investissement et la croissance faiblissent, et les prix grimpent. Les biens de production de masse font défaut, tout simplement parce que l'industrie privée ne juge pas rentable d'investir dans ce secteur. La marge de profit y est trop réduite.

Quant au secteur rural, il a été négligé. Encore qu'il faille faire la distinction entre les deux systèmes qui y coexistent. Le 23 juin dernier, l'*Economic & Political Weekly* de Bombay a ainsi mis en évidence « *deux aspects apparemment contradictoires* » dans l'agriculture : croissance et stagnation. La moisson record de 120 millions de tonnes en 1975-1976 a été produite principalement par le secteur capitaliste disposant d' « *éléments de modernisation tels que l'amélioration de la qualité des semences, l'utilisation accrue d'engrais et de pesticides, la possibilité de faire des travaux d'irrigation et de s'approvisionner en énergie* » c'est-à-dire de tous les atouts qu'offre la révolution verte. En revanche, c'est la stagnation dans le secteur paysan, où l'on gratte péniblement le sol pour en tirer sa subsistance et où le rendement des récoltes est à la merci de la mousson. L'Inde rurale offre « *un tableau de stagnation et de dépérissement dans de vastes régions où vit une forte proportion de la paysannerie* ».

La réforme agraire en question

LE gouvernement du Janata a annoncé qu'il allait concentrer ses efforts de développement sur le secteur rural, négligé par les précédents gouvernements du Congrès. Pendant le débat budgétaire le 23 juin, le premier ministre Desai a dit que son gouvernement était acquis aux idéaux de Gandhi en ce qui concerne le développement. L'accent est mis sur l'agriculture et le développement rural : « *Nous voulons retourner dans les sentiers ouverts par les partisans de Gandhi et dont le pays s'était écarté... Nous voulons aider d'abord l'homme le plus humble.* » Voilà qui tranche nettement avec la stratégie du Congrès qui accordait la priorité à l' « industrie lourde » en dépit des proclamations de ses premiers ministres qui se disaient soucieux d'aider les « *secteurs vulnérables* », autrement dit les paysans.

Le ministre de l'intérieur Charan Singh, qui professe lui aussi les idéaux gandhiens du développement, a fait remarquer avec aigreur que « *l'Inde n'est pas sortie de la pauvreté parce que ceux qui étaient à sa tête depuis l'indépendance ont fondé leur politique sur un modèle marxiste étranger* ». Faisant la part du sarcasme politique dans ces propos, on conviendra que Jawarharlal Nehru, qui fut le premier chef de gouvernement de ce pays, était impressionné par le modèle soviétique de développement. De la même manière, les conseillers économiques de Mme Gandhi, intellectuels de formation britannique que séduits par le « *chic radical* » des années 30 et 40 et par le « *front populaire* » en Europe, favorisèrent également le modèle soviétique. En fait, ce qu'ils ont développé, malgré toutes leurs professions de socialisme, c'est une économie mixte dans laquelle le capitalisme bureaucratique gérait des banques et des sociétés industrielles nationalisées, tandis que subsistait un secteur privé tantôt harcelé, tantôt floué. La stratégie du bien-être social de Nehru et de Mme Gandhi consistait à assurer le bonheur du « *prolétariat* » urbain. Le système de répartition des produits alimentaires rationnés et subventionnés fonctionnait principalement au profit des villes, tandis que les villages devaient se débrouiller par leurs propres moyens. Seul le riche fermier était l'objet de quelque soin, l'irrigation et l'énergie lui étant fournies à des tarifs de faveur.

Pour ce qui concerne le gouvernement du Janata, il n'est pas d'une grande clarté quand il parle de stratégie gandhienne. L'invocation du gandhisme peut être un « truc » pour s'assurer la docilité du secteur rural, de la même manière que la fréquente référence au « socialisme » dans la rhétorique de Nehru et de Mme Gandhi servait de camouflage à un « *capitalisme honteux* ». L'idéal « gandhien » donne dans un bucolisme élémentaire qui paraît anachronique. C'est une rationalisation de la pauvreté indienne. M. Charan Singh voudrait que le secteur industrialisé produise entièrement pour l'exportation tandis que le marché intérieur serait laissé aux industries artisanales et à une nouvelle catégorie d'unités de production qu'il appelle les « *petites industries* ». D'autre part, ministre de l'industrie, M. Brij Lal Varma souhaitait une redéfinition de l'industrie privée de manière que les vieilles discriminations à son encontre soient abandonnées. Cette proposition suscita de vives protestations du « gauchiste » Chrandrasekhar, pour lequel il n'était pas question de baisser la garde devant les « *grands monopoles* », tel l'empire des Tata. M. Varma a déjà été remplacé au poste de ministre de l'industrie.

M. Charan Singh, qui est un grand propriétaire foncier, estime lui aussi que la réforme agraire est un vieux cheval de bataille « *qu'il est désormais inutile de cravacher* ». Et ce point de vue pourrait le mettre en conflit avec M. Chandrasekhar et d'autres « progressistes » qui font de la redistribution des terres un article de foi. Il semble bien finalement que la stratégie de M. Charan Singh soit conçue pour fournir des emplois aux paysans sans terre et aux autres déshérités par le canal des petites industries, mais sans entamer les privilèges fonciers des « koulaks ». Quant au ministre de la défense, M. Jagjivan Ram, il se mura dans un silence studieux lors de la réunion du cabinet où M. Charan Singh fit savoir le peu de cas qu'il faisait de la nécessité des réformes agraires. L'*Economic & Political Weekly* a ainsi résumé la situation dans son numéro du 23 juin : « *L'esprit de l'agro-capitalisme flotte déjà dans les airs. Les idéaux gandhiens si souvent exhibés sont une tentative pour vendre le produit aux masses rurales, tout comme le socialisme servait encore récemment à apaiser les masses urbaines. Il reste à voir comment la philosophie gandhienne pourra être présentée si l'on veut expliquer comment la « priorité absolue à l'agriculture et au développement rural » pourra devenir une réalité concrète sans que l'on modifie radicalement le schéma de la propriété terrienne.* » Là se trouvent en effet les germes d'une controverse politique au sein du Janata lui-même et entre le Janata et les groupements extérieurs à la coalition.

M. Charan Singh est un éventuel candidat au poste de premier ministre au cas où M. Desai, âgé de quatre-vingt-trois ans, se retirerait. M. Singh combine ses efforts avec ceux du Jan Sangh de M. Atul Bihari Vaypayee, le ministre des affaires étrangères, pour consolider la position des conservateurs dans le Janata. La distribution des candidatures aux Assemblées d'Etat a donné lieu à de telles manipulations que la combinaison Jan Sangh - Charan Singh a eu l'avantage sur les autres composantes du Janata. Mais il est encore trop tôt pour voir où tout cela va mener, pour savoir si les tensions au sein du Janata vont fissurer la coalition, ou bien si cette coalition va se maintenir en état de fonctionnement tout comme l'avait fait le Congrès pendant trente ans, le parti servant de couverture à des querelles politiques dans lesquelles s'affronteront des groupes allant des conservateurs jusqu'aux compagnons de route des « gauchistes ».

Il serait tout aussi prématuré de juger la nouvelle stratégie de développement en faveur des villages : on ignore dans quelle mesure elle sera mise en œuvre pour servir les plus pauvres. 30,4 % des crédits budgétaires (30 milliards 240 millions de roupies) sont affectés à l'agriculture pour les grands et petits travaux d'irrigation, les engrais, les prestations destinées aux coopératives rurales et pour la fourniture d'énergie aux zones rurales. Des avantages fiscaux sont aussi offerts aux entrepreneurs qui s'implantent dans les régions rurales et aident au développement des petites industries sous leurs diverses formes. Mais rien n'est prévu pour mobiliser des ressources financières au moyen de l'imposition des riches fermiers. A cet égard, le Janata reste dans la ligne du Congrès. Et le ministre des finances, M. H.M. Patel, n'a pas précisé quelles structures organisationnelles seront mises en place pour galvaniser l'économie rurale. Le Congrès avait, lui aussi, élaboré un plan pour favoriser le développement rural intégré, en vertu duquel les petites industries artisanales devaient être reliées à de plus vastes unités dans un effort pour créer des emplois et des revenus à l'échelon du village. Mais le paysan n'a encore jamais eu l'occasion d'apprécier les bienfaits de tous ces projets bien intentionnés. Tout au contraire : pour lui, plus les choses changent, plus il s'enferre dans son insondable pauvreté héréditaire.

M. Patel semble conscient des lacunes qui existent dans son budget. Il s'en est en quelque sorte excusé, en le présentant au Parlement : « *Le budget... représente le premier pas, quoique modeste, en direction d'une refonte de l'économie destinée à éliminer rapidement la pauvreté et la misère... Parce que le temps nous manque et que les projets en cours nous imposent de lourdes obligations, il ne nous a pas été possible de refondre toute la structure de la fiscalité.* » Mais les belles promesses sur l'élimination de la pauvreté ont été si fréquentes dans le passé qu'elles sont maintenant une monnaie dépréciée. On pourra juger de la sincérité du Janata un peu plus tard cette année, lorsqu'il soumettra une déclaration bien structurée sur la manière dont il compte atteindre ses objectifs sociaux. Il est douteux cependant qu'une politique coordonnée voie le jour, car le gouvernement ne fonctionne pas comme une équipe cohérente. Il est divisé sur les buts économiques et sociaux, et sur les moyens de les atteindre, selon l'opinion individuelle de chacun des ministres. Un éminent journaliste indien à qui on demandait s'il existait un « *cabinet interne* » n'a pu que répondre : « *Comment y aurait-il un cabinet interne alors qu'il n'y a pas de cabinet du tout ?* » Ce qu'il voulait dire, c'est que l'assemblage de plusieurs ministres ne fait pas une équipe cohérente.

Faiblesse des oppositions

MME GANDHI s'était empressée d'exploiter les hausses de prix et les atrocités commises contre les harijans. Elle s'est rendue au village de Belchi. Elle a dénoncé âprement les hausses de prix. Et cependant la possibilité pour le Congrès de tirer parti de la déception qu'inspire le Janata est limitée par deux facteurs. D'une part, les luttes internes pour la direction du parti et le fort courant d'hostilité à l'encontre de Mme Gandhi. D'autre part, l'inculpation de Mme Gandhi, qui a porté un nouveau coup à son prestige déjà fort entamé par les procès pour corruption intentés contre certains anciens ministres et la clique qui gravitait autour du pouvoir.

Quant aux marxistes, ils ne peuvent pas offrir une solution de rechange pour gouverner le pays, ni même se poser comme une force d'opposition consistante. Le parti communiste indien pro-soviétique est faible, et discrédité par le soutien qu'il a apporté à Mme Gandhi. Son adversaire, le parti communiste de l'Inde (marxiste), est certes au pouvoir dans l'Etat du Bengale-Occidental, mais son chef, M. Jyoti Basu, se montre aujourd'hui plus enclin à coopérer avec le gouvernement du Janata depuis qu'il a été échaudé (par le gouvernement du Congrès) pour avoir tenté de pousser trop loin ses réformes radicales en essayant de faire de son Etat un « nouveau Yénan ».

Pour l'instant donc, on ne voit qu'une seule menace de nature à compromettre la stabilité du pays : lese efforts combinés du Jan Sangh et du Bharatiya Lok Dal (B.L.D.) pour imposer la langue hindie à l'ensemble de cette mosaïque linguistique et ethnique qu'est l'Inde. L'hindi est parlé dans le Nord, et le parti Janata n'a fait aucune percée dans le Sud lors des récentes élections. Une résurgence du séparatisme dravidien n'est pas à exclure, en réaction contre le chauvinisme hindi. Le problème des langues indigènes est un puissant facteur de division, tandis que l'usage de l'anglais est l'un des rares instruments de cohésion dans cette mosaïque. Or c'est bien de détrôner l'anglais de son rang de langue officielle qu'il s'agit pour les plus fervents défenseurs de l'hindi. Ces derniers ne semblent pas, toutefois, déterminés à aller jusqu'au bout de leur renvendication — du moins dans l'immédiat.

Quels seront les choix du parti du Janata devant tous ces problèmes. Se contentera-t-il de s'installer confortablement au pouvoir et d'essayer d'y durer le plus possible, ainsi que l'a fait pendant trente ans le parti du Congrès malgré ses divisions ? Pour qui veut les conserver à tout prix, le pouvoir et l'influence sont toujours de puissants facteurs de cohésion.

DENZIL PEIRIS.

Pakistan : l'intervention de l'armée a accru les risques d'explosion

Persistance de la popularité de M. Bhutto, aggravation des antagonismes ethniques

Par EQBAL AHMAD *

DANS la nuit du 4 juillet 1977, l'armée pakistanaise plaçait le premier ministre, M. Zulfikar Ali Bhutto, ses ministres et les dirigeants de l'opposition en « détention préventive ». Cette « opération fair play » semblait mettre un terme à la crise politique ouverte en mars. Les citoyens, même ceux qui redoutaient la loi martiale, en éprouvèrent du soulagement. En réalité, le coup d'Etat a encore compliqué la situation fâcheuse dans laquelle était déjà plongé le pays.

Dans un discours télévisé, le général Zia-ul-Haq, chef d'état-major, insista sur le rôle provisoire des militaires et promit des élections honnêtes sous leur contrôle — répondant ainsi à la première exigence de l'opposition, qui avait déclenché l'agitation de masse pour protester contre le truquage des élections du 7 mars 1977. L'opinion publique a aussitôt été mobilisée en vue de nouvelles élections fixées au 16 octobre, mais que les militaires ont ensuite décidé d'ajourner *sine die*.

L'image de marque de l'armée a beaucoup souffert des douze ans de pouvoir militaire (1958-1971) durant lesquels elle s'identifia au gouvernement de M. Bhutto et qui s'achevèrent par la sécession du Pakistan-Oriental. Pour réhabiliter son rôle d'arbitre de la politique nationale, elle doit prouver aujourd'hui qu'elle en est le garant efficace et scrupuleux, malgré ses dissensions internes et les problèmes auxquels elle est confrontée. Il n'est pas sûr qu'elle y parvienne, car la nouvelle irruption des militaires dans la vie politique a accru le malaise qui sous-tend toutes les crises politiques au Pakistan, et le regain d'influence de l'armée complique les perspectives d'avenir.

Au cœur du tout dernier conflit, comme dans les crises précédentes de 1958, 1968 et 1971, on retrouve l'insoluble contradiction entre les tenants d'un pouvoir autoritaire et l'aspiration populaire à la démocratie. En Inde, la méthode britannique d'introduction progressive et contrôlée des institutions représentatives a eu un impact considérable ; un nationalisme moderne et libéral a pu s'y enraciner en profondeur dans toutes les directions. En raison des impératifs de la colonisation, le féodalisme se trouva considérablement affaibli dès 1793 par les nouvelles lois administratives et agraires, le développement commercial, l'essor d'une bourgeoisie nationale et enfin, après la première guerre mondiale, par l'émergence d'une classe capitaliste indigène significative. Au contraire, la domination des institutions absolutistes fut relativement peu battue en brèche dans les régions qui forment aujourd'hui le Pakistan. Là, nulle classe capitaliste indigène jusqu'à l'indépendance : après quoi, seule l'assistance étrangère permit l'apparition d'une couche capitaliste « compradore ». La classe moyenne se constitua d'abord dans les services de l'Etat colonial ; sa fortune était liée au développement du pouvoir d'Etat. Les mouvements pour un gouvernement représentatif furent sévèrement découragés.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que la Ligue musulmane put organiser le soutien populaire à un Pakistan indépendant. Après l'indépendance de 1947, la mort prématurée de Mohamed Ali Djinnah, le père fondateur, et celle de son successeur, Liaquat Ali Khan, privèrent le pays de dirigeants civils capables de légitimer les institutions démocratiques et de les investir d'un pouvoir réel. Dorénavant, le Pakistan sera gouverné par l'armée et la bureaucratie.

Ses dirigeants divisés se disputant les faveurs de l'armée et des bureaucrates,

* Chercheur au Transnational Institute, Amsterdam et Washington, D.C.

Les leçons de l'échec à Sri-Lanka

FIN D'UNE STRATÉGIE DE « PASSAGE PACIFIQUE AU SOCIALISME »

AVEC la défaite du gouvernement Bandaranaïke (1) aux élections de juillet dernier à Sri-Lanka prend fin l'expérience originale d'une politique populiste de « centre gauche » menée dans tout le sous-continent sud-asiatique depuis le début des années 70. Moins de quatre mois après la défaite de Mme Indira Gandhi en Inde, la chute de Mme Bandaranaïke signifie l'abandon du projet de « passage pacifique au socialisme » sous la direction d'une « bourgeoisie nationale progressiste » dans les pays de la région.

Après la fin tragique de Sheikh Mujibur Rahman au Bangladesh en 1975 et l'évolution récente au Pakistan, ces événements marquent aussi la déroute de la ligne politique suivie par les Soviétiques en Asie du Sud. Dans le droit fil des analyses de Khrouchtchev en 1956 sur la « transition pacifique », les idéologues soviétiques avaient vu dans l'Inde le modèle parfait d'un pays du tiers-monde susceptible d'un passage pacifique au socialisme sous la direction de la bourgeoisie nationale progressiste, alors que les Chinois n'ont jamais accepté cette analyse de la « démocratie nationale » jugée révisionniste. Sri-Lanka, semblable à l'Inde sur bien des points, était considéré comme un modèle du même ordre.

En 1970, le parti de Mme Bandaranaïke, allié au P.C. pro-soviétique et aux trotskistes du Lanka Sama Samaja Party (L.S.S.P.), remportait une victoire retentissante sur l'United National Party (U.N.P.). Sa victoire était due à un programme populiste bourré de slogans gauchistes faisant renaître l'espoir parmi les masses misérables. Espoir vite déçu : dès avril 1971, un soulèvement de la jeunesse éclatait à Sri-Lanka, dirigé par le Front de libération nationale (2). L'insurrection fut écrasée, mais les problèmes subsistèrent.

En Inde, Mme Gandhi l'emporta en utilisant plus ou moins les mêmes slogans et les mêmes promesses. Au Pakistan, où des élections eurent lieu à peu près au même moment, le Parti du peuple de M. Ali Bhutto obtint la victoire dans des circonstances analogues. Enfin, après l'indépendance du Bangladesh, la ligue Awami de Mujibur Rahman appliqua le même genre de populisme inspiré de l'Inde et de Sri-Lanka. Les idéologues pouvaient ainsi trouver quelque justification, même temporaire, à leurs thèses. Se réclamant du non-alignement, l'Inde, Sri-Lanka et le Bangladesh étaient assurés d'une aide économique aussi bien de la part de l'Occident que des pays du bloc socialiste ; leurs régimes avaient le soutien des P.C. pro-soviétiques locaux. Hostile à l'Inde depuis longtemps, la Chine ne soutint pas le régime du Bangladesh à ses débuts. Mais elle s'engagea à fond aux côtés de Sri-Lanka et du Pakistan.

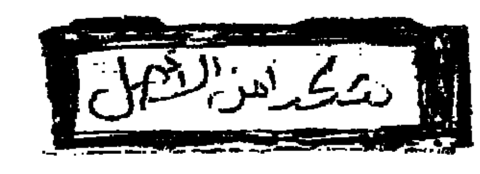
La similitude entre I. Gandhi, S. M. Rahman, S. Bandaranaïke et Z. A. Bhutto, dans la manière dont ces dirigeants bénéficiaient de l'appui inattendu des P.C. locaux comme de celui de l'U.R.S.S. et/ou de la Chine, est assez surprenante. Dans chacun de ces pays, la gauche apparut décidée à soutenir jusqu'au bout le dirigeant qu'elle avait choisi de considérer, simplement sur la base de quelques slogans réformistes de circonstance et en dépit de tous les faits contraires, comme le représentant d'une prétendue fraction progressiste de la bourgeoisie nationale. Ce point de vue, fondé sur bien des « a priori », ne reposait sur aucune analyse rigoureuse du rapport de classes ; à supposer qu'il existe réellement dans chaque pays une classe incluant cette fraction progressiste, aussi bien son repérage que la stratégie d'alliance avec elle en vue de conquérir l'appareil d'Etat, au nom finalement de la classe ouvrière, se sont révélés chaque fois erronés. En pratique, toutes les voies empruntées par les différents courants de la gauche traditionnelle ont abouti à des impasses.

Dans les récentes élections à Sri-Lanka, les deux grands partis de la gauche — P.C. pro-soviétique et trotskistes du L.S.S.P. — ont été éliminés. Ils n'ont plus un seul siège. Tous deux appartenaient à la coalition de Mme Bandaranaïke quand elle s'installa aux affaires en 1970, mais les trotskistes d'abord, puis le P.C., la quittèrent pendant la législature. Les communistes pro-chinois restent faibles et ne participent pas aux élections. Ne possédant ni la volonté ni les moyens de traduire en actes ses slogans, le régime de Sri-Lanka s'éloigna de plus en plus de la constitutionnalité, au milieu d'une agitation sociale accrue. En effet, l'état d'urgence, institué bien avant la révolte de la jeunesse d'avril 1971, fut maintenu à Sri-Lanka pendant sept ans. Il fut instauré pour des raisons du même ordre au Bangladesh. En Inde, Mme Gandhi en vint à proclamer l'état d'urgence en juin 1975 pour faire face à une agitation extraparlementaire qui menaçait de renverser son gouvernement.

La malaise dont souffrait l'Asie du Sud provenait d'un mécontentement social croissant

(1) Constitué par le Sri-Lanka Freedom Party (S.L.F.P.).

(2) Le Jatiya Vimukti Peramuna.



la Ligue se désintègre et il s'ensuit une succession de gouvernements instables. En 1958, le général Mohamed Ayub Khan prend le pouvoir : il dirige le pays avec bienveillance, par comparaison avec les normes militaires actuelles. Une dizaine d'années plus tard, l'agitation populaire contre son système autoritaire de « démocratie de base » et en faveur d'élections législatives libres eut raison de lui en près de cinq mois. A l'époque, les masses mécontentes du Pakistan-Occidental étaient galvanisées par M. Bhutto *et son parti* du peuple pakistanais (P.P.P.), tout comme elles se sont rassemblées ces derniers temps sous la bannière de l'opposition — l'Alliance nationale pakistanaise (A.N.P.). Les élections organisées par le gouvernement provisoire du général Yahya Khan se déroulèrent librement, mais le régime qui en était issu se lança en 1971 dans l'intervention militaire au Pakistan-Oriental qui allait se terminer par une humiliante défaite devant l'Inde et par la création du Bangladesh. Le gouvernement militaire s'était complètement discrédité aux yeux des masses. Les soldats eux-mêmes aspiraient à dégager l'armée de *la vie publique*.

La situation favorisait la montée des forces démocratiques et la démilitarisation de la vie politique. Le Parti du peuple s'installa au pouvoir en promettant des institutions démocratiques, des réformes radicales et un programme de développement socialiste accéléré. Le slogan de la campagne de M. Bhutto : « *Roti, kapra aur makan* » (« Du pain, un habit, un abri »), son style populiste et sa personnalité haute en couleur contribuèrent à faire de lui un dirigeant populaire. Les désillusions vinrent ensuite. La réforme agraire et la refonte de l'industrie, radicales sur le papier mais bourrées de lacunes, n'ont été que peu ou pas du tout appliquées. M. Bhutto a tourné la démocratie en dérision en forçant les gouvernements élus du Baloutchistan et de la province Frontière du Nord-Ouest (F.N.O.) à démissionner, en emprisonnant par milliers les opposants, en transformant le Parti du peuple et la bureaucratie d'Etat en instruments de son pouvoir personnel ; après avoir considérablement développé les services de sécurité, il instaura un régime de terreur extra-légale caractéristique des Etats policiers. Finalement, les plus populaires et les plus progressistes de ses opposants ayant été jetés en prison (y compris les dirigeants élus *du Baloutchistan et de la province F.N.O.*), il annonce des élections anticipées, ne laissant que deux mois à une opposition désemparée pour reprendre ses esprits.

Dans un mouvement inattendu, l'électorat se range derrière la coalition des oppositions hâtivement rassemblée. M. Bhutto et ses ministres sont pris de panique : les élections sont truquées. Sous la pression, il admet l'existence d'irrégularités tout en niant leur ampleur : il en rejette la responsabilité et refuse d'organiser une nouvelle consultation populaire. Il fait alors appel à l'armée pour faire respecter sa volonté. En avril, *avec l'établissement de la loi martiale* dans cinq grandes villes, l'armée redevient l'arbitre du jeu politique. Quelques responsables s'en inquiètent, dont l'ex-secrétaire général du parti, qui mettent M. Bhutto en garde. Dans une surprenante manifestation d'indépendance judiciaire, la Haute Cour du Pendjab déclare la loi martiale inconstitutionnelle. Mais les exigences de la loi n'ont jamais arrêté M. Bhutto. L'armée, chargée par le gouvernement de maintenir l'ordre, est exhortée par l'opposition à renverser ce gouvernement et confrontée dans la rue à des hommes et des femmes qui l'insultent. Elle *reste au cœur de la crise*. Le 5 juillet, l'opposition de droite ne dissimulera pas sa satisfaction après la prise de pouvoir des militaires. Quel que puisse être son destin personnel, l'échec de M. Bhutto restera historique.

Les élections truquées du 7 mars

LES dossiers de la commission électorale et ses enquêtes détaillées dans certaines circonscriptions montrent que le truquage a été général et suffisamment flagrant pour transformer en farce les élections du 7 mars 1977. Dans les circonscriptions les plus controversées, les deux partis ont contribué à vicier le processus électoral en recourant pour leur campagne à de classiques méthodes d'intimidation, en passant par-dessus la tête des *braderis* (clans, tribus, sectes) pour chercher des alliés parmi les *pirs* (chefs religieux) et les grands propriétaires terriens qui contrôlent le vote rural. Allant plus loin, le parti au pouvoir a enrichi l'arsenal du trafic électoral de certaines innovations. En voici quelques-unes :

— Dix-neuf des cent soixante-treize sièges de l'Assemblée nationale, dont ceux récupérés par M. Bhutto et ses principaux ministres, sont revenus au P.P.P. faute de candidats de l'opposition. Aux élections de 1970, un seul siège avait été enlevé dans ces conditions. En combinant violence, rapts, arrestations policières, délais bureaucratiques et rejet officiel, on est parvenu à empêcher les candidatures de l'opposition ;

— Dans bon nombre des circonscriptions controversées, on a eu recours aux votes fictifs, au bourrage des urnes et à l'intimidation officielle. Dans certains cas, les militants du P.P.P. ont enlevé et frappé *des scrutateurs qui refusaient de falsifier* les résultats. Deux bureaux de vote du fin fond de la province du Sind ont fourni les pourcentages de participation miraculeux de 100 et 102 % !

— Finalement, la commission électorale mise en place pour établir la régularité des élections fut empêchée de mener à bien sa tâche. Selon les propres termes de son président, le juge Jan, « *quand des gangsters, des voyous et des houligans veulent casser la barraque, que peut faire la commission ?* » Après coup, elle ne put poursuivre normalement son *enquête judiciaire* sur les cas de malversation soulevés, une loi dispensant les députés de se présenter à ses audiences pendant toute la durée des sessions parlementaires et quatorze jours avant ou après. Les audiences et les débats furent ainsi réduits, selon le juge Jan, à une « *mascarade* ». Devant les premières protestations, M. Bhutto offrit par le biais de la commission quelques sièges supplémentaires à l'opposition : ses dirigeants ne virent là qu'une dérobade. La commission poursuivit néanmoins ses auditions. Le 26 avril, elle avait examiné six cas et estimé que, chaque fois, les élections avaient été « *viciées par de graves irrégularités* ». A la suite de quoi, le 13 mai, elle était dépossédée de son pouvoir d'annuler un résultat. Entre M. Bhutto et son opposition, la population indignée et l'armée (à laquelle M. Bhutto avait fait appel pour rétablir l'ordre) se faisaient face, chacune se demandant jusqu'où l'autre irait et pour combien de temps.

L'opposition regroupe une invraisemblable coalition de neuf partis disparates qui vont des modérés aux intégristes religieux en passant par les libéraux, et dont l'unique ciment fut leur commune défiance à l'égard de M. Bhutto. Pendant la campagne électorale du mois de mars, l'A.N.P. s'est surtout livrée à des dénonciations, à des injures, et à des références à l'Islam. Par la suite, elle présenta un programme brouillon, promettant pêle-mêle de revenir sur les réformes économiques de M. Bhutto, de développer la libre entreprise et d'instaurer une espèce de code musulman. Vu la faiblesse de son manifeste, elle aurait dû être balayée par le P.P.P., dont le programme cohérent s'appuyait *sur la « réussite »* des nationalisations ou de la réforme agraire et sur les succès de politique étrangère. Pourtant, de nombreux observateurs sont convaincus que, si les élections s'étaient déroulées normalement, l'opposition aurait obtenu au minimum 40 % des sièges à l'Assemblée. L'ampleur du truquage gouvernemental laisse à penser que M. Bhutto et ses associés partageaient cette certitude.

Dans la période qui suit les élections, M. Bhutto fait preuve d'un manque inhabituel de sens politique que les observateurs imputent à sa dépendance à l'égard des services de renseignement qui l'auraient mal informé, à l'influence de ses ministres et à son absence de contact avec les membres du parti demeurés progressistes. L'ampleur de la fraude électorale le met mal à l'aise mais il repousse l'idée avancée par deux de ses conseillers de retourner devant les urnes — geste qui aurait pu lui assurer la victoire. L'opposition réclame de nouvelles élections sous le contrôle de l'armée et invite la population à soutenir cette exigence par des manifestations massives. Le 28 mars, l'agitation gagne la province du Pendjab tenue par la majorité : le secrétaire général du P.P.P., M. Mubashir Hassan, qui est plutôt un homme de gauche, réclame alors la démission du gouvernement et de nouvelles élections. Désavoué par M. Bhutto, il démissionne, bientôt imité par *M. Taj Mohammed Landa*, secrétaire général du parti pour le Pendjab. Les diverses factions du P.P.P. commencent à se combattre ouvertement. Pendant ce temps, M. Bhutto épuise une à une toutes les options qui pourraient mettre fin à la crise.

Pressé par une agitation de *masse* qui ne faiblit pas (et où, fait remarquable, les femmes prennent une part importante) *mais* refusant d'organiser de nouvelles élections, M. Bhutto cherche à conclure des compromis avec une opposition qui se dérobe. Trente mille personnes, dont des dirigeants de l'opposition, sont arrêtées, sans que cessent pour autant les manifestations qui échappent en grande partie à l'action des partis. La récupération de certains thèmes du manifeste de l'A.N.P. — dénationalisation des petites entreprises, prohibition de l'alcool et du jeu, promesse d'établir un code musulman sur le modèle saoudien — ne parvient pas non plus à dénouer la crise. Cherchant à se rallier les militaires et les bureaucrates, M. Bhutto leur octroie de substantielles augmentations de salaires, ce qui a pour principal résultat d'aggraver la crise budgétaire. Finalement, le 22 avril, il fait appel à l'armée et *proclame la loi martiale dans cinq villes*.

Les généraux — dont une majorité devait à M. Bhutto promotions et avancements — obéissent. Mais les officiers subalternes, se souvenant du Bangladesh, s'interrogent sur l'opportunité de voler au secours d'un gouvernement impopulaire. Le jugement de la Haute Cour du Pendjab déclarant la loi martiale inconstitutionnelle ne peut qu'accroître leur malaise. C'est sous leur pression, exercée à travers les chefs d'états-majors, que M. Bhutto se vit contraint de négocier avec l'opposition. L'ironie voulut qu'il fût renversé au *moment où un accord sur l'organisation* de nouvelles élections semblait possible. Une explication avancée par les militaires pour justifier leur coup de force a d'ailleurs été que, dans la perspective d'élections prochaines, les adversaires se préparaient à la violence. Le parti au pouvoir, aidé par les services du gouvernement, avait commencé à distribuer des armes en grande quantité aux gangs qui le soutenaient.

Comment un parti qui, à l'origine, jouissait d'un tel soutien populaire a-t-il pu en arriver à trahir à ce point ses engagements ?

Plusieurs facteurs ont contribué à la dégénérescence rapide du parti du peuple :

— La personnalité et les ambitions de M. Z.A. Bhutto qui jouait un rôle décisif dans le parti et au gouvernement ;

— Les contradictions du parti du peuple qui l'amenèrent à renier ses promesses électorales. D'où la baisse constante de la popularité du parti et du gouvernement et le départ ou l'expulsion des plus progressistes de ses membres ;

— La tentative d'asservir la bureaucratie au régime de pouvoir personnel en terrorisant les fonctionnaires et en chassant les plus compétents ;

— Le regroupement de l'opposition, entre 1970 et 1976, dans les provinces du Baloutchistan et de la Frontière du nord-ouest peuplées de minorités baloutches et pathans (Jamiat-i-Ulemai-Islam de Mufti Mahmoud et parti national Awami de Wali Khan).

Le problème Bhutto

IL y avait *d'excellentes raisons* à la popularité première de M. Bhutto. C'est un orateur brillant et un acteur plein de talent. Il a contribué à transformer l'univers politique conservateur du Pakistan en utilisant le vocabulaire socialiste pour s'adresser aux masses et soulever leur enthousiasme. Dans les jours difficiles qui suivent la création du Bangladesh, il accomplit une œuvre considérable. Il est alors le seul homme politique d'envergure nationale capable de diriger le gouvernement d'un pays vaincu et amputé. Il contribue à éviter les troubles et le chaos. Dans ses discussions avec l'Inde *et l'Afghanistan, il* se montre patient et habile. Il saisit rapidement les transformations de la situation politique au Proche-Orient et y renforce la position du Pakistan.

L'œuvre ainsi accomplie contraste avec la myopie du personnage en politique intérieure. M. Bhutto appartient à une classe sociale réputée pour ses paradoxes. Formée dans une période de transition, sa personnalité est complexe : issu de la haute société *féodale* (grands propriétaires terriens sindhis), il reçoit une éducation bourgeoise (à Berkeley et à Oxford) *et son entrée dans la vie politique* est parrainée par un dictateur militaire qui se dit socialiste (Ayub Khan).

M. Bhutto n'est ni un conservateur, ni un social-démocrate, ni un fasciste. Il ne s'intéresse qu'à lui-même et considère le pouvoir comme le meilleur achèvement de soi. Sa remarquable finesse, il en use *pour manipuler, tromper, flouer* aussi bien ses amis que ses adversaires. Jouant tour à tour du compromis et de la confrontation, il est ainsi parvenu à maintenir trop longtemps l'opposition à l'écart, tandis que ses alliés oscillaient entre l'espoir et la crainte. Il a liquidé dans l'aventure les rares forces politiques contestatrices du Pakistan et violé les dernières garanties légales qui avaient jusque-là limité le recours à la terreur politique incontrôlée. Inévitablement, l'armée et l'appareil de sécurité en expansion allaient constituer l'essentiel de la base de son pouvoir; il devint ainsi de plus en plus dépendant d'une élite prétorienne supposée malléable.

Comme son dirigeant, le Parti du peuple s'est formé dans une époque de transition et d'idéologie opportuniste : moderne en apparence, féodal sur le fond. Chaque année, le fossé s'élargit entre ses promesses électorales et ses réalisations effectives, au fur et à mesure qu'il se laisse investir par les grandes familles de propriétaires terriens. En mars 1977, près de 80 % des candidats du Parti du peuple à l'Assemblée nationale représentaient les « familles ».

La législation sur la réforme agraire et les réglementations progressistes introduites dans les relations de travail n'eurent guère de suite ; elles font monter la tension entre classes sociales, mais n'apportent aucun soulagement pour les pauvres. Le P.P.P. avait eu recours à une rhétorique mobilisatrice : le désenchantement des masses ne débouche pas sur l'apathie, mais sur la colère et l'agitation. La distance qui se creuse entre M. Bhutto et les foules trahies et mécontentes ne peut être comblée que par l'intervention des forces de la loi et de l'ordre. Comme souvent dans ce cas, leur action devient bientôt extra-légale.

Le gouvernement trahit ses promesses, mais ne s'engage pas pour autant dans la voie d'une économie capitaliste moderne. Son caractère féodal, sa vocation « socialiste » et son appétit du pouvoir lui interdisent une telle évolution. Qui plus est, comme beaucoup de pays du tiers-monde, le Pakistan ne possède pas une classe capitaliste indigène suffi*samment puissante pour déterminer le* caractère de l'Etat. L'aristocratie campagnarde et une bourgeoisie d'Etat en plein essor constituent encore les éléments les plus puissants de la classe dominante, et c'est bien pourquoi le gouvernement Bhutto avait choisi une formule déjà discréditée ailleurs, celle de la « voie nationale au socialisme », qui implique la nationalisation de l'industrie et le développement massif des dépenses publiques.

Les capitalistes investissent au Pakistan, mais de façon prudente et sélective. La *formation du capital fixe dans le secteur* privé tombe de 8 % en 1969-1970 à 4,8 % en 1975-1976 ; les investissements industriels baissent d'environ 35 % à environ 15 % de la totalité des immobilisations. Le secteur nationalisé ne compense pas ce ralentissement : la nationalisation a simplement eu pour conséquence de substituer une bureaucratie indolente et corrompue à des entrepreneurs recherchant le profit et l'efficacité. Dans la mesure où les entreprises nationalisées sont devenues la chasse gardée de la clientèle du parti et du gouvernement, leurs cadres dirigeants sont même plus corrompus et gaspilleurs que les fonctionnaires.

Le « développement » devient alors entièrement dépendant des apports extérieurs. En 1969-1970, ces apports étrangers représentaient 44 % des dépenses fédérales pour le développement : en 1975, c'était 100 %. Grâce à l'augmentation des emprunts et de l'aide étrangère, les investissements dans le secteur public passent de 215 millions de dollars en 1969-1970 à 1 025 millions de dollars en 1975-1976. Mais la manière dont ils sont utilisés les *prive de toute efficacité*. Aucun des nombreux projets lancés par le gouvernement Bhutto n'est mené à bien. Les investissements publics ne profitent qu'à l'essor d'une couche parasitaire d'intermédiaires vivant dans le luxe.

(Lire la suite page 18.)

---

et du recours plus systématique des régimes à des méthodes non constitutionnelles pour contenir ce mécontentement en suspendant les droits civiques. Le vote de l'Inde en mars, celui de Sri-Lanka en juillet, ont vraiment été des réactions « de punition » — expression de « ras-le-bol » et de colère contre des régimes incapables de tenir leurs promesses ou de résoudre leurs problèmes fondamentaux — de la part du pauvre et du chômeur. Tout ce que le peuple avait obtenu pendant ces années, c'était la suppression de ses libertés. Les méthodes répressives utilisées contre l'insurrection de 1971 et les abus de pouvoir commis sous l'état d'urgence à Sri-Lanka constituaient la principale cause d'impopularité du gouvernement de Mme Bandaranaïke. Chômage et inflation galopante ont ruiné des couches entières de la population. En sept ans, les prix ont augmenté de 50 %, et un million de jeunes sont sans emploi sur une population de moins de quatorze millions d'habitants.

Dépendance économique et non-alignement

TOUS les regards sont désormais fixés sur la politique du nouveau gouvernement : sera-t-elle à moitié fasciste, autoritaire, ou bien laissera-t-elle s'épanouir une démocratie bourgeoise de type classique fondée sur le laissez-faire capitaliste ? Pendant sa campagne, M. Junius Richard Jayawardane, président de l'U.N.P., faisait miroiter aux électeurs l'image d'une société utopique où régnerait le droit. L'U.N.P. est considéré comme un parti de droite, mais il cherche à se donner une apparence de socialisme. M. Jayawardane a exclu tout changement dans la politique étrangère de Sri-Lanka, partisan comme l'Inde du non-alignement. Il a également promis une nouvelle Constitution républicaine qui garantirait les droits fondamentaux, la liberté de la presse et l'indépendance de la justice. Le nouveau gouvernement devra surtout se préoccuper des problèmes intérieurs du pays. Pour gagner les élections, l'U.N.P. avait fait campagne sur un pot-pourri de thèmes radicaux dissimulant sa volonté d'ouvrir l'économie aux investissements étrangers. Sri-Lanka subit une sévère inflation, largement imputable à sa lourde dépendance à l'égard des nations capitalistes occidentales qui achètent ses produits — principalement le thé, le caoutchouc et les noix de coco. Ses devises étrangères lui permettent d'importer des céréales et de payer la dette extérieure, qui absorbe plus du tiers de ses rentrées financières. Depuis plusieurs années, la balance commerciale est déficitaire. De nouveaux apports en aide étrangère sont nécessaires pour sauver le pays d'un déficit trop lourd.

La situation n'est guère différente de celle de tant d'autres petits pays asiatiques dont le développement économique est entravé par la présence massive d'investissements et de divers intérêts étrangers. Mais la dépendance de Sri-Lanka pour l'exportation de ses matières premières et ses liens avec la livre sterling ont fait subir au pays toutes les incertitudes du marché capitaliste international. Pays sous-développé classique, les deux tiers de sa superficie sont couverts de forêts, alors qu'il doit importer ses céréales alimentaires.

La diminution constante des recettes d'exportation et, par conséquent, l'augmentation de la dette extérieure laissent peu de ressources disponibles pour le développement. Parce que Sri-Lanka a le taux de scolarisation le plus élevé d'Asie après le Japon, le chômage des jeunes éduqués y constitue un problème politique majeur. A peu près 30 % des paysans ne possèdent pas de terre et forment la couche la plus misérable de la société. Les réformes agraires n'ont guère progressé.

Le nouveau gouvernement est tenté d'appliquer les recettes classiques de la Banque mondiale pour guérir les maux de l'économie. Il se propose d'ouvrir les 200 milles carrés situés autour du port de Trincomalee aux monopoles étrangers comme zone de franchise commerciale et a promis de libéraliser le code des investissements. Mais ces mesures ne risquent-elles pas d'associer Sri-Lanka encore plus étroitement à la crise de l'économie capitaliste ? L'U.N.P. sera alors coincé dans la contradiction de ses proclamations populistes et des options droitières de sa politique.

En politique étrangère, le nouveau gouvernement a promis de poursuivre dans la voie du non-alignement, mais les observateurs se demandent s'il s'y attachera avec autant de vigueur, par exemple pour obtenir la démilitarisation de l'océan Indien. Il a aussi précisé qu'il chercherait à entretenir des relations plus étroites avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (l'AESAN, qui regroupe la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines), si les Etats-Unis renoncent à lui donner un contenu militaire.

Sri-Lanka a acquis un certain prestige à la présidence du groupe des non-alignés, dont le dernier « sommet » s'est tenu à Colombo en août 1976. M. Jayawardane, qui remplace aujourd'hui Mme Bandaranaïke à la présidence, ne semble pas envisager d'y jouer un rôle actif et dynamique, bien qu'il affirme sa foi dans le non-alignement.

Il reste un enseignement intéressant à tirer des élections à Sri-Lanka : le Front uni Tamil, qui regroupe tous les courants de la minorité Tamil du nord, a remporté tous les sièges dans sa région et réclame un Etat indépendant Tamil. Voilà qui va poser quelques problèmes au nouveau gouvernement. Les dirigeants Tamils soutiennent qu'aussi bien l'U.N.P. que le S.L.F.P. ont abondamment trahi les intérêts tamils depuis vingt-neuf ans, et il sera intéressant de voir comme le nouveau ministère s'attaquera à cette question.

Aujourd'hui, les gens espèrent que les prix vont baisser et que de nouveaux emplois seront créés pour la jeunesse. La population en général aspire à un changement en mieux. Si les désillusions devaient à nouveau s'accumuler, les dirigeants seront contraints de durcir la répression. D'emblée, on perçoit les limites de la nouvelle expérience engagée à Sri-Lanka.

MOHAN RAM.



(Suite de la page 17)

Conséquence de tout cela, tandis que les exportations stagnaient, les importations bondissaient de 850 millions de dollars en 1972-1973 à 2 020 millions de dollars en 1975-1976. Avec le développement de la consommation de luxe, l'épargne intérieure brute tombe d'environ 12-14 % à 5-6 % du produit intérieur brut. La dette extérieure a presque doublé, passant de 3 500 millions de dollars au 30 juin 1972 à environ 7 000 millions de dollars au 30 juin 1977 — ce qui représente plus de 50 % de la totalité du produit annuel. Dans l'intervalle, la population a augmenté de 3 % par an, l'inflation a sévi au rythme annuel de 18 % et la monnaie s'est dévaluée de 140 % en cinq ans (juin 1972-juin 1977), soit 19,2 % par an. La production agricole, qui, dans la décennie précédente, augmentait de 5 % par an, ne s'élève plus que de 1,4 % dans les années 1970-1975. La croissance de la production industrielle passe d'un taux moyen de 9,9 % dans la décennie précédente à 2 % par an pour les années 70. Et le taux de croissance global chute de 6 à 1,6 %.

Au vu de ces tristes résultats, il est surprenant que le gouvernement Bhutto ait pu être si longtemps épargné par une explosion de colère des masses. Ce calme est dû, pour une part, à l'émigration massive des travailleurs pakistanais vers les Etats du Golfe et à leurs envois de fonds ; d'autre part, et surtout, à l'absence d'un vecteur de contestation. Les élections et leurs suites n'ont fait que donner au peuple l'occasion d'extérioriser sa frustration croissante.

Le déclin de la bureaucratie

DEUX institutions — l'armée et la bureaucratie — ont été longtemps les principaux leviers du pouvoir au Pakistan. Elles ont dirigé le pays en association, quoique les termes de cette association se soient modifiés avec le temps. Jusqu'en 1958, la bureaucratie joue le rôle de principal associé ; après le coup d'Etat d'Ayub Khan, les rapports sont inversés, bien que les bureaucrates prennent encore les décisions et dominent l'administration. C'est une bureaucratie coloniale — autoritaire, arrogante, cupide et sans pitié pour les masses. Malgré tout, elle a hérité des Britanniques et des traditions féodales pakistanaises une morale conservatrice et un attachement aux institutions civiles. Cet élément joua un rôle important pour tempérer la dictature d'Ayub et l'assurer d'une certaine efficacité dans l'administration publique. Des moments de tension et de défiance (le syndrome « civils-contre-militaires ») sont apparus sans aucun doute entre la bureaucratie et l'armée, mais ils étaient facilement surmontés ; il existait un certain équilibre du pouvoir, et les postes dirigeants des deux côtés étaient détenus en majorité par la même classe sociale. Les années 70 marquent la fin de cette symétrie de l'origine sociale et des visées idéologiques ; l'équilibre du pouvoir se modifie en faveur de l'armée, non qu'elle se soit renforcée, mais parce que la bureaucratie perd son éthique et son esprit de corps. Sous M. Bhutto, la bureaucratie, terrorisée, se dépouille de son esprit civique. Plus de mille trois cents fonctionnaires sont contraints de démissionner dès mars 1972 ; d'autres charrettes suivent en août, toujours sans motif précis ni possibilité de faire appel. La Constitution de 1973 prive la bureaucratie des garanties légales contre les mutations et les destitutions dont elle jouissait historiquement et que les Constitutions de 1956 et 1962 avaient réaffirmées. Après avoir créé des tribunaux spéciaux interdisant aux fonctionnaires de recourir à la justice ordinaire, M. Bhutto frappe à l'improviste, sans ligne directrice, comme s'il s'agissait de terroriser chacun plutôt que de punir quelques-uns. Beaucoup des fonctionnaires destitués acceptent de reprendre des postes lucratifs au sein du gouvernement par le biais d'une carrière politique. La poignée de ceux qui ont refusé de s'abaisser jusque-là fait aujourd'hui l'admiration universelle de la bureaucratie. L'esprit de corps et la cohésion de la bureaucratie ont également souffert de ce que le gouvernement a commencé à y caser des « non-professionnels », pistonnés ou tâcherons du parti, tous politiciens louches aux capacités douteuses. De sorte que le système des protections et de la promotion extérieure finit par fabriquer une nouvelle race de fonctionnaires aux ordres. On comprend qu'ils aient trafiqué les élections avec un zèle qui surpassa l'attente de M. Bhutto.

Le déséquilibre et les tensions s'aggravaient au sein de la bureaucratie en même temps que s'élargissait la faille entre les services civils et ceux de la sécurité. Ces derniers prirent rapidement de l'ampleur avec M. Bhutto. Les officines secrètes proliféraient, au moins autant pour s'espionner mutuellement que pour surveiller les ennemis supposés du gouvernement. La plus célèbre invention de M. Bhutto, les trente mille gardes des forces de sécurité fédérales, servait de milice privée au premier ministre et à ses associés, harcelant les gens, procédant à des enlèvements ou à des liquidations et entretenant des camps de prisonniers secrets.

Ces services de sécurité, financés avec largesse, constituèrent le secteur moderne, en expansion, de la bureaucratie ; leurs effectifs, leurs moyens d'intervention et leur pouvoir augmentaient rapidement. Ainsi, tandis que dans le passé la bureaucratie avait contribué à « civiliser » le régime militaire, M. Bhutto la transformait en instrument de militarisation de la vie civile.

Enfin, les années 70 marquent la fin de l'homogénéité du recrutement des élites bureaucratiques et militaires qui avait jusqu'alors facilité leur alliance au sommet du gouvernement. Entre les hauts fonctionnaires et les officiers généraux, il y a désormais d'immenses différences de conceptions, de classe d'origine et de formation. Tandis que la composition ethnique et sociale de la bureaucratie demeure en général identique, il en va tout autrement dans l'armée. L'officier de tradition britannique aux vues libérales et aux mœurs aristocratiques fait place à celui qui a obtenu ses galons dans les périodes de recrutement intensif, vers la fin de la seconde guerre mondiale ou juste après l'indépendance. Les nouveaux venus appartiennent dans leur majorité à la petite bourgeoisie campagnarde du Pendjab — issus d'un milieu défavorisé, religieux et primaire. Cette disparité croissante entre les deux institutions qui dirigent le Pakistan risque sans doute d'influer sur son développement futur.

La domination du Pendjab sur les trois autres provinces (Sind, Baloutchistan, P.F.N.O. des Pathans), comme les revendications des minorités nationales du Pakistan jouent un rôle central dans la vie politique. Les atouts de M. Bhutto, comme premier ministre, étaient son origine sindhi et sa popularité au Pendjab. La première opposition constitutionnelle à son régime vint de la Province F.N.O. et du Baloutchistan où le Parti national awami (P.N.A.) avait remporté les élections et formé les gouvernements provinciaux. Incapable de tolérer la moindre opposition, M. Bhutto se prépare aussitôt à détruire celle-ci. Afin d'isoler les dirigeants nationalistes et de consolider son assise au Pendjab, il les accuse de « séparatisme » et de complot en vue de démembrer le Pakistan. Bien que formulées sans preuves, ces assertions contribuent à développer la paranoïa parmi les peuples majoritaires et à garantir leur soutien à l'action du gouvernement. Mais, dans les provinces minoritaires, cette tactique a pour unique résultat de faire du séparatisme une alternative politique crédible et légitime, et de renforcer la haine profonde des populations à l'égard du gouvernement Bhutto. La dissolution arbitraire du gouvernement du Baloutchistan, immédiatement suivie de la démission de celui de la province F.N.O., prive de fait ces deux Etats de toute représentation. Depuis lors, le Baloutchistan occupé par l'armée est le théâtre d'une guérilla permanente. En mars 1977, les Baloutches et les Pathans constituaient l'épine dorsale de l'opposition.

Devant tous ces problèmes, on doute que la vie politique pakistanaise puisse retrouver quelque cohérence et quelque stabilité au cours de la prochaine décennie. S'il existait en ce pays un parti révolutionnaire, l'époque serait mûre pour la révolution. Car l'élite dominante est elle-même dépourvue d'une idéologie capable de lui conférer une légitimité. Les institutions en charge de l'Etat ont perdu leur équilibre, leur autorité et l'esprit de corps qui les soudait. Non seulement l'économie est en difficulté, mais les travailleurs les plus compétents et les plus dynamiques ont massivement émigré pour s'employer à l'étranger, privant le pays des ressorts qui, en de précédentes occasions, lui avaient permis de prompts rétablissements. Enfin la tension s'est ravivée à propos des droits des minorités nationales à la suite de la sécession du Pakistan-Oriental et de l'élimination de l'opposition dans les provinces peuplées de minorités.

Le résultat de ces difficultés cumulées est une crise fondamentale affectant à la fois la légitimité du pouvoir, l'ordre et l'intégrité nationale. La solution paraît plus compliquée que jamais si l'on tient compte de phénomènes tels que l'influence croissante des Etats du Golfe (Arabie Saoudite, Iran) et l'accession au pouvoir en Inde d'une coalition conservatrice, ou de la résurgence, sur la scène intérieure, de la prédominance pendjabi et de l'affermissement de l'aile droite de l'armée qui est en train de devenir un élément dominant dans la vie politique pakistanaise. La tournure que vont prendre les événements dans le proche avenir peut être d'une importance décisive pour la survie en tant qu'Etat d'un pays qui connaît actuellement un sort comparable à celui de la Pologne avant la seconde guerre mondiale.

La ligne dure

LES généraux doivent affronter trois problèmes majeurs : d'abord, celui que leur pose le cas Bhutto ; ensuite, les revendications et les droits des nationalités non pendjabis, qui représentent 42 % environ de la population totale ; enfin la crise économique et l'éveil d'une conscience de gauche parmi les masses. Dans chacun de ces cas, l'armée est confrontée à un dilemme spécifique : le coup d'Etat du 5 juillet l'a peut-être entraînée dans un marécage où elle risque de s'enliser.

Les généraux affirmèrent d'abord qu'ils voulaient des élections honnêtes, qui se déroulent pacifiquement et apportent un résultat positif. Peut-être, dans cette logique, ont-ils souhaité vraiment que M. Bhutto fasse acte de candidature. Mais en aucun cas ils ne voulaient qu'il revienne au pouvoir. Après tout, cette personnalité était le chef constitutionnel d'un gouvernement qu'ils avaient renversé et il envisageait de nouvelles mutations dans l'état-major général à la faveur desquelles des éléments loyalistes seraient venus remplacer d'anciens protégés à sa dévotion. Evidemment, la solution idéale serait que M. Bhutto redevienne le chef d'une opposition affaiblie dont la présence au Parlement contribue à souder l'unité de l'A.N.P. et à assurer ainsi une certaine stabilité, sinon une force, à la coalition formée par des partis ayant la préférence des militaires. Le danger était qu'en cas de victoire électorale, M. Bhutto aurait pu révéler des atouts insoupçonnés par ceux qui l'ont renversé en juillet. Comme l'avait prouvé sa tournée dans les trois principales villes du pays au début du mois d'août, son style flamboyant pouvait exagérer l'ampleur de sa popularité et semer la panique chez les officiers autant que chez les hommes politiques de l'A.N.P. Ses deux arrestations successives, son inculpation pour meurtre et, finalement, l'ajournement de la consultation électorale montrent que l'on a choisi la ligne dure et partisane pour surmonter le dilemme. Mais ce n'est pas sans risque. En prison ou en exil, M. Bhutto va probablement devenir un Juan Peron pour le Pakistan ; assassiné, il deviendrait un héros posthume dont le spectre hanterait ses successeurs, qu'ils soient civils ou militaires.

Le rebondissement de l'affaire Bhutto doit être bien compris. S'il avait une chance de jouer librement le jeu des élections, le Parti du peuple serait susceptible de bénéficier d'un suffrage populaire plus important qu'au mois de mars devenant ainsi un dangereux rival pour l'A.N.P., ce qui a sans doute pesé lourd dans la décision de remettre les élections à plus tard.

Car la majorité des paysans et de nombreux travailleurs du Pendjab et du Sind le préfèrent maintenant à l'A.N.P. Quoiqu'il n'ait pas tenu ses promesses de redistribution, il a mis en œuvre la réforme agraire et il a nationalisé les industries. Combinées à la rhétorique populiste de l'ancien gouvernement, ces lois ont eu au moins pour effet de modifier l'environnement subjectif en faveur des plus déshérités. Les masses ont pris de l'assurance, les grands propriétaires terriens se sont heurtés à des résistances ou à des refus lorsqu'ils exigeaient le *begari* (la corvée) ; dans leurs rapports avec les ouvriers, les dirigeants de l'industrie en ont rabattu ; et les bureaucrates ont perdu de leur arrogance face au public.

Ce n'était pas rien, dans une société où la marge de sécurité et de dignité est extrêmement étroite pour les plus pauvres. De façon caractéristique, les classes supérieures ont réagi rapidement à la chute de M. Bhutto, et ce changement d'attitude n'a pas échappé aux masses. Dans les deux semaines qui suivirent le coup d'Etat, les rumeurs de grèves et de conflits dans les usines ou dans les champs se sont multipliées, alimentant le discours violemment antisocialiste de la presse de droite favorable à l'A.N.P. Les dispositions de la loi martiale ont entravé l'action des syndicats. Cette transformation du climat socio-économique a fait surgir de grandes craintes parmi les masses.

Dans son deuxième discours à la nation, le général Zia a mis en garde contre cette tendance et expressément assuré les ouvriers et les paysans des bonnes intentions de l'administration militaire à leur égard. Les gens se demandent cependant si le code islamique tant vanté signifie vraiment que l'on va couper la main aux riches et flageller publiquement les puissants. Le fait que, même sous l'actuel gouvernement provisoire, seuls les inférieurs aient encore eu à subir la flagellation est de nature à semer le trouble dans l'esprit des pauvres. A défaut d'une solution progressiste, on commence inévitablement à ressentir une certaine nostalgie de M. Bhutto. Pour les militaires, la situation se compliquait du fait que l'éviction de ce dernier est à même d'accroître l'hostilité des Sindhis, déjà exaspérés par la domination de leur province par une ethnie étrangère.

Vers un démembrement du pays ?

A cet égard, l'*establishment* militaire est bien le dernier à vouloir se consacrer à l'intégration nationale d'un pays composé d'ethnies diverses et inégalement développé. Chaque année, le département de la défense accapare 60 % du budget national. C'est le plus grand employeur, alors que 40 % des individus de sexe masculin sont en chômage et que s'y faire embaucher confère d'emblée un certain statut et des privilèges. Mais les Baloutches et les Sindhis n'occupent qu'une place négligeable dans les forces armées, dont 80 % des effectifs viennent du Pendjab. Pour les non-Pendjabis, comme autrefois pour le peuple bengali, les forces armées sont le symbole d'une injuste distribution et d'une injuste domination pendjabi. La suppression des libertés politiques et de la compétition électorale, la prise en charge du pouvoir directement par l'armée ne peuvent qu'exacerber le ressentiment des minorités nationales et les frustrer dans leurs espoirs d'obtenir satisfaction par des voies politiques. S'ils décident donc de se maintenir au pouvoir, les militaires prendront l'énorme risque de conduire le pays à la guerre civile et à son démembrement.

Plusieurs militaires de haut grade connaissent tous ces dangers et souhaitent sincèrement céder la place aux civils. Mais, en même temps, ils sont hostiles aux partis politiques dominants dans les provinces peuplées de minorités. Depuis 1970, le parti national Awami (NAP) a dominé la scène dans la province de la Frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan, où il fut la principale cible de la répression menée par M. Bhutto. Après l'avoir écarté des gouvernements provinciaux en 1973, M. Bhutto a fait incarcérer ses chefs, les accusant de trahison et obligeant ses partisans baloutches à entrer en insurrection. Chargée d'intervenir contre ceux que l'on taxait de séparatisme, l'armée se vit inextricablement impliquée dans la répression ; aujourd'hui encore, la plupart des officiers n'ont que méfiance à l'égard des chefs du NAP et veulent les maintenir à l'écart du pouvoir. Les généraux avaient annoncé le 15 septembre la levée de la loi martiale et la prochaine libération de tous les prisonniers politiques, mais ils n'ont pas le moindre désir de mettre un terme à l'occupation militaire du Baloutchistan. Et cela bien que le NAP interdit ait fait sa réapparition sous un autre nom — le parti démocratique national (N.D.P.) — et soit une composante majeure du parti de l'Alliance nationale pakistanaise.

Des personnalités politiques civiles auraient discuté avec certains membres importants de l'armée de la possibilité d'exclure le NAP de la coalition de gouvernement pour asseoir celle-ci principalement sur la Ligue musulmane conservatrice et sur le parti néo-totalitaire du Jamaat-i-Islami. Mais il faudra bien davantage que des manœuvres parlementaires pour tenir le NAP à l'écart du pouvoir dans la province Frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan et pour l'empêcher de participer au pouvoir au sein du gouvernement fédéral. La conséquence, ce serait que deux au moins des quatre provinces constituant le Pakistan seraient privées de représentation. En outre, depuis l'éviction de M. Bhutto, les Sindhis — qui sont extrêmement pauvres et opprimés — sont à même de poser un lourd défi au gouvernement central, aggravant le danger de séparatisme au Pakistan.

Si des élections ont lieu, l'A.N.P. en sortira sans doute victorieuse. Mais elle n'est pas une coalition de gouvernement. Si le parti du peuple ne fait pas sa rentrée comme solide parti d'opposition parlementaire au centre, sans doute l'A.N.P. aura-t-elle du mal à maintenir sa cohésion. A défaut d'une discipline de parti et l'opportunisme aidant, le gouvernement du centre va se trouver en proie à l'instabilité, obligé de former sans cesse de nouvelles coalitions. Particulièrement si le NAP, dominant dans la province Frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan, est exclu du pouvoir et si le P.P.P. conserve son audience chez les Sindhis. De toute évidence, ce sont ces considérations qui ont incité les militaires à reculer la date des élections qu'ils s'étaient peut-être trop empressés de promettre pour le 16 octobre.

EQBAL AHMAD.

Le carnet des ambassades

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Brésil et Mme Antonio Delfim Netto ont offert une réception le 7 septembre.

● M. Han Ke-Hua, ambassadeur de la République populaire de Chine, a donné une réception le 14 septembre, à l'occasion de son arrivée en France.

● A l'occasion de leur départ, le directeur du centre culturel de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Aleksandar Prlja ont offert un cocktail le 20 septembre.

● A l'occasion de leur départ, le conseiller de presse près l'ambassade de Grande-Bretagne et Mme John de Courcy Ling ont offert une réception le 20 septembre.

● M. Jamil Al Hejailan, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a donné une réception le 23 septembre à l'occasion de la fête nationale du royaume.

● A l'occasion de la visite officielle en France de Mgr Khoraïche, patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient, l'ambassadeur du Liban et Mme Nagib Sadaka ont offert une réception le 23 septembre.

● M. Radomir Radovic, ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a donné un cocktail le 28 septembre à l'occasion du séjour en France d'un groupe de journalistes yougoslaves.

Nécrologie

● Nous apprenons le décès de M. Jan Krajcovic, attaché culturel de Tchécoslovaquie en Belgique, survenu à Bruxelles le 25 août dernier.

Calendrier des fêtes nationales

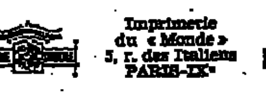
16-31 OCTOBRE

21 SOMALIE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
26 IRAN	Fête nationale
29 TURQUIE	Anniv. de la procl. de la République

1er-15 NOVEMBRE

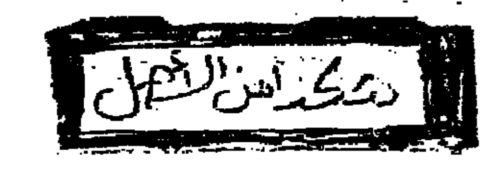
1 ALGERIE	Fête nationale
3 PANAMA	Fête de l'indépendance
7 U.R.S.S.	Anniv. de la révolution d'Octobre

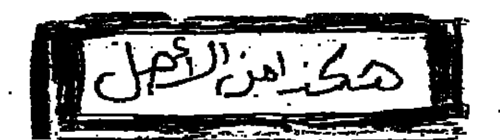
Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438







Décombres gauchistes

C'est au Cambodge, peut-être, que se disloquent les dernières illusions du gauchisme. Cet Etat-Goulag qui quadrille, à huis clos, un pays tout entier et soumet sa population, au nom de l' « accumulation socialiste », à un régime de bagne, glace brutalement les enthousiasmes généreux des générations militantes d'après 68. Les derniers rêves de Mai (ceux, en particulier, qui s'élaboraient sur l'idée d'une prise du pouvoir) se brisent, effrayés, sur la radicalité du cauchemar cambodgien.

Beaucoup de militants y voient confirmées, néfastement, leurs craintes sur les périls autoritaires d'une « violence juste » au service de l'Etat. Ils s'interdiront désormais toute désinvolture révolutionnaire qui, sous prétexte de « priorités historiques », leur permettait d'escamoter le droit aux libertés dites « formelles ». La non-violence, l'écologie, l'aspiration à la différence (luttes « douces ») hériteront de l'expérience militante des organisations « dures » de l'après-Mai. C'est là que le meilleur de la tradition contestataire se perpétue. Mais, sur les ruines du gauchisme, avec ses décombres, certains intellectuels repentants se bâtissent impudemment de nouvelles popularités (1).

Le cinéma, il fallait s'y attendre, participe aujourd'hui à ce délestage en proposant les premiers films d'adjuration gauchiste, dont le nombre, sans doute, va désormais s'accroître immodérément. Sur un ton de farce, l'Italien Nanni Moretti propose aux générations contestataires de venir voir leur conformisme d'ultra-gauche dans le miroir déformant de Je suis un autarcique **(1977) ; en France, *René Vienet (avec des procédés que Serge Toubiana analyse ci-dessous),* dans** Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires **(1977), s'en prend aux fascinations maoïstes ; d'autres films (comme** Les Indiens sont encore loin, **1977, de Patricia Moraz) évoquent la misère affective des militants ou constatent (c'est le cas des** Enfants gâtés, **1977, de Bertrand Tavernier) la récupération, par les partis de la gauche classique, des thèmes et des méthodes de lutte avancés naguère par les groupes d'extrême gauche.**

Il faut dire que le cinéma du gauchisme, son cinéma militant, **a rarement su évoquer en images-sons la richesse politique des débats qui s'effectuaient en son sein (cf. ci-dessous l'article de Serge Daney). Daniel Cohn-Bendit reconnaissait récemment à ce propos que,** « ce qui est important, c'est que le mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui est incapable d'intégrer le cinéma dans sa pratique ». **Echec d'autant plus grave que, ajoutait-il,** « on ne peut pas penser une intervention globale dans la société sans se servir du cinéma » **(2).**

Quelques cinéastes ont tout de même su marquer, avec une nostalgie dépourvue d'amertume, les espoirs conviviaux du gauchisme et la conscience sereine de la fin d'un temps ; nous pensons à Robert Kramer et Milestones, **à Jean-Luc Godard et** Numéro Deux, **à Alain Tanner et** Jonas **ainsi qu'à Francis Reusser et** le Grand Soir **; leurs films sont des œuvres de clôture où la mémoire affective sait se lier à la réflexion politique pour lui donner la dimension fragile d'un certain humanisme. D'avance, ils font apparaître comme *périmé ce cinéma vindicatif qui menace, sous prétexte de regarder* vers 1968 avec colère, de restaurer avec superbe les idées obsolètes du vieux monde d'avant-Mai.**

IGNACIO RAMONET.

(1) A-t-on assez remarqué avec quel soin Philippe Sollers choisit la date du 13 mai 1977 (neuvième anniversaire de la plus grande manifestation de masse du mois de mai 1968) pour publier dans *le Monde* une apologie (qui est aussi, en quelque sorte, un autodafé) du livre de Bernard-Henri Lévy *la Barbarie à visage humain*, intitulée, tout simplement, « la Révolution impossible », lançant ainsi cette « opération abjuration » que les médias orchestrèrent au printemps dernier autour des prétendus « nouveaux philosophes » ? Le débat tirait toute sa saveur des réponses à une seule question, jamais formulée, et qui pouvait s'exprimer ainsi : « Vous qui avez connu l'extrême des gauches, dites-nous combien elle peut être terrible ? », question centrale dans toute cérémonie de reniement, habituelle dans le rituel de l'abjuration, indispensable pour le simulacre d'un acte de foi nouvelle.

(2) Daniel Cohn-Bendit : *le Grand Bazar*, et plus précisément le chapitre IV, consacré à une réflexion sur le cinéma sous le titre « Johnny Weissmuller », Belfond Editeur, Paris, 1975.

Des militants extrêmement gauches

DANS cette Italie de la crise *larvée*, des « Indiens métropolitains » et *du P.C.* presque au pouvoir, *Je suis un autarcique* a constitué, le printemps dernier, en milieu contestataire, un événement culturel *off* d'une envergure semblable à celle que connut récemment le livre truculent de Rocco et Antonia : *les Porcs avec des ailes*.

Pour la première fois, un long métrage de fiction, tourné en format super-8 par des cinéastes amateurs, avait accès à l'écran d'une salle d'art et d'essai romaine et était tellement célébré par la critique *cinématographique et par le public* intellectuel que, gonflé en 16 mm, il se voyait distribué dans tout le pays et partait représenter l'Italie dans d'importants festivals étrangers (La Rochelle, Taormina, Saint-Sébastien, *notamment*) (1).

Agé de vingt-trois ans, son auteur, Nanni Moretti, en était à sa quatrième réalisation (2), dont il assurait, par ailleurs, la production (le film a coûté la somme dérisoire de 2 millions d'anciens francs), tout en y interprétant un rôle principal (3).

Je suis un autarcique présente le quotidien piteux d'un soi-disant intellectuel contestataire, Michele, abandonné en début de récit par son épouse, militante féministe, et contraint de s'occuper de l'éducation de son petit garçon, bien plus « adulte » que lui. Refusant de travailler (pour ne pas enrichir les patrons avec la plus-value de son labeur), il est généreusement entretenu par ses parents fortunés. Mobilisé, enfin, par un de ses amis metteur en scène de théâtre *underground*, Michele va vivre toutes les étapes d'une création « dramatique » : discussions pseudo-théoriques se prolongeant au-delà du dégoût ; préparation physique sous forme de marches forcées en montagne ayant tout le caractère de l'entraînement militaire le plus obstiné (le metteur en scène justifie cette méthode de préparation par des aphorismes du genre : *« Sans muscles pectoraux, il n'existe pas de théâtre d'avant-garde »)* ; répétitions-marathons où les idées théâtrales à la mode s'appliquent coûte que coûte *(« Je veux un théâtre du geste, du corps ; Bataille, en somme. Le désir, la folie, la mort...*, exige le metteur en scène) ; discussions d'un ésotérisme byzantin avec la critique dramatique : représentation pitoyable ; déceptions en cascade...

Michele et ses amis, frères transalpins des *Frustrés*, de Claire Brétécher, possèdent tous les tics, toute la « doxa » des contestataires vieillis issus, par la petite porte, de 68 : il affichent, avec assurance, des idées toutes faites sur des sujets salonnards : politique et cinéma, sexualité et société, écologie et pouvoirs... Ils sont agressifs ; se plaignent de tout (mollement) ; citent interminablement l'école de Francfort ; lisent des revues pornos cachées dans des livres de sémiotique ; gardent à portée de main une guitare ou un disque de *free jazz*, ou une seringue, ou un « joint » ; ils sont velléitaires ; dorment trop ; ne regardent jamais à leur gauche, persuadés qu'ils surtout Moravia (ce qui n'a pas empêché ce dernier d'écrire, dans un hebdomadaire, un texte très élogieux à l'égard du film).

Je suis un autarcique fera, sans doute, grand plaisir aux partis de la « gauche sereine » (en Italie, le P.C.I. a favorisé



« JE SUIS UN AUTARCIQUE »
Une critique des formes les plus moisies de la marginalité.

sont d'incarner l'extrémité de l'extrémité ; se terrorisent les uns les autres par des surenchères marginalistes ; ne se voient pas vieillir ; font sans cesse reculer les frontières de l' « embourgeoisement » menaçant et ignorent leur propre conformisme.

Moretti a voulu décrire, au-delà de cette « Armata Brancaleone » du théâtre *underground*, le fonctionnement en vase clos d'un groupuscule politique d'ultra-gauche s'organisant, théoriquement et militairement (l'allusion au groupe de l'Armée rouge japonaise est flagrante dans la séquence de l'entraînement en *montagne), en vue d'une action* ponctuelle qui, en définitive, s'avèrera minable. On peut remarquer qu'un tel itinéraire fictionnel était déjà celui du *Pigeon* (1958, de Mario Monicelli) ; référence importante si l'on songe que Moretti s'est, en effet, proposé d'utiliser les ressources rhétoriques de la *comédie italienne* pour critiquer l'arrogance décrépite des enfants déchus de 68, de ces *cani sciolti* (chiens errants) de la faune post-estudiantine romaine ; leur manque d'humour est, particulièrement, le thème comique central du film de Moretti, qui ironise sur la schizo de la contestation en parodiant les pères historiques de l'*underground* italien : Vasilico, Perlini, Carmelo Bene, Bellochio, Ferreri, etc., et sa diffusion) ; mais cela ne devrait pas diminuer le plaisir de ceux qui, situés politiquement au-delà, reconnaîtront que Moretti, pour fustiger la congélation ramollie des ambitions soixante-huitardes, a réalisé un vrai film contestataire contre ce qui demeure le plus figé dans le domaine cinématographique : à savoir, le système de production. En ce sens, et quoique s'en prenant à une forme moisie de la marginalité, ce film, produit hors du système, constitue l'une des premières fictions filmées authentiquement marginales.

I. R.

(1) *Je suis un autarcique* sortira à Paris fin novembre, au studio Médicis.

(2) Ses trois premiers films : *Pâté de bourgeois* (1973), *la Sconfitta* (1974) et *Come Parli Frate* (1975), ont été présentés à Paris au cours du Festival mondial du super-8. Nanni Moretti vient de commencer le tournage de son cinquième long métrage, qui présentera un groupe d'amis « *naviguant dans les milieux d'extrême gauche et qui décident de former un groupe de conscience pour auto-analyser leurs propres névroses* » ; il voudrait l'intituler : *Militantisme, militantisme...*

(3) Nanni Moretti est un comédien très personnel ; il joue dans un registre aigre-doux, *légèrement comique, entre Rufus et* Bernard Menez. Actuellement, on peut le voir à Paris dans le film des frères Taviani *Pàdre, Padrone*, où il incarne le personnage de Cesare, ce soldat diplômé qui initie le jeune berger sarde aux plaisirs logiques de la linguistique.

Le discours du maître

LE film de René Vienet, *Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires*, pourrait être un film documentaire puisqu'il se présente sous la forme de documents (tirés d'archives chinoises ou d'archives sur la Chine) auxquels ont été greffés quelques plans de films de karaté ; et des plans tournés à la va-vite, ironiques ou dérisoires, comportant des dessins ridiculisant tel ou tel personnage de la vie politique chinoise.

Le film opère, indubitablement (c'est son but et son seul mérite), un dynamitage violent, corrosif, de toute position d'allégeance à l'égard de la Chine. A ce titre, le film de Vienet arrive à point pour clôturer toute une époque, pour mettre fin à une histoire — le maoïsme chinois s'est échoué sur la plage maintenant déserte du maoïsme français, — pour dégager l'espace d'un autre discours possible.

Celui que tient René Vienet sur la Chine, avec pour grande référence théorique le *situationnisme*, est un des discours possibles, il n'est pas *le seul. Disons que ce film* vient au moment où, sur la Chine, il peut s'écrire une autre histoire, une histoire qui n'aurait pas une passion pour objet — la Chine de Mao, — ce qu'avait l'histoire maoïste française.

Plus précisément, cela veut dire que les énoncés référentiels se trouvent aujourd'hui *discrédités*, et ce, d'une manière aussi forte, aussi vraie, aussi irrémédiable, qu'on a pu croire un jour qu'ils avaient valeur d'universalité. Les temps ont changé ; un discours dominant (tel que le maoïsme français a pu l'être, à une certaine époque, pour une grande partie de l'extrême gauche) peut très bien tomber dans le discrédit ; ses slogans, son dogme, sa langue de bois portent, aujourd'hui, collé au plus près des énoncés, un signe négatif qui rend caduque toute croyance, toute adhésion. Plus encore, ces discours (chinois, ou prochinois) n'interpellent plus de réponse critique : ils portent, en bandoulière, leur énonciation fatale, malheureuse, de la même façon qu'ils transportaient, il y a dix ans, l'adhésion, la croyance ou l'enthousiasme. Aujourd'hui, plus ils parlent, plus ils se discréditent.

Telle est l'énonciation sur laquelle s'appuie le film de Vienet. Et c'est plutôt cette énonciation (ce ton) du film qu'il me fait envie de critiquer, que ses énoncés (son point de vue), lesquels ne regardent, à la limite, *que l'auteur, les quelques transfuges* du maoïsme (que le film fait rire et auxquels il fait grand plaisir : ils rient de ce à quoi ils ont cru à la folie) et les derniers nostalgiques.

Du documentaire, *Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires* n'a que l'apparence puisqu'il ne laisse à aucun moment parler les images et les sons qui viennent de Chine. Voilà donc un documentaire qui rend *muette* la réalité chinoise, qui présente une réalité atone, qui ne laisse pas parler son référent.

Au niveau cinématographique, cela donne des images raturées, greffées, accompagnées d'une voix *off* omniprésente, critique, et qui fait très peu cas de ce qui est présent dans l'image. Toujours envisagé du seul point de vue cinématographique, cela donne une bande-images qui ne produit pas de sens (il aurait fallu pour cela, au moins, laisser aux images *le temps de parler)*, un ruban filmique qui ne conçoit les images qu'emblématiques, et une bande-son *off*, qui, elle, parle haut et fort, mais dont le sens ne rencontre jamais l'image. Deux mondes parallèles, deux bandes parallèles qui *ne se rencontrent jamais. Pour utiliser* une métaphore affective, c'est un film où la bande-son porte une haine sans retour à l'égard du défilé d'images. *Cinéma de propagande*, cinéma qui donne la leçon, et non cinéma-documentaire dont l'objet est de prendre en charge, du point de vue cinématographique, une certaine réalité.

Comment caractériser le cinéma de propagande ? On peut dire que *c'est un cinéma où se met en place* une machine de discours qui prétend produire, affirmer une vérité en la soumettant à un certain régime de violence. Le cinéma de propagande est toujours un cinéma de violence, un cinéma qui fait violence aux images : tout le contraire du cinéma documentaire qui, lui, capte des images violentes, des images qui marquent, et les accueille dans une écriture, une énonciation, une voix, qui font dialogue avec le spectateur. Dans le cinéma de propagande, le sens vient d'en haut, d'une voix qui n'a pas de comptes à rendre, et surtout pas aux images. A la voix, et à elle seule, est conféré le pouvoir de produire la vérité.

Que ce pouvoir provienne de la mise en œuvre d'un genre particulier, d'une forme particulière de discours filmique où la voix soumet les images au tir incessant du quolibet, de la critique et de la dérision, ne change rien au fond des choses : le cinéma-propagande relève *toujours* du discours du maître.

SERGE TOUBIANA.

Mai 68 : de l'oubli à l'amnésie

PARLANT des « nouveaux philosophes », Gilles Deleuze remarque avec raison : « C'est à qui cracherait le mieux sur 68. » Au cinéma, le passage de post-68 à pré-78 s'est moins accompagné de crachats que d'un double phénomène, l'un d'oubli (ce qui est normal), l'autre d'amnésie (ce qui est grave). Car si l'oubli est une chose positive, saine (comme dirait Nietzsche), il n'en est pas de même pour l'amnésie.

1° Il y a eu incapacité de la majorité des films français (je laisse de côté le cinéma militant) à faire autre chose que saupoudrer de vieilles histoires familialistes (genre la Gifle*) de petites notations, indices, mini-personnages, destinés à signifier au spectateur : nous, scénaristes, cinéastes, savons très bien que mai 68 — que nous sommes d'ailleurs tout à fait incapables de représenter — a eu lieu et nous serions désolés si vous, spectateurs, pensiez que nous ne le savions pas. A la notable exception de* Tout va bien, *le cinéma français a été incapable de scénographier mai 68, c'est-à-dire d'en faire la matière d'un film. Même* la baleine de Jonas *vient huit ans après, sérieusement ridée.*

2° Il y a, ensuite, que le cinéma français, en perdant le public populaire, a aussi perdu la vieille division des genres qui correspondait à ce public : fiction, documentaire. Pour un public devenu presque uniquement petit-bourgeois, il se consacre à la circulation très rapide d'idées générales, doxales, dans des fictions hâtives, naturalistes. Il renonce à la double possibilité du cuit (la fiction) et du cru (le documentaire) au profit de l'ignoble bouilli *hérité des dramatiques télé. Par cuit, j'entends la théâtralité, la remise en scène, le studio, la lumière et le maquillage (à la limite :* Gloria*) ; par cru, je veux dire la force incongrue du 16 millimètres et du son direct, la caméra tenue à la main comme un scapel ou un stylo, sans lumière ni maquillage (voir Kramer aux Etats-Unis).*

3° Mai 68 ne donne donc pas lieu à de la scénographie mais, par ricochet, il a ravivé l'intérêt pour le passé. L'impossibilité de commémorer, sans ridicule, 68 a déplacé la curiosité sur les grandes dates de l'histoire officielle de la gauche française depuis 1789. Sous la pression d'abord de l'extrême gauche, en réaction à la provocation de la « mode rétro », se sont mis à surgir d'innombrables « cinéma-et-histoire ». D'où découverte attristée du caractère a-généalogique de la culture française, ignorance crasse de la réalité historique des luttes ouvrières, etc.

4° L'extrême gauche ne faisait que pointer une direction où seule l'union de la gauche avait les moyens d'aller : fabriquer à toute vitesse un cinéma de qualité française correspondant à des idées reçues et à un imaginaire de gauche. C'est à ce moment que l'on passe de l'oubli à l'amnésie, au refoulement. Car ce qui est oublié n'est pas nécessairement refoulé, alors que l'amnésie se traduit par un recouvrement (au moyen de mythes et de simulacres) de ce qui doit être absolument tu. A grandes enjambées, on colmate les brèches : la Résistance *(*l'Affiche rouge*),* la guerre d'Algérie *(*la Question*). Il serait tout à fait logique qu'un cinéaste du P.C.F. entreprenne de raconter la nuit des barricades du point de vue de Séguy. Et là, il est clair que rétablir la vérité (celle des rapports conflictuels entre le P.C.F. et Manouchian, entre le P.C.F. et Alleg) est nécessaire mais tout à fait insuffisant. Si ces films sont mauvais, mensongers et apolitiques (ils ne branchent le spectateur sur aucun conflit, aucun clivage), c'est qu'ils participent de la nature même, de la logique du P.C.F., qui est plus profondément la logique de toute institution : gérer l'amnésie de ses membres.*

5° Revenons à l'oubli. On se rappelle du conte de Borgès, Funes ou la mémoire *: celui qui se souvient de tout meurt avant son heure, comme asphyxié. Nous avons faim aujourd'hui, non de reconstitutions historiques (dont l'expérience prouve que les seules qui valent la peine d'être filmées —* la Prise du pouvoir par Louis XIV *ou* Barry Lyndon *— sont les moins téléologiques, les plus opaques, les moins manipulables), ni de grands sujets d' « actualité » (prédigérés dans les médias et naturalisés en films), mais de quelque chose de plus simple : de films datés, de films* contemporains. *Qu'est-ce qu'un film contemporain ? Pour aller vite : un film qui oublie pour un temps tout ce qui a été filmé avant lui, qui part du fait que le spectateur ne sait rien, qu'il faut tenir pour nulle la complicité avec lui, que le cinéaste n'a pas à être cru sur parole mais qu'il doit produire (filmiquement) ce qu'il avance, ce avec quoi il joue. Si Bresson n'avait pas fait* le Diable probablement *ainsi, son film n'aurait pas touché. Ce qui était vrai des films de Vertov en 1925 reste vrai de Godard dernière manière : ils ne gèrent pas l'amnésie, ils se détachent sur un fond gai d'oubli.*

SERGE DANEY.

LE FONDS MONÉTAIRE ET LES BANQUES PRIVÉES

« Gendarme »

(Suite de la première page.)

On remarque que dix pays industrialisés ont, en effet, utilisé plus de la moitié des nouvelles liquidités internationales créées par le F.M.I. depuis 1974 au titre du « mécanisme pétrolier ». A elles seules, l'Italie et la Grande-Bretagne ont prélevé 35 % de ce total (2).

Cependant, la persistance d'une crise de balance des paiements dans ces pays hypothéquait la reprise de l'ensemble de l'économie occidentale. On vit alors l'Allemagne de l'Ouest, dont les efforts unilatéraux n'avaient pas réussi à amener le gouvernement italien à une plus grande austérité économique, s'associer aux Etats-Unis pour demander au F.M.I. de rendre plus sévère l'accès aux nouvelles tranches de crédit ouvertes aux pays membres. Par la suite, les gouvernements de Londres, de Rome et de Lisbonne se sont successivement engagés dans de longues et laborieuses discussions avec les experts du Fonds, ces derniers devenant au bout du compte les véritables arbitres de la stabilité économique, sociale et politique de ces pays.

Or le F.M.I. et la Banque mondiale ont été, dès le départ, beaucoup moins « internationaux » qu'on ne l'avait prévu. Et ceci pour des raisons à la fois politiques et fonctionnelles. D'une part, l'Union soviétique ne participa pas à la convention de Savannah (mai 1946), qui donna naissance aux deux institutions ; la Pologne s'en retira en 1950 et la Tchécoslovaquie en 1955 ; jusqu'à la fin des années 60, la Yougoslavie restera le seul pays socialiste membre du Fonds et de la Banque mondiale (3). D'autre part, de par leurs règles de fonctionnement, ces deux institutions sont très fortement dans la dépendance des Etats-Unis : bien que faisant partie du système des Nations unies, elles disposent de statuts propres et ne sont pas assujetties au principe démocratique, « une nation, un vote » qui régit l'Assemblée générale de l'ONU : le Fonds et la Banque sont contrôlés par les pays membres en fonction de leurs quotes-parts respectives. Les Etats-Unis, outre l'influence que leur valait le rôle privilégié accordé au dollar dans le régime de l'étalon de change-or (Gold Exchange Standard) mis en vigueur en 1946, détenaient à cette époque 35 % des quotes-parts des deux institutions. Des réajustements successifs ont réduit leur quote-part et leur pouvoir de vote aux alentours de 21 % (4). Mais les décisions importantes devant être prises à la majorité de 80 %, les Etats-Unis disposent d'une minorité de blocage qui leur confère une très forte influence. Depuis quelques années, la C.E.E. partage ce privilège, mais les circonstances qui entourèrent, en 1973, la démission de M. Pierre-Paul Schweitzer, directeur du F.M.I., démontrent bien qu'aujourd'hui encore rien ne peut être entrepris au sein de cette institution contre les intérêts de la politique américaine.

Conditions draconiennes et générosité intéressée

DIVERS facteurs limitaient les possibilités d'action du F.M.I. et de la Banque mondiale au lendemain de la guerre. Les Etats-Unis, en vertu de leur suprématie dans ces deux institutions, auraient pu passer par leur canal pour atteindre leurs objectifs. Ils préférèrent recourir au plan Marshall et aux divers programmes d'aide bilatérale pour procéder à la redistribution de l'excédent de leurs réserves monétaires, condition essentielle à la reprise du commerce international.

D'autre part, il apparut assez vite que les experts du F.M.I. et de la Banque mondiale avaient sous-estimé certains éléments de l'économie d'après-guerre. Tout d'abord, les coûts de la reconstruction du potentiel industriel de l'Europe se sont révélés beaucoup plus élevés qu'on ne l'avait prévu. Aussi, le délai nécessaire au rétablissement du commerce international fut-il très long : en 1952, seuls cinq pays étaient en condition de se conformer, pour le commerce et les paiements internationaux, aux procédures que les statuts du Fonds considéraient comme convenables. Le système monétaire n'a véritablement commencé à fonctionner qu'à partir de 1958, lorsque les monnaies européennes sont devenues convertibles entre elles et avec le dollar.

Dans cette première phase, l'action du F.M.I. et de la Banque mondiale ne fut pas sans graves conséquences pour les pays du tiers-monde. La fin de la guerre de Corée provoqua une forte chute des prix des matières premières, qui s'étaient maintenus à des niveaux élevés depuis l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Au début des années 50, lorsque les pays d'Amérique latine et les pays indépendants du tiers-monde, pour faire face à la baisse de leurs ressources d'exportation, solliciteront leur tranche de crédit auprès du F.M.I. ou s'inscriront pour obtenir des prêts de la Banque mondiale, ils se heurteront à des conditions draconiennes. Ces deux institutions imposeront un peu partout la levée des tarifs protectionnistes et l'abolition des taux de change multiples que les pays en voie de développement avaient instaurés pour soutenir leur industrie naissante, créée pendant la guerre par le processus de substitution des importations. Tel fut notamment l'enjeu des conflits qui opposèrent le Fonds et la Banque aux gouvernements des Philippines, du Mexique et du Brésil, pendant les années 50. En Europe, le public ne se sentait guère concerné par ces manœuvres, alors qu'il en bénéficiait provisoirement.

Par ailleurs, le F.M.I. et la Banque mondiale posent deux conditions à l'ouverture de crédits : une indemnisation « adéquate » des biens étrangers nationalisés, le paiement des dettes internationales antérieurement contractées. Cette dernière exigence relancera, entre certains pays d'Amérique latine et leurs créanciers occidentaux, des contentieux vieux de plusieurs décennies ou devenus caducs. Le cas le plus frappant fut sans doute celui du Guatemala, où la Banque mondiale ressuscita la question du paiement de titres émis en 1829 : ce pays obtint les crédits de la Banque uniquement après que les tribunaux guatémaltèques eurent donné raison aux détenteurs de ces obligations plus que centenaires.

Pourtant, deux spécialistes, auteurs d'une histoire de la Banque mondiale, commentent ainsi la dette extérieure des pays d'Amérique latine au lendemain de la guerre : *« Une partie de ces dettes étaient périmées, car elles avaient été contractées dans des conditions peu réalistes et les créances se trouvaient en la possession de spéculateurs et non d'investisseurs. Malgré les affirmations sincères de la Banque sur son impartialité, il ne lui était pas possible d'éviter de paraître jouer le rôle de receveur de dettes pour certains citoyens prospères des pays riches »* (5).

Pour certains pays du tiers-monde, la situation change vers la fin des années 50. En effet, le volume des capitaux disponibles sur les marchés financiers occidentaux et la concurrence à laquelle se livrent les banques commerciales poussent celles-ci à assouplir leurs conditions de crédit en faveur des pays dont les richesses économiques et le niveau de développement peuvent garantir un crédit international. Par ce biais, quelques pays peuvent tourner l'orthodoxie économique imposée par le F.M.I. et par la Banque mondiale. Tel fut notamment le cas du Brésil et des Philippines. A l'époque, cette situation avait déjà surpris et inquiété certains secteurs financiers. En 1958, à la veille d'une ultime et d'ailleurs vaine négociation entre le F.M.I. et le Brésil, le *Manchester Guardian*, sans doute inspiré par le souvenir séculaire des conflits qui opposèrent les banques anglaises aux pays d'Amérique latine, écrivait :

« On a un faible espoir que le Fonds et la Banque pourront imposer aux Latino-Américains un peu de prudence financière, et ceci bien plus efficacement que n'ont su le faire les organes du gouvernement américain... Une opération-pilote dans cette ligne est la récente proposition du F.M.I. au Brésil. Si elle réussit, le Fonds pourra être mieux utilisé (...) pour créer des conditions de prêts « sûres ». L'Eximbank et le Development Loan Fund viendront alors avec des sommes importantes, mais dans des conditions rendues sûres par le pilote » (6).

Point important : sur les marchés financiers internationaux, dès cette époque, une distinction très nette s'est établie entre pays en voie de développement. D'un côté, les pays « *commerciaux* », c'est-à-dire ceux dont les richesses naturelles, la population et le niveau de développement offraient quelques garanties aux banques commerciales. De l'autre côté, les pays « *aidés* », plus pauvres, n'obtenant des crédits des banques privées que dans la mesure où ces prêts étaient couverts par l'assistance reçue des organisations internationales (7). Les banques commerciales qui, « doublant » ainsi le F.M.I. et la Banque mondiale, fournissaient des prêts aux pays en voie de développement agissaient selon la logique du marché. Elles faisaient payer aux emprunteurs le risque d'insolvabilité en augmentant de quelques points les taux d'intérêt. Toutefois, à cette époque, les banques privées étaient incapables de répondre à l'ensemble de la demande, de telle sorte que l'intervention du Fonds et de la Banque mondiale était essentielle pour faire en sorte que les pays « aidés » restent intégrés dans les réseaux du commerce occidental.

Ainsi, le *Financial Times* écrivait-il en 1958 : *« La cause la plus immédiate de la contradiction des paiements internationaux — et donc de la nécessité d'augmenter les liquidités par le moyen du F.M.I. et d'autres sources — est la tendance des pays producteurs de matières premières à restreindre leurs achats de biens de consommation et de biens d'équipement du fait que leurs recettes provenant d'exportations ont été lourdement réduites par la chute des prix mondiaux des produits primaires »* (8).

Cette « générosité » bien comprise fut à la base de l'organisation de divers programmes d'aide publique au tiers-monde : des fonds publics devaient prendre le relais des fonds privés, qui ne suffisaient plus à faire en sorte que les pays « *aidés* » restent intégrés dans le commerce international. A cet égard, l'action de Douglas Dillon, qui était secrétaire aux affaires économiques sous la présidence d'Eisenhower, fut décisive et aboutit à l'élargissement des activités de la Banque mondiale et à la création de l'IDA (Association internationale de développement) en 1960 (9).

Les risques de défaut de paiement

NOUS nous trouvons aujourd'hui dans une situation analogue : des crédits publics doivent à nouveau prendre le relais des crédits privés. Cependant, les transformations de l'économie internationale, et notamment l'expansion des activités des banques commerciales en direction des pays en voie de développement, donnent une tout autre ampleur à cette problématique. A partir de 1970, la croissance continue du commerce international ouvre une phase d'investissements accrus dans les pays du tiers-monde. Des projets considérables ont été entrepris, en partie financés par des emprunts contractés auprès des banques commerciales. Ce fut la période du « *bon* boom », comme l'appellent maintenant les banquiers. Cependant, depuis 1974, la récession dans les pays industrialisés se combine avec l'afflux des pétrodollars pour placer les banques commerciales en état de « surliquidité », les poussant à chercher des emprunteurs un peu partout dans le monde, même s'ils n'offrent pas toutes les garanties souhaitables : c'est le début du « *mauvais* boom ».

Ces mouvements convergents ont eu deux effets. D'un côté, ils ont provoqué une augmentation des moyens de financement internationaux, qui, en 1976, ont encore progressé de 95 milliards de dollars, soit 20 % de plus qu'en 1975. De l'autre côté s'est naturellement produit un endettement croissant des pays en voie de développement non producteurs de pétrole : à la fin de 1976, leur dette extérieure se montait à 180 milliards de dollars, dont 75 milliards de dollars sont dus aux banques commerciales, américaines pour la plupart. Ces deux chiffres sont en progression d'environ 20 % sur les statistiques comparables de l'année 1975 (10). Selon de récentes prévisions de la CNUCED, la dette extérieure de ces mêmes pays augmentera dans une proportion encore plus forte, pour atteindre 253 milliards de dollars à la fin de 1977 (11).

Cet énorme mouvement de recyclage de capitaux pose un problème délicat aux grandes banques commerciales. Les six premières sur le marché de l'eurodollar sont américaines (Citicorp, Bank of America, Manufacturers Hanover, Morgan Guaranty, Chase Manhattan, Bankers Trust International) ; en septième position se trouve une banque allemande (Dresdner) et, en huitième position, une institution française (Crédit lyonnais) (12).

Pour quelles raisons les banques commerciales, court-circuitant le F.M.I., la Banque mondiale, mais aussi les institutions traditionnelles d'investissement, se sont-elles lancées aussi loin dans la politique de prêts aux pays en voie de développement ? Un élément de réponse à cette question peut être trouvé dans l'observation, d'une part, de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché de l'eurodollar et, d'autre part, du volume des prêts accordés par les banques commerciales aux pays en voie de développement. Il existe, en effet, une corrélation entre ces deux variables : à la mesure que, comme conséquence de la récession dans les pays industriels, les taux d'intérêt fléchissent, les prêts aux pays en voie de développement augmentent et deviennent plus avantageux pour les banques.

Depuis l'an dernier, les conditions de prêt des banques commerciales se sont encore assouplies. Comme l'explique le rapport de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), « *les conditions sur le marché financier international étaient (...) caractéristiques d'un marché où les acheteurs sont dominants* (Buyer's Market). *Il n'y avait pas insuffisance d'emprunteurs potentiels. Cependant, étant donné que la majeure part de la demande venait de pays ayant de faibles balances de paiement et de hauts niveaux d'endettement extérieur, il y avait insuffisance d'emprunteurs de première classe* » (13). Et cette tendance s'est encore accentuée dans les derniers mois.

Cette fragilité des bases de l'expansion bancaire n'avait pas manqué de susciter des inquiétudes. Toutefois, un changement significatif s'est produit au milieu de l'année dernière. Au lieu de mettre les grandes banques commerciales en garde contre les dangers de prêter à tel ou tel pays en particulier, comme elles le faisaient depuis 1974, les autorités fédérales américaines ont attiré leur attention sur le péril que leur politique de prêts aux pays en voie de développement faisait courir au système financier occidental dans son ensemble.

La vulnérabilité des banques résultait de plusieurs facteurs. A propos des risques courus par la politique de prêts aux pays en voie de développement, le rapport de la B.R.I. remarque que « *l'expertise nécessaire pour évaluer* (ces risques) *est très différente de celle utilisée pour fixer le degré de solvabilité d'une entreprise (...). Ce type d'évaluation a entraîné* (les banques commerciales) *sur un terrain qui était nouveau pour beaucoup d'entre elles. Quelques grandes banques ont répondu à ce défi avec rapidité et efficacité, mais il est douteux que les autres — les banques moyennes et même certaines grandes — soient capables d'en faire autant* » (14).

A cela s'ajoute la complexité conceptuelle qui entoure la notion même de risque (15). De surcroît, beaucoup de pays en voie de développement ont des connaissances statistiques très limitées, et les données officielles elles-mêmes ne sont pas fiables. Certes, les rapports annuels de la Banque mondiale offrent un tableau assez complet des variables économiques des pays en voie de développement, mais ils ne sont disponibles qu'avec des mois, voire des années, de retard. Examinant les rapports que l'administration fédérale américaine avait publiés sur ces questions, une journaliste écrivait en substance : pour le système financier, la question n'est plus de savoir si les dettes des pays en voie de développement seront honorées, le problème est maintenant de savoir quand, comment et où les défauts de paiements se produiront (16).

De tels défauts de paiement des pays débiteurs pouvaient se vérifier selon deux hypothèses, toutes deux lourdes de conséquences pour le système financier occidental :

a) Première hypothèse : les pays débiteurs se concertent en vue d'utiliser la menace de la banqueroute pour obtenir un abandon total ou partiel de leur dette extérieure. Les initiatives du « groupe des 77 » aux conférences de Manille (février 1976) et de Nairobi (mai 1976) ont donné quelque crédibilité à cette éventualité. Bien que le projet discuté entre pays du tiers-monde ait eu des objectifs plus limités, il ne pouvait qu'alarmer les banquiers. Certes, un effacement pur et simple de la dette extérieure des pays les plus pauvres a bien été demandé à Manille, mais il était aussi prévu d'organiser un fonds commun de réserves financières pour permettre aux pays en voie de développement non producteurs de pétrole d'étaler le service de leur dette extérieure jusqu'en 1980, période pendant laquelle ces charges seront le plus lourdes. Ce projet était cependant mort-né, de sérieuses dissensions ayant surgi au sein du « groupe des 77 », où les pays dits « *commerciaux* » s'opposèrent fermement à une telle initiative. Fortement intégrés dans les échanges avec les pays industrialisés, les pays « *commerciaux* » étaient naturellement, dans le tiers-monde, les moins disposés à mener jusqu'au bout la menace de rupture avec leurs créanciers occidentaux, d'autant qu'ils se savaient en condition de renouveler leurs emprunts auprès des banques commerciales. D'ailleurs, le vice-président de l'Eximbank n'écrivait-il pas : « *L'étalement* (des dettes) *est acceptable pour les banques, car, dans un sens général, les banques ne veulent pas du tout être remboursées* (du principal) ; *les banquiers ne diront jamais cela de cette façon, mais le fait est qu'ils*

(2) F.M.I., Rapport annuel 1976.

(3) L'admission au F.M.I. est un préalable nécessaire à l'adhésion à la Banque mondiale. La Roumanie a été admise dans ces deux institutions en 1973 et le Vietnam socialiste en 1976.

(4) Selon les accords de la Jamaïque, la quote-part des Etats-Unis reste de 21,5 % ; celle des Etats pétroliers passe de 5 % à 10 %.

(5) Edward S. Mason et Robert E. Asher, *The World Bank Since Bretton-Woods*, Washington, The Brookings Institution, 1973.

(6) Cité par Cheryl Payer dans « The Debt Trap : The IMF and the Third World », *Monthly Review Press*, Londres, 1974.

(7) Pour une caractérisation plus précise de cette distinction, cf. David O. Beim, « Rescuing the Less Developed Countries », *Foreign Affairs*, juillet 1977.

(8) Cité par Ch. Payer, op. cit.

(9) Avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et la Société financière internationale (S.F.I.), l'Association internationale de développement (IDA) forme le groupe de la Banque mondiale. L'aide de l'IDA va essentiellement aux pays dont le P.N.B. par habitant est inférieur à 375 dollars.

(10) Source « World Financial Markets », Morgan Guaranty Trust, janvier 1977.

(11) Cf. *le Monde*, 23 août 1977.

(12) *International Herald Tribune*, 8 novembre 1976, « Euromarket Special Report - An Economic Study ».

(13) Banque des règlements internationaux, quarante-septième rapport annuel, Bâle, juin 1977.

(14) B.R.I., ibid.

(15) Cf. P. Dhonte « Describing External Debt Situations : A Roll-Over Approach », I.M.F. Staff Papers, mars 1975.

(16) Emma Rothschild « Banks : The Coming Crisis », *The New York Review of Books*, New-York, 27 mai 1976.

M. Pierre Mendès France : le principal déséquilibre

L'ISSUE de la seconde guerre mondiale était encore incertaine lorsque s'ouvrit, en juillet 1944, la conférence de Bretton-Woods. L'initiative était, en grande partie, le résultat d'un consensus autour des idées que J. M. Keynes, représentant du Royaume-Uni à la conférence, exprimait inlassablement depuis la fin de la première guerre : pour éviter que la concurrence économique entre nations industrielles ne dégénère inévitablement en conflit armé, il était indispensable de créer une entité internationale destinée à faire appliquer des règles fixées d'un commun accord entre les Etats. Les ruines encore fumantes des grandes villes européennes rappelaient aux délégués la tragique importance du projet en discussion.

« Oui, nous voulions construire la paix », nous a déclaré M. Pierre Mendès France, l'un des pères fondateurs des institutions créées à Bretton-Woods et témoin privilégié de l'évolution des relations économiques internationales après la guerre. Comparant la situation actuelle aux objectifs de 1944, il affirme : *« Honnêtement, on n'a pas le droit de dire que l'échec du système créé en 1944 est complet. Ce qui est malheureux, c'est que l'on n'ait pas compris que ce que nous construisions alors n'était qu'une solution provisoire. »*

Opposant l'étendue des initiatives prises à la fin de la guerre et les hésitations qui entourent aujourd'hui la mise en place d'un nouvel ordre international, M. Pierre Mendès France remarque : *« Il est paradoxal que Bretton-Woods ait pu être organisé pendant la guerre et que rien, ou presque, n'ait été préparé pendant la paix. Nous avons ainsi abordé les années 60 et 70 dans la plus complète impréparation, et nous voilà ramenés à une situation de total désordre économique. »*

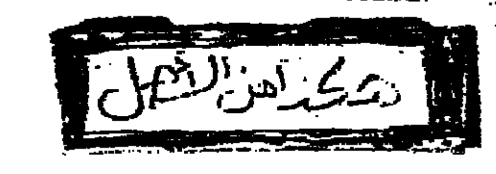
Parmi les faits nouveaux surgis après la guerre, l'ancien gouverneur du F.M.I. relève les changements introduits dans les relations internationales par l'émergence du tiers-monde. Il rappelle alors que, *« malgré la présence à Bretton-Woods de délégations d'Amérique latine et d'Asie, notamment de la délégation de l'Inde, qui était très active, en 1944, nous ne connaissions pas grand-chose des problèmes spécifiques au sous-développement, car les rapports entre pays producteurs de matières premières et pays industrialisés se développaient encore en grande partie à l'intérieur du cadre colonial »*.

En accord avec les thèses de l'économiste britannique Nicolas Kaldor, M. Mendès France pense qu'une des causes structurelles du déséquilibre économique mondial réside dans la détérioration permanente des termes d'échange entre produits manufacturés et matières premières. Malgré le renversement de tendance observé depuis 1973, il estime qu'à long terme le commerce international retrouvera cette caractéristique. A cet égard, il suit avec intérêt les progrès récents d'une idée dont il s'était fait, depuis de nombreuses années, un ardent avocat : la création d'un fonds de stabilisation des prix des matières premières.

M. Pierre Mendès France insiste aussi sur les avantages de la procédure dite Stabex, ensemble de clauses de financement compensatoire des fluctuations de recettes d'exportations établies pour vingt-neuf produits primaires dans le cadre de la convention de Lomé, signée entre la C.E.E. et quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. *« C'est une mesure qui va dans le bon sens et qui constituera une expérience positive. »*

En dépit de l'échec provisoire des conversations engagées à Genève entre les pays industrialisés et le « groupe des 77 » en vue de créer un fonds international pour la stabilisation des cours des matières premières, M. Mendès France estime que des progrès substantiels ont été récemment réalisés dans ce domaine. *« Au départ*, dit-il, *lorsque ces idées étaient discutées dans les enceintes internationales, il se trouvait toujours une majorité, même parmi les délégués du tiers-monde, pour les rejeter sans appel. Aujourd'hui, les pays industrialisés, et même les Etats-Unis, reconnaissent l'opportunité d'une telle initiative. Mais il faudra aller plus loin encore : lorsqu'ils seront constitués, ces stocks de produits primaires — emmagasinables, fongibles et de large consommation dans le commerce mondial — doivent servir de base à la création d'un étalon monétaire international. »*

(Propos recueillis par Julia Juruna.)



du grand capital

veulent laisser leur argent en train de travailler » (17). Les deux réunions de Manille et de Nairobi montrèrent que les pays en voie de développement ne réunissaient pas les conditions minimales qui leur auraient permis d'engager une éventuelle action commune auprès de leurs créanciers. L'organisation d'un « cartel de débiteurs », qui hantait certains banquiers, paraissait totalement exclue.

— *b*) Seconde hypothèse, un pays gros débiteur se déclare en état de cessation de paiement. « *Tandis que les entreprises privées sont liquidées à l'issue d'une banqueroute,* note le rapport de la B.R.I., *un pays ne cessera pas d'exister pour cause d'insolvabilité extérieure... ; le danger qui existe est celui d'un étalement ou d'un moratoire* (des dettes) *plutôt que d'une banqueroute* » (18).

Les cas du Zaïre, du Pérou, de l'Egypte

A CE titre, la crise du Zaïre est exemplaire. Alors qu'il était au bord de la banqueroute, ce pays fut aidé à franchir le cap d'une demande *de moratoire* pour obtenir ensuite un étalement de sa dette (19). Les experts considèrent le Zaïre comme un cas intermédiaire entre la catégorie des pays « *aidés* » et celle des pays « *commerciaux* ». Bien que ses richesses naturelles lui aient permis d'obtenir des banques commerciales des prêts considérables, la mauvaise gestion des projets engagés et la corruption de l'administration *ont conduit le Zaïre* au bord de la faillite. Dès 1975, commencent à se vérifier des défauts de paiement. A la demande des créanciers réunis dans le Club de Paris, le F.M.I. intervient au milieu de 1976 pour coordonner un plan de stabilisation qui devrait permettre d'éviter le moratoire de la dette et de préparer un étalement des paiements. Au mois de novembre est annoncé un accord entre le gouvernement Mobutu et les quatre-vingt-dix-huit banques américaines, européennes et japonaises qui avaient accordé des prêts à ce pays. Quelques mois plus tard débute l'affaire du Shaba. Tout le fragile équilibre financier échafaudé par les experts du F.M.I. se trouvait compromis par les achats massifs d'armements du gouvernement de Kinshasa. A nouveau apparaissait la perspective d'une banqueroute. Toutefois, avant la cessation complète des combats, le F.M.I. venait une nouvelle fois à la rescousse du régime Mobutu : afin d'assurer la survie d'un gouvernement dont l'importance politique était décisive pour l'Occident, le Fonds accordait au Zaïre un prêt de 85 millions de dollars. La preuve était ainsi faite que la banqueroute d'un pays n'était pas réductible au seul examen de sa comptabilité nationale, et que des considérations géopolitiques entraient aussi en ligne de compte.

Les implications internationales de l'endettement de certains pays ont démontré les limites des possibilités d'action des banques commerciales. A cet égard, les événements qui ont entouré la négociation de la dette extérieure du Pérou ont agi comme un révélateur. Dès le début de 1976, il était devenu évident que ce pays ne serait pas en mesure de payer les 818 millions de dollars qui, cette année-là, venaient à échéance au titre de sa dette extérieure. En gage de bonne volonté à l'égard de ses créanciers, le gouvernement de Lima mit en œuvre en juin un programme d'austérité qui provoqua une forte hausse des prix. La capitale en fut secouée par des émeutes qui firent plusieurs morts. Un remaniement gouvernemental marqua un durcissement politique. Au mois d'août, un groupe de banques privées américaines et japonaises accepta de prêter au Pérou 220 millions de dollars, mais en même temps ce consortium de banquiers exigeait le droit de surveiller étroitement la politique du gouvernement. Le *New York Times* faisait alors ce commentaire : « *Ce type de surveillance est traditionnellement exercé par le F.M.I. lorsque les pays reçoivent de lui des crédits importants. Le crédit accordé au Pérou (...) paraît être le premier dans lequel seuls les prêteurs privés surveilleront la politique monétaire et fiscale de l'emprunteur* » (20).

En vérité, ce nouvel exploit des banques commerciales ramenait les relations internationales aux pratiques du dix-neuvième siècle, à l'époque où les banques anglaises qui dictaient la politique des pays débiteurs en Amérique latine pouvaient aussi recourir aux canonnières de la Royal Navy pour donner plus de poids à leurs injonctions économiques et financières.

Toutefois, en prenant le contrôle direct de la politique économique d'un pays dont l'importance géopolitique ne saurait être sous-estimée, les banques privées ont commis un faux pas.

Ce faisant, elles court-circuitaient en effet le réseau d'institutions internationales créées précisément afin d'éviter des situations aussi périlleuses. Des diplomates n'ont pas manqué de juger l'opération aussi maladroite que dangereuse et, devant ces critiques, les banquiers amorcèrent un mouvement de repli. Le vice-président de Citicorp, l'une des principales banques du consortium de surveillance du Pérou, déclarait dès la fin de l'année : « *Je ne veux plus à l'avenir prendre part à des accords comportant ce type de discipline* » (21). Et de fait, en janvier 1977, le F.M.I. prenait lui-même l'affaire en main (22).

Autre exemple : quelques semaines auparavant, le plan d'austérité « suggéré » à l'Egypte par le F.M.I. provoque au Caire des émeutes populaires qui font des dizaines de morts. Le *New York Times* exposait ainsi le fond du problème : « *Les foules égyptiennes se sont soulevées lorsque la suppression des subsides à l'alimentation et au combustible a fait augmenter les prix du pain, du riz et des cigarettes. Cette situation, qui a affaibli le régime du président Sadate, fut imposée par les créanciers de l'Egypte — le F.M.I., la Banque mondiale et certains Etats arabes. Si une telle action avait été demandée par des banques américaines, la diplomatie des Etats-Unis dans le Proche-Orient aurait été sérieusement compromise* » (23).

Les perturbations que les banques commerciales peuvent ainsi provoquer dans les relations entre l'Occident et les pays du tiers-monde sont toutefois limitées par le tissu serré d'intérêts économiques, politiques et militaires qui lient la plupart de ces pays aux marchés occidentaux. Ainsi se trouvent bloquées les possibilités d'actions communes que ces pays pourraient envisager. Du même coup, le pays qui prendrait individuellement l'initiative de rompre les ponts avec l'Occident ne tarderait pas à s'apercevoir que son action lui coûterait extrêmement cher.

A l'Est, de 40 à 90 milliards de dollars

IL est cependant un domaine d'activité des banques commerciales où de tels freins n'existent pas et où les implications politiques du problème prennent toute leur ampleur : il s'agit des prêts que ces banques accordent aux pays de l'Est.

Un universitaire britannique, spécialiste des pays socialistes, écrit à ce propos : « *Une interprétation marxiste — et non pas une interprétation est-européenne — de la conduite de l'Occident pourrait suggérer que, indépendamment de la détente, les économies capitalistes développées avaient besoin d'un terrain d'expansion pour leurs excédents de production et pour leurs surplus financiers, et que l'Europe de l'Est constituait un marché aussi attrayant que celui des pays en voie de développement* » (24).

Déjà considérable, l'endettement des pays du Comecon à l'égard de l'Occident atteignait en 1976 la somme de 40 milliards de dollars (dont un peu plus de la moitié sont dus à des banques commerciales), et il va s'accroître pour atteindre 90 milliards de dollars en 1980 (25).

En grande partie destinés à financer les importations de biens d'équipement occidentaux, ces emprunts paraissaient aussi offrir un avantage politique : ils permettraient à des pays comme la Hongrie ou la Pologne de se rapprocher davantage de l'Europe occidentale. Les avis sont actuellement partagés, et certains experts soutiennent que l'on risque d'arriver au résultat inverse. « *L'Union soviétique*, estime l'un d'eux, *est déjà préoccupée par les relations soutenues que la Pologne entretient avec l'Occident (...). Une manière* (pour Moscou) *d'être sûr que les Polonais n'iront pas trop loin est de les laisser avoir des problèmes* (avec leurs créanciers). *L'U.R.S.S. n'aura alors aucune restriction à imposer aux relations que la Pologne entretient avec l'Occident, les banquiers occidentaux le feront à sa place* » (26).

C'est bien effectivement la Pologne qui pose le problème le plus délicat. En 1975, elle devait consacrer au service de sa dette extérieure 30 % de ses revenus d'exportations, soit sensiblement le même taux que le Brésil et le Mexique la même année. En outre, le gouvernement polonais a perdu un important élément de sa position de débiteur : sa capacité à imposer des restrictions à la consommation en vue de redistribuer ses ressources de manière à pouvoir assurer le service de sa dette extérieure. La révolte des ouvriers polonais a clairement indiqué au gouvernement de Varsovie qu'il ne pouvait pas impunément s'engager dans cette voie. Or lorsqu'ils étudient la possibilité d'accorder des prêts à un pays, les banquiers occidentaux prennent nécessairement en considération l'aptitude du gouvernement à appliquer une politique d'austérité.

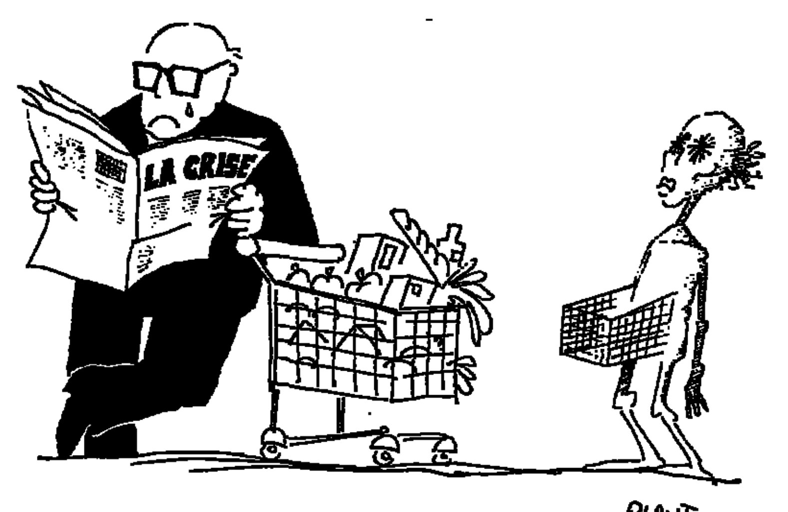
Mouvement d'alternance

LES *banques commerciales* sont aujourd'hui pratiquement assurées que les banques centrales et la B.R.I., venant à leur secours, leur céderaient des liquidités en cas de défaut de paiement. Certains problèmes majeurs demeurent pourtant.

Comme on l'a déjà noté dans ce journal, la situation économique actuelle est proche de celle qui prévalait *au tournant du siècle*, lorsque les exportations de capitaux prenaient le pas sur les exportations de marchandises, aboutissant à un partage politique du globe, à l'impérialisme (27). Dans cette perspective, il sera intéressant d'observer comment sera résolue la contradiction qui existe entre l'expansion des banques commerciales et l'état actuel des relations *internationales*. *Notons d'abord que* c'est l'endettement des pays de l'Est et des pays sous-développés non producteurs de pétrole qui permet, dans les pays occidentaux, le maintien d'une demande externe élevée, empêchant ainsi une aggravation de la récession mondiale. Des chercheurs de la Banque mondiale ont calculé que le P.N.B. de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. aurait *encore* baissé de 1 % en 1974 et 1975 si les pays sous-développés n'avaient pas eu accès aux crédits bancaires internationaux (28).

Il n'en demeure pas moins que, depuis quelque temps, est amorcé un élargissement des activités du F.M.I. *et de la Banque mondiale* qui aboutira nécessairement à une limitation du rôle actuellement joué par les banques commerciales. Cette évolution présente des similitudes avec la situation qui prévalait dans les années 50. Il s'agit en quelque sorte d'un mouvement d'alternance entre les banques commerciales privées et les institutions internationales de crédit : le F.M.I. *et* la Banque mondiale *créent* dans certains pays les conditions politiques et économiques qui leur permettront de contracter des emprunts auprès des banques privées ; lorsque le niveau d'endettement constitue un risque trop grand pour les banques commerciales, les institutions internationales interviennent à nouveau pour permettre à ces pays *d'amorcer* un nouveau cycle d'endettement. Les débats en cours montrent cependant que, dans la situation actuelle, une extension du rôle du F.M.I. et de la Banque mondiale ne résoudra peut-être pas toutes les difficultés.

Au début de 1977, un large consensus s'est dégagé en faveur d'une meilleure coordination entre, d'une part, les banques commerciales et, d'autre part, le F.M.I. et la Banque mondiale. Mais très vite apparut le fait qu'une certaine ambiguïté entourait le rôle qui serait dévolu aux différents partenaires dans ce jeu délicat.



A la suite de multiples contacts entre les banques commerciales et le F.M.I., M. Gabriel Huge, président de la Manufacturers Hanover Trust, porta le débat devant le public. En termes incisifs, il demanda au F.M.I. d'organiser un comité consultatif qui aurait mission d'étudier l'ensemble des opérations de cofinancement menées par l'institution internationale *et* les banques privées. M. Huge notait avec raison que seul le F.M.I. est en mesure d'obtenir des pays débiteurs les informations qui ne sont pas accessibles aux banques (29). Deux jours plus tard, M. William Dale, directeur adjoint du F.M.I., tout en admettant que la question était en cours de discussion, tenait à soulever quelques « *questions légitimes* ». D'une part, il rappelait que les relations entre le F.M.I. et les pays membres étaient pour une bonne part « *confidentielles* ». Communiquer à des banques privées des informations ainsi obtenues ne pourrait qu'ébranler la confiance entre F.M.I. et pays membres, restreignant ainsi les contacts et limitant du même coup la transparence de la situation économique et sociale des pays concernés. D'autre part, M. William Dale demandait : « *Quelles seront les implications de la responsabilité du Fonds pour* (les prêts consentis sur la base de telles informations par) *les banques commerciales ? Le Fonds serait-il responsable des mauvais prêts ?* » (30).

Ce dernier point est évidemment fondamental. Les problèmes qu'il soulève *limitent* déjà les opérations de cofinancement de projets dernièrement entrepris dans des pays en voie de développement par la Banque mondiale et des banques privées. En effet, l'extension de telles actions conjointes amenuiserait considérablement la sécurité des prêts accordés par les banques privées *sans* la garantie de la Banque mondiale. A court terme, il ne pourrait *en résulter qu'une aggravation* des problèmes déjà posés aux banques privées.

Si le F.M.I. s'est montré réservé à l'égard d'une trop étroite association avec les banques commerciales, c'est aussi en raison des négociations alors engagées pour aboutir à un élargissement des ressources propres au F.M.I. et à la Banque mondiale. La conférence réunie à Paris au mois d'août a permis de faire un premier pas dans cette direction, qui semble mieux correspondre aux objectifs à long terme des grandes puissances industrielles.

De fait, il semble désormais établi que les blocages profonds ne surgiront pas dans le domaine financier — de nombreux experts s'accordent à exclure une crise bancaire provoquée par un défaut de paiement des pays débiteurs — mais dans le domaine commercial. C'est à ce niveau que la contradiction est la plus flagrante entre le développement capitaliste et les intérêts nationaux non seulement des pays sous-développés mais aussi des puissances industrielles moyennes comme la France, l'Italie, le Royaume-Uni (31).

Cette situation nouvelle est liée aux changements intervenus dans la division internationale du travail avec l'arrivée sur les marchés occidentaux de marchandises en partie ou entièrement manufacturées dans les pays sous-développés. Ce courant de l'hémisphère sud vers l'hémisphère nord provoque un regain de protectionnisme. En général, les pays sous-développés peuvent restreindre leurs importations de biens superflus et recourir au troc pour se procurer l'indispensable sans accroître le poids de leur dette extérieure. Restreindre leurs importations prend un sens particulier lorsqu'il s'agit de nations possédant une industrie quelque peu avancée : leur but est alors d'accéder à un nouveau palier dans la substitution des importations, d'assurer elles-mêmes la production de leurs biens d'équipement. Les puissances industrielles moyennes, quant à elles, sont poussées, par des considérations de politique intérieure, à résister au redéploiement international des activités de certaines de leurs entreprises et à soutenir certains secteurs industriels particulièrement vulnérables aux importations des productions industrielles du tiers-monde. En Europe, les protestations contre cette concurrence dite « sauvage » ne font que commencer ; il est pour le moins cocasse de voir les industriels des pays capitalistes, inquiets des inégalités de rémunération de la main-d'œuvre, se faire les champions du progrès social dans les pays du tiers-monde d'où proviennent des produits à bas prix (32).

L'ensemble de ces problèmes rend indispensables les interventions du F.M.I. et de la Banque mondiale pour essayer d'éviter le chaos. En effet, les mécanismes du marché ne permettraient pas de résoudre ces conflits d'intérêt sans affrontements directs entre nations. Ainsi, d'une certaine manière, le F.M.I. et la Banque mondiale contribuent effectivement à maintenir la paix. Mais une certaine forme de paix...

JULIA JURUNA.

(17) David O. Beim, op. cit.
(18) B.R.I., op. cit.
(19) David O. Beim, op. cit.
(20) Cité par Cheryl Payer dans « Third World Debt Problems : The New Wave of Defaults », *Monthly Review*, septembre 1976.
(21) Cité par l'*International Herald Tribune*, 8 novembre 1976.
(22) Pour les développements récents de la crise péruvienne et le F.M.I., voir Renaud de Rochebrune. (Les « flics sans visage » du F.M.I.), *Economia*, juillet-août 1977.
(23) « Bailing Out U.S. Banks Abroad », éditorial du *New York Times* transcrit dans l'*International Herald Tribune* du 7 mars 1977.
(24) Richard Portes « East Europe's Debt to the West : Interdependence is a two-way Street », *Foreign Affairs*, juillet 1977.
(25) *International Herald Tribune*, 17 mars 1977.
(26) *International Herald Tribune*, 8 novembre 1976.
(27) Georges Corm, « L'endettement vertigineux du tiers-monde », *le Monde diplomatique*, juin 1977.
(28) Cf. Gérard Tardy, « Le nœud coulant », *le Monde*, 28 avril 1977.
(29) *International Herald Tribune*, 9 juin 1977.
(30) *International Herald Tribune*, 12 juin 1977.
(31) J. Bunel et J. Saglio, « La tentation du protectionnisme », *le Monde diplomatique*, août 1977.
(32) Cf. dans ce numéro, pages 2 à 4, l'article de P. Partant.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

CONGO
(7 avril 1977)

Président du comité militaire du parti, chef de l'Etat, président du conseil des ministres : *colonel Joachim Yhomby-Opango* ; premier vice-président chargé de la coordination des activités du parti, ministre de la défense : *M. Denis Sassou-Nguesso* ; deuxième vice-président, premier ministre, chef du gouvernement et ministre du plan : *M. Louis Sylvain Ngoma* ; ministre de l'intérieur : *M. François-Xavier Katali* ; travaux publics et transports : *M. Martin Mbia* ; construction, urbanisme et habitat, chargé de l'environnement : *M. Pascal Bima* ; finances : *M. Henri Lopes* ; affaires étrangères et coopération : *M. Théophile Obenga* ; commerce : *M. Jacob Okanza* ; travail, justice, garde des sceaux : *M. Alphonse Mouissou-Poaty* ; information, postes et télécommunications : *M. Célestin Goma-Foutou* ; industrie et tourisme : *M. Saturnin Okabe* ; économie rurale : *M. Marius Mouambenga* ; culture, arts et sports : *M. Jean-Baptiste Tati-Loutard* ; mines et énergie, chargé de la recherche scientifique : *M. Rodolphe Adada* ; santé et affaires sociales : *M. Abel Durand Mitsonisa* ; éducation nationale : *M. Antoine Ndinga* ; ministre délégué auprès du premier ministre, chargé du plan : *M. François Bita.*

IRLANDE
(Elections législatives du 16 juin 1977)

Nombre d'électeurs inscrits : 2 118 600 ; nombre de votants : 1 618 770, soit 76 % ; nombre de suffrages valablement exprimés : 1 603.027, soit 99,15 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Fianna Fail : 811 615 voix, 20 sièges ; Fine Gael : 488 767 voix, 18 sièges ; parti travailliste : 186 410 voix, 7 sièges ; indépendants : 116 235 voix, 4 sièges.

MADAGASCAR
(4 août 1977)

Président de l'Assemblée nationale populaire : *M. Lucien Andrianarahinjaka.*

Membres du Conseil suprême de la révolution : *MM. Désiré Rakotonanahary, Robert Koto, Marojama Jérôme Razanabahiny, Ramanantsalama, Solo Norbert Andriamorasata, Richard Andriamanjato, Manandafy Rakotonirina, Ferdinand Jaotombo, Gilbert Sambson, Max Marson, Jean Ferlin Fiakara, Justin Rakotoniaina, Raymond Maro, Randriantanany, Etienne Mora, Jaona Mampila, Arsène Ratsifehera, Charles Ravaojanahary, Désiré Rakotoarijaona.*

Membres du gouvernement : premier ministre : *lieutenant-colonel Désiré Rakotoarijaona* ; ministre de la défense : *M. Guy Sibon* ; fonction publique : *M. Célestin Radio* ; intérieur : *M. Portos Ampy* ; ministre auprès de la présidence chargé des finances et du plan : *M. Rakotovao Razakaboana* ; économie et commerce : *M. Justin Rarivoson* ; développement rural et réforme agraire : *M. Pierre Simon* ; affaires étrangères : *M. Rémi Richard Christian* ; travaux publics : *M. Bruno Rakotomavo* ; ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique : *M. Ignace Rakoto* ; ministre chargé de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire : *M. Théophile Andrianoelisoa* ; santé publique : *M. Jean-Jacques Séraphin* ; justice : *M. Thomas Indrianjafy* ; postes et télécommunications : *M. Rakotovao Andriantiana* ; jeunesse : *M. Saïd Ali Kouasay* ; population et condition sociale : *M. Rémi Tiandrazza* ; art et culture révolutionnaire : *Mlle Gisèle Rabesahala* ; ministre chargé de l'information et de l'idéologie : *M. Georges Ruffin* ; transport, ravitaillement et tourisme : *M. Jean Bemananjara.*

MAURITANIE
(4 août 1977)

Président de la République : *M. Moktar Ould Daddah.*

Ministres d'Etat : *MM. Abdallahi Ould Boye* (affaires islamiques et organismes du parti), *Sidi Ould Cheikh Abdellahi* (plan et mines), *Mohameden Ould Babah* (industrie du commerce et des transports), *Abdoulaye Baro* (développement rural), *Ahmed Ould Mohamed Salam* (équipement), *Ahmed Ould Sidi Baba* (éducation nationale), *Hamdi Ould Mouknass* (affaires étrangères).

Ministre de la défense nationale : *colonel M. Bareck Ould Bouna Moctar* ; intérieur : *M. Moujtaba Ould Mohamed Fall* ; justice : *M. Cheikh Saad Bouh Kane* ; finances : *M. Ba Ibrahima* ; pêches et marine marchande : *M. Abdallahi Ould Ismaël* ; culture, jeunesse et sports : *M. Sid' Ahmed Ould Deye* ; enseignement fondamental : *M. Diop Mamadou Amadou* ; fonction publique et travail : *M. Sakho Mamadou* ; santé et affaires sociales : *M. Moulaye Abdel Moumine* ; ministre de l'information et commissaire politique de l'Institut national d'éducation et d'études politiques : *M. Mohamed El Hafedh Ould Enahoui.*

NEPAL
(12 septembre 1977)

Premier ministre, ministre du cabinet royal et de la défense : *M. Kirtinidhi Bista* ; ministre de l'intérieur : *M. Khadga Bahadur Singh* ; alimentation, agriculture et irrigation : *M. Rabindra Nath Sharma* ; communications : *M. Hari Bahadur Basnet* ; droit et justice : *M. Hom Bahadur Shrestha* ; affaires étrangères : *M. Krishna Raj Aryal* ; finances : *M. Bhekh Bahadur Thapa* ; industrie et commerce : *M. Pitamber Dhoj Khati* ; ministre sans portefeuille : *M. Damoder Shamsher Jbr.*

Ministres d'Etat : *MM. Janaq Bahadur Shaha* (réforme agraire), *Padma Sundar Lawati* (santé), *Bal Ram Gharti Magar* (travaux publics et transports), *Harkha Bahadur Gurung* (tourisme), *Pashupati Shumsher Rana* (éducation), *Prakash Bahadur Singh* (forêts), *Shri Bhada Sharma* (administration), *D.P. Adhikari* (eaux et énergie).

TCHECOSLOVAQUIE
(11 novembre 1976)

Président du gouvernement fédéral : *M. Lubomir Strougal* ; vice-présidents : *MM. Josef Korcak, Peter Colotka, Vaclav Hula, Karol Laco, Matej Lucan, Rudolf Rohlicek, Josef Simon, Jindrich Zahradnik.*

Ministre du transport : *M. Vladimir Blazek* ; finances : *M. Leopold Ler* ; métallurgie et industrie des constructions mécaniques lourdes : *M. Zdenek Pucek* ; défense nationale : *M. Martin Dzur* ; combustibles : *M. Vlastimil Ehrenberger* ; travail et qualité de la vie : *M. Michal Stancel* ; postes et télécommunications : *M. Vlastimil Chalupa* ; développement technique et investissement : *M. Ladislav Supka* ; intérieur : *M. Jaromir Obzina* ; industrie des constructions mécaniques générales : *M. Pavol Bahyl* ; commerce extérieur : *M. Andrej Barcak* ; affaires étrangères : *M. Bohuslav Chnoupek* ; agriculture : M. Josef Nagr ; ministre chargé du bureau fédéral pour les prix : *M. Michal Sabolcik* ; ministre, vice-ministre de la commission d'Etat pour la planification : *M. Vaclav Hula* ; ministre du comité du contrôle national : *M. Frantisek Ondrich.*

COLLOQUE

L'IMPÉRIALISME EN 1978

Le CEDETIM (Centre d'études anti-impérialismes) organise une Semaine anti-impérialiste au Centre international de culture populaire, 14, rue Nanteuil, Paris (15e), du 17 au 22 octobre. Toute cette semaine sera marquée par une animation culturelle (films, expositions, etc.) et par une série de débats autour du thème « L'impérialisme en 1978 ».

Programme : lundi 17 (20 h.) : *La stratégie économique et militaire de l'impérialisme (conflits locaux, problématique d'une guerre mondiale)* ; mardi 18 (20 h) : *Redéploiement et nouvelle division internationale du travail* ; mercredi 19 (20 h) : *Les bourgeoisies locales et le capitalisme d'Etat dans le tiers-monde* ; jeudi 20 (20 h) : *L'immigration* ; vendredi 21 (20 h) : *Place et portée de la question des droits de l'homme dans la lutte anti-impérialiste* ; samedi 22 (15 h) : *L'impérialisme français en 1978* ; (20 h) : *Quel internationalisme aujourd'hui ?*

Politique et littérature

LA DICTATURE DANS LE ROMAN LATINO-AMÉRICAIN

Par RUBEN BAREIRO-SAGUIER

TROIS romans centrés sur le thème de la dictature en Amérique latine ont été récemment traduits en français (1). On saisira mieux leur importance en jetant un regard sur les œuvres qui ont précédemment traité le même sujet. Les antécédents les plus anciens remontent au XIX[e] siècle et sont dus à deux écrivains argentins qui s'exilèrent pendant le gouvernement de Juan Manuel de Rosas. Le premier est Domingo F. Sarmiento, avec son livre *Facundo* (1845), mélange d'essai, roman et chronique, où il pose un problème qui préoccupait sa génération : l'opposition entre « civilisation » et « barbarie ». Les termes de cette dichotomie sont ici le caudillo « barbare », Facundo Quiroga, d'une part, et les idées de « civilisation » — d'origine européenne, bien entendu, — d'autre part. Derrière Facundo Quiroga, Sarmiento dénonce la présence du « tyran » Rosas, peint sous de sombres couleurs. Romantique et libéral, Sarmiento exprime en bonne partie les vues qu'ont sur le monde les grands propriétaires terriens et éleveurs du Rio de la Plata, partisans du « progrès » apporté par la domination « éclairée » du capital anglais.

Le deuxième auteur est José Marmol, dont le roman *Amalia* (1851) est centré sur le personnage de Rosas, opposé aux intellectuels libéraux émigrés à Montevideo. Dans sa ferveur romantique, l'auteur exalte ces derniers et condamne sans nuances le « *barbare tyran Rosas* », sur un ton véhément et avec la passion partisane qui convient à un homme mêlé aux luttes politiques décrites dans le livre. De ce même Rosas, qui fait l'objet de la haine des deux romanciers, s'est réclamée plus récemment la tendance nationaliste populiste du péronisme.

Le thème du dictateur et/ou du Caudillo foisonne dans la littérature du XIX[e] et du début du XX[e] siècle. *Tirano Banderas* (1926), de l'écrivain espagnol Ramon del Valle Inclan, fait date dans l'évolution du traitement du sujet (2). Les romans précédents considéraient l'écriture comme un moyen propre à la présentation de témoignages plus ou moins directs, de documents à peine déguisés ou de personnages nommément désignés ou dissimulés sous des noms à clés ; en revanche, *Tirano Banderas* procède par abstraction pour dégager le thème central de la dictature. Il crée ainsi un protagoniste stéréotypé, un mélange de différents modèles de dictateurs-caudillos, construit avec la technique de l' « *esperpento* », dans la lignée hispanique des figures grotesques de Goya, pour ne faire mention que d'un précurseur illustre. Ce personnage littéraire caricatural s'exprime par des attitudes extrêmes qui rappellent les mouvements et les caractéristiques du guignol. Quant à la géographie et à la chronologie, Valle Inclan efface toutes précisions de temps et de lieu. Il entend faire le roman d'un personnage littéraire et non pas d'une personnalité historique. La distance créée par l'ironie lui permet d'obtenir le profil caricatural ou « guignolesque » des personnages et des situations narratives. La volonté de généralisation est rendue évidente tout au long du texte par de nombreux indices concourants : l'utilisation d'expressions ou de mots empruntés au vocabulaire de différents pays du continent, ou les références à des paysages ou à des objets de diverses régions (un exemple très clair en est l'emploi de mots différents pour désigner, alternativement, l'unité monétaire du pays fictif où se passe l'action du roman : « peso », « sol », « sucre », etc.).

Cruel et malade de solitude

AVEC *El Señor Presidente* (1946), de Miguel Angel Asturias (3), la voie ouverte par Valle Inclan s'affirme ; le personnage du dictateur acquiert ici plein droit de cité, face à l'optique parfois pittoresque que l'on reprochait à *Tirano Banderas*. C'est ainsi que l'œuvre d'Asturias s'inscrit dans le courant d'une littérature engagée ; nous sommes devant une œuvre dont le raffinement esthétique n'empêche pas de montrer les horreurs de la dictature ni d'ébaucher les idées anti-impérialistes de l'auteur, idées qu'il développera plus tard dans d'autres livres. Mais la dénonciation intervient ici au moyen de techniques mises en vogue par les mouvements d'avant-garde auxquels participa Asturias. Ces procédés s'allient admirablement à l'expression du monde magique des maya-quichés. En effet, la puissante autonomie verbale, le simultanéisme, la beauté explosive et capricieuse des images, la présence du monde onirique, illogique, prophétique et irréel ont leurs racines principales dans l'univers mental et les croyances des indigènes, à quoi s'ajoute cet autre univers qu'apportèrent à Asturias ses fréquentations d'avant-garde.

A un degré plus poussé d'élaboration du matériel narratif, *El Señor Presidente* se situe dans la lignée de Valle Inclan : même volonté d'estomper les contours de la géographie (bien que l'on y devine un pays de l'Amérique centrale), de généraliser les situations, de brouiller la chronologie et de brosser un personnage-stéréotype. On a cru reconnaître dans ce livre le « portrait » des dictateurs guatémaltèques Estrada Cabrera et Jorge Ubico. Mais l'important est la projection continentale du tyran, synthèse d'une sorte de fatalité historique maligne, incarnation presque démoniaque.

Le dictateur-cliché — tout de noir vêtu, — caricatural et grotesque, en qui se résument la cruauté sanguinaire, la vésanie criminelle, la violence arbitraire et la peur corrosive, s'entoure d'une cour de favoris larvaires qui, dans le monde théâtral instauré par le roman, incarnent les rôles des puissances perverses auxiliaires : corruption, délation, torture, répression, etc. A l'instar de son prédécesseur, ce roman multiplie es situations dramatiques et les ressources scéniques, jusqu'à établir dans le monde de la fiction un vrai ordre de farce tragique, à cause non seulement des péripéties de l'action, mais aussi des masques portés par des personnages ambigus dont la dualité de comportement (vie-rôle) se reflète dans la dualité des noms. Le rôle de montreur de marionnettes attribué à « Monsieur le Président », qui dirige la farce cauchemardesque et *esperpentica* montée par la dictature, va dans le même sens. La légère déformation des images vues à travers le prisme surréaliste intensifie et multiplie la dimension angoissante de la peur — tout le livre baigne dans une atmosphère opprimante, — et la figure mythique du dictateur, animal malade de solitude dans le temps interminable de sa cruauté.

El otoño del patriarca, de Gabriel Garcia Marquez, est l'expression extrême du courant qui a introduit dans le roman le dictateur caricatural. Dans le style d'affabulation hyperbolique du quotidien qui lui est propre, le romancier colombien crée un dictateur dont l'effigie est la plus *esperpentica* et grotesque de la série : une espèce de monstre presque antédiluvien, mortellement malade de pouvoir et de solitude, qui déambule à l'intérieur du cercle exorbitant d'un temps à la Mathusalem, où s'inscrivent réitérativement les actions exprimant sa soif et sa capacité de pouvoir — les manifestations de sa cruauté inépuisable, — ses échecs amoureux, ses morts simulées, les nostalgiques évocations de son enfance et son œdipisme pathologique, ingrédients mélangés dans un réseau de circuits concentriques et récurrents.

C'est ainsi que s'effacent les limites de la chronologie. Un temps mort et stagnant s'établit, d'autant plus interminable que le récit commence à l'époque de la vieillesse du tyran, vieux comme un patriarche. L'effort de généralisation va encore plus loin, jusqu'à intégrer dans la fiction des événements historiques survenus depuis la découverte de l'Amérique jusqu'à l'époque marquée de la devise « Ordre et Progrès ». Ceci se rattache, comme chez ses prédécesseurs, à la notion d'un espace vidé de toute référence géographique précise, sauf pour certains indices qui dénotent l'atmosphère et l'ambiance humaine des tropiques.

Garcia Marquez essaie de créer la grande parabole mythique et hyperbolique du dictateur latino-américain, déployant dans ce but une admirable multiplicité de ressources et prouvant sa grande maîtrise de l'écriture. La création du mythe vise à la démystification du sujet au moyen de l'exagération hypertrophique. Dans *Cien años de soledad*, (4), cette méthode est très efficace, car le merveilleux quotidien y possède une vraisemblance narrative et le récit se maintient dans un étonnant équilibre, suggestif et poétique. Mais elle paraît moins convaincante dans *El otoño del patriarca*, peut-être parce qu'elle est atteinte de ce qu'un critique colombien a appelé la « *crise de la démesure* » (5), une espèce d'inflation dans l'usage des éléments fabulateurs de la fiction.

Deux autres romans, *El recurso del método* et *Yo el Supremo*, offrent la possibilité d'une lecture plus proprement politique, car dans l'un et l'autre de ces livres il existe un projet politique — conscient ou inconscient, peu importe — décelable à partir des indices inscrits dans le texte. Dans une étude de l'œuvre d'Alejo Carpentier, Federico Acevedo (6) met en évidence son substrat idéologique en comparant la structure narrative du dernier roman de l'écrivain à celle de ses romans de la période précédente (7).

Dans l'œuvre de Carpentier, la première étape est caractérisée par un souci dominant de transformation de la société. Emancipée de l'Espagne en 1898 seulement, Cuba cesse d'être une colonie pour devenir une néo-colonie. La transformation sociale en question est le souci de l'intelligentsia progressiste du pays, qui constitue le groupe « *minorista* » autour de la *Revista de Avance*, dont fait partie Carpentier. Ce groupe s'est formé en vue de combler le vide idéologique laissé par la bourgeoisie cubaine, qui a délégué totalement à la nouvelle métropole — les Etats-Unis — le rôle hégémonique qui lui revenait. Les « *minoristas* » entendaient s'opposer à cette domination écrasante par l'affirmation de l'identité nationale et par la recherche d'une culture propre, tout en évitant de tomber dans les limitations du pittoresque qu'aurait entraînées un localisme folklorique.

Le « réel merveilleux »

POUR mieux écarter ce danger, ils faisaient appel à l'universalisme littéraire, et en particulier à l'avant-garde européenne, l'Europe ayant perdu à l'époque son caractère de métropole coloniale. Lorsqu'il affirme que « *l'histoire de l'Amérique latine est une chronique du réel merveilleux* », Carpentier soutient que dans ce continent il suffit d'être réaliste pour avoir accès aux domaines de l'épique et du merveilleux. Les procédés que l'auteur emploie pour mettre en œuvre sa théorie sont le récit historique et le style baroque. Celui-ci lui sert à décrire et à mettre en évidence les réalités nouvelles qui, jusqu'à ce moment, n'avaient pas trouvé leur expression littéraire. Quant au récit historique, il vise à récupérer cette spécialité, aliénée dans une situation d'extrême dépendance. Il s'agit toujours d'un retour au passé, en accord avec les alternatives d'une histoire refermée sur elle-même, sans issue apparente sur l'avenir. Cette étape est déterminée non seulement dans le contenu, mais aussi au niveau de la structure narrative, par le récit régressif, en correspondance avec le processus de dépossession économique et culturelle que vit le pays, soumis à l'impérialisme américain.

El recurso del método ouvre un nouvel espace romanesque dans l'écriture de Carpentier. Le souci de transformation de la société a maintenant disparu, car, après la révolution, la société cubaine a subi un changement radical. Avec cela, la notion d'histoire récurrente disparaît, et pour la première fois la structure narrative progressive normale s'installe dans l'œuvre de l'auteur. Ce roman a été écrit à un moment marqué par la tentative de généralisation de la révolution cubaine qui se manifestait principalement dans les thèses d'Ernesto « Che » Guevara et dans sa praxis de la guérilla. Il y était question d'une prise de conscience des traits communs, par-delà les particularités nationales : même héritage culturel, même situation politique de dépendance. *El recurso del método* reproduirait d'une manière homologique l'antinomie entre le projet d'unification continentale et la réalité multiforme ; d'où le procédé du montage, qui débouche sur la construction des archétypes d'un pays et d'un dictateur à partir d'éléments faciles à reconnaître pour un latino-américain, car ils sont caractéristiques des diverses dictatures du passé et du présent.

Pour ce qui est des situations, la stylisation vise à établir une vraisemblance qui se dégage du caricatural, une ébauche brossée à grands traits d'ironie, où l'on reconnaît à première vue le phénomène qui pourrait être appelé la culture latino-américaine de la dépendance. Cela s'exprime clairement dans le livre par la dichotomie entre *ici* et *là-bas*, reflet d'une réalité réglée sur les patrons prestigieux qui se trouvent « là-bas » (Paris, Etats-Unis). Quant au Premier Magistrat-Dictateur de Carpentier, il s'agit d'un stéréotype caricatural, mais qui ne va pas jusqu'à la monstruosité : il lui arrive même d'être, par moments, grotesquement sympathique. On peut donc constater la présence dans ce livre d'éléments qui remontent à *Tirano Banderas*, mais aussi, au niveau proposé, de quelque chose de plus important, à savoir l'indiscutable fond politique qui sous-tend la structure narrative cohérente de cet excellent roman. C'est ainsi que l'on découvre les correspondances qui relient le procédé littéraire à la réalité historique du continent latino-américain.

Dans *Yo el Supremo*, de l'écrivain paraguayen Augusto Roa Bastos, ces correspondances peuvent également être décelées, car là aussi il existe un projet politique, bien qu'il soit aussi différent du précédent que le sont les situations des deux pays. Mais, à la différence des quatre livres précédents, *Yo el Supremo* considère une situation et un personnage historiques concrets, à savoir le Docteur José Gaspar Rodriguez de Francia, dictateur de la République du Paraguay de 1814 à 1840.

Cet homme singulier, *élu* dictateur par le congrès grâce aux voix majoritaires des représentants des campagnes, assume une charge qui revêt le caractère d'une magistrature d'exception — comme à Rome du temps de Cincinnatus, — dans un but de salut public à un moment où le pays est menacé par un danger grave. Ce dictateur est donc crédité, à l'heure du bilan, d'un trait positif, mais sans dissimuler pour autant les aspects négatifs de son autoritarisme cruel. Dans une certaine mesure, ce livre reprend les allusions concrètes à la réalité, à la manière des romans du XIX[e] siècle ; mais il se distingue d'elles par le recul de plus d'un siècle qu'il prend vis-à-vis de son sujet, ainsi que par le traitement esthétique de celui-ci, qui l'inscrit dans la lignée de *Tirano Banderas*. Cette remarque correspond à la démarche de Roa Bastos, qui envisage la figure du Docteur Francia comme « *un personnage symbolique qui essaie d'incarner le caractère et le destin d'une société...* », d'après les mots de l'auteur.

Révision totale de l'histoire

IL ne s'agit pas là d'un recensement historique passif, mais de la recréation littéraire du personnage, qui s'opère à deux niveaux. Au premier niveau, d'ordre esthétique, a lieu l'établissement d'un univers romanesque autonome et cohérent autour du héros, vu à travers un prisme qui décompose son personnage à la manière d'un casse-tête chaotique. Les pièces de ce puzzle sont la biographie du Docteur Francia, les écrits de ses panégyristes et de ses détracteurs, la tradition orale populaire et l'imagination du narrateur, qui ajoute des éléments et qui ordonne — ou met en désordre — capricieusement les morceaux. C'est le cas, par exemple, de l'intervention du protagoniste après sa mort, artifice littéraire fondé sur le fait qu'il demeure vivant dans la conscience collective de son pays. Le deuxième niveau, d'ordre idéologique, s'accorde parfaitement avec le premier. Si le Docteur Francia continue à vivre dans la mémoire de son peuple, c'est d'abord parce que son œuvre de gouvernement a permis au Paraguay d'affirmer son indépendance et de préserver son intégrité territoriale, menacée par ses puissants voisins (Argentine et Brésil). Et ensuite parce qu'il a établi, à l'intérieur de la « Première République libre et indépendante » de l'Amérique ibérique, un régime autonome, basé sur un collectivisme égalitaire contrôlé par l'Etat, qui résiste à la pénétration du capital anglais, dominateur à l'époque de l'économie sud-américaine.

Francia est un symbole d'intégrité, de capacité, d'honnêteté et d'efficacité. Sur la base de ces présupposés se développe le projet politique : une révision totale de l'histoire du pays, conduite dans l'optique nationaliste et patriotique du dictateur, à travers ses monologues, la « Circulaire perpétuelle » qu'il dicte à l'intention de ses fonctionnaires et les notes qu'il rédige dans un « Cahier privé ». Cette révision ne s'arrête pas en 1840, l'année de la mort du Docteur Francia, mais se prolonge jusqu'à nos jours. C'est ainsi que le héros fait allusion à la faillite du système autarcique du pays, entraînée par l'irruption des intérêts étrangers, et signale le processus d'une dépendance croissante, culminant actuellement avec la présence du sous-impérialisme brésilien, qui met de nouveau en péril l'intégrité territoriale et l'existence indépendante du pays, d'autant plus menacée que le Brésil compte sur la complicité ouverte de la dictature corrompue qui détient le pouvoir depuis un quart de siècle.

Tout ce développement a lieu dans la dynamique du récit, à l'intérieur de l'univers romanesque, grâce à l'emploi de ce que Hegel appelle les « *anachronismes nécessaires* ». L'œuvre s'inscrit ainsi dans la catégorie lukacsienne de « roman historique », qui déborde les cadres de la chronologie anecdotique pour se prolonger vers le présent du narrateur, produisant une transformation active de la matière historique. De cette manière, l'œuvre traduit le regard angoissé d'une opinion impuissante, d'un peuple réduit au silence par la répression implacable de la dictature actuelle.

Aussi bien dans le projet politique de Roa Bastos que dans celui de Carpentier, la préoccupation majeure est le phénomène de la dépendance. Mais leurs démarches narratives sont différentes : il s'agit chez le premier d'un mouvement centripète, tandis que chez le Cubain la courbe est centrifuge, ce qui s'explique par la dissemblance totale entre les situations historiques des pays respectifs. Chez Roa Bastos, le héros est mis en question dès que l'usure produite par le long exercice d'un pouvoir absolu finit par dénaturer son origine et son essence populaires. C'est la dépouille du chien du dictateur — c'est-à-dire l'interlocuteur le plus méprisable — qui se charge de lui reprocher sa faute. Jamais le projet idéologique n'intervient au détriment de la qualité esthétique de l'œuvre. Ce n'est pas seulement le problème du pouvoir politique qui est en cause, mais aussi le problème des mots, des limites et de la portée de l'écriture. *Yo el Supremo* demeurera, sans doute, comme l'un des jalons de la littérature latino-américaine de notre époque en raison de sa grande richesse polysémique : son contenu historique est rejoint par une expression romanesque ajustée et originale.

Les mots suivants de B. Subercaseaux, qui font allusion aux romans écrits après Valle Inclan autour du personnage du dictateur en Amérique latine, reçoivent ici tout leur sens : « *Il s'agit là de la confluence de la conscience critique et de la conscience esthétique, et de la rencontre féconde de deux systèmes littéraires, l'un visant le changement social, l'autre animé d'une volonté de création autonome. Il s'agit, en outre, d'un filon qui a permis aux narrateurs hispano-américains de mettre en œuvre leur volonté historiciste et de représenter d'une manière artistique un point de vue politique* » (8).

La persistance, dans l'histoire de l'Amérique latine, du personnage du dictateur pose tout un ensemble de questions au sujet du pouvoir, de ses origines, sa forme, ses limites, ses abus, ses bénéficiaires, ses victimes, etc. Cela peut être résumé dans une triple question : il s'agit de savoir qui exerce le pouvoir, contre qui et avec qui — dictateur traditionnel, peuple, impérialisme (allié souvent à la « bourgeoisie nationale »). C'est ainsi que réapparaît la préoccupation obsédante — bien que parfois souterraine — qui hante ces œuvres : la dépendance politique et culturelle du continent latino-américain et ses possibilités de libération.

---

(1) Alejo Carpentier, *le Recours de la méthode*, Gallimard, Paris, 1975, traduction de René L. Durand ; Gabriel Garcia Marquez, *l'Automne du patriarche*, Grasset, Paris, 1976, traduction de Claude Couffon ; Augusto Roa Bastos, *Moi le Suprême* (à paraître chez Laffont en septembre 1977), traduction d'Antoine Berman.

(2) Voir l'article de Bernardo Subercaseaux « Tirano Banderas en la narrativa hispanoamericana », in *Cambio*, Mexico, 1[er] mars 1977.

(3) Miguel Angel Asturias, *Monsieur le Président*, Bellenand, Paris, 1952, traduction de Pillement, Garcia et Malartic.

(4) Gabriel Garcia Marquez, *Cent ans de solitude*, Seuil, Paris, 1968, traduction de Claude et Carmen Durand.

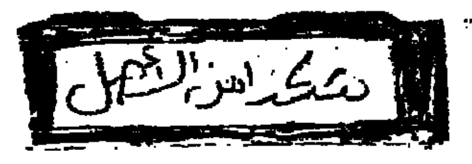
(5) Voir l'article de Jaime Mejia Duque « El otoño del patriarca o la crisis de la desmesura », Oveja Negra, Medellin, 1975.

(6) Federico Acevedo, *la Transformation des structures narratives de l'œuvre d'Alejo Carpentier*, thèse de troisième cycle, EPHA, Paris, 1976, copie ronéotypée.

(7) Alejo Carpentier, *le Royaume de ce monde* (1954) ; *le Partage des eaux* (1956) ; *Chasse à l'homme* (1958) ; *le Siècle des Lumières* (1962). Ces quatre titres ont été publiés dans la collection « Croix du Sud », de Gallimard, traduits par R.-L. Durand.

(8) Article cité en (2).







LA FINLANDE à la recherche d'un avenir

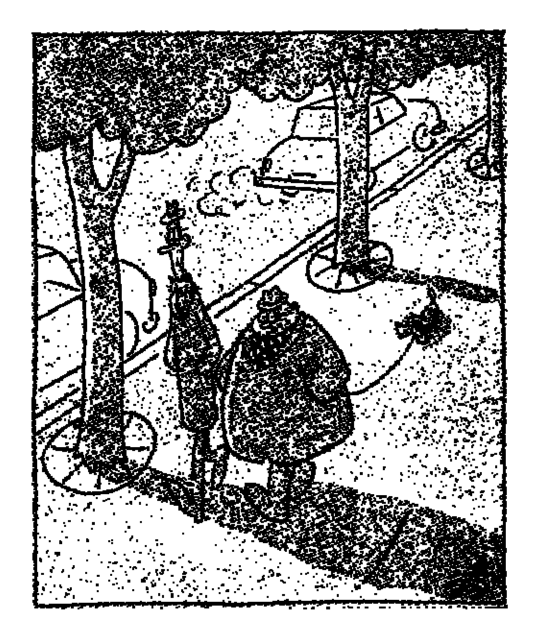
La Finlande célèbre cet hiver le soixantième anniversaire de son indépendance, proclamée le 6 décembre 1917 après sept siècles de domination suédoise et cent huit ans d'existence en tant que grand-duché autonome de l'Empire de Russie. Encastrée entre la Suède à l'ouest, la Norvège au nord, et l'U.R.S.S. à l'est, la République de Finlande est dirigée depuis 1956 par le président Urho Kekkonen, né avec ce siècle et dont les pouvoirs sont bien plus vastes que ceux du roi de Suède ou de Norvège. Il détermine la politique étrangère du pays et a su, depuis vingt et un ans, détourner toute menace de crise grave avec la superpuissance voisine. Sa politique de « neutralité active » l'a placé parfois dans des situations délicates, voire désagréables, mais il est toujours parvenu à s'en sortir.

Aussi est-il assuré d'être réélu pour six ans, lors de l'élection présidentielle (au suffrage indirect) au mois de janvier prochain, car il est le candidat des principaux partis politiques du pays, à l'exception de deux formations de droite marginales. La stabilité des relations étrangères sera ainsi préservée. Le seul souci des états-majors politiques est de savoir si la population, devant ces jeux faits d'avance, ne rechignera pas trop à se rendre aux urnes pour choisir les grands électeurs. Le dessin ci-contre — le caricaturiste Kari fait chaque jour les délices de toute la Finlande — illustre cette préoccupation tout en exprimant l'inquiétude générale : tout, plutôt que de devenir le satellite d'un pays totalitaire.

A l'abri de la personnalité hors du commun du président Kekkonen, les partis politiques (une dizaine pour les quatre millions sept cent trente-cinq mille habitants du pays) ont pu durant des décennies se livrer avec délices aux jeux parlementaires. Ceux-ci se sont traduits par maintes élections anticipées et par de nombreux changements de gouvernements. Actuellement, depuis le 15 mai 1977, le soixantième gouvernement finlandais, dirigé par le social-démocrate Kalevi Sorsa, est une coalition de centre gauche allant des communistes aux trois partis du centre. N'en sont exclus que les conservateurs qui, pour l'instant, n'ont pas encore droit de cité dans le gouvernement, et deux formations d'extrême droite. Là aussi, plus ou moins discrètement, le président Kekkonen est intervenu depuis les dernières élections, anticipées, de l'automne 1975. Face à la crise économique mondiale et à ses répercussions sur la Finlande, il souhaitait que les principaux partis, et surtout toute la gauche qui domine dans les syndicats, aient des responsabilités gouvernementales plutôt que la liberté de se livrer à des surenchères. Et le gouvernement minoritaire centriste de M. Miettunen, un vieil ami du président, céda en temps voulu la place à la coalition souhaitée par M. Kekkonen. Il s'agit pour l'instant de faire front commun contre l'adversité, et le premier ministre a déjà su montrer son habileté de 1972 à 1975. De plus, les prochaines élections législatives ne devraient avoir lieu qu'en 1979.

Partie d'une situation difficile au lendemain de la guerre, avec d'énormes dommages de guerre à payer, la Finlande a su développer judicieusement son potentiel économique tout en assurant un niveau de vie décent à sa population. Elle a réussi dans le courant de cette année à quelque peu diminuer le déficit de sa balance des paiements et espère réduire l'an prochain à 9 % le taux d'inflation qui devrait être de 13 % pour 1977. Mais le chômage, qui affecte déjà 6 % de la population active, risque de s'aggraver encore. Toutes les énergies sont naturellement tournées vers l'amélioration de la situation économique et vers la préservation du bien-être social. Aussi ce supplément est-il consacré aux données essentielles du problème et au pari industriel de la Finlande.

A.M. B.



— On aura l'air fin si le taux de participation à l'élection présidentielle est de moins de 50 % !
— En tout cas, ce serait mieux que s'il était de 99 % !

Défense d'une neutralité

Par BERNARD FERON

LA Finlande moderne est l'enfant émancipé de la révolution d'Octobre. Aussitôt après la conquête du pouvoir, les bolcheviks prenaient au sérieux leur mot d'ordre sur l'émancipation des peuples. Les Finlandais, jusqu'alors soumis à l'empire des tsars, surent profiter de la chance. Le refroidissement n'allait pas tarder à apparaître. Les disciples de Lénine proclamaient le principe du droit à l'autonomie. En même temps, ils affirmaient qu'aucun régime autre que le leur ne faisait le bonheur des peuples. En soutenant, au besoin avec l'armée rouge, dans des régions qui avaient pris leur autonomie, les communistes locaux qui entendaient se rattacher au nouveau système soviétique, ne regagnaient-ils pas ce que la Russie avait perdu ?

Beaucoup de Finlandais crurent, jusqu'à la guerre de 1939-1945 et aussitôt après, que l'indépendance était précaire. Les hommes politiques qui les représentaient étaient amenés à chercher, à l'extérieur, des concours pour faire face à la puissante voisine, et le cas échéant pour prévenir ses attaques. De part et d'autre de la frontière, la méfiance était générale. A Helsinki, on était persuadé que, tôt ou tard, les Soviétiques chercheraient à récupérer ce qu'ils avaient abandonné en 1917. A Moscou, on avait la quasi-certitude que la Finlande se rangerait aux côtés des ennemis de l'U.R.S.S. Dans un tel contexte les négociations ne pouvaient être que dialogues de sourds. L'U.R.S.S. exigeait les concessions territoriales qu'elle jugeait indispensables à sa sécurité, et plus particulièrement à la sauvegarde de Leningrad. La Finlande avait l'impression que les Russes se préparaient à la dépecer, et elle n'avait pas l'intention de se laisser faire. Ainsi éclatèrent les guerres de 1939-1940 et 1941-1945.

Après l'effondrement des puissances de l'Axe, auxquelles elle avait lié son destin, la Finlande ne risquait-elle pas d'être assujettie comme l'étaient à cette époque des Etats d'Europe centrale et orientale ? Le pire fut évité grâce surtout au président Paasikivi. Tirant les leçons de la défaite, il posa en principe que son pays devait avoir toujours de bonnes relations avec l'U.R.S.S. Par chance, les Russes entrèrent dans son jeu. Il est vrai que les autorités d'Helsinki firent ce qu'il fallait pour inspirer confiance à leurs interlocuteurs. La puissance victorieuse avait imposé des conditions draconiennes : l'abandon d'un dixième du territoire national et le versement d'une indemnité de 300 millions de dollars, somme considérable pour une nation dont le potentiel économique avait été dévasté par la guerre. Les Finlandais s'appliquèrent à verser dans les délais requis ce qui leur était demandé. En même temps qu'ils donnaient la preuve de leur bonne volonté, ils se montraient résolus à maintenir leur indépendance et leurs institutions. En 1948, par exemple, fut déjouée une tentative de coup d'Etat communiste et les Soviétiques assistèrent sans réagir à l'éviction du gouvernement de leurs camarades finnois.

Le traité avec l'U.R.S.S.

C'EST d'ailleurs en cette même année que fut signé l'acte fondamental qui définit les rapports entre la Finlande et l'U.R.S.S. : le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Dès lors, l'effort des dirigeants finlandais allait tendre à donner de ce texte une interprétation satisfaisante pour leur pays. L'entreprise était d'autant plus délicate que le Kremlin se méfiait d'une partie du personnel politique. Les socialistes, notamment, faisaient l'objet de vives attaques parce que, d'une façon générale, les léninistes se déchaînaient contre les sociaux-démocrates, accusés de trahir la classe ouvrière, plus que contre les conservateurs. Et aussi parce que des socialistes avaient joué un rôle pendant les guerres des années 40. En revanche, le président Kekkonen, bien qu'il se situât au centre de l'échiquier politique, bénéficiait d'un préjugé favorable : il n'était pas apparu aux côtés des adversaires de l'U.R.S.S. Elu chef de l'Etat en 1956, il annonça sa volonté de poursuivre et même de développer la politique Paasikivi. L'acte notarié de cette politique était évidemment le traité de 1948. M. Kekkonen définissait en ces termes sa méthode : « *Nous devons faire en sorte de n'avoir jamais à dire non aux Soviétiques et d'amener les Soviétiques à dire toujours oui à la Finlande.* »

Encore lui fallait-il convaincre tous ses concitoyens du bien-fondé de cette méthode. Ne jamais dire non, cela signifiait au moins faire silence, par raison d'Etat, sur des pratiques qu'une partie de l'opinion jugeait condamnables. Comment faire accepter ce parti pris de réserve à une société légitimement fière de ses mœurs démocratiques et non moins légitimement désireuse d'user de toutes les libertés conquises ?

(Lire la suite page 28.)

Le pari industriel

Par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

LA Finlande est-elle un pays industriel ? Si l'on devait sacrifier à la mode du sondage et poser cette question à l'homme de la rue à Paris, Londres, Bonn ou Zurich, bien peu répondraient par l'affirmative, tant les clichés sont ancrés dans les esprits. Pour beaucoup, ce « petit » pays (dix fois moins peuplé que la France, situé au nord... très au nord, rime avec neige, ski de fond, sauna et forêts. Son activité économique n'est envisagée que sous l'angle un peu folklorique des industries du bois, du meuble, de l'artisanat, du *design*, voire des tissus imprimés. Pourtant, la Finlande est aujourd'hui un pays industrialisé. Moderne. Sait-on que Kone, l'un des principaux fabricants mondiaux d'ascenseurs et de grues, est une société finnoise ? Nombre de navires qui sillonnent les mers sortent des chantiers navals d'Helsinki. Le pays a développé ses propres mini-ordinateurs. L'extraction moderne du cuivre est réalisée dans de nombreuses mines mondiales selon un procédé finlandais.

Trois grandes étapes peuvent être distinguées dans le développement, somme tout classique, de l'industrie finlandaise. A partir des matières premières nationales — bois, cuivre, fer, nickel, — une industrie lourde de transformation s'est créée. C'est l'apparition des grandes *unités sidérurgiques, des scieries,* des usines de pâte à papier.

Dans un deuxième temps, ces secteurs vont intégrer progressivement l'amont et l'aval. C'est la naissance d'une industrie mécanique avec la conception et la production de machines spécialisées, notamment pour les usines de pâte à papier, l'utilisation de l'acier pour les chantiers navals, l'élaboration de produits finis (papier notamment) afin d'incorporer le maximum de valeur ajoutée. Parallèlement, les industries alimentaires, les usines de produits chimiques, les textiles et la production d'énergie se développent. Toutefois, certains secteurs restent en dehors du développement, en raison de l'étroitesse du marché *national.* Ainsi il n'existe *en* Finlande qu'une seule usine d'automobiles d'une capacité de production de trente mille véhicules, par an, dépendant de la firme suédoise SAAB.

Toutes ces dernières années, l'industrie finlandaise a été stimulée par une forte croissance de l'économie nationale. Les industries du bois, de la pâte et du papier, la métallurgie, les *chantiers navals, ont* procédé à de très importants investissements. Or, la crise économique mondiale a touché, avec quelque retard, la Finlande. Les exportations fléchissent et les nouvelles usines finlandaises se retrouvent avec une capacité de production excédentaire. Les hausses de salaires importantes, l'inflation (+ 8 % au cours du premier semestre 1977), entament la compétitivité des entreprises. Le patronat finlandais estime que ses prix de revient sont en moyenne supérieurs de 20 % à ceux de ses principaux concurrents. Les deux dernières dévaluations du mark finlandais (5,7 % et 3 %) n'ont pas permis, semble-t-il, de combler ce handicap. A cela s'ajoute le déficit de la balance commerciale, en raison notamment des importations de sources d'énergie.

Une demande intérieure qui chute, une inflation galopante, un déficit intérieur grandissant, des exportations rendus difficiles... Ce bilan, qui ressemble fort à celui d'autres économies occidentales, serait incomplet si l'on n'y adjoignait quelque cent quinze mille chômeurs. Confrontés à cette délicate situation, les dirigeants tentent de réorienter l'industrie et l'économie dans trois grandes directions. Premier objectif : enrayer la croissance des importations énergétiques en se lançant dans l'énergie nucléaire. Deuxième orientation : développer les industries électriques et électroniques pour satisfaire la demande intérieure, et tenter d'exporter des produits à forte valeur ajoutée. Troisième axe de développement : maintenir l'avance technologique des industries traditionnelles du pays en s'orientant vers l'ingénierie, afin de proposer à l'exportation des programmes « clés en main ».

La réussite de ce redéploiement n'est pas assurée. Certes, le pays bénéficie de relations privilégiées avec l'U.R.S.S. lui permettant de disposer d'un marché très important à portée de la main. Mais, dans la guerre économique actuelle, il faut de l'argent, des hommes et être compétitif. Trois atouts qui font quelque peu défaut à la Finlande.

Lire pages 24 à 28 :

ÉCONOMIE

Le choix du nucléaire

A UNE centaine de kilomètres à l'est d'Helsinki, peu après la petite ville côtière de Lovisa, une apparition vient rompre l'harmonie du paysage. Vision surprenante que celle de ces deux immenses cuves et de cette cheminée émergeant dans le lointain de la forêt finlandaise. Après quelques kilomètres d'une petite route, sur une presqu'île, le visiteur découvre une de ces cathédrales des temps modernes. Seules les lignes à haute tension et les batteries de transformateurs lui apprennent que l'on adore ici le dieu énergie. Par un louable — mais dérisoire — effort, ses bâtisseurs ont tenté de l'intégrer au paysage. Bâtiments *« désign, et aux couleurs spécialement étudiés »*. Propreté presque clinique. Point de pollution... apparente.

« Une centrale électrique de plus », dira-t-on. Pourtant celle de Lovisa n'est pas tout à fait comme les autres. C'est la première centrale nucléaire finlandaise, construite avec l'aide de l'U.R.S.S. Depuis le 8 février 1977, où le premier kilowatt en provenance de Lovisa a été *« injecté »* dans le réseau, la Finlande est entrée dans l'ère nucléaire. Cinq semaines plus tard, le 23 mars, le premier réacteur de 440 mégawatts était inauguré avec solennité par le chef de l'Etat finlandais M. Kekkonen et par M. Kossyguine, chef du gouvernement soviétique.

Le virage nucléaire de la Finlande remonte en fait au début de la décennie. Le 8 juin 1970, un accord est signé avec l'U.R.S.S. aux termes duquel l'installation d'une centrale nucléaire comportant deux unités de 440 MW est décidée. Les Soviétiques fourniront notamment les réacteurs, les turbo-alternateurs et le combustible.

A l'époque, il n'y aura ni grand débat dans l'opinion publique ni longues discussions au Parlement. Ici, comme ailleurs, le choix nucléaire est fait *« en douceur »*. Par quelques hommes. La crise de l'énergie les renforcera dans leur certitude : la seule issue pour leur pays est de se lancer dans la construction de centrales nucléaires. Les arguments entendus à Helsinki pour justifier ce choix ressemblent fort à ceux utilisés en France, en Allemagne de l'Ouest, en Suède ou ailleurs. Pourtant, force est de constater que le dossier des « nucléaristes » finlandais apparaît particulièrement solide. Du moins sur le plan économique...

« Nous sommes très pauvres en énergie », explique M. Numminen, directeur général d'Imatran Voïma, la principale société de production et de distribution d'électricité finlandaise. *« Nous n'avons pas de charbon. Il est importé de Pologne pour les trois quarts et d'U.R.S.S. pour un quart. Pas de pétrole. Nous l'achetons à l'U.R.S.S. pour les deux tiers et au Proche-Orient pour le reste* (1). *Pas de gaz non plus. »* Actuellement 70 % des besoins énergétiques de la Finlande, environ 20 % des importations totales, viennent de l'étranger, grevant du même coup la balance commerciale du pays de plus de trois milliards de marks finlandais.

« L'énergie hydro-électrique est à son maximum, les rivières et les lacs exploitables étant déjà équipés à 95 %. » Les énergies nouvelles ? Mis à part le traitement de la tourbe qui ne fournira guère plus d'un million de TEP (tonnes équivalent pétrole) en 1985, *« on ne peut rien en attendre, du moins dans l'état actuel des techniques »*. Il n'y a pas de vent en Finlande, donc pas de possibilités pour les éoliennes. *« Six mois durant le soleil est absent et lorsqu'il brille, son inclinaison est trop basse. Il ne nous reste que le nucléaire. Pour le moment, nous n'avons pas le choix. »*

L'énergie d'origine nucléaire doit représenter 8 % de la consommation en 1980. A cette date, deux centrales seront en activité. Celle de Lovisa, dont le second réacteur sera couplé au réseau à la mi 1978, fournira 840 MW (2). Et les deux unités de 600 MW chacune appartenant à la centrale d'Olkiluoto, sur le golfe de Finlande, construite par le consortium privé T.V.O. entreront en service en 1978 et 1980. Pour 1985, on prévoit que le nucléaire représentera 15 % de la consommation énergétique du pays. Pour ce faire, il faut implanter de nouvelles centrales.

Divers projets sont à l'étude. Un accord de principe a été signé en mars dernier avec l'U.R.S.S. pour l'installation d'une centrale de 1 000 MW. Pourtant, il semble que rien ne soit réglé. Ni pour le site — on hésite toujours entre une implantation à Lovisa ou à côté d'Olkiluoto où Imatran Voïma possède un terrain — ni même pour le fournisseur. Pour M. Numinen, *« la France est un interlocuteur valable »*. Elle seule peut offrir, comme les Soviétiques, un ensemble complet avec centrale « clef en main », mais aussi fourniture du combustible et recyclage des déchets. Imatran Voïma souhaite en effet rééditer pour cette centrale de 1 000 MW, la *« bonne opération réalisée avec les Soviétiques à Lovisa »*. Ces derniers fournissent le combustible et se chargent de reprendre régulièrement les déchets. Il n'en est pas de même pour la centrale d'Olkiluoto. Si le problème de la fourniture du combustible est réglé (la société T.V.O. a acheté de l'uranium naturel au Canada qui est enrichi par l'U.R.S.S. mis en container en Suède et livré ensuite à la Finlande), celui du traitement des déchets reste entier, la société suédoise ASEA, qui construit les deux réacteurs de la centrale, n'ayant pas l'intention de les *« reprendre »*.

Comme la France peut fournir des centrales de 900 MW (et même de 1 300 MW) par l'intermédiaire de Framatome, livrer de l'uranium enrichi et recycler — en principe — les déchets dans l'usine de La Hague, les Finlandais ont l'intention de voir ce que l'on peut leur offrir. Une mission d'Imatran Voïma doit se rendre en France en novembre pour discuter de la question. Il reste qu'on peut s'interroger sur cette attitude. Les jeux ne sont-ils pas déjà faits ? Les dirigeants d'Imatran Voïma ne se servent-ils pas de la carte française pour obtenir de meilleures conditions de la part des Soviétiques ?

Des conditions particulièrement favorables

ASSURES de détenir la vérité, les « nucléaristes » finlandais font valoir, outre leurs arguments économiques, que leur pays bénéficie de conditions particulièrement favorables pour développer l'énergie nucléaire. Celles-ci sont essentiellement de trois ordres :

— la faible densité de la population (4,7 millions d'habitants sur un territoire de 330 000 kilomètres carrés) permet d'implanter des centrales loin des villes ;

— un littoral peu peuplé, avec une eau de mer à très basse température, facilite le refroidissement des réacteurs. Les « nucléaristes » estiment même que le léger réchauffement de l'eau, qui atteint 2° à 500 mètres de la centrale, peut favoriser le développement de certaines espèces de poissons ;

— la stabilité d'un sous-sol granitique permet d'envisager le stockage des déchets avec le minimum de risques.

Certains experts à Helsinki, mais surtout à Vienne, au siège de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire, envisagent d'installer en Finlande — en Laponie très précisément — des usines de retraitement, dont les déchets seraient stockés à grande profondeur, le granit protégeant les containers.

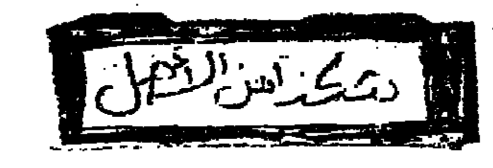
Jusqu'à présent, la contestation anti-nucléaire n'a pas réellement gagné le pays. Le « Finlandais moyen » n'a pas encore pris pleinement conscience que son pays a définitivement pris le virage nucléaire. Pourtant, il serait douteux que la Finlande restât en dehors du grand débat qui s'amorce en Occident. Déjà, un projet — encore bien vague —, d'installation d'une centrale à 25 kilomètres d'Helsinki pour l'alimentation en chauffage urbain de la capitale a suscité une levée de boucliers de la part des riverains. Au-delà de la peur instinctive que provoque le nucléaire chez la majorité des gens, on peut penser qu'une contestation de la politique énergétique du gouvernement va se développer dans deux directions. En acceptant la justification économique du nucléaire, sa logique de la rentabilité, la Finlande risque de construire de plus en plus de centrales (on pense à 1 000 MW tous les deux ans à partir de 1985). Du fait de ses particularités géographiques, de ses besoins en devises, elle peut être amenée à accueillir des usines de retraitement internationales, à stocker des déchets. Bref, ne risque-t-elle pas de devenir la *« poubelle nucléaire »* de l'Occident ?

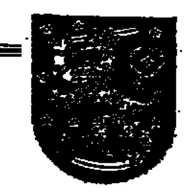
Le gouvernement a négligé jusqu'à présent les économies d'énergie. C'est un spectacle surprenant pour un Français que celui des maisons, bureaux et usines dont les lampes brillent en plein été comme aux jours les plus sombres de l'hiver. Sans parler des voitures qui roulent en plein mois de juin tous phares allumés à midi et des maisons chauffées à 25° C toute l'année. On assure que le gouvernement prépare un plan pour les économies d'énergie. Il serait annoncé dans les prochaines semaines. Peut-être aurait-on dû commencer par là il y a quatre ans !

J.-M. Q.

(1) Un accord cadre de cinq ans (1976-1980) signé entre la Finlande et l'U.R.S.S., prévoit que ce dernier pays livrera 32 millions de tonnes de pétrole brut pour une valeur prévisionnelle de 11 milliards de marks finlandais, les prix étant indexés sur l'évolution des cours à Rotterdam. La société d'Etat finlandaise NESTE vient de conclure un accord avec la Grande-Bretagne pour lui acheter 700 000 tonnes de pétrole brut, soit 6 % des importations annuelles du pays.

(2) Une différence de quelques pour cent existe toujours entre la puissance affichée d'un réacteur et sa production réelle.





L'électronique industrialise le Nord

A QUELQUES lieues du cercle polaire, à l'extrémité du golfe de Botnie, l'une des plus anciennes et des plus importantes cités du pays se met à l'heure moderne. Capitale du goudron aux XVIIIe et XIXe siècles, grand centre pour l'industrie lourde (chimie, sidérurgie, papier) au début du XXe, Oulu se convertit peu à peu à l'électronique.

Pour tenter d'enrayer le phénomène de désertification du nord du pays, le gouvernement décide, dans les années 50, de déplacer le centre de gravité des universités. Oulu accueille son premier établissement en 1955. Trois ans plus tard, un département « technique » voit le jour. Sa tâche : former des ingénieurs pour la sylviculture et l'industrie chimique. En 1967, quelques hommes pressentent l'évolution de l'industrie vers l'électronique.

Pour éviter un nouveau déclin à la région d'Oulu et à la Laponie toute proche, pour enrayer l'exode des populations (à la fin des années 60, quarante mille personnes émigraient chaque année vers le sud de la Finlande et vers la Suède) et placer « le Nord » en bonne position lorsque l'électronique deviendra une industrie à part entière, ils décident de prendre le problème à la base, en orientant l'enseignement local dans cette direction. Une fois les hommes formés, les entreprises viendront. Du moins l'espère-t-on. L'analyse était bonne.

Avec le « *boom économique* » au début de la présente décennie, l'industrie électronique finlandaise connaît des problèmes de main-d'œuvre dans le sud. Le personnel se fait rare et cher. « *Venez à Oulu* » leur explique-t-on, « *vous y trouverez un personnel de haute qualité. Non seulement des ingénieurs, mais aussi des techniciens et des ouvriers professionnels dont la formation vient de commencer* ».

La croissance de l'industrie électronique dans la région d'Oulu va être rapide. En 1969, le premier ingénieur diplômé sort du département d'électronique de l'université d'Oulu. A cette date, on ne comptait que 300 salariés dans le secteur. Aujourd'hui, ils sont 3 000, dont cinq à six cents ingénieurs. Ce chiffre peut paraître faible, mais il doit s'apprécier à l'échelle finlandaise. L'électronique représente d'ores et déjà 10 % de tous les emplois industriels de la région d'Oulu et de Laponie, et le même pourcentage des emplois de toute la construction électrique finlandaise. En 1980, ce secteur devrait employer cinq mille cinq cents personnes.

On retrouve à Oulu et dans sa région la plupart des grands noms de l'industrie électronique. Salora, principal fabricant de postes de télévision, a implanté une usine de circuits imprimés en Laponie, près de la frontière soviétique. En outre, un des ateliers de la future fabrique de tubes de télévision couleur sera installé à Kajaani. La société qui porte le nom de cette dernière ville dispose d'une fabrique d'automatismes industriels au sud-est d'Oulu. Nokia, second groupe privé finlandais, mise également sur la région. Ce vaste conglomérat (ses activités vont du bois-papier à la fabrication de pneumatiques en passant par celle de câbles et divers matériels électroniques), au chiffre d'affaires de 1,7 milliard de marks finlandais, dont 30 % à l'exportation, mène depuis trois ans un important programme de décentralisation à quelques kilomètres d'Oulu. D'ores et déjà la société y dispose d'une usine très moderne de câbles. La production des équipements de télécommunications de radio-téléphone vient d'y être transférée. Et ce sera bientôt le tour d'une partie des activités mini-informatiques. Au total, une vingtaine d'entreprises de tailles diverses se sont installées dans la région.

L'Association université - industrie serait incomplète si l'on n'y avait pas adjoint le troisième volet du triptyque : la recherche. Le Centre technique de recherche finlandais (V.T.T.), organisme d'Etat, qui est en quelque sorte l'équivalent du C.N.R.S. français, a décentralisé à Oulu son laboratoire d'électronique qui emploie cinquante-six personnes.

A voir la liste et les spécialités des entreprises électroniques qui ont accepté de revivifier la région d'Oulu et la Laponie, on constate un parallélisme presque parfait avec les grands axes de développement de l'industrie électronique finlandaise. Ceux-ci sont au nombre de quatre : automatisme, télécommunications, mini-informatique, produits de grande consommation (télévision). Au départ, l'objectif de l'électronique en Finlande était d'accroître la productivité des secteurs traditionnels, tels ceux du bois-papier, des installations de navigation maritime. L'industrie finlandaise a acquis dans ces domaines une réputation mondiale qui lui permet d'exporter des usines de pâte à papier « clés en main », d'équiper entièrement les brise-glace et les navires modernes, voire de réaliser une bonne partie des systèmes automatiques de surveillance des centrales nucléaires.

Le secteur des télécommunications a été abordé par le biais des transmissions. Nokia, qui détient 80 % du marché finlandais, s'est fait une spécialité dans ce secteur. Aujourd'hui, on souhaiterait orienter l'industrie vers la commutation, domaine réservé jusqu'à présent au groupe suédois Ericsson (70 % des centraux téléphoniques finlandais), Siemens (30 %) et I.T.T. (10 %). Un accord de fabrication sous licence a été conclu entre la société Telefeeno (1) et la société française CIT-Alcatel pour la fabrication de centraux téléphoniques « temporels

La Finlande, compte tenu de l'étroitesse de son marché, ne s'est jamais lancée dans la fabrication de moyens et grands ordinateurs. Elle les achète à I.B.M. (50 % du marché), UNIVAC ou Burroughs. D'autre part, en vertu d'un accord qui remonte à 1962, la société Nokia est l'agent de Honeywell Bull. A ce titre elle vend les grands ordinateurs fabriqués par Honeywell et les « moyens » produits en France. L'industrie finlandaise a préféré se concentrer sur le créneau de la mini-informatique. Ainsi Nokia a conçu et développé deux mini-ordinateurs (Mikko I et II), ainsi que divers équipements périphériques (terminaux, imprimantes).

Le développement d'une industrie nationale de la télévision couleur constitue l'un des événements industriels de ces derniers mois. Une société — Valco — réunissant des capitaux d'Etat (60 %), Salora (20 %) et le groupe japonais Hitachi (20 %) vient d'être créée. Son objectif est de produire sur le sol finlandais dans un premier temps 400 000 tubes couleur par an selon le procédé technologique d'Hitachi, et dans un second temps 800 000 tubes.

L'exportation de produits électroniques constitue l'un des « *credo* » des industriels finlandais : « *Il faut vendre de la valeur ajoutée pour payer les importations de matières premières.* » Pour le moment la balance commerciale de l'industrie électronique finlandaise reste fortement déficitaire (579 millions de M.F. d'exportations pour 1 408 millions d'importations). En substituant une production locale à certaines importations (exemple de la mini-informatique, du téléphone et de la télévision), et en prospectant les marchés extérieurs pour vendre la technologie propre à la Finlande, on espère ainsi résorber peu à peu le déficit du secteur et améliorer ainsi l'ensemble de la balance commerciale.

J.-M. Q.

(1) Les deux actionnaires de Telefeeno sont Nokia (50 %) et la société d'Etat TEBVA (50 %).

Un atout : l'ingénierie

DANS tous les pays industrialisés, l'ingénierie tend à prendre une part de plus en plus importante dans l'activité économique et plus spécialement dans les exportations. Chaque pays suit *grosso modo* le même scénario : concentration sur les points forts, puis tentative d'élargissement de ses compétences à d'autres secteurs. La Finlande ne faillit pas à cette règle. L'ingénierie s'est tout naturellement développée à partir des industries traditionnelles : bois, papier, extraction et traitement des métaux non ferreux, construction navale. La volonté d'intégrer de plus en plus leurs activités a donné aux industriels locaux une compétence particulière pour la fabrication de machines spécialisées, puis pour la construction d'usines « clés en main », enfin pour la réalisation de contrats globaux intégrant une multitude d'aspects particuliers (formation du personnel, études des débouchés, équipements électroniques, etc.).

C'est dans le secteur du bois-papier que la renommée de l'ingénierie finlandaise est la plus grande. Trois grands constructeurs de machines et d'appareils de papeterie, Tampella, Valmet et Wärtsilä, aux fabrications complémentaires, se sont associés pour promouvoir leurs ventes à l'étranger, au sein d'une société baptisée T.V.W. Elle couvre ainsi 15 % du marché mondial des machines à papier et se situe au tout premier rang des constructeurs mondiaux. Grâce aux ressources combinées des trois entreprises, T.V.W. peut répondre aux appels d'offres pour les usines de papier « clés en main ». Jusqu'à présent, ses marchés privilégiés (deux tiers de la production sont exportés) se trouvaient en Scandinavie, aux Etats-Unis et en U.R.S.S. La société entend bien maintenant s'attaquer au marché européen. Elle a signé, en mars dernier, un accord avec le groupe japonais Sumitomo, aux termes duquel elle va *lui fournir une* assistance technique (formation du personnel et commercialisation de produits). Une autre firme, Ahlström, spécialisée dans des machines à papier plus petites, a obtenu d'importants contrats « clés en main » en Suède et en Allemagne de l'Ouest.

Dans le domaine des métaux non ferreux, Outokumpu s'est acquis une réputation mondiale avec son procédé de fusion par fulguration qui a été vendu dans dix-sept pays, dont les Etats-Unis, le Japon, l'U.R.S.S., l'Allemagne de l'Ouest et la Chine. Après avoir développé et affiné sa technologie dans les mines finlandaises, le groupe (1,2 milliard de marks finlandais de chiffre d'affaires) s'est attaqué aux marchés étrangers. Il participe à de nombreuses opérations « clés en main » dans plus de cinquante pays et ses seules ventes de *know how* représentent 10 % de son chiffre d'affaires.

On peut également citer parmi les points forts de l'ingénierie finlandaise les scieries, la construction navale (la Finlande est passée maîtresse dans la fabrication des brise-glace) et les plates-formes de forage, spécialité de Rauma Repola.

Avec le groupe Jaakko Pöyry (prononcer Poïru), on aborde l'un des aspects les plus modernes de l'ingénierie. Cette fois, il ne s'agit pas d'une firme industrielle qui a peu à peu étendu ses activités, mais d'une entreprise entièrement nouvelle, partie de rien, sans liens avec les constructeurs de matériels. C'est en 1958 qu'un « *docteur en ingénierie* », M. Pöyry, décide de créer une société de services. Son créneau : « *tout ce qui touche à la forêt, de près ou de loin* ». En amont et en aval. Il ne s'agit pas de vendre des machines, mais de la matière grise. De la sylviculture à la commercialisation des produits d'une papeterie ou d'une aciérie, en passant par l'étude, les plans, le choix des matériels, pour des usines « clés en main » (1).

Après une dizaine d'années, où le groupe s'est « *fait la main* » en Scandinavie, il s'attaque au marché mondial : Etats-Unis, U.R.S.S., Portugal, Italie, Chili, mais surtout Brésil, où il a obtenu l'ingénierie de grandes unités de pâte à papier, dont celle de l'usine d'Aracruz (*400 000 tonnes/an de* capacité pour un investissement total de 570 millions de dollars).

Aujourd'hui, le groupe Jaakko Pöyry réalise un chiffre d'affaires de 166 millions de marks finlandais. Il emploie mille deux cents personnes (les deux tiers ont un niveau d'études supérieur), dont plus de la moitié à l'étranger. Il se place au second rang mondial de sa spécialité, derrière le canadien Simmons, et apporte une contribution non négligeable à la balance des paiements finlandaise : 95 % de son activité s'exerce hors des frontières.

Confronté à un marché proche de la saturation en Scandinavie, le groupe entend mener une double action de diversification : géographique et sectorielle. Outre son renforcement en Amérique latine, Pöyry souhaite « *travailler dans les pays francophones, plus spécialement africains* », d'où l'ouverture d'un bureau à Paris pour faciliter cette pénétration. Le groupe participe, aux côtés des sociétés françaises Technip et Setimeg, à la construction d'une usine gabonaise de pâte à papier. En Finlande, Jaakko Pöyry étend son activité à l'ingénierie d'usines chimiques. Reste à savoir si, en sortant de son domaine traditionnel du bois-papier, sur lequel elle a assis sa réputation, la firme rencontrera les mêmes succès !

J.-M. Q.

(1) Pöyry a une « banque de données », où toutes les caractéristiques des usines existantes et des projets concernant le secteur du papier sont recensées.



SOCIÉTÉ

Le paysan, une espèce en voie de disparition

LA fierté pour la Finlande agricole, c'est d'avoir pu, dans des conditions climatiques peu favorables sous ces latitudes où la période végétative n'est que de quelques mois et où n'existent pratiquement pas des grands espaces de terre, assurer non seulement les besoins alimentaires de base de la population, mais aussi fournir une exportation notable qui permet de payer en partie les envois soviétiques de pétrole. Grâce au Gulf Stream, qui adoucit la péninsule scandinave, l'agriculture est restée possible mais dans des conditions quelque peu acrobatiques. Un agriculteur explique : « *Au printemps, labour et semailles doivent être faits en deux semaines. Pour la moisson, nous avons un maximum de quatre semaines. La rosée du matin n'est sèche que vers 11 heures, et nous avons jusqu'à 17 heures pour moissonner.* »

L'agriculteur est donc condamné à une mécanisation à outrance (un tracteur pour 12 hectares et une moissonneuse pour 33 hectares). Il a fallu mettre au point des semences capables de mieux résister au froid, des céréales à tiges plus fortes qui ne se couchent pas sous le poids des pluies d'automne ; ici, la moisson ne commence au plus tôt qu'au mois de septembre, et 1977 s'annonce comme une année qui restera catastrophique dans les annales agricoles. L'élevage, lui aussi, a connu des progrès spectaculaires et il représente (lait et viandes réunis) 45 % du revenu des agriculteurs.

Les performances agricoles sont d'autant plus remarquables qu'elles restent dans un cadre agraire très étroit. Malgré la diminution très forte de la population active agricole (passée de 42 % en 1950 à moins de 14 % en 1976), la taille des exploitations n'a pratiquement pas augmenté depuis vingt ans. Au cours des années 20 et 30, des terres avaient été attribuées à tous les paysans démunis afin de stabiliser les tensions sociales nées de la misère des campagnes. La taille moyenne de l'exploitation agricole était alors de 4 hectares seulement, comme aujourd'hui. Cette pression sur les terres fut accentuée après la guerre, lorsqu'il fallut créer dix mille fermes nouvelles pour les réfugiés de Carélie.

Depuis le début des années 70, la disparition des exploitations s'est accélérée (quatorze par jour en moyenne). Aux 11 hectares de culture, la ferme finlandaise moyenne s'adjoint 35 hectares de forêts qui assurent directement le quart du revenu de l'agriculteur et constituent une source précieuse de capitaux. Relevant (à 73 %) du secteur privé, les forêts appartiennent pour 70 % aux agriculteurs. Mais elle ne représentent plus l'apport en salaire d'appoint qu'elles constituaient il y a encore dix ans. Les travaux d'abattage sont de plus en plus mécanisés et confiés à des entreprises spécialisées qui ne font plus que rarement appel à la main-d'œuvre agricole. De plus, depuis 1974, il y a baisse de la demande de bois par l'industrie et les prix sont tombés. Souvent, très fortement endettés, les agriculteurs ne trouvent pas d'acquéreurs pour leur bois.

4 % du revenu national

LES dirigeants agricoles n'hésitent pas à dire que, dans sa forme actuelle, l'agriculture est condamnée à connaître une crise très grave, puisque les paysans, qui représentent 14 % de la population active, ne perçoivent que 4 % du revenu national. D'abord, expliquent les experts de la Confédération des agriculteurs, « *les agriculteurs sont vieux. La moyenne d'âge est aujourd'hui de cinquante-sept ans. Il n'y a plus de jeunes pour les remplacer : 4 % des enfants seulement sont nés dans des exploitations agricoles. Seule une partie des exploitations va continuer et l'autre partie devra servir à leur agrandissement. Mais les agriculteurs manquent de capitaux pour racheter les terres et ils se trouvent en concurrence avec les gens des villes, qui veulent faire des placements, ou avec l'industrie.*

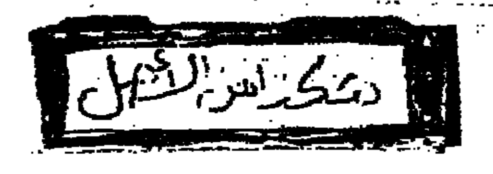
» *Le revenu agricole moyen ne représente que 60 % du revenu moyen dans l'industrie. Il faudrait assurer aux agriculteurs le même niveau de revenu qu'aux travailleurs de l'industrie.* » La confédération met l'accent sur les revendications sociales ; congé annuel de dix jours pour les éleveurs (il est déjà de vingt-quatre jours en Norvège), remplacement de l'agriculteur en cas de maladie, etc.

« *Mais cela est-il suffisant pour ramener des jeunes à la terre ou pour empêcher de partir les quelques rares qui y sont restés ? Le manque de main-d'œuvre s'ajoutant aux conditions climatiques renforce la mécanisation ou la spécialisation sur des types de production exigeant peu de main-d'œuvre. Néanmoins, la rentabilité du capital ne fait que diminuer. Nous sommes presque toujours en dessous des 4 %. Nous n'atteignons ce chiffre qu'en tirant au maximum sur le salaire que l'exploitant agricole se verse.* »

Si les prix agricoles ont augmenté de 45 % en trois ans, les prix industriels, eux, se sont accrus de 75 %. Une étude réalisée par les économistes de la Confédération des agriculteurs montre que, pour acheter un tracteur, il fallait 15 450 kilos de blé en 1961 et 28 150 en 1970, ou bien 24 450 kilos de lait en 1961 et 34 650 en 1970. Si on voulait payer le tracteur avec du bois (le bois étant la principale source de capitaux), il fallait 6 935 pieds cubiques en 1961 et 11 485 dix ans plus tard.

(*Lire la suite page 28.*)

G. G.





Supplément Finlande

SOCIÉTÉ

La base veut participer à la concertation

Par GILLES GERMAIN

« D'une société de classe, nous sommes passés à une société d'intérêt et de pression où l'on essaie de se comprendre les uns les autres. » *Cette observation, surprenante de la part d'un dirigeant de la confédération ouvrière SAK, marque bien les changements profonds qui sont intervenus dans le monde du travail en Finlande. Certes, la presse de gauche représente toujours le patron en jaquette, chapeau haut de forme et cigare aux lèvres ; et les grosses limousines américaines, noires bien entendu, restent le symbole d'un pouvoir patronal incontesté ; mais dans l'ensemble, on discute, on s'assied régulièrement autour de la table des négociations : les adversaires se sont transformés en partenaires indispensables.*

CONSTRUIT au bord de la mer en lisière du premier quartier ouvrier d'Helsinki, l'immeuble de verre de la SAK ressemble comme un frère à la grande construction jaune qui abrite les bureaux de la puissante confédération finlandaise des employeurs et dont les fenêtres s'ouvrent sur le panorama du vieux port. C'est dans ces deux bâtiments que les experts des deux bords, les économistes et les statisticiens préparent les négociations de politique des revenus, qui scandent chaque année ou tous les deux ans le rythme de la vie sociale finlandaise.

Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Avant la seconde guerre mondiale, il n'y avait aucun dialogue. Le patronat ne reconnaissait même pas les syndicats. Ce n'est que pendant la guerre d'hiver (1939-1940), peut-être en raison de la solidarité née sur le front, qu'une reconnaissance officielle fut accordée, qui aboutit à l' « *accord de janvier* », établissant le principe des négociations. Du fait des hostilités, l'ensemble de la vie économique était, en fait, réglé par le gouvernement et ce n'est qu'en 1944 que fut conclue la première convention générale, qui sera renouvelée et élargie en 1946.

Au lendemain de la guerre, les conventions sont établies au niveau des fédérations, mais, en 1968, le premier accord central, conclu au niveau confédéral, est signé. On y dressait un cadre général à la politique des prix et des revenus, en même temps qu'étaient prises certaines mesures pour redresser la situation économique à la suite de la dévaluation du mark en 1967. L'accord de 1968 marquait un tournant : c'était un succès quasi complet qui mettait fin à l'indexation. Les salaires réels augmentaient régulièrement et l'inflation était pratiquement enrayée. La participation des communistes au gouvernement de coalition, dirigé alors par M. Koivisto (social-démocrate), et le renforcement considérable du mouvement ouvrier, réunifié depuis l'année précédente, ont été des facteurs essentiels du succès de cette nouvelle politique « *contractuelle* ». Ce dispositif fonctionna encore l'année suivante, mais donna déjà des signes d'essoufflement dès 1970. Il faudra, cette année-là, tout le poids de l'autorité du président de la République pour qu'un accord soit conclu. De plus, ce système a son talon d'Achille : avec la réunification du mouvement ouvrier, les règles de négociation avaient été modifiées et les décisions prises au sommet ne liaient pas les fédérations syndicales. Il s'agit davantage de recommandations pressantes mais sans caractère impératif. Aussi, il n'y eut pas d'accord central en 1973 et l'inflation repartit de plus belle pour atteindre, en un an, le taux de 15,3 % pour les prix à la consommation. En fait, la politique contractuelle était en quelque sorte victime de son succès.

La force redoutable des organisations du travail

LE mouvement syndical est, en quelques années, devenu une force redoutable. Il regroupe actuellement 80 % des salariés et compte près d'un million et demi de membres qui se répartissent entre cinq grandes confédérations : SAK (ouvriers) : 951 000 membres ; T.V.K. (employés et fonctionnaires) : 290 000 membres ; AKAVA (personnel enseignant et diplômés en tous genres) : 140 000 membres ; V.T.Y. : (cheminots, postiers, etc.) : 101 000 membres ; S.T.T.K. (techniciens) : 93 000 membres. De l'autre côté, le patronat, à travers les membres de la Confédération des employeurs finlandais, couvre près de 900 000 travailleurs.

Face à un gouvernement instable qui ne peut s'appuyer solidement sur un Parlement éparpillé entre de multiples partis et fractions, les organisations du travail constituent des groupes de pression homogènes qui ont tendance à régenter la vie économique et sociale. Pour la gauche, minoritaire au Parlement, le mouvement syndical constitue le moyen d'y faire aboutir les revendications qui rencontreraient des résistances insurmontables. Aussi les « paquets » de politique des revenus se gonflent de plus en plus : ils ne concernent pas seulement les problèmes des salaires, mais aussi certaines réformes sociales (congés annuels, protection contre les accidents du travail, congés et allocations maternité, etc.), et même le revenu des agriculteurs ou encore la politique fiscale, avec le réajustement des barèmes de l'impôt sur le revenu. Les « rounds » de politique des revenus, comme celui de 1974 par exemple, mettent en cause tout ce qui a pouvoir de décision en matière économique : gouvernement, banques de Finlande, syndicats, industries, patronat et agriculteurs. Il reste ensuite au Parlement à voter les lois dont les principes ont été fixés au préalable dans les conventions collectives.

De part et d'autre, on reste convaincu de l'avantage des accords centraux au niveau fédéral. Mais force est de constater que ce qui est décidé au sommet en matière de salaires n'est en fait considéré que comme base de départ pour de nouvelles négociations au niveau des fédérations ou même des entreprises. Le « glissement » par rapport aux augmentations salariales décidées au sommet peut aller du simple au double.

Quant à la paix du travail, que les accords centraux étaient censés assurer, elle devint assez rapidement un leurre. L'habitude fut prise assez vite de déclencher systématiquement des mouvements de grève pour « *accélérer* » la ratification au niveau fédéral de l'accord-cadre conclu au sommet. Dans les années moyennes on compte ainsi entre 300 000 et 400 000 journées de travail perdues ; mais, en 1971, le chiffre fut de 2 700 000 journées avec la très dure grève de la métallurgie et, en 1976, de 1 400 000 journées. De plus, en raison de la concurrence au sein des syndicats entre sociaux-démocrates et communistes (respectivement 64 % contre 36 % dans la confédération ouvrière), de nombreuses grèves surprises, plus ou moins « sauvages », éclatent qui ne contribuent pas à améliorer le climat sur le marché du travail. Le nombre des conflits est en augmentation constante : 3 200 en 1976 contre 200 en 1970.

Un tournant a été marqué en 1977. Cette année, aucun accord n'a pu être trouvé au niveau central. Avec la crise, le patronat, fortement échaudé par les expériences antérieures, a préféré adpoter une « ligne zéro » (pas d'augmentation des salaires, mais convention conclue pour deux ans) et torpiller ainsi les négociations. En définitive, un compromis a pu être trouvé et a été approuvé par les fédérations. Mais le problème des nouvelles règles du jeu est posé.

La question la plus brûlante, c'est peut-être celle de l'usage du droit de grève que d'aucuns souhaiteraient voir limité. Dans une société où les intérêts de chacun tendent à se confondre avec les intérêts de la communauté nationale, où l'interdépendance des groupes d'intérêts est de plus en plus profonde, la grève reste-t-elle un instrument utilisable n'importe où et n'importe quand ? Le président Kekkonen a voulu poser la question devant la SAK qui fêtait son 70e anniversaire : « *De puissantes organisations syndicales sont nécessaires et même obligatoires dans une société démocratique. Mais la grève comme moyen de solution de conflit du travail commence à être une arme usée. Il faudrait,* dit-il, *avoir rapidement une démocratie d'entreprise fonctionnant efficacement qui, par son action préventive, veillerait à ce qu'aucune divergence n'aille déboucher sur un ultimatum ou la grève.* »

En fait, la démocratie d'entreprise est devenue un véritable serpent de mer. Lancée à la fin des années 60, étudiée par un groupe de travail composé d'universitaires, reportée de comité en comité, la démocratie d'entreprise gêne un peu tout le monde. Exclue d'emblée par les communistes pour lesquels « *il ne faut pas parler de démocratie d'entreprise, mais de démocratie au niveau de chaque emploi* », l'idée recouvre des concepts assez différents selon qu'elle est exprimée par l'employeur ou l'employé. Les deux points cruciaux sont l'accès à l'information sur l'entreprise et le poids de décision dans l'entreprise. Les employeurs sont prêts à certaines concessions sur la question de l'information, mais restent inflexibles sur le partage des décisions.

Selon le rapport du comité pour la mise en œuvre de la démocratie d'entreprise, la réforme devrait s'appliquer à 80 % des travailleurs finlandais. La pièce maîtresse du dispositif serait la création d'une « *commission conjointe* » de six à quinze membres, composée pour un tiers de représentants de la direction et pour deux tiers de représentants du personnel (par moitié employés et ouvriers). Ces commissions auraient un pouvoir de décision sur certaines questions, les décisions étant prises à la majorité simple ou à la majorité au sein de chaque groupe.

Au moment où la récession économique fait chanceler sur ses bases un système de concertation « *bon en cas de crise, mais inadapté comme système permanent normal* », la réflexion sur la réforme de l'entreprise et sur les modes de négociations des conventions collectives va peut-être marquer des progrès. Et les responsables de la SAK estiment que pour la démocratie d'entreprise « *il serait possible d'aller de l'avant, mais pas d'un seul coup. Nous n'avons rien obtenu en dix ans parce que nous avons voulu tout. Il faudrait obtenir au moins quelque chose et élaborer des accords par branches, préparer une loi cadre avec des applications différentes* ». Quant à la politique de négociations des accords collectifs, il y a une unanimité à la confédération ouvrière pour penser qu'il faut continuer.

Les esprits ne sont peut-être pas encore mûrs pour jeter par-dessus bord ce qui est devenu un mythe, mais qui avait parfois un peu trop éloigné le sommet de la base. Pourtant, face aux difficultés présentes auxquelles se heurte le bien-être de la société finlandaise, la volonté de sauvegarder le précieux acquis du dialogue peut contribuer à mettre en place de nouvelles règles du jeu.

DIPLOMATIE

Défense d'une neutralité

(Suite de la page 23.)

Peut-on commenter avec les mêmes accents à Helsinki, à Londres ou à Paris les troubles du camp socialiste, traiter de la même façon du sort des « dissidents » ? Pendant toute une période, des Finlandais disaient que leur président était beaucoup trop complaisant à l'égard de l'U.R.S.S. Aujourd'hui, son réalisme est mieux compris parce qu'après deux décennies son utilité a pu être démontrée.

On peut distinguer deux grandes périodes dans la diplomatie finlandaise sous la conduite de l'actuel chef de l'Etat. La première correspond à la guerre froide. En ce temps-là, les superpuissances n'avaient aucune tendresse pour les neutres. Cette neutralité, disait l'ancien secrétaire d'Etat J.-F. Dulles (à propos de Nehru), est « immorale ». Staline, lui, avait décidé que, quand on n'appartenait pas au camp socialiste, on était valet de l'impérialisme. Le climat commença d'ailleurs à changer peu après l'accession de M. Kekkonen à la présidence : la déstalinisation était inaugurée.

Pourtant la situation restait tendue. Un problème délicat se posait au gouvernement d'Helsinki. Il fallait continuer à diversifier les échanges économiques, notamment avec les voisins nordiques. Mais comment négocier les accords avec les pays de la zone de libre-échange sans susciter la méfiance des Russes ? De plus, la santé de l'économie nationale dépendait des relations avec Moscou. A cause des réparations, une bonne partie de l'industrie s'était équipée pour fabriquer les biens dont avait besoin l'U.R.S.S. En raréfiant les commandes, voire en les supprimant, Moscou pouvait asphyxier son partenaire. La menace fut même, une fois, suffisamment sérieuse pour que les sociaux-démocrates renoncent à participer au gouvernement.

L'inquiétude fut grande surtout en novembre 1961. En pleine crise de Berlin, Nikita Khrouchtchev pria les Finlandais de négocier un nouvel accord. Ils devaient s'engager à organiser avec l'U.R.S.S. une défense commune contre l'Allemagne. Si le chef du gouvernement soviétique avait obtenu gain de cause, la Finlande aurait cessé par le fait même d'être neutre. Comment expliquer cette pression ? Alors que l'Union soviétique était engagée dans une guerre des nerfs avec les Occidentaux, la Finlande pouvait lui servir d'otage. Les Nordiques n'inciteraient-ils pas alors Washington à jeter du lest ?

Visée tactique mais aussi stratégique. La neutralité de la Finlande était admise dans les faits, mais non reconnue dans des textes signés par Moscou. Khrouchtchev n'entendait-il pas alors créer une situation nouvelle ? Le président Kekkonen se rendit en U.R.S.S. et sut convaincre les Russes d'abandonner leur projet ; on n'entendit plus parler de l'accord de défense commune.

Du non-engagement au non-alignement

A LA période de guerre froide correspond, pour la Finlande, une politique marquée essentiellement par la prudence. Il s'agissait de maintenir la neutralité. A la faveur de la détente, le président Kekkonen allait définir et appliquer une conception plus ambitieuse. Il l'avait d'ailleurs définie dans son message du Nouvel An de 1961 : « *N'est-il pas temps pour la Finlande de changer ce qui a été jusqu'alors un « statut spécial » imposé par le destin en quelque chose de bénéfique pour elle-même et pour les autres, de construire des ponts entre l'Est et l'Ouest ?* » Cela marque le passage du non-engagement au non-alignement.

Pour mener à bien cette politique, il fallait à la fois conserver la confiance des Soviétiques et s'assurer de la compréhension des Occidentaux. Toujours en 1961, M. Kekkonen disait à Washington : « *Mieux nous réussissons à montrer à l'Union soviétique que la Finlande est un voisin pacifique et meilleures sont nos chances de coopération pacifique avec les pays occidentaux.* » Ainsi fut-il amené à prendre certaines initiatives qui allaient au-devant du désir des Russes. Il condamna la participation de militaires allemands aux manœuvres de l'OTAN dans la région nordique. M. Sorsa, dirigeant social-démocrate, et actuellement premier ministre, a écrit que le but principal de la politique finlandaise « *a été de créer des conditions telles qu'on évite des conflits armés qui puissent nous affecter directement ou indirectement* ». Et, ajoutait-il, ce qui est primordial pour la sécurité finlandaise, ce sont les pays nordiques, ceux qui bordent la Baltique et la partie septentrionale de l'U.R.S.S.

Le rôle d'Helsinki dans la préparation et le déroulement de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sont également significatifs. Cette conférence n'était-elle pas d'origine soviétique ? Elle avait pour M. Brejnev un double avantage : à court terme, elle permettait de briser l'isolement dans lequel il se trouvait après l'intervention en Tchécoslovaquie. A long terme, et alors qu'il était impossible de conclure un véritable traité de paix, elle apportait une reconnaissance solennelle du *statu quo* en Europe orientale.

Certains pouvaient alors se demander si en prenant des initiatives pour la convocation et le déroulement de la conférence, M. Kekkonen ne se faisait pas l'instrument du Kremlin. C'était oublier une question fondamentale pour les Finlandais et non encore résolue. En garantissant le *statu quo*, la C.S.C.E. n'amenait-elle pas les Russes à reconnaître la neutralité de leur pays ?

Il fut beaucoup question à cette occasion de menaces de « finlandisation » du continent. En faisant adopter un nouveau code de coopération, les Soviétiques ne réussiraient-ils pas à amener les Européens de l'Ouest à s'imposer la même réserve que les Finlandais ? C'est un risque en effet. Encore ne faut-il pas oublier que pour le Kremlin une « finlandisation » européenne pourrait avoir d'autres risques : les Tchécoslovaques, par exemple, aimeraient peut-être partager le sort des Finlandais. Du point de vue d'Helsinki il ne s'agissait nullement de servir de « modèle » à Rome ou à Paris : les servitudes géographiques ne sont tout de même pas comparables. Beaucoup plus simplement, il importait de faire confirmer que la Finlande peut continuer à être ce qu'elle veut être depuis trente ans et à créer, sur le continent, les conditions nécessaires à cette existence-là.

BERNARD FÉRON.

SOCIÉTÉ

Le paysan, une espèce en voie de disparition

(Suite de la page 26.)

Les subventions versées à l'agriculture, éternelle pomme de discorde politique, restent insuffisantes, selon la Fédération : « *Nous sommes trop pauvres en Finlande pour pouvoir subventionner l'agriculture. En Suède on y consacre 3 milliards de marks alors que chez nous on atteint à peine 300 millions. Cette année, le revenu des agriculteurs va diminuer.* »

La Finlande aurait-elle une agriculture trop coûteuse ? Certains le croient. Quand le prix du lait et des produits alimentaires en général croît à la consommation, le citadin se sent directement concerné. Sait-il que le producteur ne recevra qu'un dixième de cette augmentation ? « *L'existence de notre agriculture n'est pas du gaspillage. Même aux prix du marché mondial, nous n'aurions pas l'argent pour importer notre alimentation. Et surtout, on oublie que nous assurons le maintien d'une infrastructure dans tout le pays. Nous offrons des emplois ailleurs que dans l'agriculture. Sans nous, en dehors du Sud, ce pays serait mort. L'estivant ne s'en rend peut-être pas compte, mais, quand il va passer son mois de vacances ailleurs que dans le Sud, il trouve tout ce qu'il lui faut. Des routes, des magasins, des services, etc., c'est nous qui en assurons le maintien les onze autres mois de l'année.* » Et il y a trop de Finlandais qui viennent de quitter le monde rural familier, qui ont laissé derrière eux la nostalgie de la civilisation agraire, pour aller très loin dans leur condamnation des agriculteurs. Le paysan-pêcheur qui sommeille en tout Finlandais de la ville permettra peut-être à l'agriculteur de ne pas connaître une crise trop grave, car souvent les sentiments, sous la lumière de Nord, sont plus forts que certaines réalités économiques un peu fades.

G. G.

Dans les revues...

■ La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE reproduit un débat de l'ISER (Institut socialiste d'études et recherches) sur un problème quasi historique : la mort (autour de 1950) et la résurrection (depuis quelque temps) des idéologies. En fait, c'est l'idéologie (majuscule), notion, concept, qui est radiographiée et considérée en particulier dans ses rapports — différemment appréciés — avec le parti et le mouvement socialistes. Dans sa conclusion, M. François Mitterrand effleure tout de même l'actualité en rappelant que, « mais enfin, nous ne sommes pas un parti dogmatique ». (N° 26 spécial, mensuel. - 12, cité Malesherbes, Paris-9e.)

■ En tête d'ESPRIT, Paul Thibaud ne propose pas de changer la vie mais — ambition moindre ou plus grande ? — de « changer la politique ». Sous ce titre, c'est l'analyse d'une situation politique plutôt figée où le parti — en général — apparaît de plus en plus comme « la matrice du pouvoir bureaucratique ». Dans le même numéro, deux « Lettres » — opposées — de deux intellectuels arabes aux intellectuels arabes : sur le problème palestinien et, par conséquent, Israël. (Septembre, mensuel, 16 F. - 19, rue Jacob, Paris-6e.)

■ Dans CRITIQUE COMMUNISTE, un long article de Pierre Julien qui expose le point de vue trotskiste sur les nationalisations et un entretien sur la stratégie révolutionnaire en Espagne avec Fernando Claudin, Daniel Bensaïd et Julio Arramberri. (N° 17, dix numéros par an, 10 F. - 10, impasse Guéménée, 75004 Paris.)

■ La deuxième livraison de POUVOIRS, consacrée en grande partie au Parlement européen, s'ouvre sur un débat entre MM. Couve de Murville et Altiero Spinelli : « Quelle Europe ? » La querelle constitutionnelle y est analysée par Georges Vedel : la querelle politique par Pierre Dabezies et Hugues Portelli. A signaler aussi un entretien avec Nicos Poulantzas : « Partis politiques et classes sociales face à l'Europe. » (N° 2, 1977, trois numéros par an, abonnement : 117 F. - P.U.F., 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.)

■ CROISSANCE DES JEUNES NATIONS présente dans son dernier numéro, sous la signature de Georges Hourdin, la théorie de la « sécurité nationale » telle qu'elle inspire les militaires brésiliens. La revue lance à ce propos une mise en garde : « Nous sommes en face d'une forme nouvelle de fascisme. Nous ne le savons pas assez en Europe. » (N° 187, septembre, mensuel, 6 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75849 Paris Cedex 17.)

■ Dans LES TEMPS MODERNES, J.-L. Missika et J.-Ph. Faivret commencent la publication d'une étude socio-juridique, donc politique, sur l'informatique et les libertés. C'est-à-dire sur les risques que celle-là fait courir à celles-ci : tant les libertés individuelles que les collectives. (Numéro double, août-septembre, mensuel, ce n° : 15 F. - 26, rue de Condé, Paris-6e.)

■ Pour son premier numéro, SOLIDARITE CHILI publie une longue lettre adressée par les familles de « disparus » au général Pinochet, un bref bilan de la situation politique et économique actuelle (Jacques Chonchol) et une analyse de la politique sanitaire de la dictature préparée par le « Comité santé Chili ». (N° 1, septembre, bimestriel, 3 F. - B.P. 136, 75263 Paris Cedex 06.)

■ CERES, revue de la F.A.O., envisage divers problèmes liés au phénomène de la pauvreté rurale : maîtrise des disponibilités alimentaires, contrôle démocratique des ressources alimentaires, méthodes d'éducation non formelles. Gunnar Myrdal y explique que les réformes sociales visant à éliminer la pauvreté sont un investissement profitable pour la croissance nationale. (Vol. 10, n° 4, juillet-août, bimestriel. - Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome.)

■ Les CAHIERS DES AMERIQUES LATINES, où l'Institut des hautes études de l'Amérique latine publie les résultats de ses recherches, exposent les difficultés de l'économie latino-américaine, une économie marginale, périphérique et dominée, ainsi que le résume fort bien le titre de l'étude de Raymond Prats, qui soupèse, à cette occasion, les chances de réussite du SELA (Système économique latino-américain). Dans le même numéro, des études — historiques ou très actuelles — sur les sociétés andines et sur le système de production dans les colonies esclavagistes du dix-huitième siècle. (Nos 13-14, 1976, deux numéros par an, 60 F. - 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

■ Dans L'ACTUEL : une étude historique des mouvements de libération en Afrique du Sud depuis la création de l'A.N.C. en 1912 et un article pessimiste de René Raindorf sur la politique du nouveau gouvernement israélien. (Vol. 2, n° 3, bimestriel, 65 F.B. - 67, Dries, 1170 Bruxelles.)

■ Rosemary Sayigh s'efforce de cerner les contours de l'identité palestinienne dans le dernier numéro du JOURNAL OF PALESTINE STUDIES publié à Beyrouth : les résultats d'une enquête menée dans un camp de réfugiés du Liban fournissent les éléments d'une analyse sur la composition sociale et les structures de classe dans la diaspora palestinienne, les attitudes à l'égard de l'arabisme, etc. (Vol. VI, n° 3, printemps 1977, trimestriel, 5 livres libanaises ou 3,75 dollars. - Pour toute correspondance : P.O. Box 19449, Washington D.C. 20036.)

■ Dans ETHIOPIQUES, L.S. Senghor brosse un tableau d'histoire et de civilisation : celui des Noirs dans l'Antiquité méditerranéenne : leur place et leur rôle dans la société gréco-romaine. On connaît certaines thèses selon lesquelles l'ancienne Egypte était noire. L.S. Senghor croirait plutôt à la réalité et aux bienfaits du métissage dans le creuset méditerranéen. Il fait allusion à la thèse du Pr Martiny qui voit dans un tel métissage un « élément important du miracle grec ». Dans le même numéro : les mouvements de libération arabo-africains, soutiens naturels des Palestiniens (M. Sayah) ; des notations très suggestives de B. Mor Sock sur le griot et la curieuse mise en évidence d'une étroite parenté entre sa fonction et celle du journaliste. (N° 11, trimestriel, 35 F. - 10, rue Thiers, B.P. 260, Dakar, Sénégal.)

■ Un intéressant cahier d'AUTOGESTION ET SOCIALISME qui retrouve une source de la société autogestionnaire en Afrique noire et examine les propositions pour une autogestion africaine dont R. Cotin expose la problématique et les conditions, actuellement difficiles, d'existence. (Septembre, trimestriel, 20 F. - Edit. Anthropos, 12, av. du Maine, Paris-15e.)

■ Une solution pour les paysans du tiers-monde ? Orville L. Freeman, ancien secrétaire d'Etat américain à l'agriculture, propose très sérieusement dans FORUM DU DEVELOPPEMENT une nouvelle forme d'exploitation agricole... par satellites. Dans le même numéro : une analyse de Pierre Uri sur la réforme du système financier et monétaire international. Le Centre de l'information économique et sociale de l'ONU, qui publie la revue, annonce que l'édition anglaise FORUM DEVELOPMENT lancera au début de 1978 une nouvelle « Business Edition » où les milieux d'affaires trouveront la liste des nouveaux projets financés par la Banque mondiale et le PNUD ainsi que des avis d'appels d'offres internationaux rattachés à ces projets. (N° 39, août-septembre. - Nations unies, CH-1211 Genève 10.)

■ L'expansion de l'offre de financement en euro-monnaies aux pays sous-développés a incité Ishan Kapur, économiste indien et fonctionnaire du F.M.I., à s'interroger sur les critères inspirant les banquiers opérant sur les euro-marchés lorsqu'ils accordent des prêts au tiers-monde. FINANCE & DEVELOPMENT, revue du Fonds monétaire, publie le résultat de ses recherches, à côté d'autres articles sur le financement compensatoire, la surveillance des politiques de taux de change, la reconstitution des ressources de l'IDA, etc. Autant d'études techniques qui aident à mieux comprendre les mécanismes du fonctionnement du F.M.I. (Vol. 14, n° 3, septembre, trimestriel, gratuit. - I.M.F. Bldg, Washington D.C. 20431.)

■ Devenu valeur marchande (tourisme, cinéma, spéculation foncière...) et moyen de conditionnement idéologique, le paysage était longtemps demeuré le terrain de prédilection des seuls artistes ou des... militaires. Mais, aujourd'hui, « à quoi sert le paysage ? » se demande Yves Lacoste dans HERODOTE qui consacre son dernier numéro à ce thème. Le champ de réflexion s'élargit avec des études sur la destruction du bocage breton, la « forêt - loisir », le paysage du western, etc. (N° 7, troisième trimestre, trimestriel, 18 F. - Librairie Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

■ LA PENSEE consacre un ensemble de réflexions sur la « crise de la géographie en France et publie un débat autour de l'*Histoire de la France rurale* dirigée par G. Duby : critique tome par tome et qui, à travers les divergences idéologiques, rend hommage à ce grand ouvrage. (Août 1977, bimestriel, 18 F - 146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-10e.)

■ Les enseignants et les étudiants de l'U.E.R. Textes et documents de l'université de Paris-VII ont pris ensemble l'initiative d'un périodique, 34/44, dirigé par Julia Kristeva, où sont publiés des travaux, échanges, confrontations d'idées développés dans cette U.E.R. Ce second cahier a pour thème « les intellectuels et la politique » (Céline, Gombrowicz, Blanchot, etc.). (N° 2, saisonnier, 15 F. - Université de Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris-5e.)

■ Une autre nouvelle revue, qui n'est pas sans liens avec Paris-VII, BOREALES, est l'organe du Centre de recherches internationales nordiques, ce qui définit suffisamment son objet et son programme. Dans ce dernier numéro — qui est aussi l'un des premiers, — Lars Strömberg analyse les réactions de la presse française à la chute d'Olaf Palme. D'autres auteurs traitent de littérature et de linguistique. (N° 4, trimestriel, 25 F - 28, rue Georges-Appay, 92150 Suresnes.)

■ Les ANNALES du Centre de recherches sur l'Amérique anglophone sortent deux gros cahiers : l'un sur l'Amérique révolutionnaire (celle d'il y a deux siècles, bien entendu) ; l'autre sur le naturalisme américain et sa descendance d'aujourd'hui. (Nos 1 et 2, vol. IV, annuel, 25 F (en souscription.) - Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Domaine universitaire, 33405 Talence, Cedex.)

■ Un numéro de la NOUVELLE CRITIQUE consacré à la R.S.T., sigle populaire, paraît-il, jusqu'à être galvaudé. Dans la « révolution scientifique et technique », le mot « révolution » est évidemment ambigu. La NOUVELLE CRITIQUE s'attache à en dégager la couleur politique. Débat politique, par conséquent. D'autre part, un ensemble important sur la littérature occitane. (Août-Septembre, mensuel, 20 F - 2, pl. du Colonel-Fabien, Paris-3e.)

■ La REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE publie des extraits significatifs des déclarations faites par les représentants des pays européens au colloque de Rome, dont le sous-titre, non moins significatif, était : « La monnaie comme élément de division ou d'unité en Europe ». (N° 869, juillet-août, bimestriel, 15 F. - 17, avenue Gourgaud, Paris-17e.)

■ LE DROIT DE VIVRE, « le plus ancien journal antiraciste du monde », consacre un numéro à la « nouvelle offensive néo-nazie ». On nous dit aujourd'hui que les millions de juifs anéantis ne sont que mirages, visions et calomnie. C'est trop peu dire : sacrilège. Puisque, entre les inscriptions relevées par le journal, on trouve celle-ci (dans la région parisienne) en lettres monumentales : UN SEUL DIEU : ADOLF HITLER. (Septembre, mensuel, 3 F. - 40, rue de Paradis, Paris-10e.)

■ EUROPE consacre à la science-fiction un numéro qui explore par toutes sortes de voies et de vues ce qui est non seulement un genre littéraire, certes révélateur, mais un phénomène social. Etudes instructives, excitantes, couronnées par l'instrument le plus utile : une chronologie de la S.F. qui commence un bon siècle avant notre ère pour se clore, provisoirement, sur la fondation, l'année dernière, de la Société francophone du fantastique. (Août-Septembre, mensuel, 25 F. - 21, rue de Richelieu, Paris-1er.)

CINÉMA

■ POSITIF consacre un important dossier au cinéaste américain Howard Hawks (illustré d'une remarquable iconographie) et propose une enquête sur le cinéma fantastique dans laquelle J.-F. Tarnowski tente de définir les contours précis du genre. Par ailleurs toute l'équipe de rédaction analyse, un à un, l'ensemble des films du dernier Festival de Cannes. (N° 195-196, août-septembre, mensuel, 18 F. - 39, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.)

■ Guy Hennebelle s'interroge, dans ECRAN 77, sur l'existence d'un « nouveau réalisme » en France et s'entretient longuement à ce sujet avec Bertrand Tavernier, auteur *Des enfants gâtés*. Claire Clouzot, dans le même numéro, converse avec le réalisateur américain George Lucas à propos de l'extraordinaire succès du film de science-fiction *Star Wars*. (N° 61, septembre, mensuel, 18 F. - 69, rue Simon-Bolivar, 75019 Paris.)

■ « Le cinéma dans la peinture » fait l'objet, dans les CAHIERS DU CINEMA, d'une remarquable étude circonscrite à l'œuvre des peintres Jacques Monory et Gérard Fromanger. En outre cette revue poursuit sa réflexion sur un certain cinéma français au fil d'entretiens avec André Téchiné, auteur de *Barroco*, et Pascal Kané, auteur de *Dora et la lanterne magique*. (N° 279-280, août-septembre, 18 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

VOIE NORMALE

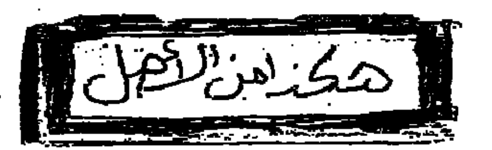
France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco	55
Autres pays	73

PAR AVION (abonnement et textes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	87
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	96
TOM (sauf T.P.A.I.), République malgache, Etat comorien	116
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	101
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	140
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	121

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. Abonnements : 520-63-02 — Tél. Rédaction : 246-72-23
Adresse télégraphique : Journonde, Paris — Télex : Le Monde 650-572 Paris



les livres du mois

«L'EUROPE SUICIDAIRE», de Léon Poliakov

Par YVES FLORENNE

AVEC ce nouveau livre, Léon Poliakov donne le quatrième volume de son Histoire de l'antisémitisme (1). Une histoire qui est aussi une redoutable mythologie. Les tomes précédents se bornaient à fixer, dans leur titre, la période embrassée. Cette fois, cette période même et l'année fatidique 1933 justifient une prophétie. En gros, on pourrait dire que l'Europe-Gribouille a couru au suicide pour prévenir la mort dont la menaçait, prétendument, l'imaginaire complot juif visant à sa conquête et à la domination universelle. Ce n'est sans doute pas, dans l'histoire de l'humanité, un cas unique d'autodestruction collective par l'effet d'un mythe. Mais c'en est certainement un, hélas ! exemplaire, qui nous concerne directement et qui aura entraîné les conséquences les plus effroyables.

Ce mythe du complot, de l'imminence d'un « règne juif », qui a hanté nombre des meilleurs esprits et l'inconscient collectif, Léon Poliakof l'étudie, à travers les données d'une vaste et minutieuse enquête, dans chacune des divisions de son livre. Celles-ci se recoupent à dessein, et doublement. Deux périodes sont distinguées : de la guerre franco-prussienne à la première guerre mondiale; de cette guerre et de ses suites jusqu'à l'avènement d'Hitler. Les nations principales, ou groupes de nations, y sont considérées — donc, deux fois — dans toutes les interférences, concernant le « mythe », nées de leur alliance ou de leur conflit. L'antisémitisme dans l'Allemagne wilhelmienne trouve son pendant dans la France de l'affaire Dreyfus. D'autant plus qu'on ne met peut-être pas suffisamment en lumière un facteur déterminant de cette crise : l'identification du juif à l'Allemand.

Il va sans dire que le chapitre capital est celui de la Russie tsariste : statut spécial, celui d'un étranger qui n'aurait aucune des garanties de l'étranger; procès — politiques — de « sorcières », sous le prétexte médiéval des « crimes rituels »; haine populaire exploitée, organisée et débouchant sur les pogromes : « Pour la première fois, l'antisémitisme allait devenir moyen de gouvernement ». Le cas russe permet, en outre, à l'auteur de montrer l'inanité de toute explication purement marxiste de l'histoire juive.

AVEC l'été 1914, nous entrons dans un extraordinaire délire collectif, qui n'est pas l'antisémitisme, mais l'enthousiasme général pour la guerre : pour l'entrée de l'Europe dans son « suicide », intellectuels en tête. Un seul exemple, éclatant, jusqu'à l'éclat de rire. Celui de Freud, déclarant : « Je donne ma libido à l'Autriche-Hongrie. » Le plus grand homme du monde ne peut donner que ce qu'il a. Ce qui est plus sérieux, profond, inquiétant (et qui pourrait justifier le soupçon français), c'est l'explosion d'une étrange fraternité. Philosophes et écrivains juifs des pays germaniques célèbrent l'identité, du moins l'étroite parenté, spirituelle, métaphysique, psychologique, créatrice, du judaïsme et du germanisme, jusque dans leur commune destinée de solitude et de persécution. Du coup, la « haine anti-allemande » manifestée à l'extérieur s'identifiait aussi à la « haine antijuive ».

L'illusion ne devait pas durer longtemps, l'antisémitisme *reprit feu aux premières difficultés*; et il va sans dire que, en vertu du principe que tout ce qui est le « mal » est juif, le pain noir fut juif, et juive la défaite. Weimar, aussi. L'auteur décrit en clinicien la « folie exemplaire » de Ludendorff. Sur ce cas illustre d'antisémitisme paranoïaque, donc gênant, l'auteur attribue à un propos délibéré le silence qui serait fait aujourd'hui. Il cite l'absence de Ludendorff de l'Encyclopædia Universalis. Tout simplement parce que celle-ci, dans son corpus, n'est pas un dictionnaire : on n'y trouve pas davantage Foch — ni De Gaulle. Mais Ludendorff figure parfaitement dans le « Thesaurus » (Vol. 19). Autrement notable, cette lettre d'un soldat allemand : souhaitant qu'on « règle son compte définitivement à la bande », il ajoutait : « Ceux d'entre nous qui auront le bonheur de revoir la mère-patrie la retrouveront épurée des métèques. Non seulement les ennemis extérieurs seront taillés en pièces, mais notre internationalisme interne sera écrasé... » Ce combattant obscur signait : Adolf Hitler.

La même évolution se produit très rapidement en Russie, pour déboucher sur l'antisémitisme déclaré à la révolution, « juive » bien entendu; puis, cette révolution ayant triomphé, sur l'antisémitisme des vainqueurs. Tragédie d'humour très noir, dont on trouvera des analyses approfondies dans le dernier livre d'Annie Kriegel (2). Historienne du communisme, elle était bien placée et bien armée pour réfléchir sur l'antisionisme (masque et alibi d'un antisémitisme contradictoire et plus ou moins inconscient) de la gauche, l'extrême gauche et « l'ultra-gauche ».

Deux chapitres, plus imprévus, sur l'antisémitisme en Grande-Bretagne, et surtout aux Etats-Unis, où il est rare. Il est vrai qu'on y avait des abcès de fixation : les Noirs, les Indiens et les « papistes ». Enfin, Léon Poliakov s'attache plus longuement à la France. Il y constate, chez les citoyens juifs, le même « hyper-patriotisme » qu'ailleurs, fruit naturel de leur « hyper-loyalisme »; et aussi que, contrairement à ce qui se passait ailleurs, l'antisémitisme s'y interdit lui-même. Pour se réveiller ensuite : il en dépiste tous les signes, sans oublier l' « antisionisme ». Ici, la politique et la sensibilité religieuse intervenaient : la Terre promise d'Israël était aussi le berceau du christianisme; et, dans cet Orient, la France avait des « droits » fort anciens. L'auteur considère un peu vite l'affaire, à la *fois comme de* l'antisémitisme patent et comme une « anecdote ». Peut-être aussi gratte-t-il un peu fort pour mettre à nu l'antisémitisme dans la littérature. Jusque chez Duhamel ! — ce philosémite ardent et militant.

SUR l'antisémitisme entre les deux guerres, Léon Poliakov a cherché des *témoignages* : dans sa mémoire et celle des autres. Il est naturel qu'il s'adressât à d'anciens jeunes lycéens juifs. Pourrais-je, de l'autre côté, lui en apporter un (qui peut d'ailleurs être retourné dans un sens assimilationiste) : je n'avais pas la moindre idée de l'antisémitisme, ni d'ailleurs du sémitisme; j'ai découvert rétrospectivement que j'avais eu des camarades juifs, sans savoir alors qu'ils l'étaient, ne sachant pas ce que c'était.

Dans l'antisémitisme, Léon Poliakov aperçoit « à la fois un symbole et un agent du désarroi ou de la décadence de l'Europe ». Ne faut-il pas suivre plus profondément la racine ? Jusqu'à extirper — ce n'est pas pour demain — de la mentalité humaine, sans doute aussi vieux qu'elle, mille fois plus vieux qu'Israël, le besoin de faire porter à l'autre, dans le destin individuel comme dans le destin collectif, le poids de son échec, de sa peur, de ses malheurs. Et l'un des malheurs du monde, *c'est que, pour un trop grand nombre* d'hommes, l'autre, tout un peuple, soit devenu cela même qu'il n'a certes pas inventé, mais qu'il a nommé : le bouc émissaire.

(1) *Histoire de l'antisémitisme*, tome IV : *L'Europe suicidaires*, Calmann-Lévy, Paris, 1977, 368 pages, 59 F.
(2) *Les Juifs et le monde moderne*, Seuil, Paris, 1977, 256 pages, 42 F.

AFRIQUE

LES PROBLEMES AGRAIRES AU MAGHREB. — Ouvrage collectif du Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes

★ Editions du C.N.R.S., Paris, 1977, 320 pages, 50 F.

D'emblée la question est posée qui préside à cet ouvrage consacré à la paysannerie maghrébine, et semble ironiquement le remettre en cause : quand dans les villes d'Afrique du Nord chacun parle de la paysannerie, quand du président au lycéen tant de discours s'entrecroisent sur les vices ou les vertus du fellah, nulle part on n'entend la voix de celui qu'ainsi on interpelle. Les paysans ne parlent pas, mais que cèle ce silence ? Ce voile, les chercheurs du *C.R.E.S.M.* en ont soulevé un pan dans la série d'études présentées par M. Bruno Etienne. A travers les mythes qui encombrent l'image du fellah et le dérobent au regard, mythe du héros libérateur, du paysan paré de toutes les vertus de la terre ou, au contraire, méprisé au nom du mythique « esprit de gourbi », ils sont parvenus à cerner les contours d'une paysannerie maghrébine confrontée à un procès de modernisation dont le terme ne semble pouvoir être que sa disparition.

A l'exception d'un article consacré à la Tunisie qui revient sur l'échec de l'expérience Ben Salah, et de deux autres consacrés à la Libye, l'un pour constater la sédentarisation des bédouins de Cyrénaïque, le second exposant les données du parti libyen de se doter en trente ans d'un secteur agricole couvrant les besoins du pays, le reste du recueil est voué à l'Algérie et au Maroc. Une annexe documentaire comporte une chronologie des textes législatifs ou réglementaires ayant trait au secteur agricole et une bibliographie de travaux universitaires inédits.

Tous les auteurs paraissent finalement partager le propos désabusé de M. A. Zghal qui, devant le peu d'enthousiasme des paysans pour la réforme agraire, s'interroge : « *Le processus de dépaysannisation des ruraux maghrébins a-t-il réellement atteint un point tel, que, finalement, ce sont eux-mêmes qui demandent la destruction de leur vision du monde ?* » A quoi répond le préfacier que, « *désormais, en Afrique du Nord comme il en fut ailleurs, le temps de la fin des paysans a commencé* ».

Que les révolutions paysannes profitent rarement à ceux qui ont combattu pour elles, le Maghreb en administre une nouvelle preuve.

C. B.

NEGRITUDE ET CIVILISATION DE L'UNIVERSEL. — L. Sedar Senghor

★ Le Seuil, Paris, 1977, 576 pages, 75 F.

C'est le troisième volume du vaste ensemble entrepris par L. S. Senghor, sous le titre général de : *Liberté*. Développant sa thèse — ses convictions — humanistes et universalistes, l'auteur montre l'assimilation réciproque des cultures « exotiques » par ce qu'il appelle l'Eurafrique, et de la culture de celle-ci par celles-là. Mise en lumière de la négritude comme culture et comme idéologie, pour répondre à un certain « mépris culturel » dont l'Afrique a encore à souffrir.

Y. F.

L'ETHIOPIE ET SES POPULATIONS. — J. Vanderlinden

★ Editions Complexe, Bruxelles, 1977, 254 pages, 48 F. Diffusé en France par les P.U.F., collection « Pays et populations ».

Voilà un livre d'initiation qui, à l'heure où l'Ethiopie ne cesse d'occuper l'actualité, permettra au lecteur français d'acquérir des connaissances de base sur l'histoire, la géographie et les populations de ce pays. Soucieux de sortir des sentiers battus dans ce genre d'ouvrage et de rendre la lecture plus stimulante, l'auteur découpe le récit en paragraphes centrés plus ou moins autour d'un sujet, puis les entremêle au gré des associations, sans grand souci de la chronologie. *Ce procédé déconcerte* quelque peu, surtout dans sa partie historique (il faudrait au moins ajouter une table chronologique à la fin), mais, quand on s'y fait, la lecture devient agréable.

La majeure partie du livre est consacrée aux divers peuples habitant l'Ethiopie, à leur appartenance ethnique et religieuse, leur mode de vie et leurs coutumes. Aperçu conçu plutôt en termes généraux, sans doute pour ménager le lecteur, mais intelligemment construit, honnête et sans parti pris, sauf en ce qui concerne les Tigréens auxquels l'auteur semble vouer une sympathie toute particulière, au point de rebaptiser les anciens Ethiopiens ou Axoumites « Tigréens », voulant montrer ainsi leur supériorité par rapport aux Amharas.

Il est regrettable que l'auteur n'ait pas consacré plus de place à l'Ethiopie d'après la révolution de 1974. On pouvait espérer qu'un livre publié plus de trois ans après cet événement capital présente une vision cohérente de son déroulement, analyse ses tendances et ses courants en partant des sources de première main.

O. K.

LES PUTAINS DE L'IMPERIALISME. — Wilfred Burchett et Derek Rœbuck.

★ Editions Maspero, Paris, 1977, 272 pages, 40 F.

Ce livre est un réquisitoire contre l'intervention des mercenaires en Afrique ou, comme disait l'un d'eux, capturé en Angola, contre les « *putains de guerre* ». Pendant l'été 1976, les deux auteurs ont assisté au procès de treize mercenaires blancs à Luanda. L'ouvrage qui en découle est le résultat d'une enquête qu'ils ont menée afin d' « *établir la vérité au sujet des activités actuelles des mercenaires, leurs agents recruteurs et ceux qui les paient* ». Après la vague des indépendances africaines, c'est ce continent qui est devenu le terrain de prédilection des mercenaires, instruments commodes pour les pays occidentaux peu soucieux d'exposer au grand jour leurs interventions dans certains pays. Mais le mythe de l'invincibilité des « *soldats de fortune* » n'a pas résisté à leur échec en Angola.

Le portrait du mercenaire-type qui se dégage des procès-verbaux de Luanda est loin d'être héroïque. Ces hommes sortent des couches les plus modestes de nos sociétés et les raisons invoquées pour expliquer leur engagement sont rarement politiques — plutôt un constat de vies ratées. Les sociétés occidentales en proie à la crise seraient-elles devenues de véritables pépinières pour des millions de mercenaires en puissance ? Au-delà du cas des mercenaires d'Angola, la complicité des gouvernements occidentaux qui permettent le fonctionnement des officines de recrutement sur leur territoire et les rapports entre cette activité et l'extrême droite sont mis en lumière. Dans un chapitre consacré à la France, l'analyse des cas de Jean Kay et d'Albert Spaggiari démontre que ce ne sont pas des hypothèses d'école.

H. S.

HISTOIRE

JUIFS EN ALSACE. — Freddy Raphaël et Robert Weyl

★ Ed. Privat, 14, rue des Arts, Toulouse, 1977, 496 pages (180 illustrations et documents), 140 F.

La plus ancienne présence juive en France, avec celle de Provence, est celle d'Alsace : un millénaire. Ce beau livre en est l'histoire. Histoire sociale, religieuse, culturelle d'une communauté dont l'originalité est d'être demeurée très ouverte : vers les chrétiens et vers l'Europe. Le description des croyances et de la pratique est étroitement mêlée à celle de la vie quotidienne, les unes et l'autre imprégnées d'une « mystique de l'attente ». Même la vie sociale, économique, professionnelle, y prend une couleur particulière.

Ces deux parties sont précédées par la plus importante : en dimension, mais aussi parce qu'elle manifeste l' « âme » et en fixe l'image. Il s'agit, bien entendu, de l'art. Art populaire, art des scribes, épigraphe, architecture; et aussi art chrétien où se lit la représentation que l' « autre », que l'imaginaire médiéval, se faisait du juif à travers — ou malgré — un voisinage si familier. L'iconographie est nombreuse et suggestive.

Y. F.

L'AFFICHE, miroir de l'histoire - miroir de la vie. — Max Gallo.

★ Robert Laffont, Paris, 1977, 232 pages, 59 F.

L'affiche, contraction de sens pluriels, exprime en un clin d'œil des idées dont le déploiement, écrit au parlé, exigerait de laborieux paragraphes. Sa densité sémantique fait donc d'elle un document exceptionnel pour l'historien des mentalités modernes. La démagogie des pouvoirs politiques s'adressant au peuple de manière directe, franche, s'y dévoile comme dans aucun autre. Elle est le support rhétorique de deux discours privilégiés : le politique et le commercial; une figure les domine tous deux : celle de l'*injonction*.

Pour dégager les enseignements de l'affiche, l'historien doit se doubler d'un sémiologue : Max Gallo révèle dans ce livre qu'il possède cette rare ambivalence. Il effectue une lecture d'une fine perspicacité, et retrace, en analysant les plus belles affiches de mode, de tourisme, de commerce, de guerre ou de cinéma, une passionnante histoire du désir de consommer et du bonheur d'obéir. Dans une deuxième partie, le critique d'art Carlo Arturo Quintavalle décrit l'évolution esthétique de l'affiche depuis Jules Chéret et Toulouse-Lautrec, et détermine les influences des grands courants artistiques du vingtième siècle.

En puisant, pour l'illustration de l'ouvrage, dans les fonds extraordinairement riches du Musée des arts décoratifs de Paris et, surtout, du musée Civico-Luigi-Bailo, de Trévise, les auteurs démontrent que l'affiche, malgré sa large consommation et sa rapide consomption, constitue une véritable œuvre d'art capable d'exprimer, par son obsolescence même, l'état ponctuel d'une sensibilité collective à l'égard des crises sociales, des euphories économiques ou des aventures politiques.

I. R.

PROCHE-ORIENT

QU'EST-CE QU'ON SEMITES. — Doughy

★ Dessins humoristiques, Editions J.-C. Lattès, Paris, 1976, 48 pages, 35 F.

Un recueil de dessins humoristiques politiques, œuvres d'un jeune Israélien, Doughy, dont certains ont paru entre 1972 et 1974 dans l'hebdomadaire israélien *Haolam Hazé*, d'Ouri Avneri. Les croquis mettent face à face des Israéliens et des Arabes, chacun avec sa vérité, tout en montrant, avec beaucoup de gentillesse, l'absurdité du conflit: « *Doughy*, écrit Jean Lacouture dans sa préface, *ne se prive pas de cribler de flèches l'autosatisfaction, le racisme interne et le culte de la force qui sont les plaies d'Israël — comme de toute société constituée en Etat et confrontée aux problèmes de la survie. Mais ce que ces flèches ont d'admirable, c'est qu'elles visent moins à détruire qu'à dévoiler... Les cailloux que projette la fronde de ce David au regard de berger enfantin ne détruisent que des masques, des camouflages, des bandeaux.* » Les petits personnages de Doughy aideront-ils à leur manière à débloquer les esprits ?

A. K.

CINÉMA

REGARDS SUR LE CINEMA EGYPTIEN. — Yves Thoraval.

★ Collection « Hommes et Sociétés du Proche-Orient », Dar-el-Machreq Editeurs, B.P. 946, Beyrouth, 1977, 144 pages, seize illustrations. Diffusion à Paris : *Librairie Samuelian*, 51, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, et Librairie L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris.

Par l'abondance de sa production et l'ampleur de sa diffusion, le cinéma égyptien possède une incontestable envergure internationale; toutefois, peu de chercheurs s'étaient attelés, jusqu'à présent, à ordonner avec méthode et rigueur le foisonnement des films. D'où, d'emblée, l'intérêt de ces *Regards*...

En privilégiant trois aspects analytiques : à savoir, le contenu fonctionnel, la personnalité des réalisateurs et les données économiques, Yves Thoraval propose une véritable lecture de la société égyptienne telle qu'elle se dévoile, depuis les années 30, sur les écrans. Il montre comment les mutations politiques, morales ou culturelles se reflètent dans les fictions filmées et comment les genres dominants, très populaires (mélodrame, farce, comédie musicale...), contiennent, dans leur trivialité même, les principales préoccupations du temps. L'œuvre des cinéastes les plus originaux (Salah Abou Seif, Youssef Cahine, etc.) est particulièrement analysée pour *mettre en relief* la volonté des réalisateurs égyptiens, après la révolution de juillet 1952, de soutenir (parfois de manière critique) les options sociales du nationalisme nassérien.

Cet ouvrage de synthèse, fort documenté et agréablement écrit, devrait convaincre tous ceux qui ignorent encore les qualités spécifiques du cinéma égyptien.

I. R.

SOCIÉTÉ

QUI A PEUR DE LA PHILOSOPHIE ? — Greph (Groupe de recherches sur l'enseignement philosophique).

★ Flammarion, Paris, 1977, 476 pages, 16 F.

Encore un livre sur la philosophie ? Sans doute, mais le seul, dans la production de ces derniers mois, qui mérite *d'être lu et médité*. Résultat d'un travail collectif, cet ouvrage ne défend pas un enseignement philosophique attaqué de toutes parts. Tel qu'il se pratique, cet enseignement là est, en effet, indéfendable : comment initier à la réflexion, en deux ou trois heures par semaine, des adolescents que la machine scolaire, de la sixième à la première, a conditionnés à reproduire les idées dominantes ?

Il ne sert donc à rien, estiment les auteurs, de revendiquer le maintien du statu quo : un enseignement au rabais en terminale; défendre la philosophie (c'est-à-dire la liberté de pensée et de parole), c'est concevoir d'une tout autre façon son apprentissage. Un apprentissage qui doit commencer beaucoup plus tôt — à un âge où les idées reçues ne s'opposent pas encore à l'émergence d'une réflexion vivante, — par exemple à onze ans, lors de l'entrée en sixième.

On objectera — mais pourquoi réserve-t-on l'objection au seul enseignement de la philosophie ? — que les enfants ne sont pas assez « mûrs ». Raison de plus : c'est en s'exerçant très jeune à la pratique de la réflexion philosophique qu'on peut mûrir pour la philosophie.

Les auteurs en ont tenté l'expérience : les uns ont fait expliquer par leurs sixièmes un mythe platonicien, d'autres, à partir d'une fable de La Fontaine ou d'un extrait de *Robinson Crusoë*, ont amené les leurs à s'interroger sur les rapports de l'homme avec la nature.

M. T. M.

TRAVAILLER DEUX HEURES PAR JOUR. — Adret

★ Le Seuil, Paris, 1977, 188 pages, 35 F.

En 1936, la loi prévoyait quarante heures de travail par semaine; en 1976, la plupart des salariés travaillent encore quarante-quatre heures; mais, depuis 1936, la productivité a été multipliée par 3,4. Loin de soulager les travailleurs, les progrès techniques ont essentiellement servi à les faire produire davantage : preuve, s'il en est besoin, que la plupart ne travaillent pas pour vivre, mais vivent pour travailler.

On a cru longtemps que c'était un « châtiment », beaucoup croient encore que c'est une nécessité. Pourtant, il serait possible de réduire dès à présent le temps de travail, qui est très souvent — comme le démontre, chiffres à l'appui, un collectif de militants — le temps du gâchis.

Supprimer ce gâchis — par exemple, construire des voitures moins fragiles et qui consomment moins, — augmenter la durabilité des objets (les réfrigérateurs actuels sont conçus pour ne pas servir plus de onze ans, les ampoules, pour ne fonctionner que mille heures, les bas en nylon sont trempés dans un acide qui les rend moins solides), donner à chacun la maîtrise des objets usuels (ce qui rendrait inutile le recours aux « spécialistes »), répartir autrement les tâches et redistribuer les revenus — autant de mesures qui permettraient à chacun, dès maintenant, de ne travailler que deux heures par jour.

Utopie ? Dans la société telle qu'elle est — productiviste et fondée sur le profit, — *sans doute; mais projet réalisable*, si l'on se donne un autre but que l'accumulation sans fin du capital.

M. T. M.

ÉCONOMIE

SOLUTIONS POUR DEMAIN. — Christian Borromée

★ Plon, Paris, 1977, 224 pages, 38 F.

« Solutions » — précisons-le, car il y en a tant d'autres — exclusivement d'ordre monétaire. Bien entendu, l'étude des « monnaies, armes de vie ou de mort », déborde nécessairement sur l'économique et le politique et conduit même à un tableau historique. S'étant ainsi solidement fondé, l'auteur peut exposer les « remèdes évidents », parmi lesquels l'arrêt de la spéculation immobilière et la réforme fiscale. Son attachement à Jacques Rueff, qui préface le livre, laissait présager que Christian Borromée soit un partisan ferme, mais d'ailleurs nuancé, de l'or comme régulateur d'un système abandonné à tous les laxismes.

Y. F.

AMÉRIQUES

DEMAIN LE BRESIL ? MILITARISME ET TECHNOCRATIE. — Michel Schooyans.

★ Editions du Cerf, coll. « Terres de feu », Paris, 1977, 176 pages, 38 F.

Professeur à l'université de Louvain après avoir enseigné dix ans à Sao-Paulo, Michel Schooyans étudie les deux premières années de la présidence du général Geisel (arrivé au pouvoir le 15 mars 1974) et il fait un bilan de la situation en laissant ouvertes plusieurs perspectives d'avenir. M. Schooyans analyse d'abord l'idéologie de la « révolution » de 1964 (il n'emploie pas, lui, de guillemets...) fondée sur l'obsession de la sécurité qui légitime le pouvoir militaire, le panaméricanisme et l'impérialisme. Il semble se faire quelques illusions sur la volonté (ou les possibilités) de détente du général Geisel dont le « *pragmatisme responsable et œcuménique* » a été mis à rude épreuve par la crise mondiale du capitalisme.

Le grand mérite de cet ouvrage, qui n'est nullement hostile à la « révolution », est de montrer que l'équipe au pouvoir n'est pas homogène. Les difficultés actuelles *ne peuvent que renforcer ces* contradictions. Les Etats-Unis risquent un jour d'avoir une mauvaise surprise.

B. C.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Décisions du Conseil de sécurité sur les questions de Chypre et de Rhodésie

LE Conseil de sécurité s'est réuni le 30 août à la demande de Chypre pour étudier la situation dans l'île à la suite des « violations » par la Turquie des résolutions des Nations unies. Nicosie dénonçait en particulier l'expulsion de Chypriotes et l'implantation systématique d'étrangers venus de Turquie. Le 15 septembre, le Conseil a adopté sans vote une résolution demandant aux parties intéressées de *« s'abstenir de toute action unilatérale ou de quelque mesure qui puisse compromettre les chances d'une solution »*. Exprimant sa préoccupation devant l'absence de progrès des entretiens communautaires, il invite les deux communautés à reprendre aussitôt que possible les négociations sous les auspices du secrétaire général de l'ONU. Il demande aussi l'application urgente et effective de ses résolutions précédentes.

Chypre et la Grèce se sont félicités de ce texte, tandis que la Turquie l'a jugée *« inacceptable »*.

D'autre part, le Conseil de sécurité a débattu du problème de Rhodésie les 28 et 29 septembre. Il a approuvé un projet de résolution britannique demandant au secrétaire général d'envoyer un représentant sur place qui *« entrera en pourparlers avec le commissaire résident britannique et avec toutes les parties à propos des dispositions militaires et connexes jugées nécessaires pour assurer le passage au gouvernement de la majorité »*. L'U.R.S.S. s'est abstenue dans le vote, tandis que la Chine n'y a pas participé.

Déclarations du Conseil pour la Namibie

Le Conseil des Nations unies pour la Namibie a adopté sans opposition le 7 septembre deux déclarations concernant l'avenir de la Namibie. La première porte sur le rattachement de Walwis-Bay à l'administration sud-africaine et demande la réunion du Conseil de sécurité. La seconde vise les préparatifs que ferait l'Afrique du Sud pour procéder à des essais nucléaires dans le désert de Kalahari, en Namibie ; le Conseil souligne à ce propos la responsabilité incombant aux Etats qui ont contribué au développement nucléaire sud-africain.

Conférence sur la désertification

Une centaine de pays ont pris part à la conférence des Nations unies sur la désertification qui s'est tenue à Nairobi du 29 août au 9 septembre. Un plan d'action a été adopté pour combattre ce fléau, prévoyant une série de mesures aux échelons national, régional et international pour préserver les terres, la végétation et les ressources en eau. Les pays riches et pauvres se sont toutefois divisés sur le problème du financement de ces activités et un amendement présenté par le Soudan et préconisant la création d'un fonds spécial — plutôt que le recours aux organismes traditionnels — a été adopté contre le vœu des premiers. Finalement, un groupe consultatif a été chargé de coordonner les activités et de mobiliser les ressources nécessaires.

Fin de la trente et unième session de l'Assemblée générale et ouverture de la trente-deuxième session

L'Assemblée générale des Nations unies a siégé du 13 au 20 septembre à New-York pour mettre un terme aux travaux de sa trente et unième session. Les débats ont été consacrés au bilan de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud). L'Assemblée n'ayant pu s'entendre sur le texte de la résolution qu'il convenait d'adopter à ce propos, le problème a été renvoyé à la trente-deuxième session, qui s'est ouverte le 20 septembre.

M. Lazar Mojsov, vice-ministre des affaires étrangères de Yougoslavie, a été élu président de cette session. L'Assemblée a aussitôt admis Djibouti et le Vietnam comme cent quarante-huitième et cent quarante-neuvième Etats membres. Cent vingt-six problèmes sont inscrits à l'ordre du jour, dont les principaux sont les questions de Chypre et du Proche-Orient, l'avenir de la Namibie et la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Le débat général s'est ouvert le 26 septembre.

DROITS DES PALESTINIENS. — *Le président du comité pour l'exercice des droits des Palestiniens a demandé, le 13 septembre, au président du Conseil de sécurité d'entreprendre les consultations nécessaires pour la convocation du Conseil, invité à discuter de la mise en œuvre des résolutions du comité, avant que l'Assemblée générale de l'ONU n'entreprenne son débat sur la question de Palestine.*

DECOLONISATION. — *Le comité de la décolonisation, qui avait entamé, le 15 août, son débat sur Porto-Rico, a décidé, le 2 septembre, d'ajourner l'examen de la question à l'an prochain. Un large éventail de pétitionnaires avaient pris la parole et Cuba avait présenté un projet de résolution demandant notamment au gouvernement américain de prendre immédiatement des mesures pour permettre au peuple portoricain d'exercer son droit à l'autodétermination. La décision d'ajournement a été prise par onze voix contre sept et avec quatre abstentions. Le 13 septembre, le comité a entrepris l'examen de la situation aux îles Cayman et aux îles Vierges américaines.*

PROTECTION DES MINORITES. — *La sous-commission pour la prévention de la discrimation et la protection des minorités a tenu sa trentième session à Genève du 15 août au 2 septembre. Parmi les questions à son ordre du jour figurait la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays.*

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À VOCATION MONDIALE

DESARMEMENT. — *Le comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, réuni du 31 août au 9 septembre à New-York, a recommandé à l'Assemblée générale que la session extraordinaire ait lieu du 23 mai au 28 juin 1978 à New-York.*

D'autre part, le comité ad hoc pour la conférence mondiale du désarmement a, lui aussi, siégé le mois dernier à New-York pour adopter son rapport à l'Assemblée générale.

CONTRE LA PRISE D'OTAGES. — *Le comité spécial chargé d'élaborer un projet de convention contre la prise d'otages a terminé sa session le 19 août en demandant à l'Assemblée générale de l'inviter à poursuivre ses travaux en 1978.*

REFUGIES. — *Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés s'est rendu, le mois dernier, en visite officielle en Iran.*

— La médaille Nansen, pour l'année 1977, a été décernée au Croissant-Rouge de Malaisie.

ENFANCE. — *Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a annoncé, le 26 septembre, l'envoi de 24 tonnes de matériel de secours aux enfants du Ghana victimes de la sécheresse. Il a aussi annoncé, le même jour, l'envoi au Liban de cinquante mille couvertures.*

— Le Dr Estfania Aldaba-Lim (Philippines) a été nommée représentante spéciale pour l'Année internationale de l'enfant (1979) en qualité de secrétaire général adjoint de l'ONU.

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. — *Le comité de l'industrie chimique de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) a tenu sa dixième session à Moscou du 12 au 15 septembre. Il a entériné son programme de travail pour 1978-1982 après avoir examiné la situation de l'industrie chimique en Amérique du Nord et en Europe en 1976.*

— Le comité de l'habitation, de la construction et de la planification de la C.E.E.-ONU s'est réuni à Genève du 29 août au 2 septembre. La qualité des établissements humains et la politique d'utilisation des sols ont particulièrement retenu son attention.

— Le secrétariat de la C.E.E.-ONU a publié, au début de septembre, sa Revue annuelle du marché des produits forestiers, *où il est fait état d'une reprise partielle en 1976 par rapport au déclin de 1975.*

F.A.O.

Appel à l'aide alimentaire aux pays du Sahel

DANS une déclaration publiée le 19 septembre à Rome, M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a indiqué que la sécheresse menaçait encore certaines parties du Sahel (Mauritanie, Gambie, Cap-Vert, Sénégal, quelques régions du Mali et de la Haute-Volta) et qu'une aide alimentaire serait nécessaire. M. Saouma estime que les pays de la zone sahélienne devront se procurer au moins 200 000 tonnes de céréales en plus de leurs importations normales. Le déficit alimentaire devrait être moins grave qu'il ne l'avait été lors de la crise de 1972-1974, mais notablement plus important que celui des deux dernières années.

Le programme alimentaire mondial ONU/F.A.O. (PAM) étudie la possibilité de constituer à l'avance des stocks de nourriture en certains points stratégiques et les pays donateurs ont été invités à prendre des dispositions analogues, en consultation avec le PAM, de façon qu'au moins 100 000 tonnes de nourriture soient déjà en route dans un proche avenir.

STOCKS ALIMENTAIRES. — *La production céréalière mondiale pourrait atteindre un total de 1 362 millions de tonnes en 1977, soit autant que la récolte record de 1976, précise le troisième bulletin trimestriel de la F.A.O. sur les perspectives de l'alimentation.*

Avec deux importantes récoltes de céréales à la suite l'une de l'autre, les stocks sont en train d'augmenter rapidement. Les réserves mondiales de céréales, qui avaient augmenté de 38 millions de tonnes l'année passée, se montent actuellement à un total de 160 millions de tonnes (environ 17 % de la consommation annuelle).

La F.A.O. annonce toutefois pour 1977 de mauvaises récoltes dans de nombreuses zones, surtout dans les régions développées. Aussi les besoins alimentaires des pays en voie de développement vont-ils augmenter. Les engagements d'aide alimentaire pris par les pays développés et les programmes multilatéraux (9 millions de tonnes pour 1977/78) restent au-dessous de l'objectif des 10 millions de tonnes fixé par la conférence mondiale de l'alimentation.

ENGRAIS. — *D'importantes améliorations dans la consommation et le commerce des engrais en 1975-1976 sont signalées par la F.A.O. dans son rapport annuel sur les engrais, publié en septembre. La consommation d'engrais a augmenté d'environ 10 % après le fléchissement de la saison précédente ; d'importantes augmentations ont eu lieu aux Etats-Unis. En U.R.S.S., au Brésil, au Mexique, en Egypte, en Turquie, au Pakistan, au Bangladesh et en Inde.*

Les exportations, qui constituent le plus sûr indice pour le commerce mondial des engrais, ont fléchi de 11 % en 1975-1976.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *Récemment éprouvé par de graves sécheresses, le Togo va recevoir une aide alimentaire d'une valeur de 2 millions de dollars. Cette aide, fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM), permettra de ravitailler 426 000 personnes pendant un mois.*

— M. Garson Nathaniel Vogel, commissaire principal de l'Office canadien du blé, a été nommé directeur exécutif du PAM, pour une période de cinq ans à partir du 1er octobre. Il remplace M. Thomas C.M. Robinson.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — *Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a ouvert le 12 septembre à Paris les travaux de sa cent troisième session, en procédant à l'élection de trois de ses membres. MM. François Valéry (France) en remplacement de M. Jean de Broglie, Luis Echeverria (ancien président du Mexique) en remplacement de M. Porfirio Munoz Ledo, et M. Henry E. Kerry (Etats-Unis) qui remplace le professeur Robert B. Kamm. On trouvera dans le prochain numéro du* Monde diplomatique *un bref résumé des travaux de cette session qui devait se terminer le 7 octobre.*

— « L'interaction entre l'éducation et le développement est une des préoccupations majeures des responsables de la politique de l'éducation », a déclaré M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la trente-sixième conférence internationale de l'éducation, qui a réuni du 30 août au 8 septembre à Genève, les ministres de l'éducation (ou leurs représentants) de cent quatre pays. A l'issue de leurs travaux, les ministres ont élaboré une recommandation sur les problèmes d'information liés à l'amélioration des systèmes d'enseignement.

— L'UNESCO a célébré le 8 septembre la douzième journée internationale de l'alphabétisation.

• TRAVAIL. — *Huit experts de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) ont commencé le 12 septembre à Ouagadougou (Haute-Volta) la mise en œuvre d'un projet de deux mois destiné à recenser les besoins immédiats de la région sahélienne en matière de formation professionnelle. Le projet est financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (AID) et exécuté en étroite coopération avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (C.I.L.S.S.) : il concerne les pays suivants : Cap-Vert, Gambie, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.*

• SANTE. — *Le comité régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réuni à Munich pour sa vingt-septième session du 6 au 10 septembre, a adopté une série de résolutions relatives aux nouveaux programmes qui seront mis en œuvre au cours des prochaines années (recherche, soins infirmiers et obstétricaux, protection sanitaire des personnes âgées et lutte contre le cancer).*

— La vingt-septième session du comité régional de l'O.M.S. pour l'Afrique, réunie à Brazzaville du 7 au 14 septembre, a adopté une recommandation sur l'interdiction de tout essai nucléaire (atmosphérique, souterrain ou sous-marin) en Afrique. Cette session réunissait vingt-huit ministres de la santé, cent trente directeurs et techniciens des services de santé de quarante et un pays africains.

— L'emploi des plantes médicinales dans les soins de santé était le thème d'un séminaire de l'O.M.S., réuni à Tokyo du 13 au 17 septembre.

— Le Dr T.A. Lambo, directeur général adjoint de l'O.M.S. et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. William J. Vanden Heuvel, ont signé à Genève le 31 août un accord en vertu duquel l'aide financière des Etats-Unis aux activités d'éradication de la variole en Ethiopie est portée de 2 millions à 3 millions de dollars.

— Le Dr Albert Zahar (Malte), jusqu'ici directeur de la division de la santé de la famille à l'O.M.S., a été nommé directeur de la division des maladies transmissibles. De son côté, le Dr Alexander Kessler (Etats-Unis) a été nommé directeur du Programme spécial O.M.S. de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — *La vingt et unième session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), qui s'est ouverte le 26 septembre à Vienne, marque le vingtième anniversaire de la création de l'Agence. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.*

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a organisé du 4 au 9 septembre à Istanbul, avec le concours de la Banque de développement industriel de Turquie, un séminaire consacré à l'examen des problèmes industriels des régions les plus défavorisées des pays en voie de développement.*

— Depuis le 1er août et jusqu'au 30 novembre, quinze spécialistes désignés par les gouvernements de treize pays en voie de développement suivent à Moscou un stage de perfectionnement en matière de métrologie (normalisation des systèmes de mesure en vue de l'adaptation des articles manufacturés à tous les marchés).

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Le rapport annuel pour 1977

LE rapport annuel du Fonds monétaire international (F.M.I.) publié le 11 septembre souligne qu'en dépit d'une amélioration des conditions économiques et financières dans de « nombreuses parties du monde », la situation économique internationale en 1977 n'est toujours pas satisfaisante. Après avoir atteint un maximum de 13,5 % au deuxième semestre de 1974, le taux global annuel de la hausse des prix dans les pays industriels a été de 6,5 % au cours des deux semestres de 1976 et au premier semestre de 1977 ; cependant, note le rapport, les taux d'inflation courants dans les pays industriels restent encore « beaucoup trop élevés pour qu'on puisse les considérer comme acceptables ». Après la récession de 1974 et 1975, la production progresse à nouveau : le produit national brut réel des pays industriels a été de 5,5 % en 1976 et de 5 % au premier semestre de 1977. Toutefois, le chômage reste encore élevé, entraînant des pressions en faveur du protectionnisme.

Dans un chapitre séparé, le rapport présente une analyse de l'évolution récente du système monétaire international. Un troisième chapitre décrit, d'une manière détaillée, les activités propres du Fonds en soulignant que l'exercice financier écoulé fut une période d'activité exceptionnelle (préparatifs en vue de la mise en œuvre du projet de deuxième amendement aux statuts, travaux préparatoires à l'ouverture d'une facilité de financement supplémentaire, mise en route de la septième révision générale des quotes-parts des membres, assistance accrue aux pays ayant des difficultés de balance des paiements...).

REUNIONS MONETAIRES ANNUELLES. — *Avant la trentième assemblée annuelle des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire de la Banque mondiale, qui a lieu du 26 au 30 septembre à Washington, diverses instances se sont réunies dans la capitale fédérale américaine : le 22, les suppléants du groupe des Vingt-Quatre au niveau des ministres ; le 23, les ministres des finances du groupe des Vingt-Quatre ; le 24, le comité intérimaire du Fonds ; le 25, le comité du Fonds et de la BIRD pour le développement. On trouvera un bref résumé de ces sessions dans le prochain numéro.*

APPROBATION DES « FACILITES WITTEVEEN ». — *Après avoir approuvé les décisions créant une facilité de financement supplémentaire au Fonds, les administrateurs du F.M.I. ont, le 29 août, défini les termes et conditions permettant de mettre à la disposition du Fonds monétaire les ressources alimentant cette « facilité ». L'accord sur la création de cette facilité avait été conclu le 6 août dernier (voir le* Monde diplomatique *du mois de septembre).*

A la fin d'août, treize membres du F.M.I. ou des institutions qui en dépendent et la Banque nationale suisse avaient fait savoir qu'ils apporteraient leur contribution au fonctionnement des « facilités Witteveen » : Abou-Dhabi : 150 millions de D.T.S ; République fédérale d'Allemagne : 1 050 millions de D.T.S. ; Arabie Saoudite : 2 150 millions de D.T.S. ; Belgique : 150 millions de D.T.S. ; Canada : 200 millions de D.T.S. ; Etats-Unis : 1 450 millions de D.T.S. ; Iran : 685 millions de D.T.S. ; Japon : 900 millions de D.T.S. ; Koweït : 400 millions de D.T.S. ; Pays-Bas : 100 millions de D.T.S. ; Qatar : 100 millions de D.T.S. ; Venezuela : 450 millions de D.T.S. ; Banque nationale suisse : 650 millions de D.T.S.

Certains de ces montants pourront être augmentés ultérieurement. Les ressources de ce nouveau mécanisme devraient atteindre 8,435 milliards de D.T.S. au moins et sans doute 8,6 milliards de D.T.S. ou davantage, soit l'équivalent de 10 milliards de dollars.

Le F.M.I. a précisé que les pays emprunteurs ne pourront faire appel à cette facilité que lorsqu'ils demanderont à utiliser leurs tranches supérieures de crédit sur le F.M.I., c'est-à-dire en fait lorsqu'ils accepteront de se soumettre aux conditions posées par le Fonds pour l'utilisation de ces tranches. On sait que les pays en voie de développement ont rarement recours à ces tranches, en raison des conditions posées par le Fonds. La facilité Witteveen permettra aux pays déficitaires d'accroître leurs possibilités d'emprunt sur le F.M.I. de 12,5 à 30 % suivant les tranches de crédit utilisées.

Les administrateurs du Fonds ont d'autre part décidé des commissions à prélever sur les achats effectués par les membres au titre de la facilité de financement supplémentaire ; elles seront égales au taux d'intérêt versé par le Fonds à ses prêteurs, majoré de 0,2 % par an pour les trois ans et demi qui suivront l'achat. Ensuite, la marge sur le taux d'intérêt que versera le Fonds à ses prêteurs sera de 0,325 % par an.

Initialement et jusqu'au 30 juin 1978, le Fonds paiera à ses prêteurs un intérêt de 7 % par an et, ultérieurement, pour chaque période de six mois, le taux d'intérêt sera le rendement moyen pour cette période des bons du gouvernement des Etats-Unis à cinq ans, arrondi au huitième de 1 % supérieur.

VENTE D'OR. — *Le 7 septembre, le F.M.I. a procédé à sa vente annuelle d'or par adjudication et a attribué 524 800 onces d'or fin — soit la quantité totale mise en adjudication — à l'exception d'une fraction d'une barre standard. L'or a été accordé à des prix s'échelonnant entre 147,61 dollars et 149,65 dollars l'once ; le prix moyen étant de 147,78 dollars l'once.*

Les modalités des deux prochaines ventes d'or par adjudication ont d'autre part été fixées : à chacune de ces ventes, le premier mercredi de chaque mois c'est-à-dire le 5 octobre et le 2 novembre, la quantité d'or offerte doit être de 525 000 onces et l'on emploie la méthode du prix offert. On envisage par la suite de continuer les ventes mensuelles par adjudication jusqu'en mai 1978.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — *Dans le cadre du financement compensatoire, le F.M.I. a donné son accord le 12 septembre à la Roumanie pour des achats de devises équivalant à 47,5 millions de D.T.S.*

TIRAGE DE LA GUINEE. — *A la suite d'un accord conclu le 9 septembre avec le Fonds monétaire, le gouvernement guinéen achètera l'équivalent de 8,7 millions de D.T.S.*

CREDITS « STAND-BY » A L'URUGUAY, A LA ROUMANIE ET A L'ARGENTINE. — *Le F.M.I. a accordé le 16 septembre un crédit « stand-by » à l'Uruguay lui permettant d'acheter l'équivalent de 25 millions de D.T.S. au cours des douze prochains mois. Un crédit « stand-by » d'un montant de 64,125 millions de dollars avait déjà été consenti le 13 septembre à la Roumanie. Enfin un crédit du même type consenti le 16 septembre à l'Argentine porte sur l'achat de l'équivalent de 159,5 millions de D.T.S. au cours des douze prochains mois.*

Groupe de la Banque mondiale

Octroi de cinq prêts

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a octroyé le 1er septembre un prêt de 16 millions de dollars à la Côte-d'Ivoire pour la réalisation d'un projet destiné à améliorer et à étendre le réseau d'adduction d'eau dans de petites villes.

Quatre autres prêts ont été accordés :

— Thaïlande (1er septembre) : 50 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de développement de l'énergie hydro-électrique ; le Fonds du Koweït pour le développement économique arabe fournit un prêt de 20 millions de dollars pour ce même projet ;

— Indonésie (8 septembre) : 15 millions de dollars pour un projet éducatif dont bénéficieront sept des provinces les plus peuplées du pays ;

— Brésil (15 septembre) : 17 millions de dollars affectés à un programme de développement rural ;

— Colombie (15 septembre) : 25 millions de dollars destinés au financement d'un programme visant à l'amélioration du niveau nutritionnel des couches les plus pauvres de la population de Bogota et de sept départements.

RAPPORTS ANNUELS. — *Le 19 septembre, la Banque mondiale a publié son rapport annuel dressant le bilan de ses activités pour 1977 ainsi que de celles de sa filiale l'Association internationale de développement. Il en ressort que le montant des engagements des deux organismes s'élève à 7 066,8 millions de dollars, soit une hausse de*

434,4 millions. Ce document souligne cependant que cette augmentation est purement nominale, si on devait tenir compte de l'inflation enregistrée pendant l'exercice, la valeur des engagements serait de 6 586 millions de dollars, soit une baisse de 46 millions de dollars par rapport à l'exercice 1976.

Les prêts de la Banque ont atteint 5 759 millions de dollars, dépassant de 782 millions le montant de l'exercice précédent. Les crédits consentis par l'IDA, en revanche, ont diminué de 348 millions, soit 1 308 millions de dollars ; cette diminution provient d'une baisse des disponibilités de l'IDA, pratiquement épuisées au 30 juin 1977, date de la clôture de l'exercice.

Il faut aussi noter que les décaissements de la Banque mondiale et de l'IDA atteignent en 1977 des montants sans précédent : 2 636 millions de dollars pour la Banque (soit une progression de 166 millions par rapport à l'exercice précédent) et 1 298 millions de dollars pour l'IDA (soit une progression de 46 millions de dollars).

De son côté, la Société financière internationale a publié le 15 septembre son rapport annuel faisant état du montant des engagements financiers effectifs au cours de l'année 1977, soit 206,7 millions de dollars qui ont financé huit projets en Amérique latine (82,5 millions), six projets en Europe (62,5 millions), onze projets en Asie (28,5 millions) et huit projets en Afrique (33,2 millions). Le revenu net en 1977 s'élève à 8,9 millions de dollars contre 7,7 millions de dollars l'année précédente.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement a approuvé les crédits suivants :*

— Inde (8 septembre) : 58 millions de dollars pour le financement d'un programme d'irrigation dans l'Etat d'Orissa ;

— Tchad (8 septembre) : 1,9 million de dollars pour le développement des cultures vivrières dans la région sahélienne de ce pays ;

— Togo (15 septembre) : 14 millions de dollars destinés au développement rural dans les zones cotonnières.

INTERVENTIONS DE LA S.F.I. — *Deux opérations de la Société financière internationale ont été annoncées au cours des dernières semaines :*

— Prêt de 15 millions de dollars, le 24 août, à la Société Mineracao Rio do Norte pour le financement d'un projet d'exploitation de la bauxite dans la région de l'Amazone ;

— Engagement de 1,5 million de dollars pour l'expansion de la société textile indonésienne Kamaltex ; la contribution de la S.F.I. a été effectuée sous la forme d'un prêt de 1,35 million de dollars et en une participation au capital de 150 000 dollars.

EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. — *La Banque mondiale et un consortium de banques allemandes ont signé le 15 septembre un accord portant sur une nouvelle émission d'obligations libellées en deutschemarks. D'un montant de 300 millions de deutschemarks ces obligations portent intérêt à 6 % l'an payable annuellement ; offertes au public au pair, elles seront remboursées, également au pair, le 15 septembre 1985.*

D'autre part, le 16 septembre, la Banque mondiale a annoncé le placement sur les marchés extérieurs aux Etats-Unis d'une émission de 350 millions de dollars d'obligations venant à échéance le 15 septembre 1979. Ces obligations ont été achetées par des banques centrales et des institutions gouvernementales de soixante-douze pays et par une institution internationale. Intitulées « obligations de 1977 à deux ans, à échéance le 15 septembre 1979 » elles portent intérêt au taux de 6,95 % l'an payable semestriellement.

OPERATION CONJOINTE DE L'IDA ET DE LA S.F.I. — *L'Association internationale de développement et la Société financière internationale ont annoncé le 15 septembre leur décision d'aider au développement industriel de Sri-Lanka par l'intermédiaire de la Société financière de développement de Ceylan à laquelle l'IDA a accordé un crédit de 8 millions de dollars. L'engagement de la S.F.I. consiste en une participation au capital d'un montant d'environ 200 000 dollars.*

NOMINATIONS. — *De futurs changements à la direction de la Banque mondiale ont été annoncés le 15 septembre par M. Robert McNamara : M. J. Burke Knapp, premier-vice président (opérations) quittera son poste le 30 juin 1978 ; M. Stern lui succèdera le 1er juillet. A cette même date, M. I.P.M. Cargill sera nommé premier vice-président (finances) et M. David Hopper nommé le 1er janvier 1978 vice-président régional (Asie du Sud).*

Banque africaine de développement

Prêts au Sénégal, à la Tanzanie et au Ghana

LA Banque africaine de développement a accordé en juin quatre prêts en faveur des pays et organismes suivants :

— Sénégal (9 juin) : un prêt d'un montant de 2,9 millions d'u.c. (806 200 000 F C.F.A.) pour le financement des coûts en devises du projet d'extension de la centrale électrique de Saint-Louis ; le même jour, ce pays a reçu un prêt de 5 millions d'u.c. (1 390 000 F C.F.A.) destiné au financement des coûts en devises du projet de construction de trois ponts sur la route Ziguinchor-Cap-Skirring ; ces prêts ont été consentis pour quinze ans et à 7 % ;

— Tanzania Investment Bank en Tanzanie (24 juin) : un prêt de 3 millions d'u.c. (3,6 millions de dollars, pour dix ans et à 7,5 %) pour financer partiellement le coût de plusieurs projets réalisés par cette société ;

— National Investment Bank du Ghana (1er août) : un prêt supplémentaire de 900 00 u.c. (pour dix ans et au taux de 7 %) pour la réalisation du programme rizicole de Nasia.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *De son côté, le Fonds africain de développement a annoncé l'octroi de plusieurs prêts :*

— Somalie (8 juillet) : 5 millions d'u.c. FAD (pour quarante ans, à 1 % l'an, de la onzième à la vingtième année, et à 3 % ensuite) pour la réalisation du projet routier de Hargeisa-Boroma ;

— Mali (21 juillet) : 5,4 millions d'u.c.f. (pour cinquante ans et avec une commission de service de 0,75 % payable sur les encours successifs) destinés au financement partiel du projet de développement rural intégré Mali-Sud ;

— Bénin (28 juillet) : 5 millions d'u.c.f. (pour quarante ans, avec une commission de service de 0,75 %) pour le développement des services médico-sanitaires en milieu rural ;

— Sierra-Leone (5 août) : 5 millions d'u.c.f. (pour quarante ans avec une commission de service de 0,75 %) affectés au financement des dépenses en devises et d'une partie des dépenses en monnaie locale du projet relatif à l'école d'instituteurs de Bunumbu.

AIDE AUX PAYS DU SAHEL. — *Le 24 juin, M. Fordwor, président de la Banque africaine de développement et M. Monteagle Stearns, ambassadeur des Etats-Unis, ont signé à Abidjan un amendement à l'accord conclu le 12 novembre 1974. Le nouvel accord porte à 3 millions de dollars l'aide consentie par le gouvernement américain en faveur des pays du Sahel.*

Banque asiatique de développement

Cinq prêts

LA Banque asiatique de développement annonce l'octroi de cinq prêts aux pays suivants :

— Indonésie (16 août) : 45 millions de dollars (pour vingt ans) pour financer l'extension et l'amélioration d'un réseau de distribution de l'énergie à Sumatra et à Java ;

— Pakistan (23 août) : 30 millions de dollars (pour quinze ans) accordés à la National Development Finance Corporation pour le financement des opérations de prêts de cet organisme au cours des deux prochaines années ; le produit de ces prêts sera utilisé pour des projets visant au développement de l'économie du secteur public ;

— Thaïlande (25 août) : 47 millions de dollars (pour vingt ans) rétrocédés à Electricity Generating Authority of Thailand pour le financement d'un programme visant à étendre le réseau électrique dans une grande partie du pays à partir des ressources hydrauliques du barrage Bhumipol ;

— Philippines (2 septembre) : 16 millions de dollars (pour vingt-cinq ans) destinés à un projet de développement de l'enseignement de l'ingénierie ;

— Philippines (3 septembre) : 22 millions de dollars (pour trente ans) pour contribuer au projet d'irrigation de la vallée du Tago dans l'île de Mindanao. Un don d'assistance technique devra aussi permettre de compléter une étude préalable sur l'irrigation de l'île.

Tous ces prêts sont accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, et portent intérêt à 8,30 % l'an.

Banque européenne d'investissement

Prêt à une société britannique

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 9 septembre à la British Steel Corporation deux prêts d'une contre-valeur totale de 11,4 millions de livres (soit 17,3 millions d'u.c.). Consentis pour douze ans au taux d'intérêt de 8,7/8 %, ces prêts permettront à cette société de faire face au coût de la modernisation et de la rationalisation des fonderies de fonte de Distington et de Fullwood et de la fonderie d'acier de Craigneuk.

Opérations au titre de la convention de Lomé

Dans le cadre de la convention de Lomé, la B.E.I. a annoncé l'octroi de deux prêts le 9 septembre :

— Prêt de 12 millions d'unités de compte pour le financement de la construction d'une sucrerie à Awendo dans la province de South-Nyanza au Kenya. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 5,75 % compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 % ;

— Prêt global de 3 000 000 d'u.c. consenti à la Development Bank of Mauritius pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension dans les secteurs industriel et touristique. D'une durée de douze ans, ce prêt est assorti d'un intérêt de 5,7/8 % compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à Haïti, à la Jamaïque et aux Caraïbes

TROIS prêts de la Banque interaméricaine de développement ont été annoncés le 15 septembre en faveur des pays suivants :

— Haïti : un prêt de 6,1 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour la réalisation d'un programme de crédit industriel et agricole en faveur de onze mille sept cents petites exploitations et coopératives du pays ;

— Jamaïque : un prêt de 6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans et à 2 %) pour la quatrième étape d'un programme national de crédit rural ; ce crédit sera utilisé par la Jamaica Development Bank (J.D.B.) pour permettre l'amélioration de la production et de la productivité de mille cinq cents exploitations agricoles de petite dimension ;

— Caraïbes : un prêt de 500 000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de 1 % pendant les cinq premières années et 2 % ensuite) et un don d'assistance technique d'un million de dollars à la Caribbean Development Bank (C.D.B.) pour le financement de la préparation de projets d'investissements prioritaires dans la région des Caraïbes.

EMISSION D'OBLIGATIONS A TRINITE ET TOBAGO. — *La Banque interaméricaine a annoncé, le 9 septembre, que sa première émission d'obligations à Trinité et Tobago avait été prise ferme par un syndicat de banques ayant à sa tête la National Commercial Bank of Trinidad Tobago. D'un montant de 25 millions de dollars de Trinité et Tobago, cette émission a été intitulée « obligations 1977 de la Banque interaméricaine en dollars de Trinité et Tobago ».*

Ces obligations à long et moyen terme consistent en 5 millions de bons à cinq ans venant à échéance en 1982, en 10 millions de bons à dix ans venant à échéance en 1987 et en 10 millions de bons à vingt-cinq ans venant à échéance en 2002. Les bons à cinq ans portent intérêt à 6,650 % et sont émis à 100 % du pair, les bons à dix ans portent intérêt à 7,375 % et sont émis à 98 % du pair, les bons à vingt-cinq ans portent intérêt à 7,750 % et sont émis à 96,25 % du pair.

Les obligations à cinq et à dix ans sont remboursables à la date d'échéance, les bons à vingt-cinq ans le sont en treize versements échelonnés à partir de 1990.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN 1976. — *Selon le dernier rapport annuel de la BID sur le* Progrès économique et social en *Amérique latine, publié le 1er août, on constate une amélioration de la situation économique en 1976 par rapport à l'an précédent. Le produit intérieur brut s'est accru de près de 5 % dans l'ensemble ; le déficit extérieur est tombé à 11,8 milliards de dollars, et la valeur des exportations de marchandises s'est élevée de 14 %, pour atteindre 42,4 milliards de dollars.*

ADMISSION DE LA SUEDE. — *La Suède est devenue, le 16 septembre, le quarantième membre de la Banque interaméricaine de développement.*

FONDS DE RESSOURCES INTER-REGIONALES. — *A l'issue d'un accord conclu le 19 août, la Banque interaméricaine de développement a emprunté à la Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank 30 millions de deutschemarks (l'équivalent de 12,8 millions de dollars environ) destinés au fonds de ressources inter-régional. Il s'agit là de la première opération dont bénéficie cet organisme.*

Créé le 1er juin 1976, ce fonds est alimenté par les contributions de pays membres extra-régionaux comprenant, notamment, la majeure partie des pays industriels d'Europe occidentale, le Japon, les Etats-Unis, le Canada, ainsi que le Venezuela. Cet emprunt (d'une durée de onze ans, au taux d'intérêt déterminé lors de chaque tirage) financera des opérations de prêts en faveur du développement des pays membres de la région.

Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de financement

LA Commission des Communautés européennes a pris respectivement les 13, 18, 22 et 27 juillet, dix décisions de financement sur les ressources des deuxième, troisième et quatrième Fonds européen de développement :

— Tonga (quatrième FED) : Aide exceptionnelle d'un montant de 200 000 u.c.e. destinée à contribuer aux réparations des dégâts causés dans les îles Tongatapu et Tuwa par le tremblement de terre du 26 juin dernier ;

— Djibouti (quatrième FED) : Aide non remboursable d'un montant de 650 000 u.c.e. (soit environ 129 870 000 FD) pour la fourniture de matériels de forage et des moyens de transport dans le cadre d'un programme à court terme d'hydraulique rurale ;

— Djibouti (quatrième FED) : Aide non remboursable d'un montant de 310 000 u.c.e. (soit environ 61 938 000 FD) pour l'extension de l'assainissement de la ville de Djibouti et le fonctionnement du projet « Lotissement des Salines » réalisé au titre du troisième FED ;

— Djibouti (quatrième FED) : Aide non remboursable d'un montant de 70 000 u.c.e. (soit environ 13 986 000 FD) pour la fixation d'un programme intérimaire de formation ;

— Caraïbes (St-Vincent) (quatrième FED) : Aide non remboursable d'un montant de 1 920 000 u.c.e. pour la reconstruction de la route Georgetown-Peruvian-Vale ;

— Caraïbes (Dominique) (quatrième FED) : Aide non remboursable d'un montant de 1 980 000 u.c.e. pour le bitumage de 36 kilomètres de routes côtières ;

— Ensemble des pays P.T.D.O.M. et A.C.P. (Etats d'Afrique, des Caraïbes, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique associés à la C.E.E. par la convention de Lomé) (quatrième FED) : fixation d'un montant global (660 000 u.c.e.) pour le programme de sessions de formation et de perfectionnement pour la période du 1er février 1977 au 31 décembre 1978 ;

— Pays A.C.P. (quatrième FED) : 1 300 000 u.c.e. pour le budget du Centre pour le développement industriel ;

— Département français de la Réunion (deuxième et troisième FED) : 468 800 u.c.e. (soit environ 2 625 800 FF) pour l'aménagement de terre-pleins dans le port de la Pointe des Galets ;

— Département français de la Guyane (troisième FED) : 454 000 u.c.e. (soit environ 1 976 800 FF) pour la construction d'un appontement de pêche dans le port de Larivot.

● CORPORATION ANDINE DE DEVELOPPEMENT. — *La direction de la Corporation andine de développement (CAF) a approuvé, le 12 août, une résolution portant sur le retrait du gouvernement du Chili et de la Banque centrale de ce pays de cette institution financière appartenant au Groupe andin. Ce texte règle, entre autres, les questions relatives au rachat des actions et aux procédures de recouvrement, à l'annulation des lignes de crédit dont bénéficiait la Corporation de développement du Chili, ainsi qu'au déboursement par la CAF des montants correspondant à la liquidation des opérations de crédit engagées dans le cadre du système de financement du commerce sous-régional.*

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Groupe andin

Adoption du programme sectoriel de développement de l'industrie automobile

REUNIE à Quito pour sa dix-neuvième période de sessions extraordinaires, la Commission du Groupe andin a entériné le 13 septembre le projet de décision sur le programme sectoriel de développement de l'industrie automobile souscrit par les cinq partenaires le 28 août dernier, mettant ainsi un terme à trois ans de négociations difficiles.

Le programme automobile, dont la disposition la plus originale réside dans l'assignation à chaque pays membre du type de véhicule qu'il aura à fabriquer, porte sur les accords de co-production, l'installation et la localisation des chaînes de montage, le niveau de protection aux frontières de la sous-région, le certificat d'origine, les bases sur lesquelles seront engagées des négociations avec les entreprises multinationales de ce secteur, etc. Le programme automobile instaurera une véritable division sous-régionale du travail en vue de la création d'un vaste marché de l'automobile. Poutre maîtresse de la programmation industrielle, il devra constituer, de l'avis des autorités des cinq pays, le moteur d'une profonde transformation de l'activité économique dans la sous-région.

COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE. — *La première réunion des représentants des entreprises publiques et privées de commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage des cinq pays du Groupe andin a eu lieu du 10 au 12 août à Lima, où elle a adopté une série de mesures pour développer les échanges.*

GATT

Le rapport annuel dénonce la montée du protectionnisme

UN cri d'alarme contre les progrès du protectionnisme, qui compromet la relance de l'activité économique en freinant la restructuration nécessaire de l'appareil industriel, est lancé par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans son rapport annuel publié le 12 septembre.

« *La propagation des pressions dans le sens du protectionnisme*, estiment les auteurs du rapport, *pourrait bien se révéler être l'élément le plus important de l'évolution actuelle des politiques internationales, car elle a atteint un point où l'on peut considérer que le maintien d'un ordre international fondé sur des règles concertées et respectées se trouve mis en question.* »

Il n'est pas difficile d'identifier les origines de ces pressions, poursuit le rapport : la production industrielle des régions développées a stagné entre 1973 et 1976, alors que les exportations de produits industriels des pays en voie de développement continuaient de croître. Mais « *il est plus difficile de comprendre que tant de gouvernements soient prêts à donner suite à ces demandes, car en agissant ainsi, ils appliquent en fait une politique qui est en contradiction avec leur objectif déclaré* », c'est-à-dire la croissance économique.

Les experts du GATT prévoient pour cette année un accroissement du volume du commerce mondial de 6 % seulement. En 1976, le GATT fait état d'une augmentation d'environ 11 % du volume des exportations mondiales après le recul de 1975.

O.C.D.E.

Energie : développer de nouvelles technologies

SELON un rapport publié au début du mois de septembre par l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), il est indispensable qu'un effort vigoureux de recherche et de développement soit entrepris, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, pour développer des nouvelles technologies relatives à l'énergie.

Le rapport insiste sur la nécessité de modifier, au cours de la période qui s'étendra de 1985 jusqu'en l'an 2000 (date à laquelle les approvisionnements en pétrole commenceront sans doute à décliner) la structure de l'offre et de la demande d'énergie. Il conclut qu'à la conception usuelle de la recherche et du développement appliquée à l'énergie doit se substituer une stratégie coordonnée du développement technologique afin d'assurer un niveau satisfaisant d'approvisionnements en énergie.

FLUX DES DONNEES TRANS-FRONTIERES ET LIBERTES INDIVIDUELLES. — *Les incidences économiques et sociales de la transmission de données informatisées à travers les frontières ont été au centre des travaux d'un colloque de l'O.C.D.E. sur les flux de données trans-frontières et la protection des libertés individuelles, organisé à Vienne du 20 au 23 septembre.*

AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE. — *M. William H. Hannum a été nommé au poste de directeur général adjoint de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire, où il succède à M. Ian Williams, qui a pris ses fonctions de directeur général de l'Agence le 1er mai dernier.*

RECENTES PUBLICATIONS

● *Le Canada*, dans la série « Etudes économiques », juillet 1977, 56 pages.

● *Modèle de convention de double imposition concernant le revenu et la fortune*, 224 pages.

● *Objectifs, concepts et stratégies en matière de gestion des déchets radioactifs résultant des programmes nucléaires de puissance*, rapport établi sous la responsabilité d'un groupe international d'experts et publié par l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire.

● *Le Rôle des diplômes dans l'enseignement et la vie professionnelle*, 175 pages.

● *Protection des consommateurs dans le domaine du crédit à la consommation*, 73 pages.

● *La Politique de l'innovation dans le secteur des services*, 273 pages.

● ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — *Les progrès vers la réalisation du libre-échange en Europe occidentale se sont poursuivis au cours des douze mois qui se sont écoulés jusqu'à la fin juin, malgré le taux de chômage élevé enregistré dans cette région, la persistance des pressions inflationnistes et le déséquilibre des paiements extérieurs. C'est ce qui ressort du dix-septième rapport annuel publié au début du mois de septembre par l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), qui rappelle, notamment, que les droits de douane à l'importation qui subsistaient sur la plupart des produits industriels faisant l'objet d'échanges entre les sept pays de l'Association et les neuf membres de la C.E.E., ont été supprimés le 1er juillet dernier, conformément au calendrier établi.*

● ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — *Les directeurs des douanes nationales des pays membres ont tenu leur dixième session annuelle à Montevideo du 5 au 9 septembre. La réunion a été principalement consacrée à l'examen du rapport du groupe d'experts des techniques douanières (21-23 mai) sur le modèle de déclaration de marchandises en transit douanier, ainsi qu'aux travaux de mise au point des mesures d'assouplissement des procédures d'expédition de marchandises par voie aérienne notamment, en raison de l'importance de ce moyen de transport dans de nombreux pays de la région.*

— Le groupe d'experts des problèmes de la double imposition, dont la quatrième session a eu lieu du 15 au 20 août à Montevideo, a poursuivi ses travaux de mise au point d'un modèle de convention de double imposition.

● COMMUNAUTE DES CARAIBES. — *Précédée d'une séance préparatoire au niveau des experts, la quatrième session du comité permanent des ministres de l'éducation des pays membres de la Communauté des Caraïbes s'est tenue à Georgetown (Guyana) les 24 et 25 août. A son ordre du jour : le développement d'un programme intégré d'enseignement des sciences ; le développement des innovations en matière d'éducation ; la création d'une entreprise des Caraïbes pour la production et la distribution de matériel audio-visuel, etc.*

● CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — *Le conseil du commerce et du développement, réuni du 23 août au 2 septembre à Genève pour la première partie de sa dix-septième session, a adopté une résolution concernant l'organisation de la cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement à Manille en mai 1979 et a examiné des questions variées : mandat de la commission de la coopération économique entre pays en voie de développement, mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, interdépendance des problèmes concernant le commerce, le financement du développement et le système monétaire international, financement lié au commerce, garantie du crédit à l'exportation, commerce des articles manufacturés et semi-finis, etc.*

— Afin d'élaborer l'ordre du jour de la session ministérielle de janvier prochain, le Conseil du commerce et du développement s'est réuni en session extraordinaire du 5 au 10 septembre.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

M. Tindemans plaide la cause de l'Europe verte

M. LEO TINDEMANS, premier ministre belge et président en exercice de la C.E.E. a plaidé la cause de l'Europe verte à l'occasion d'une réunion informelle des ministres de l'agriculture des Neuf qui s'est tenue les 12 et 13 septembre à Bruxelles. En réponse aux adversaires de l'Europe verte en Grande-Bretagne, il a estimé qu'il n'était ni souhaitable ni réalisable de réviser de fond en comble la politique agricole commune. Toutefois, le président en exercice de la C.E.E. n'a pas caché son inquiétude au sujet des problèmes agri-monétaires (montants compensatoires) qui, selon lui, *« érodent progressivement l'unicité des prix dans la C.E.E. et, dès lors, le fondement même de la politique agricole commune »*.

D'autre part, les ministres de l'agriculture ont décidé de dévaluer de 5 % le « taux vert » de la couronne danoise, unité de compte utilisée pour les échanges agricoles intra-communautaires.

Cette mesure, demandée par le Danemark à la suite de la dévaluation de 5 % de sa monnaie fin août dernier, évite l'application d'un montant compensatoire de 5 % qui aurait eu pour effet de taxer les exportations de produits agricoles danois, en particulier de viande de porc vers la Grande-Bretagne et la France. Cette mesure, qui avait soulevé des réticences de la part de la Grande-Bretagne, a finalement été prise à l'unanimité.

Prochaine ouverture des négociations des accords de limitation des importations de produits textiles

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont donné le 20 septembre à Bruxelles le « feu vert » à la Commission européenne pour négocier des accords de limitation des importations de produits textiles avec les vingt-cinq principaux pays fournisseurs de la C.E.E.

Valable pour la période 1978-1981, le mandat de négociation adopté prévoit que la Commission de la C.E.E. essaiera de négocier des contingents d'importation à un niveau égal ou proche des importations de produits textiles réalisées en 1976, ce qui signifie en fait une diminution par rapport à la cadence actuelle des importations.

Pour les produits à haute sensibilité économique et politique (taux de pénétration de 50 % ou plus) — filés de coton, tee-shirts, chemises, chemisiers, tissus de coton, pantalons, chandails et tissus de fibre synthétique, — la C.E.E. entend stabiliser en 1978 les importations au niveau de 1976. Elle ne tolérera dans les années 1979 à 1981 qu'une progression annuelle des importations de 1 à 2 % seulement.

Pour les produits à « haute sensibilité » (taux de pénétration supérieur à 20 %) et les produits sensibles (taux de pénétration entre 5 et 20 %) le taux de progression annuel, toujours par rapport à 1976, pourrait se situer respectivement à 4 et 6 %.

Enfin, pour les produits moins sensibles, la Communauté européenne se montrera moins exigeante et plus souple.

Les négociations avec les pays fournisseurs (Hongkong, Inde, Corée du Sud, Taïwan, Brésil, Yougoslavie, Pakistan, Thaïlande, Macao, Malaisie, Colombie, Singapour, Mexique, Uruguay, Argentine, Philippines, Sri-Lanka, Guatemala, Roumanie, Hongrie, Turquie, Espagne, Israël, Egypte et Grèce) débuteront le 15 octobre. Si elles aboutissent à des résultats concrets d'ici à la fin de l'année, la C.E.E. donnera son accord au renouvellement de l'accord multifibre dans le secteur textile, conclu dans le cadre du GATT.

D'autre part, les ministres ont approuvé les mesures de restrictions aux importations décidées en août dernier par la Commission de la C.E.E. concernant les tissus de coton, les chandails, les pull-overs, chemisiers de femmes et jupes et valables jusqu'à la fin de 1977 pour les exportations de ces produits dans la C.E.E.

Adoption d'un « code de bonne conduite » pour les firmes travaillant en Afrique du Sud

L'Europe des Neuf, en adoptant le 20 septembre un « code de bonne conduite » pour les firmes européennes opérant en Afrique du Sud, a voulu faire pression sur le régime de Pretoria pour contrecarrer sa politique d'apartheid. C'est la première fois qu'un groupe de pays industrialisés occidentaux adopte un tel code, qui recommande notamment l'égalité de traitement sur les lieux de travail (salaires, conditions de travail, liberté syndicale, chances de promotion interne et assurances sociales) entre travailleurs blancs et noirs. Toutefois, la mesure la plus dure prévue à l'origine dans le texte des experts européens — l'interdiction de nouveaux investissements des firmes européennes en Afrique du Sud — n'a pu être retenue en raison notamment des réticences des trois grands pays intéressés : Allemagne de l'Ouest, France et Grande-Bretagne.

Les Neuf continueront toutefois l'étude de cette interdiction, ainsi que d'autres mesures visant à restreindre les crédits à l'exportation accordés aux firmes européennes travaillant en Afrique du Sud.

PREPARATION DE LA REUNION ANNUELLE DU F.M.I. — *La réunion des ministres des finances des Neuf a été essentiellement consacrée le 19 septembre à Bruxelles à la préparation de la réunion annuelle du Fonds monétaire international.*

Les ministres se sont entendus sur une augmentation des quotes-parts au F.M.I. de 50 %.

Pour le reste, ils n'ont pu discuter de la « nouvelle stratégie économique » proposée par la Commission européenne qui suggère une forte relance pour combattre le chômage, en utilisant notamment la relance par la demande et les déficits bugétaires pour soutenir l'activité économique.

Toutefois, M. Robert Boulin, ministre français délégué à l'économie et aux finances a paru réservé. Les propositions de la Commission européenne seront examinées à fond le 17 octobre à Luxembourg.

L'ESPAGNE ET LA C.E.E. — *Les neufs pays du Marché commun ont mis en marche, le 20 septembre à Bruxelles, le processus qui doit permettre à terme à l'Espagne d'entrer dans la Communauté économique européenne. Ils ont en effet chargé la Commission de préparer « sans préambules » son avis sur cette candidature qui devrait être connu au printemps 1978. Alors que la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest ont exprimé leur conviction de voir se dérouler cette négociation d'adhésion sans préalables directs ou indirects, la France et l'Italie ont exprimé des réserves.*

OUVERTURE OFFICIELLE DES CONVERSATIONS AVEC LE COMECON. — *Un communiqué conjoint C.E.E.-COMECON publié le 21 septembre à Bruxelles confirme le début des négociations formelles entre la C.E.E. et le COMECON pour la première moitié de l'année 1978.*

Ce communiqué a été publié à l'issue de la première rencontre au niveau ministériel entre, d'une part, M. Mihai Marinescu, vice-premier ministre roumain et président du comité exécutif du COMECON, et, d'autre part, MM. Henri Simonet et Wilhelm Haferkamp, respectivement président en exercice du Conseil de la C.E.E. et commissaire européen chargé des relations extérieures.

Les conversations, indique le communiqué officiel, « ont donné lieu à un échange constructif d'opinions concernant les négociations futures et les modalités de leur déroulement ». *Dans une conférence de presse tenue à l'issue des entretiens, M. Wilhelm Haferkamp a précisé que la première phase des négociations formelles entre la C.E.E. et le COMECON aurait sans doute lieu à Bruxelles. Interrogé sur la question de savoir si le COMECON et les pays de l'Est avaient maintenant pratiquement reconnu la C.E.E., il a souligné :* « La C.E.E. est une réalité. »

PECHE. — *La C.E.E. a décidé le 20 septembre de prolonger de deux mois les licences de pêche accordées à l'Union soviétique dans la zone communautaire des 200 milles.*

SUCRE. — *Les ministres des affaires étrangères des Neuf n'ont pu se mettre d'accord le 20 septembre sur le mandat que devrait défendre la Commission de la C.E.E. à la conférence internationale du sucre qui siège à Genève.*

La question a été renvoyée au groupe spécialisé du comité des représentants permanents des Neuf à Bruxelles et à un conseil des ministres de l'agriculture.

Jusqu'ici, les positions étaient les suivantes : les principaux pays producteurs de sucre réclament l'instauration de quotas d'exportation et, pour raffermir les cours, un quota de réserve, c'est-à-dire une quantité importante de sucre qui serait définitivement retirée du marché. La C.E.E. reste fidèle à la création de stocks régulateurs.

LA SUEDE DU « SERPENT » MONETAIRE. — *Après la sortie de la Suède le 29 août, le « serpent » ne compte plus que cinq pays dont les monnaies sont liées entre elles, avec une marge de fluctuation de 2,5 % : l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark, membres de la Communauté des Neuf, ainsi que la Norvège, désormais seul pays associé. Depuis sa création au printemps 1972, cet îlot de stabilité s'est donc sensiblement rétréci, après les départs successifs de la Grande-Bretagne (dès l'été de la même année), de l'Italie, puis de la France, qui avait fait une « fausse rentrée » en juillet 1976, avant de décrocher à nouveau en mars 1977.*

CECA

La Commission préside à la conversion des aciéries Rodange-Athus

LA difficile conversion de l'ensemble sidérurgique Rodange-Athus, à cheval sur les deux pays où se situent ces villes (Luxembourg et Belgique respectivement) a été décidée grâce à l'aide et aux conseils de la Commission européenne de Bruxelles, représentée par son délégué aux questions industrielles, M. Davignon. L'affaire était d'autant plus compliquée à régler que quatre mille licenciements étaient en jeu, et que l'opinion des deux pays craignait de voir l'une des deux nations faire les frais de l'opération décidée par le groupe Cockerill, en déficit grave.

Faute de parvenir à s'entendre directement, les gouvernements de Bruxelles et de Luxembourg ont eu recours aux bons offices de la Commission. On peut raisonnablement penser que sans l'aide — diplomatique et surtout financière — accordée au nom de la commission par M. Davignon, l'accord n'aurait pu être fait. En voici les principales dispositions, qui ont été approuvées par le personnel d'Athus à une forte majorité (691 voix pour, 94 contre, 26 nulles), comme le préconisaient les délégués syndicaux :

— L'activité des hauts fourneaux, de l'aciérie et des laminoirs de Rodange (Luxembourg) sera maintenue dans une première phase. Les salariés qui ne trouveront plus d'emploi dans ce cadre seront placés par l'entreprise dans une « division anti-crise » chargée de leur trouver des emplois de reconversion. Le gouvernement luxembourgeois prendra des mesures de prépension à accorder sans distinction de nationalité aux ouvriers et aux employés travaillant dans ces usines.

— A Athus (Belgique), seront maintenues les activités de la chaîne d'agglomération, des torsadeuses et du moulin à scories. Une société de diversification à laquelle participeront les deux gouvernements ainsi que les groupes Cockerill (Belgique) et Arbed (Luxembourg) sera créée pour rechercher les investissements susceptibles de redonner un emploi aux employés et aux ouvriers. En attendant, ceux-ci pourront s'inscrire dans la « cellule d'emploi » dont le gouvernement belge a décidé la création.

— La recherche d'emplois pour huit cents salariés, dans l'immédiat, sera facilitée par les deux gouvernements, qui chercheront à la situer dans le cadre de transformations industrielles plus vastes. Pour sa part, la Commission européenne a pris à sa charge une partie des frais que cela implique (1,5 à 2 millions de francs belges).

— D'une façon plus générale, la Commission interviendra de quatre façons : sur le plan social par le moyen des indemnités CECA jusqu'au maximum possible ; sur le plan sidérurgique, des investissements d'adaptation seront nécessaires et seront favorisés par des prêts aux meilleures conditions ; sur le plan de la diversification et sur celui de la restructuration, la Commission interviendra également par des prêts et des bonifications d'intérêt afin de donner aux nouveaux projets les moyens de réussir. Cela prouve, selon la Commission, *« que les problèmes de la sidérurgie ne pourront être résolus que par la restructuration associée à la diversification »*.

Pessimisme pour la sidérurgie

La crise de l'emploi dans la sidérurgie, dont le cas de Rodange-Athus n'est malheureusement qu'un exemple, promet de continuer. Comme le montrent les derniers résultats statistiques connus.

Les commandes d'acier aux six pays de la Communauté initiale ont été de nouveau faibles en juillet (derniers chiffres connus) : 5 395 000 tonnes, contre 6 338 000 tonnes un an plus tôt (— 6 %). Pour plus des trois quarts, elles viennent des pays de la C.E.E. ; mais les chiffres montrent que le recul des commandes provenant de cette zone est particulièrement important : — 19 %. En revanche, les commandes venant des pays tiers ont augmenté, atteignant 1 758 000 tonnes en juillet contre 1 195 000 tonnes un an plus tôt (+ 47 %), ce qui confirme l'amélioration des ventes d'acier européen sur le marché des Etats-Unis.

La production suit ce mouvement de retrait. En juillet, les Neuf ont coulé 10,4 millions de tonnes, contre 11,27 un an plus tôt, soit 7,6 % de moins. Pour l'ensemble des sept premiers mois de l'année, le recul a été de 4,2 %, certains pays connaissant une baisse particulièrement importante : 8,2 % en Allemagne, 7,7 % au Luxembourg, 7,2 % en Grande-Bretagne. En revanche, le recul n'a été que de 4,8 % en Belgique, de 1,3 % aux Pays-Bas et de 0,2 % en France. Ces chiffres peuvent être comparés à un progrès de 0,6 % au Japon et à un recul de 4,6 % aux Etats-Unis.

D'après les pronostics des experts de la C.E.E., rien ne permet d'escompter une reprise, même légère, de l'activité sidérurgique. Ils s'attendent à des productions de 33,25 millions de tonnes au troisième trimestre (2 % de moins qu'en 1976) et de 34,80 millions au dernier trimestre (+ 5 % que le très mauvais dernier trimestre de 1976).

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS OUVRIERS. — *La Commission de Bruxelles a approuvé une série d'aides en faveur de la construction ou de la modernisation de logements destinés au personnel des industries du charbon et de l'acier. Ces prêts à long terme, au taux de 1 %, sont les suivants : R.F.A. 3 366 500 DM (301 logements) ; France 4 236 550 F (613) ; Luxembourg 22 688 760 Flux (80) ; Italie 3 556,5 millions de lires (426).*

EXPORTATION DE FERRAILLES VERS LES PAYS TIERS. — *Faute d'accord au niveau du groupe des questions CECA, le sujet a été renvoyé à nouveau au comité des représentants permanents des Neuf. La proposition en discussion concerne la vente au second semestre 1977 de 2 millions de tonnes (500 000 tonnes pour chacun des grands pays exportateurs : Allemagne, France, Grande-Bretagne, Benelux) et d'une vingtaine de milliers de tonnes en faveur du Danemark. Chacun de ces pays a demandé que 20 % environ de son contingent d'exportation total puisse être constitué de ferrailles de bonne qualité. La délégation italienne, dont la sidérurgie dépend dans une large mesure de l'approvisionnement en ferraille et qui redoute qu'une libéralisation trop poussée des exportations n'entraîne de graves répercussions sur les prix, au moment où la conjoncture sidérurgique exigera à nouveau une offre abondante de ferrailles d'acier, s'oppose pour l'instant à cette formule, bloquant toute exportation.*

DUMPING ESPAGNOL EN GRANDE-BRETAGNE ? — *Londres, qui avait engagé une procédure contre la vente par dumping d'aciers espagnols en Grande-Bretagne, serait prêt à arrêter cette enquête en contrepartie d'arrangements qui font l'objet de négociations entre les deux pays. Le Royaume-Uni renoncerait ainsi au renouvellement du droit anti-dumping de 31 livres par tonne qu'il avait instauré en avril sur une série de produits sidérurgiques espagnols.*

BAISSE DE LA PRODUCTION DE MINERAI DE FER. — *Au premier semestre, 25,1 millions de tonnes ont été extraites dans la Communauté, soit 16,3 % de moins qu'en 1976 à pareille époque. La baisse a été particulièrement forte en France (— 16,8 %), pays qui produit à lui seul les quatre cinquièmes du minerai de fer de la CECA.*

UN NOUVEL EMPRUNT CECA *est effectué par la Commission sur le marché international de capitaux ; il concerne deux tranches de 50 millions de dollars à 8,25 % et de 100 millions à 8,75 %.*

LA PRODUCTION CHARBONNIERE *des Neuf continue de baisser. Elle n'a pas dépassé en juillet 16,5 millions de tonnes, contre 18 millions un an plus tôt (— 8 %). Pour l'ensemble des sept premiers mois, le recul est de 3,8 %, plus marqué d'ailleurs en Allemagne (— 6,6 %) qu'en France et en Belgique (— 2,8 %) ou au Royaume-Uni (— 1,8 %). Pourtant le niveau des stocks à la mine augmente : 31,9 millions de tonnes en juin, contre 29,9 un an plus tôt (+ 8 %) ; en Allemagne, ce gonflement a même atteint 41,7 % ; à l'inverse, les stocks ont baissé de 18 % en un an en Grande-Bretagne.*

Parlement européen

Présentation du budget de la C.E.E.

LE projet de budget 1978 des Communautés européennes a été présenté le 13 septembre au Parlement européen par M. Marc Eyskens, secrétaire d'Etat aux finances de Belgique, pays qui préside actuellement le Conseil de la C.E.E.

Cette présentation est en effet une affaire délicate, le conseil des ministres de la C.E.E. ayant fait des coupes sombres dans les dépenses qui sont du ressort du Parlement européen et qui, en jargon communautaire, constituent les dépenses non obligatoires : moins de 12 % du budget total. Le reste, les dépenses découlant des traités, est en augmentation de 13 % par rapport à 1977. Le budget total de la C.E.E. s'élève maintenant à 11,6 milliards d'unités de compte, soit près de 14 milliards de dollars.

Les dépenses du secteur agricole absorbent 75 % de ce budget ; le secteur social 3,66 % et le secteur régional 3,45 %. 2,16 % vont à la recherche et 2,65 % à la coopération et au développement.

M. Eyskens a précisé que les réductions portaient sur des actions nouvelles préconisées par les parlementaires, notamment dans le domaine de l'énergie, mais qu'en revanche priorité a été donnée au secteur social.

M. SIMONET N'ESTIME PAS NECESSAIRE LA REUNION D'UN NOUVEAU « SOMMET » ECONOMIQUE. — *La situation économique de l'Europe des Neuf ne* « doit pas inciter à un optimisme facile », *a déclaré le 14 septembre à Luxembourg M. Henri Simonet, ministre des affaires étrangères de Belgique, pays qui préside actuellement le conseil des ministres de la C.E.E.*

Prenant la parole devant les parlementaires européens, M. Simonet a souligné le « caractère durable de l'accroissement du chômage des femmes et des jeunes, chômage qu'il ne sera pas facile de résorber à bref délai par le recours à des techniques d'ordre conjoncturel ».

Interrogé par un parlementaire sur l'opportunité de réunir un nouveau « sommet » économique, M. Simonet a estimé qu'une telle réunion n'était pas nécessaire. Il est dans les intentions du gouvernement belge, a-t-il précisé (en tant que pays présidant le conseil des ministres des Neuf), de traiter prioritairement les questions de chômage et de la situation économique en général. De plus, la présidence belge fera de nouvelles propositions au cours du « sommet » européen des 5 et 6 décembre « pour relancer l'union économique et monétaire ».

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des États américains

Situation inquiétante dans le monde rural

REUNIE à Tegucigalpa (Honduras) du 5 au 8 septembre, la septième conférence interaméricaine sur l'agriculture a lancé un pressant appel à la coopération et à la solidarité régionales pour résoudre les graves problèmes du monde rural. Cet appel lui a paru d'autant plus nécessaire que les conséquences de l'immobilisme des gouvernements pourraient devenir critiques. En effet, d'après le rapport de l'Institut interaméricain des sciences agricoles (I.I.C.A.) soumis aux ministres, trente-six millions de Latino-Américains sont aujourd'hui menacés de dénutrition. L'écart entre le taux de production de l'agriculture et la croissance de la population ne suffit pas à expliquer cette situation. A cela s'ajoutent les pertes, estimées à 30 %, du produit des récoltes en raison de la persistance de méthodes inadaptées de manipulation des produits, du manque d'installations de stockage, de l'insuffisance de moyens de transport, de systèmes de commercialisation primitifs, etc. La Conférence a fait siennes les recommandations de l'I.I.C.A. et a pris une série de mesures touchant aux difficultés structurelles du monde rural et qui seront portées à l'attention des gouvernements.

COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES. — *La Commission interaméricaine des femmes (CIM) s'est réunie à Saint-Domingue du 1er au 5 août, dans le cadre du Plan international pour les femmes adopté à Mexico en 1975. Elle a entièrement consacré ses travaux à l'examen d'un des points prioritaires de ce Plan : l'influence des moyens de communication de masse sur l'image de la femme en Amérique latine. S'insurgeant contre l'image de la femme répandue par les journaux, les revues, la radio et la télévision, la CIM s'est efforcée de démontrer la responsabilité des intérêts qui contrôlent les moyens de communication de masse, et les effets néfastes d'une politique qui, sous prétexte de satisfaire les exigences des lecteurs et des téléspectateurs, contribue à perpétuer l'inégalité des sexes. Dans une résolution, la CIM demande que l'on reconnaisse le droit de la femme à exercer ses responsabilités à tous les niveaux de l'information.*

PRIX DES PRODUITS D'EXPORTATION. — *Réunie à Washington le 13 septembre, la Commission des prix de l'O.E.A. a examiné l'évolution des cours internationaux des matières premières et des produits de base des pays de l'Amérique latine pendant le premier semestre. Après le tassement constaté au début de l'année, le mouvement de baisse, qui s'était amorcé par la suite, s'est confirmé, de sorte qu'à la fin du semestre le niveau des cours était inférieur, par rapport à janvier, de 7,2 % en moyenne.*

EXPORTATION DE SUCRE VERS LES ETATS-UNIS. — *Afin d'examiner les conséquences, pour les exportations de sucre des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes vers les Etats-Unis, du projet de loi sur l'agriculture actuellement en discussion au Sénat américain, l'Organisation des Etats américains a organisé une réunion de consultation à Washington le 12 août. D'après ce projet, le gouvernement américain garantirait aux producteurs nationaux un prix-plancher au-dessus des cours mondiaux. Parmi d'autres mesures, il pourrait avoir recours soit à un relèvement des droits d'importation, soit à un contingentement des importations.*

Les exportations de sucre des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes vers les Etats-Unis ont atteint, en 1976, 2 189 855 tonnes, ce qui représente plus de 56 % des achats américains de ce produit. Déjà très affectés par les pertes de recettes dues à la baisse des cours qui se poursuit depuis 1974, les pays producteurs de sucre se trouveraient placés, si ces dispositions devaient être adoptées, dans une situation particulièrement difficile.

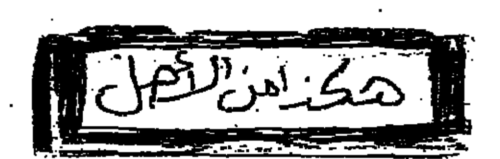
Ligue des États arabes

Au conseil des ministres : conflit de l'Ogaden et attitude à l'égard d'Israël

REUNI au Caire du 3 au 6 septembre, le conseil des ministres de la Ligue des Etats arabes a adopté une résolution prudente sur le conflit de l'Ogaden et une résolution relativement « modérée » contre Israël.

1) Conflit de l'Ogaden : le conseil s'est refusé à soutenir la Somalie contre l'Ethiopie, préférant inviter les deux pays à régler leur différend par des voies pacifiques. Une résolution exhorte tous les pays étrangers à se tenir à l'écart du conflit « *afin que les peuples de la région puissent résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes* ». Le secrétaire général de la Ligue, M. Mahmoud Riad, a été chargé de prendre contact avec son homologue de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), M. William Eteki Mboumoua, en vue de trouver une solution au conflit « *dans le cadre de la coopération afro-arabe* » ;

2) Attitude à l'égard d'Israël : le conseil a adopté un projet de résolution qui doit être proposé aux pays arabes et aux pays non alignés et soumis à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce projet, qui traite principalement de la politique israélienne dans les territoires occupés et de son plan de peuplement, condamne Israël, mais ne réclame aucune sanction contre l'Etat hébreu. Le Conseil de sécurité est invité à prendre les



mesures nécessaires à l'arrêt de la politique israélienne. Le texte réaffirme les principes arabes d'une paix juste et durable au Proche-Orient : retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem, récupération des droits entiers du peuple palestinien, y compris « *le retour, l'autodétermination et l'établissement de son Etat indépendant en Palestine* ».

En outre, les pays membres de l'ONU sont priés de cesser toute aide à Israël qui pourrait contribuer à maintenir l'occupation ou aider les autorités israéliennes à exploiter les ressources naturelles des territoires occupés.

FONDS ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *La Ligue des Etats arabes a conclu le 28 août dernier avec la Somalie un accord d'assistance technique de plus de 1 million de dollars, dans le cadre de l'action du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Cet accord prévoit notamment l'envoi en Somalie d'experts pédagogiques et de professeurs d'arabe, et l'octroi aux enseignants somaliens de bourses d'études dans les universités arabes.*

ADMISSION DE DJIBOUTI. — *Le 3 septembre, la République de Djibouti a été admise au sein de la Ligue des Etats arabes, dont elle est devenue le vingt-deuxième membre. Commentant cette admission, M. Abdallah Kamil, ministre djiboutien des affaires étrangères, a déclaré que son pays allait appliquer le boycottage d'Israël malgré les conséquences de cette politique pour le port de Djibouti. Djibouti, conformément à la charte de la Ligue arabe, fera* « dans les plus brefs délais » *de l'arabe sa langue officielle ; le français restera la seconde langue du pays.*

OTAN

La réduction des dépenses britanniques de défense

LE comité des plans de défense du conseil de l'Atlantique nord a terminé ses consultations sur les mesures proposées en décembre 1976 par le Royaume-Uni pour réduire de 230 millions de livres ses dépenses de défense prévues pour l'exercice financier 1978-1979. Dans une lettre adressée le 16 septembre par M. Joseph Luns, secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), au secrétaire d'Etat britannique à la défense, M. Fred Mulley, le Royaume-Uni est informé que, selon les alliés du Royaume-Uni, « *la réduction actuellement prévue ne peut que nuire à l'efficacité des forces du Royaume-Uni* » et que « *ces événements négatifs sont d'autant plus préoccupants qu'ils coïncident avec une prise de conscience accrue par l'alliance de l'effort incessant que déploie le pacte de Varsovie pour améliorer son dispositif offensif et des implications que cela entraîne pour l'avenir de notre sécurité* ». La lettre, dont les termes ont été approuvés par les autres pays membres de l'OTAN, souligne également que « *l'OTAN, face à une menace croissante, ne peut se permettre aucune réduction des efforts de défense de ses pays membres, et que toute nouvelle réduction décidée par le Royaume-Uni ne serait pas comprise par ses alliés et ne recueillerait aucun soutien de leur part* ».

ASSURANCE DE LA QUALITE. — *Le groupe OTAN de directeurs nationaux pour l'assurance de la qualité a organisé du 5 au 9 septembre à Londres son deuxième colloque consacré à la contribution de l'assurance de la qualité à la disponibilité du matériel destiné aux forces armées de l'OTAN.*

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : nouvelle requête de Chypre contre la Turquie

UNE requête dirigée contre la Turquie a été introduite le 6 septembre par Chypre auprès de la Commission européenne des droits de l'homme. Se référant à la situation existant dans l'île, cette requête allègue la violation de huit articles de la convention européenne des droits de l'homme (droit à la vie, interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, suppression de l'esclavage, de la servitude, du travail forcé ou obligatoire, droit à la liberté et à la sûreté des personnes, droit à un procès équitable par un tribunal indépendant et impartial, droit au respect de la vie privée et familiale, droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale contre la violation des droits garantis par la convention) : la requête invoque également deux articles du protocole n° 1 à la convention, concernant la protection de la propriété et le droit à l'éducation.

Deux requêtes avaient déjà été introduites par Chypre contre la Turquie en septembre 1974 et mars 1975.

AFFAIRES FAMILIALES. — *Les ministres chargés des affaires familiales de dix-neuf Etats européens se sont rencontrés à Bonn du 7 au 9 septembre pour des échanges de vues sur les moyens de promouvoir le rôle éducatif de la famille. A l'issue de leurs travaux, les ministres ont adopté une déclaration soulignant* « l'importance primordiale *(de la famille)* pour l'éducation des enfants et la préparation à la vie d'adulte » : *les ministres se félicitent également de l'initiative de l'Assemblée générale des Nations unies proclamant l'année 1979* « *Année internationale de l'enfant* ».

Agence spatiale européenne

Echec du lancement du satellite O.T.S.

IMMEDIATEMENT après son décollage de Cap-Canaveral (Floride) le 13 septembre, le satellite d'essais orbitaux O.T.S. de l'Agence spatiale européenne (ASE) a été détruit par l'explosion de son lanceur américain, une fusée Delta 3914. La NASA a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la défaillance de ce lanceur fabriqué par McDonnel Douglas.

PROGRAMME AEROSAT. — *Au cours de la huitième réunion du conseil d'Aérosat à Washington les 15 et 16 septembre, la délégation américaine a indiqué qu'en raison de l'insuffisance des fonds mis à sa disposition la F.A.A. était dans l'impossibilité de poursuivre le programme Aérosat comme il avait été envisagé. Les délégations canadienne et européenne ont pris acte de cette déclaration. En conséquence, le conseil du secteur spatial d'Aérosat a été informé, lors de sa réunion du 19 septembre, que le secteur spatial ne pouvait être financé dans les conditions prévues.*

CINQUANTE-TROIS CANDIDATS POUR LA MISSION SPACELAB. — *Cinquante-trois candidats européens, de douze pays différents, ont été pré-sélectionnés pour la première mission du Spacelab, le laboratoire spatial qui sera mis sur une orbite terrestre par la navette spatiale de la NASA. Un seul d'entre eux sera finalement retenu pour travailler à bord du Spacelab avec un spécialiste américain lors de la première mission d'une semaine, prévue pour le deuxième semestre de 1980.*

● ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NORD. — *La vingt-troisième session annuelle de l'Assemblée de l'Atlantique nord s'est déroulée à Paris du 17 au 24 septembre. C'était la première fois que cette assemblée, qui regroupe environ deux cents parlementaires des quinze pays membres de l'alliance atlantique, se réunissait à Paris depuis le retrait de la France de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN.*

● ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — *L'Organisation du traité central (CENTO) a organisé, du 10 au 12 septembre à Téhéran, une réunion d'experts consacrée aux possibilités de coopération des cinq pays membres dans le domaine de la recherche agricole.*

● ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — *M. Bongo, chef de l'Etat gabonais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a annoncé, le 9 septembre, que, en raison de l'aggravation des combats le long des frontières entre la Zambie et la Rhodésie, la Zambie ne pourrait pas accueillir le* « *sommet* » *extraordinaire de l'O.U.A. sur le Sahara occidental prévu pour octobre.*

● CROIX-ROUGE. — *Avec l'arrivée, le 29 août, de 157 étrangers du Vietnam, à bord d'un avion affrété par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), a pris fin la quatrième série de vols de rapatriement organisée par le C.I.C.R. à partir d'Ho-Chi-Minh-Ville. Cette opération porte à plus de 3 600 le nombre d'étrangers qui ont quitté le Vietnam sous les auspices du C.I.C.R. depuis 1975, pour gagner leurs pays d'origine (Inde, Pakistan, Yémen, Indonésie, République de Corée, Taïwan).*

— L'intensification des combats dans la région de l'Ogaden a amené le C.I.C.R. à entreprendre au début du mois d'août des démarches en faveur des victimes civiles et militaires, en offrant ses services aux parties en conflit. A la suite de ces démarches, le C.I.C.R. a préparé deux envois de secours médicaux à destination respectivement de la Croix-Rouge éthiopienne et du Croissant-Rouge somalien, pour une somme de 30 000 francs suisses.

— La situation au Sud-Liban — combats quasi quotidiens et exodes de populations — a nécessité une intensification des activités de secours du C.I.C.R. Au total, du 1er janvier au 30 juin dernier, le C.I.C.R. avait déjà transmis au Liban 6 121 tonnes de secours, représentant une valeur de 26,8 millions de francs suisses.

● RECHERCHE NUCLEAIRE. — *L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) indique que le conseil des ministres de la C.E.E. a décidé d'affecter l'équivalent de 1,2 million de francs suisses à l'installation au CERN d'une petite station terrestre de communications par satellite et à son équipement de calcul électronique connexe.*

● ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — *L'Organisation mondiale du tourisme, dont le siège est à Madrid, a annoncé, le 8 septembre, deux initiatives en faveur de la formation professionnelle donnant suite aux décisions qui avaient été prises par la deuxième Assemblée générale de l'O.M.T. à Torremolinos au début de l'été.*

Un accord a ainsi été signé avec le Mexique en vue du transfert à Mexico du Centre international d'études supérieures de tourisme — qui jusqu'ici était en Italie. D'autre part, les premiers contacts ont été pris avec les autorités vénézuéliennes qui ont offert d'accueillir le nouveau centre de formation hôtelière de l'O.M.T.

— Une conférence mondiale sur le tourisme aura lieu à l'automne 1980 à Manille, ainsi qu'en a décidé la dernière assemblée de l'O.M.T.

● INTERPOL. — *Les travaux de la quarante-sixième assemblée générale d'Interpol, qui ont pris fin le 8 septembre à Stockholm, ont été consacrés en grande partie à l'étude des moyens de lutte contre le trafic des stupéfiants. L'organisation internationale de police recommande notamment une intensification des recherches permettant de localiser et de faire cesser les cultures de cannabis (chanvre indien, haschich qui ne semblent pas avoir diminué à travers le monde au cours des dernières années. Interpol insiste d'autre part auprès de tous les pays membres pour que ceux-ci ratifient, s'ils ne l'ont déjà fait, les conventions internationales relatives à la lutte contre les trafics de drogue.*

Pour un meilleur dépistage, Interpol propose de développer les analyses chimiques afin de déceler l'origine des différents stupéfiants trouvés sur le marché de la drogue.

Afin de prévenir les détournements d'avions, les congressistes ont souhaité par ailleurs le renforcement des mesures de sécurité dans les aéroports pour déceler les transports d'armes à feu.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

MEXIQUE

Initiatives de droite concessions à la gauche

Par ELISABETH GRANJEAS

APRES une interruption de trente-huit ans, le Mexique a renoué ses relations diplomatiques avec l'Espagne. On peut s'étonner que le gouvernement mexicain ait cru bon de choisir l'ex-président Gustavo Diaz Ordaz, responsable direct du massacre de plus de trois cents étudiants à Tlatelolco en 1968, pour être son premier ambassadeur à Madrid depuis la fin de la guerre civile. Cette nomination a provoqué de nombreux remous, dont la démission fracassante de l'ambassadeur du Mexique à Paris, l'écrivain Carlos Fuentes. Le revue mexicaine *Proceso* a rapporté que le numéro du *Monde* faisant état de cette nouvelle a été saisi à l'aéroport de Mexico. Du fait même des violentes critiques dont M. Diaz Ordaz a été l'objet au cours des dernières années, son retour sur la scène politique est sans doute un événement significatif. Illustre-t-il pour autant, comme certains l'ont prétendu, un virage politique du président Lopez Portillo, entré en fonctions le 1er décembre 1976, une rupture avec la politique de ses prédécesseurs et, en particulier, avec celle du président Luis Echeverria ? En fait, les changements de personnel politique et les oscillations de gauche ou de droite ne sont que les réactions plus ou moins épidermiques du pouvoir aux profondes contradictions qui déchirent le Mexique depuis les années 30. Tant et si bien que, douze jours après avoir présenté ses lettres de créance au roi Juan Carlos, M. Diaz Ordaz se démettait de ses fonctions d'ambassadeur. Ce départ était le résultat de pressions exercées, entre autres, par M. Echeverria, lui-même nommé, loin de Mexico, ambassadeur auprès de l'UNESCO à Paris. Ce ballet est le reflet de luttes entre plusieurs groupes.

LA crise provoquée par le mouvement étudiant et démocratique de 1968 a connu une réponse en deux temps : répression puis tentative de récupération politique destinée à désamorcer la crise. Tentative réussie au début mais qui a aggravé les causes anciennes et a produit de nouvelles contradictions. Quel est le bilan de l'administration Echeverria ? Au début (1971-1975), on a paré au plus pressé. Une politique économique a été mise en place qui devait, à l'intérieur des limites (intouchables) du système, faire la part plus belle aux couches moyennes. Elle était accompagnée d'une « ouverture démocratique » permettant une plus grande liberté de presse, d'association, de manifestation, et d'une politique étrangère résolument nationaliste.

Cette politique n'a pas fait, tant s'en faut, l'unanimité au sein de l'*establishment* mexicain : la grande bourgeoisie s'est refusée à financer cette politique et n'était pas favorable à l' « ouverture démocratique ». L'Etat a donc dû assumer son financement en procédant à des prélèvements massifs sur le pouvoir d'achat des couches populaires. En réalité, c'est le secteur public qui dut prendre en charge une politique qui se traduisit alors par de substantielles augmentations des salaires des fonctionnaires, un recrutement en masse dans la fonction publique, une multiplication effrénée de nouveaux organismes publics et para-publics : centres d'études, commissions, fonds fiduciaires, etc. En revanche, malgré quelques hésitations au début, rien ne fut entrepris pour améliorer la condition des autres couches sociales. On renforça le système de contrôle politique, par le biais d'appareils syndicaux corrompus, et la situation économique des masses accusa, tout au long de cette période, une dégradation lente mais persistante

Les conséquences — inévitables — de ces mesures ne se sont pas fait attendre : une régulière hausse des prix d'environ 20 % par an entre 1972 et 1975 entraina un déficit croissant de la balance des paiements (près de 4 milliards de dollars en 1975), d'où un endettement extérieur exorbitant (plus de 20 milliards de dollars vers la mi-1976). Sur le front politique, la situation se détériora également : mécontents des conséquences économiques et méfiants à l'égard des concessions politiques, les puissants groupements industriels et financiers mexicains devinrent franchement hostiles à la politique de M. Echeverria · blocage des investissements, spéculation contre le peso, etc. En outre, la politique destinée à favoriser les classes moyennes comportait des mesures qui, paradoxalement, les lésaient profondément du fait d'une inflation galopante et d'une réforme fiscale dont elles étaient les principales victimes.

CET ensemble de contradictions atteint un point critique pendant l'été 1976, qui marque la fin de l' « ouverture démocratique » et le début ce ce que l'on peut appeler cette fois le virage à droite de la politique mexicaine. On peut le dater : il s'agit du « coup bas » porté par le gouvernement à l'indépendance du quotidien libéral *Excelsior* (juillet 1976), premier signe d'une volonté de reprendre les choses en main. En août, l'armée intervint brutalement, faisant au moins trois morts, pour briser la grève des travailleurs de la Régie nationale d'électricité, qui représentaient un des rares secteurs de la classe ouvrière organisée échappant aux appareils officiels. Mais ce sont surtout les dévaluations de septembre et novembre 1976 qui marquent la fin de la politique annoncée en 1971.

Devenues inévitables dès 1972-1973, réclamées par des économistes mexicains, par le Fonds monétaire international et par le grand capital mexicain, deux dévaluations de 100 % au total par rapport au dollar sonnèrent le glas d'une politique qui avait amené M. Echeverria à multiplier la masse monétaire par deux en deux ans. Mais elles n'avaient de sens que dans le cadre d'une politique économique et sociale globale que la faiblesse du gouvernement Echeverria, résultant essentiellement d'une crise de confiance de l'ensemble des couches sociales, avait empêché de mettre en œuvre ; seule l'euphorie qui suivit l'investiture du président Lopez Portillo l'a rendue finalement possible au cours du dernier semestre. Mais, encore une fois, on en est resté au niveau des effets ; et l'on a recommencé le cycle du bâton et de la carotte.

OU en est aujourd'hui M. Lopez Portillo ? Peu après son investiture, le nouveau président annonce la conclusion de plusieurs « accords d'investissements » entre l'Etat et certaines grandes sociétés nationales qui détiennent des secteurs clés de l'économie : industrie alimentaire, sidérurgie, pétrochimie, etc. Par ces accords, les entreprises s'engageaient, en principe, à investir, créer des emplois, limiter la hausse des prix des produits de grande consommation. Les engagements pris par l'Etat n'ont jamais été rendus publics. Mais il est vite apparu qu'ils impliquaient une sévère limitation des augmentations salariales. En janvier 1977, une partie de ces engagements ont été tenus : bien qu'entre septembre 1976 et janvier 1977 les prix aient monté de quelque 20-25 %, la négociation globale sur les salaires n'a abouti qu'à une hausse de 10 %. En outre, le gouvernement a proposé la création d'une « Banque ouvrière », au capital initial de 100 millions de pesos, entièrement mise à la disposition du patron des syndicats officiels, M. Fidel Velazquez. En échange, celui-ci a déclaré que mieux valait imposer une diminution de la hausse des prix qu'obtenir une augmentaion des salaires pour les rattraper. Il s'agit là de concessions inouïes de la part des syncats mexicains qui, tout corrompus et bureaucratisés qu'ils soient, se sont toujours battus pour le maintien du pouvoir d'achat. Blocage des salaires, renforcement des appareils syndicaux véreux : tel est le premier volet de cet accord.

Deuxième volet : le renversement du rapport de forces entre le secteur privé et un secteur public extrêmement important à la suite des luttes populaires menées pendant des décennies. Le secteur public était plutôt favorisé et la tendance était à son renforcement. Or, dès décembre, le gouvernement commence à transférer massivement, sous des formes plus ou moins couvertes, des fonds publics à des entreprises privées. Malgré l'opposition traditionnelle entre les deux secteurs, de tels transferts ont toujours existé. Mais, aujourd'hui, ils s'accentuent dangereusement : énergie bon marché, renvoi aux calendes d'une réforme fiscale plus que jamais nécessaire, et surtout réduction de 70 à 48 % du poucentage des actifs bancaires obligatoirement déposés auprès de la Banque centrale. Cette dernière mesure répond directement aux exigences des banques mexicaines et libère de la sorte des sommes, normalement destinées aux investissements publics, qui peuvent être ainsi utilisées pour des investissements privés, voire pour une nouvelle spéculation contre le peso.

POUR faire l'unanimité au sein de l'appareil d'Etat, tous les secteurs traditionnels de la classe politique sont invités à participer activement à la mise en œuvre de ces mesures. Pour la première fois depuis les années 30, des représentants éminents des forces armées exercent des responsabilités politiques importantes. Ainsi, en janvier 1977, l'ancien ministre de la défense du président Echeverria, décédé par la suite, est désigné « candidat » officiel du P.R.I. au poste de gouverneur de l'Etat de Basse-Californie, en dépit de l'opposition énergique de tous les secteurs de l'opinion publique de l'Etat. Après une répression armée qui a fait une trentaine de morts à Juchitan, dans le sud du pays, l'ancien commandant de la région militaire de Guerrero, célèbre pour la brutalité de ses méthodes (*free-fire zones*, programme de pacification) dans la lutte contre la guérilla, est nommé gouverneur par intérim de l'Etat d'Oaxaca. Lors d'incidents à l'université de Nayarit, dans l'ouest du Mexique, un recteur militaire est parachuté pour rétablir l'ordre. Plus récemment, au mois de juillet, une grève des syndicats de travailleurs et professeurs de l'université de Mexico visant l'unification syndicale fut violemment brisée par l'entrée de la police sur le campus, intervention qui a provoqué d'importants dégâts matériels.

De plus, afin de marquer la continuité et de ressouder une classe politique durement secouée par les écarts de M. Echeverria, les anciennes équipes sont réhabilitées : on catapulte à des postes ministériels des collaborateurs de l'ex-président Diaz Ordaz, envoyés aux oubliettes depuis 1971. Et surtout, spectaculaire « come-back », M. Diaz Ordaz lui-même refait surface, provoquant une levée de boucliers des intellectuels mexicains et de larges secteurs de l'opinion espagnole. Pour mieux retourner le couteau dans la plaie, l'on organise une conférence de presse à Tlatelolco même, au cours de laquelle M. Diaz Ordaz déclare sans sourciller qu'il est *« fier de son action en 1968 »*.

DERNIER pas à droite, et certainement le plus grave s'il est franchi jusqu'au bout : le changement de la politique pétrolière traditionnelle du Mexique. Deuxième producteur du monde en 1920, premier pays à avoir nationalisé son pétrole en 1938, le Mexique redevient aujourd'hui un pays exportateur de pétrole. Les gisements découverts en 1974 permettent, dès 1975, d'exporter près de cent mille barils de brut par jour. Or, dans ce domaine, l'administration précédente avait suivi une politique intelligente : sous-évaluation des réserves, augmentation modérée et progressive des exportations de brut, développement de la capacité de raffinage, etc. Mais, dès la fin de décembre 1976, le nouveau gouvernement annonce que, grâce à la découverte de gisements et à la réévaluation des réserves, celles-ci sont passées de 6 milliards à 11 milliards de barils.

Une société d'études américaine est chargée de procéder à une analyse de la situation et, en particulier, d'établir de manière concluante les réserves pour les institutions financières internationales. Elle confirme qu'il s'agit bien de 11 milliards de réserves prouvées (qui sont passées depuis à 16,8 milliards) et, d'après des rumeurs plus ou moins orchestrées, les réserves probables s'élèveraient à 60 milliards de barils, ce qui ferait du Mexique le pays le mieux loti du monde après l'Arabie Saoudite.

En fait, la nouvelle politique, avouée ou non, consiste à sacrifier l'avenir à l'immédiat, en accélérant au maximum l'extraction pour augmenter les exportations de brut, au prix d'une lourde hypothèque sur la politique énergétique du pays. Jusqu'à aujourd'hui, il est vrai, cela n'a eu que des conséquences internes : la Banque officielle de développement a acheté l'équivalent de 6 milliards de barils de réserves à la compagnie nationale de pétrole pour, ensuite, émettre des « pétro-bons » rapidement achetés par de grands groupes financiers mexicains. Mais, au moment où les Etats-Unis lancent un programme d'indépendance énergétique à l'égard des pays peu sûrs d'un point de vue géopolitique, beaucoup d'observateurs se demandent si cette nouvelle politique pourra éviter d'aller jusqu'à son aboutissement logique : la dénationalisation plus ou moins déguisée des énormes ressources nationales. Ce serait, dès lors, remettre en cause des acquis fondamentaux de la révolution mexicaine.

TEL est le bâton. Ou, plutôt, tels sont les bâtons. Il y a aussi, bien sûr, la carotte. Dans la mesure où toutes les contradictions s'accentuent, dans la mesure même où les initiatives de droite deviennent particulièrement marquantes, les concessions faites à la gauche prennent à leur tour des formes nouvelles. Puissants, quoique limités, inorganisés et sporadiques, les mouvements de masse ont cependant été bel et bien présents au cours des dernières années. Aujourd'hui, pour la première fois, des perspectives institutionnelles s'ouvrent à eux. En effet, M. Lopez Portillo et le ministre de l'intérieur, M. Reyes Heroles, ont annoncé une importante réforme politique.

Le projet comporte deux volets : premièrement, la législation réelle des partis de gauche, et en particulier du parti communiste mexicain, qui est, faut-il le rappeler, le premier parti communiste fondé en dehors de l'U.R.S.S. ; deuxièmement, l'introduction de l'élection à la proportionnelle de la chambre basse du Congrès. Cela reviendrait, et c'est l'essentiel, à permettre la participation des organisations de gauche, et en particulier du P.C.M., à la vie politique, fait assez inouï dans ce pays puisqu'ils sont, en droit, interdits depuis trente ans. Si cette réforme est effectivement réalisée, il s'agirait certainement d'un changement spectaculaire. Déjà, les différents partis et organisations de gauche amorcent un processus d'unification : le P.C.M. et la fraction majoritaire de l'ancien parti populaire socialiste ont signé un protocole d'accord.

La Commission fédérale électorale a déjà tenu plusieurs réunions extraordinaires publiques auxquelles participaient côte à côte MM. Reyes Heroles et Martinez Verdugo, secrétaire général du P.C.M. ; le parti officiel (P.R.I.) s'est lui-même prononcé favorablement. Toutefois, ce n'est pas la première fois qu'une telle réforme est mise à l'ordre du jour ; ce ne serait pas non plus la première fois qu'elle serait reportée. Ensuite, même si elle est promulguée, l'on peut craindre que cette réforme ne soit viciée dès le départ par des modalités d'application qui la rendraient inacceptable pour les organisations de gauche.

FINALEMENT, si l'exil doré de l'ex-président Echeverria devait être l'amorce d'un virage à droite plus marqué, il n'est pas impossible que le gouvernement veuille se servir de l'annonce d'une grande réforme politique pour camoufler (ou cautionner) la politique d'abandon national que serait la dénationalisation du pétrole. Politique d'abandon, dont un premier indice serait l'accord signé avec les Etats-Unis pour construire un gazoduc allant du sud du Mexique au Texas. Un autre indice est la signature, le mois dernier par le Mexique, malgré l'absence à Washington du président Lopez Portillo et malgré le rideau de fumée jeté par le ministre mexicain des affaires étrangères, d'un texte ratifiant les traités sur le canal de Panama, texte signé aussi, entre autres, par le général Pinochet. Ainsi, le gouvernement de M. Lopez Portillo s'écarte-t-il de la traditionnelle politique étrangère mexicaine d'indépendance et de non-intervention dont les symboles furent la position du Mexique à l'égard de l'Espagne franquiste et son refus de rompre les liens diplomatiques avec Cuba.

Dans ce numéro :

Le numéro du « Monde diplomatique » de septembre 1977 a été tiré à 110 500 exemplaires.
Comme toutes les publications du « Monde », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.
Les numéros de juin et juillet 1977 ont également été interdits à la vente en Egypte.

